REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXVIII[e] ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXVIIIe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-SIXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1908

CIEL ROUGE[1]

DEUXIÈME PARTIE (2)

IV

Il y avait près d'un mois que chaque après-midi, dans un endroit quelconque du parc ou du palais de Versailles, Mme de Kermor, sous la sauvegarde de sa fille, rencontrait David Mériel. Heures délicieuses, où la beauté des tableaux et des statues, le sortilège des jardins, l'attrait divin des paysages vus à deux concouraient à l'enivrement de leurs âmes. Ils avaient l'impression d'accomplir un merveilleux pèlerinage, d'être seuls, très loin, très haut, dans une contrée idéale. Ils commencèrent par visiter les appartemens royaux : somptueux livre d'images où la mémoire inscrit le texte. A mesure que leurs pieds glissaient sur le parquet luisant des chambres, le temps passé rentrait en scène. Les espaces vides se repeuplaient de femmes aux étroites coiffures poudrées, aux robes chargées de passementeries; des jeunes hommes habillés de taffetas gorge de pigeon les abordaient avec un sourire galant. Et c'était d'amour qu'ils parlaient, car en ce siècle de favorites et de courtisans, parmi ces murailles ornées d'emblèmes voluptueux, de quel autre sujet aurait-on pu s'entretenir?...

(2) Voyez la *Revue* du 15 juin.

Ce jour-là David, se sentait triste sans savoir pourquoi. Profitant d'une minute où Odette s'était éloignée, il murmura :

— Heureuse époque que celle où aimer était l'essentiel de la vie !

Le reproche à son adresse que contenaient ces paroles ne pouvait échapper à Laurence. Elle répondit tristement :

— Qu'y a-t-il à cela de changé ?

Puis, comme si elle craignait d'en dire davantage, elle s'éloigna du jeune homme et rejoignit sa fille devant la toile où Mme Vigée-Lebrun a groupé autour de Marie-Antoinette son gracieux trio d'enfans. De tragiques pensées s'évoquèrent. Ce cou si rond, cette gorge aux blancheurs de neige ! quelle vision !... Laurence ne put se retenir d'associer Odette à l'émoi qu'elle ressentait. En quelques mots, elle lui fit le récit des événemens du Temple. La petite l'écoutait palpitante. Imitant le geste tendre du Dauphin, elle se pressait contre sa mère, lui serrait les doigts. Ses yeux humides contenaient cette supplication : Nous, n'est-ce pas, pour nous séparer, toutes les forces du monde seraient impuissantes ?

Un peu plus loin, leur attention fut retenue par le délicieux visage enfantin de celle qui fut Louise de France, avant de devenir la sœur Louise de la Miséricorde. Laurence connaissait ce portrait, elle en avait souvent admiré la bouche riante et le corsage de soie rose. Elle expliqua qu'il avait été commandé par Louis XV et offert à la reine Marie Leckzinska pour la consoler après que sa fille chérie avait été conduite à l'abbaye de Fontevrault. Se retournant vers David, elle lui fit part de ses réflexions. Pourquoi cette princesse aux traits charmans avait-elle préféré les aridités du Carmel à la douceur d'être aimée par l'un de ces jolis seigneurs que Nattier, eux aussi, avait peints ? Comment ces joues en fleurs, ces lèvres plus vives que le fard avaient-elles consenti à pâlir sous le voile et la cornette ?...

David était porté davantage à considérer la peinture au point de vue plastique. Déniant au sentiment le droit d'empiéter sur la forme, il n'attachait de prix qu'à la perfection d'art. D'un mot, il élevait l'œuvre à sa véritable hauteur, ouvrait le large horizon des valeurs, dressait des temples au culte pur de la ligne. Son opinion se formulait avec un charme persuasif.

— Vous êtes la pleine intelligence ! affirmait son amie.

Et tandis qu'elle croyait, en l'écoutant, n'éprouver qu'une

ferveur cérébrale, son cœur défaillait à la chaleur des enthousiasmes partagés.

Le parc leur réservait d'autres ravissemens. Ils le parcoururent avec l'emportement de voyageurs qui atteindraient le but longtemps visé de leurs efforts. Athènes, Florence, le Capitole étaient à la fois devant eux. Sur le ciel d'été, Minerves imposantes, chastement drapées de tuniques où la pointe des seins mettait une blancheur plus blanche, Vénus voluptueuses et nues, Nymphes aux corps juvéniles pétris de grâce et de sérénité, Gladiateurs blessés dont la douleur robuste accuse encore la férocité païenne dessinaient un geste éternel. Et vous Ariane, sœur douloureuse en qui se lamente, à travers les siècles, la plainte des amantes délaissées, avec quelle force obsédante s'imposait votre image étendue comme sur la pierre d'un tombeau!

Souvent les promeneurs quittaient le royaume du marbre et s'enfonçaient sous de tranquilles allées vertes. A l'ombre des arbres où Racine venait méditer, eux causaient. Les tendres figures de Bérénice et d'Andromaque hantaient leurs esprits cultivés; celles d'Hermione, de Phèdre, attisaient l'ardent poème de leurs cœurs. Ils songeaient à Fersen mettant sa vie au service de l'infortunée reine, à Lauzun sanglotant ses adieux, à La Vallière étouffant d'amour et de remords. Et chacun de ces souvenirs, où toujours le pauvre cœur humain succombait sous le même fardeau, les ramenait à eux-mêmes, à leur destin fragile et périlleux.

Pourtant, bâillonné par la présence de l'enfant, David se dévorait d'impatience. Ne jamais se trouver seul avec Mme de Kermor était un régime auquel il ne s'était pas attendu. Ne voyait-elle pas qu'il était inquiet, qu'il la regardait en haletant, comme un homme qui a quelque chose de difficile à dire et qui voudrait être aidé? Il ne savait que penser de cette femme qui, après avoir montré un abandon amical, libre et presque passionné, se reprenait, préservait son cœur, avait l'air de se dérober. Aprement il s'interrogeait. M'aime-t-elle? Qu'attend-elle de moi? M'appartiendra-t-elle jamais? Si, du moins, je pouvais lui parler!...

Leurrée par le silence auquel David était contraint à son côté, Laurence trouvait la vie palpitante et grandiose. Elle marchait près de lui d'un pas soulevé. Les parterres fleuris faisaient cortège à son bonheur. Il arrivait parfois qu'un parfum entré en

elle trop violemment dérangeât l'équilibre de ses nerfs, qu'un mot, une intonation, un frôlement de doigts contre sa jupe ébranlât l'empire qu'elle avait sur ses sens... Aussitôt elle se raidissait ; comme en glissant on s'accroche à une branche, elle saisissait la main d'Odette, et sous un prétexte quelconque abrégeait leur promenade. De retour à la maison elle s'examinait avec un soin consciencieux... Mais quoi !... N'avait-elle pas mis une fois pour toutes son cœur en ordre?... Est-ce que la flamme d'idéal ne montait pas toujours droite et pure? Peu à peu son âme se rassérénait... Que craindre? Elle ne concevait rien au delà de l'entente chaleureuse où tour à tour David était son ami, le guide choisi de son intelligence et aussi un peu le cher petit de son cœur si profondément maternel.

Ces assurances n'empêchaient pas qu'un lourd malaise l'oppressât en présence de M. de Kermor. Tout, devant lui, était souffrance, contrainte, envers de ses joies. Tout la martyrisait. Sa loyauté de caractère subissait mal les feintes nécessaires et les silences mensongers. Dès le matin, elle se cachait la tête dans l'oreiller à la seule pensée des ruses auxquelles il faudrait recourir pour que la précieuse intimité restât secrète. Et le soir!... Oh! c'était alors que son pauvre être se sentait broyé comme entre les ais d'un étau! Que de fois, toute sa dignité en révolte, elle tenta de se libérer!... Que d'artifices et d'efforts pour n'appartenir plus qu'à elle-même!... Si elle y avait réussi, de quel vertige ne se serait-elle pas sentie emportée vers David! Mais chaque fois que le poids de sa chaîne la contraignait aux soumissions désespérées, elle murmurait : « Mieux vaudrait ne jamais revoir mon ami!... »

Hélas! quand sonnait l'heure du rendez-vous, tout ce qui n'était pas David s'effaçait. Une puissance irrésistible s'emparait d'elle; ses mains, redevenues empressées, cherchaient des gants, une ombrelle, et ses pieds, d'eux-mêmes, reprenaient le chemin du bonheur.

S'en fût-elle détournée, Odette se serait trouvée là pour l'y conduire, car Odette, pareillement, ne vivait que pour ces rencontres. Grands événemens, dont plus tard on se souvient et qui sont le trésor de l'enfance! Voir David était son unique plaisir, son but, l'intérêt, l'expansion de sa petite âme. Elle l'écoutait attentivement, enregistrait ses moindres paroles, les retenait avec une précocité surprenante. Elle aurait passé des

heures entières à entendre cette voix charmeuse qui, d'elle à lui, supprimait les distances, la haussait presque au rang envié de jeune fille. Et lorsqu'il avait fini de parler, elle continuait à lever l'interrogation de ses jolis yeux d'émeraude qui disaient : « Encore, encore ! » On aurait cru que, subitement, elle avait pris des années, que son intelligence ne gardait plus rien de puéril. Il arrivait pourtant, qu'en ce délicat organisme surmené, une détente se produisît. Dans l'enfant, la gamine alors reparaissait avec excès; elle s'agitait, comme si elle avait secoué des liens trop lourds, et se mettait, sans qu'on sût pourquoi, à rire frénétiquement, à débiter des extravagances.

— Qu'y a-t-il, lui demanda un jour sa mère, pour te mettre ainsi en gaieté?

Elle réfléchit, et avec une mimique exaltée répondit :

— Je ne sais!... Depuis quelque temps, il me semble que l'air a changé de couleur. J'aime les oiseaux, les bosquets, les statues; tout m'amuse et me plaît dans le parc.

Attendrie par ces accès d'heureuse humeur chez Odette, Mme de Kermor se plut à les favoriser. Même en compagnie de David, elle encourageait le babil de la fillette, et, avec une inlassable patience, répondait à ses mille questions. Le murmure de cette petite voix claire à son oreille était comme celui d'un ruisseau dont on suit le cours, afin de ne pas s'égarer. Cessait-il, une appréhension la poignait, comme si l'autre voix, la voix tentatrice qu'elle ne voulait pas entendre, allait déchirer l'air.

Cependant, David frémissait d'impatience. Il ne sentait plus qu'il aimait Laurence; ou plutôt, son amour n'était désormais que douleur et qu'irritation. Combien de temps allait-elle le condamner à ce rôle absurde de cicerone? L'enchantement des premières causeries s'était dissipé. Que lui importaient la courbe heureuse d'un bassin, la patine du marbre, l'histoire, les tableaux, quand sa jeunesse était en lui comme un feu qui crépite? Sa fâcherie s'en prit aux choses: celles que peu de jours auparavant il admirait lui parurent appauvries. Les belles ordonnances, dont il s'était montré fervent, furent déclarées factices et guindées. Il en critiqua la monotonie, médit des lignes rigides et des bosquets coupés par compartimens. La géométrie des bosquets lui fut insipide. Il s'éleva contre l'émondage régulier des arbres, contre les meurtrissures de la sève,

contre cette discipline partout imposée aux formes végétales qui lui semblait un symbole de la violence faite à sa propre nature. Entre les murailles de charmilles où Laurence limitait leurs pas, il se sentait enfermé, captif, et rêvait de miraculeux écroulemens. Oh! être transporté en quelque forêt sauvage où le corps puissant des chênes pousse libre vers le ciel, étend ses branches et s'enlace à d'autres branches!...

Mais qu'espérer?... Odette, l'insupportable Odette n'était-elle pas toujours là? Quelle envie il avait de lui crier : « Va-t'en!... Mais va-t'en donc!... »

Ce jour-là, Laurence portait une toilette mauve si parfaitement en harmonie avec la verdure environnante qu'elle y était fondue comme une touffe d'hortensias parmi les feuilles. Son corsage dégageait la ligne délicate du cou; son bras, que l'été rendait pâle et moite, luisait entre les dentelles de la manche. Cette chair de nacre, dont il imaginait la tiédeur, troublait David d'une façon singulière.

Plusieurs des questions que lui avait adressées Odette étaient demeurées sans réponse. Dépitée de ne pouvoir attirer à elle l'attention du jeune homme, elle dit à sa mère :

— J'ai envie de courir. Permets-moi d'aller jusqu'au carrefour de Flore.

— Soit, consentit Laurence, mais que je ne te perde pas de vue.

A grandes enjambées, Odette prit les devans. Sa jupe neigeuse voltigeait comme une nuée de papillons; son chapeau, en paille légère, laissait derrière elle flotter deux banderoles de satin.

On était sous une futaie : les troncs droits et lisses ressemblaient à de hautes colonnes; les cimes déployées sur l'éclat du soleil avaient la mobilité transparente d'un vélum; tout au bout de la perspective, on aperçut une porte claire : le ciel.

Combien David l'avait attendue, cette première minute de délivrance!... Du plus profond de sa poitrine il respira. Un flot de paroles allait-il jaillir de lui, le libérer du poids si impatiemment supporté? Non; sa gorge étranglée retenait les mots. Toute sa vie était dans son regard, un regard aussi expressif qu'un aveu.

Sans oser tourner la tête, Laurence sentit sur elle l'insistance de cet appel... Les yeux fixes, elle continua sa route avec la rigi-

dité de ceux qui marchent pendant leur sommeil. Il lui semblait qu'au moindre mouvement, une étoffe, l'étoffe chaste dont son cœur était garanti, allait se rompre et le mettre à découvert. Soudain un frelon se mit à bourdonner autour d'elle, menaçant tantôt sa nuque et tantôt son visage. Au geste qu'elle fit pour l'écarter, ses yeux brusquement rencontrèrent ceux de David. Elle attendit qu'il parlât.

— Ne trouvez-vous pas, dit-il, que cette comédie cruelle a trop duré?...

Elle s'arrêta, les jambes faibles, et balbutia:

— Que voulez-vous dire?

Enfin, elle l'interrogeait! Enfin il allait sortir de cette géhenne silencieuse où, depuis tant de jours, son cœur étouffait.

— Oh! Laurence!... Quel supplice! Je ne puis davantage endurer d'être où vous êtes sans arriver jusqu'à vous! Je ne veux plus respirer votre air, vous entendre, vous voir, et être plus privé de vous, que si un monde nous séparait!

Elle eut la sensation d'un verre qui se serait brisé entre ses doigts.

— N'étions-nous pas heureux ainsi!...

Le front crispé, David protesta :

— Vous, peut-être; pas moi! Oh! non... Jamais homme ne fut moins heureux!...

Elle répondit faiblement:

— J'ai fait pourtant ce que j'ai pu!...

Ah! comme elle se contentait à bon compte, pendant que lui, victime de l'idée fixe, l'attendait!

— Vous ne savez pas le mal que font les nuits agitées, les mauvais réveils, la gorge amère, les poings serrés sur les paupières pour ne pas pleurer!

Sans sévérité, mais chagrine, elle aussi exhala ses reproches.

— Vous, en qui j'avais confiance!... Vous qui m'aviez juré d'être pour toujours mon ami!...

Il mit tout une ardeur à se disculper : son vœu eût été d'obéir; mais ne sentait-elle pas ce qu'un pacte d'amitié, entre eux, avait de dérisoire?

— Je vous aime, Laurence, je vous aime certes de toute mon âme, mais aussi avec les ardeurs de mon âge et le besoin de la félicité. Comment l'amour ne vous paraît-il pas essentiel, indispensable? Que sont nos vains efforts pour l'éviter

Bouleversée de l'entendre, elle s'était remise à marcher vite, très vite, tendue vers le point lumineux que dessinait à l'horizon la robe d'Odette.

David vit clairement que, si elle rejoignait l'enfant avant d'avoir consenti, tout espoir était perdu. Retrouverait-il jamais la chance d'une minute sans témoin? Se fiant à l'effet des plaintes sur ce cœur facile à attendrir, il laissa déborder sa misère. Ah! qu'il avait souffert! Ces heures d'éloignement, jamais elle n'en connaîtrait l'épuisante longueur! Sans cesse il la voyait, l'appelait, tendait vers elle d'inlassables bras. L'instant de la rejoindre ne faisait qu'empirer sa fièvre. Être près d'elle avec un visage d'étranger!... La désirer comme un blessé aspire à l'eau fraîche et prononcer des mots indifférens! Ah! si cela devait se prolonger, il préférait ne plus la voir.

La peur qu'il ne l'abandonnât fit trembler Laurence... Sans lui, en quelle crypte descendrait-elle?

Posant sur lui ses yeux aimans :

— Moi!... Avant tout, ce que je redoute, c'est de vous perdre.

David s'enhardit.

— Alors, soyez à moi.

Tout à coup, dans l'imagination de la femme une vision : la vision de l'autre, de celui qui, sur elle, avait tous les droits, tous les pouvoirs.

— Je ne puis pas! Je ne pourrai jamais.

Et de nouveau, elle se hâta vers la petite robe blanche qui comme une voile de salut flottait à l'horizon.

Stimulé par la crainte de perdre l'unique occasion du bonheur, David, d'un bond, barra la route, et se retournant, fit face à la fugitive. C'était lui maintenant, c'était son visage éperdu qui emplissait l'arceau d'azur.

Les bras en avant, comme un aveugle qui cherche son chemin, Laurence exigea.

— Laissez-moi passer.

Mais David, malgré leur résistance, saisit ces deux mains étendues et contenta l'envie trop forte qu'il avait de les embrasser.

— Non, je ne vous laisserai pas, avant que vous m'ayez exaucé. Demain, tous les jours, je vous attendrai chez moi... Soyez bonne, dites, oh! dites que vous viendrez?...

L'âme assaillie d'amour et de terreur, Laurence se sentit défaillir. Oscillant de droite à gauche.

— Odette!... Odette!... cria-t-elle comme on appelle: Au secours!

Personne ne répondit. Son effroi redoubla.

— Odette! répéta-t-elle.

Et sa voix demeurant sans écho, elle hâta le pas dans un sentiment affolé.

David la poursuivit. Non, elle ne lui échapperait pas ainsi!... Il voulait... il voulait une promesse.

— Laurence!... de grâce!... Arrêtez-vous!...

Au moment où il allait peut-être se faire écouter, les rameaux de la voûte verte se désenlacèrent et le carrefour de Flore apparut. Sur un des bancs en hémicycle qui font au bois une couronne de blancheur, l'enfant était assise. Pensivement, elle effeuillait des pâquerettes, et les pétales, alentour, s'envolaient, pareils à des insectes d'argent.

Du plus loin qu'elle la vit, Laurence gronda:

— Où étais-tu? Je t'avais défendu de t'éloigner ainsi.

Odette avait des excuses plein sa jupe. Elle la tendit en forme de corbeille.

— Regarde ce que j'ai été te cueillir sous le taillis.

Comment lui en vouloir? Laurence se baissa, ses genoux touchant presque le sol.

— Allons! viens m'embrasser.

Rose, essoufflée, la petite s'abattit contre la poitrine de sa mère. Il y eut entre elles une avalanche de baisers sur la figure, le cou, les cheveux, comme si elles se retrouvaient après une longue séparation.

De la place où il était cloué, David observait cette scène. Le désordre de son cœur était extrême. Toutefois un sentiment rapide et plus aigu que tous les autres se fit jour. Il sentit poindre à nouveau l'obscure jalousie qui, dès le premier soir, rue de Tilsitt, l'avait instinctivement éloigné du tableau de Romney. De même que sur la toile, l'union de la mère et de la fille lu parut trop parfaite, la fusion trop absolue. Quelle place restait libre pour lui entre ces deux créatures enlacées? C'était comme si Laurence l'avait frustré, dépouillé, abandonné, comme si elle se reculait en emportant ce que, tout à l'heure, elle avait été sur le point de lui accorder. Il eut l'impression d'une injustice com-

mise à son égard, d'un méchant larcin par lequel on eût dérobé quelque chose de vraiment à lui. Il pensait : « Comme elle l'embrasse! Moi, pour un de ces baisers, je donnerais la moitié de mon sang!... Avec ses lèvres, ses mains, ses cheveux, l'enfant balaye la semence d'amour jetée par mes prières; elle l'empêche de lever, elle la tue. » Et son âme s'imprégnait de fiel. Si, pourtant, il n'avait pas été hors d'état de raisonner, quel orgueil il aurait pu concevoir de ces fanatiques caresses!... Quel espoir!... N'étaient-elles pas la plus évidente preuve du désarroi sentimental où se débattait la jeune femme? Quoi de plus touchant que ces débris d'amour ramassés, trempés de larmes, jetés en *ex-voto* sur l'autel de la maternité?... Quelle plus sainte transposition des regrets tout chauds de l'amante?

Maintenant que, rivée à la main maigrichonne, mais ferme d'Odette, Laurence se sentait solide, elle invita David à se rapprocher.

— Ne venez-vous pas avec nous?...

C'était fini!... Elle avait repris une voix simple et claire. On eût dit que le Léthé avait passé sur elle.

Quelque chose dans son être, à lui, résiste. Il ne peut souffrir de reprendre le masque d'amitié. Pourtant il obéit; il rejoint Laurence près du bassin où elle l'attend avec Odette. Indolente parmi les roses, la déesse du printemps sourit aux Amours qui s'ébattent autour d'elle. Un jet d'eau grésille au-dessus de sa tête et retombe en ondée sur ses fines épaules. Mais David ne voit rien. Replié sur lui-même, il se tait. Ses regards furtivement cherchent ceux de Laurence. Depuis qu'elle l'a fui, il n'a pas réussi à les rencontrer. Mille questions angoissantes le harcèlent. Que pense-t-elle? Est-elle fâchée? Sur quelle parole va-t-on se séparer?

Elle aussi s'interroge. La triple image réfléchie sur le fond de la vasque absorbe son attention. A sa droite, la figure d'Odette vive et claire forme cent petits miroirs scintillans. David à sa gauche, douloureux, rigide, est pareil à ces saints Sébastien de l'École ombrienne qui appuient à un arbre leur corps transpercé de blessures. Au milieu ondoie sa propre face toute pâle, sa tête d'Ophélie aux cheveux de lumière. Elle pense : « Ce triptyque n'est-il pas l'emblème de ma vie? S'il venait à être détruit, qu'adviendrait-il de moi? Sans lequel de mes deux amours pourrais-je vivre? »

Un silence de ruine pèse sur le jardin. La musique du jet d'eau chante seule à travers le feuillage. Soudain le vent s'élève. La surface liquide devient houleuse, les reflets se brouillent... A la place du triptyque il n'y a plus qu'un tumulte d'images brisées... Un étrange frisson parcourt l'air. C'est comme si l'on assistait à une catastrophe.

— Il va faire de l'orage, dit Laurence. Allons-nous-en vite. Et elle se retourne pour prendre congé de son ami...

Trop tard ! Le sol manque sous ses pieds. Trop tard !... Une apparition d'homme, colossale, venue on ne sait d'où, espèce d'idole de bronze, surgit au milieu de l'avenue.

— Papa !... dit Odette en se serrant contre sa mère.

La foudre tombant aux pieds de Laurence ne l'eût pas faite plus livide. Ses yeux interrogèrent ceux de David; elle y lut une sorte de bravade. Eh bien ! oui, après tout, il n'était pas fâché qu'un événement survînt qui allait changer la face des choses. Au surplus, il préférait le rival détestable, détesté, à l'innocente geôlière. Son cœur juvénile avait soif de risques. Il aspirait à lutter franchement, avec la loyauté de la haine. Un homme devant un homme n'hésite pas à s'avouer : « Celui-là est mon ennemi, je veux le supplanter ! » Mais constamment lutter contre une enfant !...

Depuis un instant, M. de Kermor avait reconnu sa femme et sa fille. Cependant la présence entre elles d'un étranger, d'un jeune homme le déroutait. Qui cela pouvait-il être ? Pour un peu, il aurait douté de leur identité, plutôt que d'admettre cette chose insolite qu'elles fussent en compagnie de quelqu'un qui n'était pas de leurs relations.

Sous son regard toutes deux restaient comme paralysées : on eût dit que la même corde d'angoisse les serrait à la gorge. Quand il fut à dix pas d'elles, il appela Odette de cette voix métallique qui vibrait au tympan.

Incertaine de ce qui allait advenir, elle regardait son père sans avancer, avec un pauvre petit visage tout nerveux.

— Tu n'es guère pressée de me dire bonjour, à ce que je vois.

Elle balbutia :

— Si, papa... Et elle fit deux pas en avant.

La sentant presque au moment de pleurer, Laurence intervint :

— C'est la surprise de vous voir. Ne deviez-vous pas aller aujourd'hui à Dampierre ?...

— Effectivement, mais à peine en route j'ai eu un accident. Mon cheval, effrayé d'une automobile, s'est blessé en se jetant contre une borne ; il a fallu le rentrer. N'ayant plus rien à faire de mon après-midi, j'ai pensé que je vous rencontrerais au parc. Voilà une heure que j'erre à votre recherche.

Tout en parlant, il dirigeait un coup d'œil oblique du côté du jeune homme qui était resté à l'écart. A la fin, il avança le menton d'une secousse qui signifiait : « Quel est donc cet individu qui reste planté là à m'écouter?... »

Il fallut le lui présenter. Sans les regarder ni l'un ni l'autre, Laurence les nomma.

Le salut des deux hommes fut glacial. Ils se toisèrent avec le dédain réciproque des gens qui ne sont pas de même race et qui pensent chacun avoir des raisons de se croire supérieur à l'autre. Sanguin, noble et musclé, Ivan jugea David gringalet et de peu d'importance. Celui-ci ne vit que des veines gonflées, un front rouge, des mains d'athlète...

Et Laurence!... que dire de ce qu'elle éprouve?... La mortelle épouvante qui toujours l'a fait défaillir à la pensée que ces deux hommes pourraient se trouver en présence, lui met une sueur au creux des mains. Quoiqu'il ne se passe entre eux rien que de normal, elle a l'impression de choses terribles. Il lui semble que l'ancre qui l'attache à David vient de se rompre et qu'un ouragan l'emporte à la dérive.

A peine l'indispensable poignée de main échangée, M. de Kermor touche son chapeau et se détourne : c'est sa manière de donner congé à l'intrus, une façon de lui signifier : « Maintenant que je suis là pour me charger de ma famille, faites-moi le plaisir de vider la place. »

Mais David ne l'entend pas ainsi. Une fièvre l'affranchit de timidité. Il entend ne recevoir d'ordre que de Laurence elle-même.

Avec la courtoisie d'un serviteur qui se met à la disposition d'une reine, il vient à elle :

— Puis-je espérer, madame, l'honneur de vous servir encore de guide ?

Elle a pu, seule à seule avec sa conscience, balancer, se demander si elle n'allait pas accomplir le suprême sacrifice ; mais

ici, sous l'œil impérieux qui prétend la commander, toute concession serait une lâcheté indigne d'elle. Comme aux poltrons, qui, sur le champ de bataille, deviennent des héros, un cœur tout neuf lui flambe dans la poitrine, un cœur de combat. Elle ne reniera rien.

— Certainement, affirme-t-elle, à bientôt.

La poignée de main qu'elle ajoute à ces paroles est si résolue, que l'amoureux croit y tenir une promesse. Il s'incline palpitant d'espoir.

— Et moi ? fait Odette, que, dans son transport, il oublie.

— Adieu, mademoiselle.

Le cœur de l'enfant se serre ; elle ne peut plus retenir une larme. Les sourcils rejoints de son père lui font présager du malheur. C'est comme quand il fait froid à la fin de l'été et qu'on se dit : « Il n'y aura plus de beaux jours !... »

M. de Kermor était abasourdi. L'émoi évident de sa fille, le trouble de Laurence, l'attitude même du jeune homme, tout révélait entre eux une intimité établie, plutôt qu'une rencontre fortuite. A peine seul avec elles, il exigea des éclaircissemens.

— Y a-t-il longtemps que vous fréquentez ce monsieur ?

Laurence ne cacha point que c'était chez son père, au printemps, qu'elle l'avait connu.

— Et que fait-il ici ?

Toujours calme en apparence, mais insurgée contre cet interrogatoire, elle déclara que David Mériel préparait un travail sur les jardins de Versailles.

Un ricanement accueillit cette nouvelle.

— Ah !... ah !... Je comprends, c'est un faiseur de bouquins.

Ferme et digne, elle riposta :

— Oui. Et après ?

— Je ne m'étonne plus que vous vous plaisiez en sa compagnie.

Pendant que ses parens avaient cette explication, Odette s'était écartée, avec ce tact d'enfant précoce qui lui faisait dire à une petite fille de son âge : « Oh ! moi, je sais toujours à quel moment de la conversation je dois sortir ! » N'entendant plus parler, elle se rapprocha, fit sentir à sa mère la pointe de son épaule. Celle-ci lui mit son bras autour du cou et toutes deux marchèrent, côte à côte, la grande et la petite, comme deux amies qui concluraient ensemble une alliance secrète.

On suivait en sens inverse l'allée où, tout à l'heure, les mots inoubliables avaient été prononcés. C'était le même air chaud, chargé de la senteur des feuilles, les mêmes colonnes lisses où glissaient des raies de soleil, le même dôme formant un ciel sous le ciel. Et pourtant, quel contraste !... Une porte d'enfer fermait le fond de la perspective !... A l'azur du commencement de la journée succédait le ciel rouge du couchant. Et cette pourpre faisait frémir Laurence comme si, sur la bande violette du nuage qui la traversait, était inscrite quelque sinistre prévision.

La voix stridente de son mari la ramena à la minute présente...

— Ce n'est pas la première fois que vous passez l'après-midi avec ce jeune homme?

M. de Kermor profitait, pour reprendre son enquête, de ce qu'Odette était là. « De cette façon, pensait-il, j'aurai la vérité. »

Laurence vit le piège, mais ne fit rien pour l'éviter. Pourquoi mentir? Quelle raison aurait-elle eue de dissimuler ce qui était irréprochable?

Elle fit mieux que d'avouer, elle insista en femme qui établit un droit.

— Certainement non; je me suis plusieurs fois rencontrée avec lui. C'est un esprit des plus distingués; sa compagnie m'est un plaisir.

Un regard sévère l'arrêta.

— Vous avez eu tort.

— Quel tort?

Par-dessus tout, M. de Kermor tenait à dissimuler sa jalousie. Il eût craint, en la laissant percer, de diminuer le prestige dont il prétendait s'entourer; il y aurait vu un risque de nature à altérer la sûreté de soi qu'il s'attribuait. Une suspicion venait-elle à s'élever dans son esprit, il la masquait aussitôt, du moins aux yeux des autres, derrière le souci des convenances.

Il allégua :

— Je n'admets pas que vous vous montriez en public avec un homme qui n'est pas de notre monde.

« Dieu soit loué, pensa Laurence, il ne s'occupe que de l'opinion ! » Et tout son sang-froid lui revint.

— Rassurez-vous, dit-elle, le parc est un désert.

Si paralysée que fût Odette, elle eut le courage de venir en aide à sa mère.

— Si vous saviez, papa, comme M. Mériel est savant! Il n'y a pas une statue sur laquelle il ne sache les plus belles histoires du monde.

Il était difficile d'incriminer des relations dont le caractère d'honnêteté paraissait indéniable. Mais si, sur ce point, Ivan se rassurait peu à peu, une nouvelle irritation s'élevait en lui confusément. L'alliance de la mère et de la fille lui avait toujours été suspecte. Il les sentait, d'avance et de parti pris, en accord contre lui, décidées à ne se contredire sur aucun sujet. L'idée qu'elles eussent une complicité le piqua comme un dard de guêpe. D'un ton qui ne souffrait pas de réplique, il lança :

— Il est possible que ce barbouilleur de papier raconte à Odette des balivernes qui l'amusent, mais il ne me convient pas, à moi, qu'elle l'ait pour éducateur. Que ce soit fini, n'est-ce pas, de vous promener avec lui!...

On était devant la maison. Sans répondre, Laurence passa de l'autre côté de la grille.

— M'avez-vous entendu? interpella M. de Kermor.

De la tête, elle fit signe que oui. Son doigt était sur sa bouche pour indiquer que ce n'était ni le lieu, ni l'instant d'un débat. Elle continua sa route : sa jupe traînait, il y avait, dans sa démarche, des flexibilités, mais aussi des redressemens de tigresse.

V

Rentré chez lui, M. de Kermor se mit à arpenter la longueur du rez-de-chaussée. Tout en marchant, il faisait craquer ses jointures, ce qui était chez lui un signe indubitable de perplexité. Parfois, il s'arrêtait, regardait la pendule et s'interrogeait : « Ai-je le temps avant dîner? » Puis, son mouvement d'ours en cage le ramenait à l'autre extrémité de la pièce sans qu'il eût pris son parti. Ne valait-il pas mieux attendre la soirée et être tranquille? On ne risquerait plus d'être troublé par le va-et-vient des domestiques, par les entrées intempestives d'Odette, et tout ce remuement qui agite une maison à l'heure des repas. Il décida : « J'attendrai. » Peut-être aussi, sans se l'avouer, n'était-il pas fâché d'avoir le temps de la réflexion. En face d'un

semblant de motif, cet homme violent, dont les soupçons s'étaient, jusque-là, exercés dans le vide, se trouvait tout à coup en garde contre lui-même. « Pas de scène inutile. De la fermeté seulement. Après tout, la situation était claire, le fait sans gravité. Il suffirait d'une semonce pour y mettre bon ordre. »

Satisfait de sentir en lui les rouages bien réglés de sa volonté, il accéléra le pas, le fit sonner sur le parquet. Comme il traversait le salon, son attention fut attirée par la quantité de volumes dispersés sur les tables, les canapés, le piano, un peu partout, en familiers qu'on aime à rencontrer sous la main. Il eut l'idée de jeter un coup d'œil sur les titres : *L'ombre des jours*, *Un amateur d'âmes*, *Le jardin secret*. Ce fut comme s'il avait déchiffré les mots d'une langue étrangère.

Presque en même temps, ses regards s'arrêtèrent sur un délicat bonheur-du-jour en bois de rose, où la place vide de la clef mettait un petit trèfle noir. Inquiété par cette clôture, il commença d'explorer le buvard et les parties ouvertes du meuble. Rien n'y était suspect; mais cet apprentissage de policier augmenta en lui l'envie de connaître ce que peut-être on cachait. D'une secousse, il ébranla ce tiroir aux fines marqueteries ; d'une autre, en fit sauter la serrure. Il y eut des craquemens de bois brisé, un encrier par terre, mais aucune trouvaille de lettre.

Et maintenant, en face de son effraction inutile, Ivan regrette presque qu'un chiffon de papier, quelque vestige coupable ne soit pas là, pour la justifier. Penaud, confus, il regarde à ses pieds s'élargir la fleur de deuil que dessine l'encre mêlée aux arabesques du tapis.

Du premier étage, où elle s'était retirée, Laurence entendait le pas sonore de son mari, aller et venir au-dessous d'elle. Toute vaillante, elle se préparait à combattre. Si les rencontres au dehors lui étaient interdites, elle recevrait David à la maison, elle le retrouverait chez son père, elle lui écrirait, elle inventerait on ne sait quelles ruses, mais sa résolution de le garder ne bronchait pas. N'était-ce point assez de se dire : « Jamais il ne sera la vie de ma vie ! »

Francine, en venant avertir que Monsieur et Mademoiselle étaient à table, fut surprise de trouver sa maîtresse avec des gants et un chapeau.

— Otez-moi tout cela, dit Laurence; j'étais si lasse en rentrant que je n'ai pas eu le courage de me défaire.

Le dîner fut, en apparence, pareil à beaucoup d'autres. Pourtant, il y avait dans l'atmosphère quelque chose de changé. C'était comme si la conversation eût sonné faux et que l'accent des mots ne s'appliquât pas à ceux qui étaient prononcés. Cet indéfinissable malaise, perceptible même pour l'enfant, devait fixer à jamais ce repas dans sa mémoire. Elle en eut l'appétit coupé. La tranche de viande restait intacte sur son assiette.

Laurence s'exclama :

— Tu ne manges pas !...

— Je n'ai pas faim.

Inquiète au moindre symptôme, elle examina sa fille.

La petite avait un cerne autour des yeux.

— Tu n'es pas malade, au moins ?

— Non, pas du tout.

— Alors, prends un peu d'entremets.

Odette avala deux cuillerées de crème, puis elle plia sa serviette et demanda de quitter la table.

Laurence la suivit et prit elle-même soin de la déshabiller, de lui natter les cheveux, de la mettre au lit. Quand elle l'eut bien bordée sous les couvertures, elle répéta pour la dixième fois :

— Tu n'as de mal nulle part?

— Ne te tourmente pas, mère : demain nous retrouverons nos chères habitudes et je rapporterai du parc un appétit qui te fera plaisir.

— Demain !... soupira Laurence. Et le reste de sa pensée s'étouffa dans le cou tiède de sa fille.

La lumière éteinte, elle redescendit au salon. Une lampe éclairait faiblement. La nuit était orageuse et obscure. Elle s'assit auprès de la fenêtre ouverte.

M. de Kermor occupait, en face d'elle, un de ces fauteuils profonds où le corps est emboîté de toutes parts. Sa tête roulait sur le dossier comme le battant d'une cloche. La lueur mouvante du cigare marquait la place de sa bouche.

— Eh bien ! maintenant, causons, dit-il en affectant un air de bonhomie.

Laurence qui, pendant le dîner, avait observé sur la physionomie de son mari un rictus brutal, répéta d'une voix mal assurée :

— Causons !

Selon son habitude, il aborda la question par un biais :

— Vous semblez avoir pris en mauvaise part notre conversation de tantôt ; elle était pourtant dans votre intérêt. C'est à moi qu'il appartient de régler votre conduite lorsqu'elle s'écarte du droit chemin ; j'ai voulu vous mettre en garde contre les méchans propos.

Il parlait avec une modération voulue, en homme qui accomplit dignement un devoir de conscience.

Laurence l'eût préféré violent. Elle avait hâte d'être sur un terrain de franchise.

— De grâce, parlez net. Qu'avez-vous à me reprocher ?

Il s'empressa d'établir :

— Rien de grave, j'en suis bien convaincu. Si j'avais un grief sérieux, ce n'est pas sur ce ton que je vous l'exposerais. Vous n'êtes accusée que d'avoir agi avec inconséquence.

Elle releva la tête, surprise, elle-même, de ne plus avoir peur.

— A quel propos ? demanda-t-elle.

— Ne faites donc pas semblant d'équivoquer.

— Non, non, ma parole, je ne comprends pas.

M. de Kermor força la voix :

— Comment ! lorsque je vous crois tranquillement à surveiller votre fille, vous liez connaissance avec un individu dont j'ignore le nom. Je vous surprends tous trois les meilleurs amis du monde, et vous demandez ce que je trouve à cela d'inconvenant !...

Laurence plaida.

— Je sais que vous détestez les artistes ; je n'ai pas jugé à propos de vous échauffer la bile en vous entretenant de celui-là. Mon intention était bonne.

Le ton de cette réponse surprit Ivan. Il n'était pas habitué à ce que sa femme lui parlât avec tant de désinvolture. D'un œil dur, il la toisa.

— Ah çà ! vous devenez folle

Son cigare s'était éteint. Il prit une boîte d'allumettes et l'égratigna rageusement. Une flamme jaillit.

Tout en s'arrêtant entre chaque phrase pour pousser, hors de sa moustache, des tourbillons de fumée, Ivan continua :

— Vous à qui je me fiais ! Vous que je croyais une honnête femme !... C'est vous qui me parlez ainsi !

Elle saisit la balle au bond.

—Si vous aviez de moi cette opinion flatteuse, vous auriez bien dû me le faire savoir plus tôt. Cela m'aurait épargné l'ennui très vif que j'ai toujours eu à vous dissimuler mes plus innocentes actions.

Il ne la laissa pas achever. Les mains cramponnées aux bras du fauteuil comme s'ils étaient des membres vivans, il les fit gémir sous l'effort de sa colère.

— Ainsi, vous mentiez!...

— Non. Je me taisais, afin d'éviter les scènes avilissantes.

Le visage de M. de Kermor devint effrayant.

— Vous vous cachiez de moi!...

Elle répondit avec une noble simplicité :

— Je n'ai jamais rien fait de mal.

— Mais le mal, gronda-t-il, est dans la dissimulation même Vous me devez compte de tout.

Laurence haussa les épaules. Il lui tardait d'arriver au cœur de la discussion.

— Vous n'imaginez pas quelle délivrance ce serait pour moi de n'avoir plus rien à votre insu. Les ruses, les restrictions, me sont antipathiques à un point que vous ne sauriez croire. Eh bien! puisque vous désapprouvez que je voie mes amis au dehors, c'est désormais chez moi que je les recevrai, sans crainte, sans mystère.

« Mes amis! » Ivan n'en revenait pas. Il resta une longue minute immobile, cloué à son fauteuil. La femme qui s'exprimait avec cette audace tranquille était-elle bien cette Laurence qu'il avait connue soumise et réservée?... La mémoire lui revint de l'impression étrange qu'elle lui avait faite après leur séparation : singulière, nerveuse, différente d'elle-même et comme écartée de lui. Serait-ce pendant qu'il l'avait laissée seule à Paris, que de pareilles idées lui auraient troublé la cervelle?... Et il se souvint, qu'une fois déjà, il avait cru devoir la soustraire aux influences du même milieu...

Laurence, avec un calme parfait, attendait ce qui allait résulter de ces réflexions. Elle était persuadée que, toute la vérité étant dite, David était à l'abri des suspicions.

M. de Kermor se chargea de réduire à néant ce mirage. Il se leva comme pour donner plus d'autorité à ce qu'il allait dire, adossa sa stature de cariatide à la cheminée, et d'un ton péremptoire :

— Je ne sais à quels amis vous faites allusion, ni qui vous prétendez introduire ici; mais si c'est l'individu qui vous accompagnait aujourd'hui, je m'y oppose formellement. Vous ne le recevrez ni chez moi, ni ailleurs.

— Et pourquoi, je vous prie?

— Vous n'avez pas besoin d'ami.

— Qu'en savez-vous? répliqua-t-elle.

On entendit un souffle qui haletait; M. de Kermor se détacha de la cheminée.

— Vous me bravez, je crois.

— Non, Ivan; je ne vous brave pas; rien n'est plus loin de ma pensée. Je voudrais vous expliquer...

— J'écoute.

— Je suis très malheureuse!...

Un éclat de rire cruel retentit.

— Ah! ah! ah!

Elle n'y tint plus. La rancœur de douze années lui échappa. Frémissante, elle se plaignit d'avoir été séparée de ses parens, des amis qu'elle aimait, séquestrée, mortifiée dans chacun de ses goûts. Elle rappela les années d'exil où sa jeunesse s'était perdue. Elle fit valoir sa résignation, sa patience, les sacrifices acceptés, tout ce qui aurait dû lui mériter l'estime. Et lorsque, après tant de gages d'une conduite inattaquable, elle revendiquait une certaine indépendance; quand elle croyait avoir conquis le droit d'être enfin elle-même, d'avoir ses relations propres, ses causeries, ses intimités, elle se heurtait à une humiliante interdiction.

L'énervement, le chagrin, la colère s'étranglèrent dans sa gorge. Mais, pas plus que la rébellion, les sanglots n'amollirent l'âme d'Ivan. Il était de ces hommes que les pleurs de femmes enragent. A mesure qu'il les entendait, des mouvemens d'impatience agitaient son torse comme celui d'une bête qu'on irrite.

A la fin, il railla méchamment.

— La privation vous est sensible, à ce que je vois.

Quand on a commencé d'être sincère, le torrent de la vérité vous emporte.

— Eh bien, oui! s'écria Laurence dans un de ces délires de franchise où se libèrent les âmes trop longtemps capturées, pourquoi mentirais-je, puisque je n'ai rien à me reprocher? Oui, je tiens à l'affection dont vous prétendez me priver; j'y tiens plus qu'à n'importe quelle autre chose au monde. Elle est mon

appui, ma consolation, ma seule joie; elle m'est aussi indispensable qu'une lumière dans la nuit, qu'un peu d'eau quand on suit une route aride. C'est pour moi quelque chose de précieux et de pur, dont vous ne pouvez même pas comprendre l'essence.

M. de Kermor n'en revenait pas. Ces vocables sentimentaux, tout neufs à son oreille, il les écoutait les dents serrées, les veines saillantes. On eût dit que sa face était prête à éclater.

— Ainsi, vous avouez! cria-t-il en s'avançant sur Laurence. Vous osez convenir que cet homme est...

Très digne, elle l'interrompit.

— Prenez garde à ce que vous allez dire.

Mais qui peut arrêter l'impétuosité d'un jaloux? Il la saisit par le poignet et d'une voix rauque lui jeta en plein visage :

— Je n'ai pas peur des mots, moi! Je prononce : amant.

— Vous vous trompez! Je n'ai jamais vu M. Mériel sans que ma fille fût présente.

Au milieu d'un tel débat, cette affirmation calme, hautaine, répandit une lumière; sa sincérité s'imposa.

M. de Kermor avait dit vrai en déclarant qu'il estimait Laurence. Comment aurait-elle abusé du nom de sa fille pour un faux témoignage? Non, il la savait romanesque, indépendante et fantasque, mais pas menteuse, quelquefois pas assez!... Brusquement il lui relâcha le bras, où se marquait un cercle rouge.

Sa violence lui fit honte. Aussi, ces sacrées femmes vous font perdre la tête avec leurs divagations!... De bout en bout, il se mit à arpenter le salon, comme si le corps en mouvement servait, chez lui, de véhicule à la pensée.

Pendant qu'il combinait, dressait ainsi des plans de réconciliation, Laurence, l'âme ailleurs, songeait. L'air de la nuit éventait son visage et le teintait d'une pâleur bleutée. Ses regards, plongés dans l'ombre opaque du jardin, semblaient y découvrir des choses visibles pour eux seuls. Et tout bas, ses lèvres, chaudes de ferveur, balbutiaient un nom : le nom de David, comme on dit : mon Dieu!

A un moment, le pas d'Ivan s'arrêta tout près d'elle.

Elle eut le sursaut de quelqu'un qu'on éveille.

— Que me voulez-vous?

— Faisons la paix, proposa-t-il. Je regrette de m'être laissé emporter.

L'illusion qu'il allait revenir sur ce qu'il avait dit la rendit conciliante.

— Que tout soit oublié !

Mais lui tenait à maintenir ses frontières.

Il spécifia :

— Je ne retire que mon accusation.

— Ah !

— Elle n'avait, j'en conviens, d'autre fondement que vos paroles.

Toute son amertume revenue, Laurence fit une riposte sarcastique.

— Vous êtes vraiment bien bon de le reconnaître.

Une nouvelle algarade faillit éclater, mais la satisfaction d'avoir échappé au plus vif des désagrémens rendit M. de Kermor circonspect. Assez de querelles pour ce soir! On verrait plus tard. A cet instant, ce qu'il voulait, c'était de n'entendre plus parler de cette sotte aventure. Lui-même chercha des excuses à sa femme.

— Vous avez vécu un peu seule ici, avec trop de temps pour rêvasser. L'équilibre de vos nerfs en aura été dérangé. Il sera bon que vous changiez d'atmosphère. J'entrevois pour cela un projet.

Jamais la physionomie d'Ivan n'était plus déplaisante que lorsqu'il s'appliquait à l'amabilité.

Prise de peur, Laurence s'informa :

— Quel projet?

— Je vous le dirai dans quelques jours.

Un frisson la secoua tout entière.

— Est-ce que vous avez froid? demanda-t-il.

Et avant qu'elle ait répondu, il s'empressait à fermer la fenêtre.

Elle pensa : « Va-t-il me faire regretter sa colère ? »

Et s'écartant de lui.

— Je ne me sens pas bien ! J'ai besoin de me reposer. Bonsoir.

Il la conduisit jusqu'à la porte du salon.

— A demain, dit-elle, en insistant sur le mot.

Elle fit l'effort de tendre sa main.

Ivan prit cette fine main qui tremblait et y appliqua un baiser volontaire. Il avait son dessein. Pour lui, l'impôt d'amour était

payable à toute réquisition. Il voyait dans la femme un butin dont dispose le vainqueur selon son bon plaisir.

Dès qu'elle fut de l'autre côté de la porte, Laurence essuya, avec son mouchoir, la place où s'étaient posées les lèvres d'Ivan. Elle le haïssait, moins encore d'être son bourreau que d'avoir voulu se montrer galant. Oh! ce regard qu'elle avait cru surprendre au moment où elle avait pris congé de lui!... Est-il possible qu'un homme soit assez vil pour convoiter une créature qu'il vient d'exaspérer! En hâte, elle se déshabilla. Il lui tardait d'être couchée, de disparaître au fond du lit qu'elle se flattait d'avoir transformé en refuge de solitude.

A mesure qu'elle défait ses vêtemens, ils tombent à terre et prennent les formes aplaties d'un corps qu'on aurait écrasé. Enfin, la voilà entre ses draps! Elle sent ses articulations rompues comme lorsqu'on commence une grave maladie. Du moins, elle va pouvoir remettre en ordre le chaos de son âme. Pardessus les événemens, qui pendant cette journée l'ont si rudement meurtrie, une pensée domine et plane. Comment reverra-t-elle David? Admettra-t-elle que cela soit en cachette et, par conséquent, chez lui? L'alternative est celle-ci : consentir, renoncer. Que choisir? Laissera-t-elle échapper pour toujours cette tendresse qui a pour elle une si puissante attraction? Y aura-t-il des jours, des mois, des années où elle continuera d'exister sans que ce soit pour lui? Il partirait; il ne lui parlerait plus! Peu à peu elle oublierait la forme de sa bouche, et l'air charmant de son visage. Il ne connaîtrait plus la couleur de ses robes! Cette fin de toute joie lui paraît aussi inconcevable que la vieillesse sur ces traits jeunes ou la paralysie agrippée à ses membres. Soudain l'autre possibilité se lève radieuse. Des images de bonheur palpitent entre ses cils. Un feu lui dessèche la gorge; sa poitrine est serrée, comme par un cri qui ne peut pas sortir. Elle sent que l'abandon réel entre les bras de l'aimé serait la plus haute, la plus rare, la plus sublime ivresse à laquelle son être pût atteindre. Pourtant, au fond le plus intime d'elle-même, quelque chose combat ce bonheur, le rend irréalisable. Elle se souvient des nuits nuptiales... et l'horreur du partage la glace. Non!... Jamais cette vilenie d'être à deux hommes à la fois. Ah! si se libérer était en son pouvoir! Mais quelle défense a-t-elle contre les réveils brusques, les assauts, les désirs intransigeans de plus fort qu'elle? Un instinct peureux

la blottit au mur. Les yeux grands ouverts dans la nuit, elle cherche, elle combine, elle espère. Les aveux de ce soir ne valent-ils pas une rupture? Quel goujat oserait contraindre une femme qui vient de dire : « Un autre possède mon âme. » S'il le faut, elle ira plus loin, elle criera : « Assez, je vous hais ! » Pour se soustraire, elle tentera l'impossible... Oui, l'impossible, mais quoi? Et des ombres épaisses obscurcissent son cerveau.

Soudain, la serrure de sa porte grince : elle se retient de bouger ; elle ferme ses paupières, car elle a compris : c'est Ivan.

Il s'approche, et pendant que de tout son être elle proteste, le maître, qui ne l'a jamais eue que par victoire, affirme :

— Tu es à moi ! Je t'aime.

— Aimer!... gémit-elle dans une crise suprême; savez-vous seulement ce que c'est?...

VI

L'éloignement de Mme de Kermor entre sa fille et son mari démontra cruellement à David quel intrus il était auprès d'elle. Entre ces trois êtres liés par toutes les puissances de la nature et de la société, qu'était-il? Que pouvait-il être?... « Tout, si elle m'aime!... » pensa-t-il. Et l'amour entra en lui comme une blessure dont il est certain qu'on ne guérira pas. Longtemps il suivit des yeux la robe mauve aux contours voluptueux... Elle!... C'était elle qui s'éloignait ainsi! Il soupira, l'âme obsédée. A aucun moment de sa vie, il n'avait rien éprouvé de pareil... Il remarqua que Laurence avait abaissé son voile. Ce petit fait insignifiant augmenta sa détresse, car il crut y discerner un présage. A un tournant, elle disparut. Il sentit que tout en lui se dénouait, que ses forces s'en allaient vers la mort. Le ciel subitement s'attrista. Sur la bande violette de l'horizon, les cyprès découpèrent leurs fuseaux d'ébène. Se pourrait-il qu'il ne la revît pas?... Non! elle avait promis : « A bientôt. » Mais son mari la laisserait-il libre de tenir cet engagement?...

Le mari de Laurence!... Avec quelle netteté David en revit l'image!... Pour la première fois, les réalités du mariage assaillirent sa pensée, le poursuivirent avec une acuité terrible. Cet homme, quelle part avait-il dans l'existence de cette femme?... Quelle sorte d'empire exerçait-il?... Quels liens entre eux?... Chacune de ces questions étirait les nerfs du jeune homme, les

tendait en lui avec une rudesse mécanique. Il se prit le front et rudoya ses cheveux dans un de ces mouvemens déraisonnables par lesquels on essaie de se délivrer de ce qui fait trop mal. Mais toujours l'insupportable vision reparaissait. Sur les traits à peine aperçus d'Ivan il cherchait à surprendre une révélation du caractère, un indice, une trace des appétits. Son imagination s'irritait contre le mystère de la face humaine. Il se souvint d'une rougeur montée aux pommettes de Laurence un jour qu'il lui avait demandé : « Dans quels termes êtes-vous avec votre mari? » Avec quelle pudeur souffrante elle avait détourné les yeux!... Par respect pour elle, il s'efforça de purifier sa pensée. La marche, sans doute, l'y aiderait. Il revint sur ses pas, reparcourut la haute nef silencieuse, revit l'endroit où elle avait dit : « Ce que je redoute avant tout, c'est de vous perdre. » Sous cette ombre bleue, sa tête s'allégea. Il lui semblait s'éveiller d'un cauchemar, être à une minute où l'on accueille l'avenir souriant. Il songeait : « Nous passerons encore par ces beaux lieux!... Je vous apercevrai de loin, mon amie, et je courrai. Vous serez seule ; je m'écrierai : « Merci, ô vous que j'attendais. Pas un instant je n'ai douté de votre retour, parce que nous nous aimons, et que rien ne peut empêcher les êtres qui s'aiment de se rejoindre. Ce que vous exigerez de moi, je le serai ; mais ne m'infligez plus de vous voir sous une surveillance. J'ai besoin que nous soyons ensemble librement; cela m'est aussi nécessaire que d'aspirer l'air pour ne pas mourir. Soyez confiante ; venez avec moi!... »

Pris d'une sorte de vertige, il croit entourer Laurence de son bras et la conduire à travers les allées. Il marche vite. Soudain il se trouve devant l'Hôtel des Réservoirs où, depuis un mois, il a élu domicile. L'heure du dîner vide escaliers et couloirs. Il gagne sa chambre, et sans rien allumer s'étend sur un divan. Les yeux clos, la nuque enfoncée dans la mollesse des coussins il rêve; il imagine l'immense bonheur d'ouvrir les bras et de les resserrer sur le miracle de l'amour. « O Laurence! si vous consentiez! » Et son impatience est si folle qu'il se dit : « Demain! Ce sera pour demain! »

Les journées qui suivirent amenèrent des pluies torrentielles. Les rues et les jardins furent déserts. David resta sans nouvelles. Enfermé chez lui, il attendait. Tout était prêt pour recevoir l'aimée, et chaque minute de retard lui semblait un

vol fait à sa destinée. Son anxiété avait les élancemens d'un mal physique, d'une fièvre. Il se mouvait sans cesse, d'un endroit à un autre, afin de tromper l'interminable cours du temps. Chaque place lui donnait aussitôt l'impression qu'il y était depuis une éternité. Ouvrait-il sa fenêtre, les raies obliques de la pluie l'enserraient, tissaient autour de lui un infranchissable réseau. Sur le pavé les gouttes pleuraient monotones : « Elle ne viendra pas ! Elle ne peut pas venir ! »

Il essaya de travailler, mais contrairement à ce qu'on croit, l'activité littéraire, loin de détourner l'âme des soucis personnels, en est le plus puissant réactif. Elle alimente la pensée égoïste, l'excite et lui fait inventer pour un même personnage qui est soi, toujours soi, mille complications où s'enchevêtre le chagrin.

Le troisième jour, l'averse ne fut plus qu'un dévidage très fin. Mû par on ne sait quelle espérance, David sortit. Il ne se demanda point : « Où irai-je ? » Une sorte d'instinct animal remit ses pas sur la piste des pas anciens. Combien le parc était changé ! La robe verte des vieux arbres recevait l'ondée du ciel avec de lamentables frissons; les déesses, dont les ébats ne se peuvent concevoir que dans un printemps perpétuel, montraient une nudité grelottante. L'habitude qu'avait le poète d'assortir le monde extérieur à sa sensibilité, lui fit voir partout des emblèmes de découragement. Il prit les bronzes à témoin de son malheur; il leur parlait, se confiait à eux comme à des amis. Son émotion fut si forte, en retrouvant d'une pâleur morte sous la pluie le marbre d'Ariane, qu'il crut à une apparition surnaturelle. Les vers de Racine chantèrent en sa mémoire :

Ariane, ma sœur, de quel amour blessée
Vous mourûtes aux bords où vous fûtes laissée !...

Enfin, un matin, des lambeaux bleus se montrèrent entre les branches; une brise légère reconduisit les nuées aux portes de l'Est. La nature sortit vigoureuse et lustrée de l'atmosphère liquide où elle avait baigné. Les feuilles eurent de petits visages heureux. Rien que de regarder cette fraîcheur, on éprouvait un rajeunissement. Comment l'amoureux aurait-il douté que l'accord allait se faire entre ses désirs et la félicité universelle ?... Dès midi, il fut en faction sur la terrasse qui avoisine les bains de Diane. Dressée de toute sa hauteur, la divine chasseresse semblait bondir à sa rencontre. C'était par un jour d'azur, pareil à

celui-ci, que, pour la première fois, il avait retrouvé Laurence. Que de fois, depuis, épiant toutes les perspectives, il en avait attendu l'arrivée!... Jamais longtemps. Elle était si prompte à venir! Chacune des places où ils avaient erré ensemble lui fit palpiter le cœur. A un moment, il crut la reconnaître, s'élança. Ce n'était pas elle; c'était une dame blonde qui, d'un pas vif, tourna l'allée des Trois-Fontaines.

Il passa une partie de l'après-midi à analyser les motifs qu'il avait de craindre ou d'espérer. Une voix propice lui assurait: « Tu la reverras. » Pourtant, elle ne venait pas! Elle ne venait pas! Les choses qu'il avait associées à son attente perdaient peu à peu leur signification. L'âme qu'il leur avait prêtée s'évaporait. Le soleil déclinait doucement. Son espoir entra en agonie. « Nous aurions pu être si heureux! » pensa-t-il, tout près d'accuser l'absente. Puis soudain, il eut la certitude claire, évidente, qu'elle ne disposait pas d'elle-même. Ce fut un soulagement; car, en amour, on ne redoute que les décisions libres. Que peut la volonté des autres, sinon reculer l'instant inéluctable?

Le soir descendait sur le jardin, appuyant au feuillage sa triste lourdeur parfumée. L'eau des bassins se pourprait merveilleusement. Les dieux et les héros de pierre prenaient des aspects de fantômes. Soudain les clairons sonnèrent la retraite. Une odeur saumâtre s'était élevée du canal. Presque subitement, l'incendie céleste noircit; l'ombre s'avança sous bois. Les eaux avaient longtemps gardé leur teinte écarlate, comme si une source de sang y affluait. Un pressentiment funeste accabla le jeune homme. Lentement, très las, fatigué de vivre, il prit le chemin du retour.

Une lettre déposée en son absence l'attendait. Son cœur battit à l'étouffer. Laurence lui annonçait son prochain départ. A la suite de querelles violentes, M. de Kermor avait décidé de l'emmener pour plusieurs mois en Bretagne avec Odette. Rien n'avait prévalu contre cette décision. Il avait obtenu un congé, et, en attendant le jour du départ, il exerçait une surveillance de tous les instans. Pourtant, elle exprimait le vœu qu'on se revît une fois encore. Quand? Comment? Elle ne l'indiquait pas; on eût dit une captive qui confiait aux amis du dehors le soin de trouver les moyens de parvenir à elle. Le ton de cette lettre était poignant. On devinait qu'elle avait été écrite parmi d'affreuses perplexités.

A l'idée que la chère créature était séquestrée, contrainte, insultée à cause de lui, David sentit son amour invincible. Il irait à elle, il la délivrerait, il lui offrirait sa vie.

Le soir même, à l'heure où la nuit confond entre elles les silhouettes, il se met en route. Il rase les murs. Son souffle est court comme celui d'un adolescent à son premier rendez-vous. Il se poste en observateur derrière un vieux tilleul. Les fenêtres de Laurence sont masquées derrière les persiennes. Tout est noir, tout est silencieux : on dirait une maison où il y a eu un malheur. Il se demande : « Serait-elle partie? » Alarmé, il imagine un rapt exécuté par le mari et déjà son cerveau galope sur les routes.

Soudain un pas lourd pèse au sol, la serrure grince et un homme franchit la grille de clôture. M. de Kermor. Dieu soit loué! Laurence est seule... Les genoux de David tremblent. Il s'appuie au tronc du tilleul et le contourne prudemment. L'ombre a passé. Maintenant, comment pénétrer dans la place? On croirait que le dieu des amans veille ce soir!... C'est à présent le facteur qui sonne; David a retrouvé l'aplomb de ses jambes; il se faufile à sa suite. Il est à l'intérieur du jardin. De grands coups lui martèlent les côtes, car il prend conscience de sa situation : celle d'un malfaiteur. Bah! le maître du logis est dehors; qui pourrait le surprendre?... Le tout est de s'assurer qu'Elle soit là. D'un côté, la maison est noire sur fond noir, mais à droite, une zone lumineuse se dessine : c'est le reflet des fenêtres du salon. Il s'approche; ses pieds font en touchant le gravier des craquemens excessifs; les battemens de son cœur s'entendent dans la nuit. Le voilà devant la façade éclairée. A travers la guipure des rideaux, il l'aperçoit, Elle, son but unique!

Laurence est assise auprès d'une lampe, la tête cachée entre ses mains, les doigts crispés dans la chevelure. On dirait qu'elle pleure!... Il n'y a pas une minute à perdre. Par quel moyen l'avertira-t-il de sa présence? Il se baisse, saisit une poignée de sable et la lance contre la vitre. La jeune femme, à ce bruit, laisse retomber ses mains sur la table, et se dresse comme quelqu'un qui entend son nom. Ses yeux vont où le signal a frappé. Une seconde fois, le sable réitère son mystérieux appel et s'écoule en grinçant contre le verre. Elle se lève. Comment douter que ce soit Lui? Est-ce qu'elle ne l'attend pas à toutes les minutes de son existence? Elle ouvre la croisée qui donne

accès sur le perron, et se montre, toute blanche, dans un cadre de lumière. D'abord, elle ne distingue rien, car le jardin est obscur, mais quelqu'un s'avance. Elle chuchote :

— Est-ce vous, David ?

— C'est moi !

Elle le rejoint à tâtons. Le vent est tiède et soupire à travers le feuillage. Des nuées passent vite, en voilant et en découvrant tour à tour la face blême de la lune. A cette lueur, ils se reconnaissent et se prennent les mains. Elle tremble.

— Comment avez-vous osé venir?

Avec l'accent d'un homme qui rêve, David murmure :

— Je ne sais pas. Je vous aime.

— Si mon mari pourtant s'était trouvé ici ?...

Les mots s'arrêtent dans leurs gorges, à l'idée de ce qu'ils auraient risqué l'un pour l'autre. Une robe gris perle d'où, par une large échancrure, monte la tige idéale du cou, moule la forme de Laurence ; ses bras, à chaque mouvement, déploient des manches vaporeuses.

David se penche vers elle et lui dit ardemment :

— Entrons chez vous.

Elle se consulte, puis lève les yeux vers une fenêtre du premier étage. Derrière les volets, tremble la lueur d'une veilleuse. C'est là, qu'entre ses rideaux de mousseline, dort Odette. A l'idée d'introduire le jeune homme sous le toit où respire cette innocente, la mère frémit...

— Oh ! non !... Pas dans la maison. Venez.

Elle l'entraîne parmi les bouleaux qui tendent au ciel leurs rameaux argentés. Soudain, tout est plus noir; ils sont sous la tonnelle. Que de fois, en ses chimériques rêveries, Laurence a imaginé les choses telles que les voilà. Elle fait asseoir le poète auprès d'elle, sur la pierre tiède encore des rayons du soleil. Un dais de clématites est sur leurs têtes; les chèvrefeuilles enchevêtrent des lianes au treillage; l'héliotrope tisse dans l'air des trames d'odeur.

Ils se taisent enveloppés par l'âme pathétique de la nuit.

— Oh ! Laurence ! que cette heure est douce !

— Bien douce !

— Dites-moi qu'elle ne sera pas la dernière.

— Hélas ! ce sont nos adieux !

David exhala sa plainte :

— Vous avez pris mon âme. Que deviendrai-je, si vous m'abandonnez?... Les jour où je viens d'être sans vous, m'ont démontré l'incapacité où je suis de vivre où vous n'êtes pas. Je m'acharnai à vous attendre, emplissant l'espace de votre présence imaginaire. Je vous cherchai aux places où nous avions été ensemble : je ne trouvai que tristesse, vide et néant. Sans vous, je suis dégoûté de l'univers, je me sens partout seul et dans l'inanition.

La nécessité de repousser une prière était plus pénible à Laurence que sa propre peine. Ne pouvant disposer d'elle-même, du moins, elle montra que son cœur en saignait.

— Il n'est pas en mon pouvoir d'empêcher que nous ne soyons arrachés l'un à l'autre; mais avant de nous séparer, je veux qu'il ne reste plus de secret en moi. Je vous aime!... Il n'y a pas une parcelle de mon être qui ne tende vers vous.

O parole adorable!... Minute où tout est clair! En une seconde, le jeune homme fut à genoux, balbutiant :

— Vous m'aimez!... Vous m'aimez!... Oh! dites-le encore! Redites-le cent fois, jusqu'à ce que je puisse le croire.

Et il riait de bonheur, tant cette vérité merveilleuse lui faisait perdre de vue tout le reste.

Doucement, elle lui posa les mains sur les épaules, et fascinée par le regard qui touchait presque le sien, elle rappela les débuts de son amour.

— Je vous vois encore, le premier soir. Quelle impression ineffaçable!... Pendant que je chuchotais vos vers, des lueurs de joie et de mélancolie alternaient sur votre visage; c'était comme un matin, puis comme un soir. Je sentis tout de suite que le goût ardent que j'avais de poésie, d'élévation, de choses délicates et spirituelles allait être satisfait. Jamais je n'aurais cru qu'un tel renouveau de mon être fût possible. Tant de cendre m'avait recouverte! En me montrant le besoin que vous aviez de moi, vous flattiez mon plus fort penchant. Je me dis : « Je serai son amie et sa sœur; je lui donnerai la main dans les passages difficiles. » L'exaltation que je ressentais près de vous était si pure, qu'elle me semblait ne se rattacher à rien de corporel. Je vous aimai, sans crainte ni remords, comme si une flamme se fût allumée dans mon cœur, et eût envoyé aux extrémités de mes veines une onde plus subtile, plus chaude que mon sang. Naïvement, c'était à l'amitié que je croyais me vouer. Bientôt, des insomnies, des fièvres m'apprirent le nom véritable du sentiment

entré en moi. Sans l'avoir jamais éprouvé, il fallait bien le reconnaître. De quel autre mal peut-on dire : « Je souffre, et c'est délicieux ! » Les délices ne furent pas longues !... Vous savez comment notre sort brusquement s'obscurcit. Sans vous, la vie me devint une tombe. Tout me sembla préférable à la souffrance lourde, étouffante, inerte que j'endurai sans même que vous en fussiez averti. C'est alors que je vous appelai. Je me fiai à la loyauté, entre nous, d'un pacte ; je me persuadai qu'il suffit d'une volonté droite pour façonner les sentimens. Pendant que nous errions à travers ces jardins où tout est joie, poésie, triomphe voluptueux, je tenais ma poitrine à deux mains ; je n'osais pas vous regarder. Je m'étudiais à vous confondre dans une même adoration avec Odette, comme si vous aviez été son frère !... Folie !... Quand l'amour est en nous, c'est le soleil. Tous les fantômes d'amitié, de vertu, disparaissent. Il n'y a que lui !... Il n'y a que l'amour !

En l'entendant s'exprimer avec cette véhémence, David crut qu'elle s'abandonnait. Toujours prosterné, il lui entoura la taille de ses bras et, le front enseveli dans la tiédeur de la jupe, balbutia :

— Ma bien-aimée !... Rien maintenant ne saurait me séparer de toi.

Il fallut le détromper...

— Je ne vous ai parlé ainsi que parce que nous sommes à une heure unique, presque aussi sainte que celle de la mort, où toutes les sincérités sont permises. Maintenant, il faut nous quitte

David se récria :

— Je vous suivrai. Partout où vous irez, j'irai.

Mais, de la tête, Laurence fit signe que cela était impossible.

— Alors, je vous attendrai. Dites-moi que plus tard, à votre retour... Une promesse de vous vaut une réalité. Je garderai vivante et palpable votre image en moi. Vous serez ma vie de demain, mon horizon, mon avenir.

En même temps qu'il implorait ainsi, l'haleine des roses, le regard palpitant des étoiles, le tendre appel que jettent dans la nuit les bêtes énamourées, toute la nature se joignait au jeune homme pour solliciter un consentement.

Mais le souvenir de sa récente défaite accablait Laurence.

— Quand je reviendrai, gémit-elle, la volonté qui me tient ne sera pas moins immuable !...

Sans l'entendre, sans vouloir l'entendre, David continuait d'interroger, à travers l'étoffe, le corps souple et charmant qui aurait pu être son bien. Le désir qu'il en eut devint irrésistible.

— Eh bien! ne partez pas, refusez d'obéir à cet homme qui vous martyrise.

— Il me briserait!...

— Tâchez d'obtenir votre séparation...

En femme qui a pesé cette chance, elle répondit :

— Mon mari est irréprochable, je ne réussirais pas contre lui.

Alors, n'écoutant que le besoin de s'anéantir en elle, de la posséder toute, d'en faire l'élément unique de sa vie, David proposa :

— Si la loi vous est contraire, passez-vous de la loi. Affranchissez-vous. Fuyez. Je vivrai près de vous, dans le don absolu de moi-même, sans autre bonheur, sans autre ambition que de vous servir. Nous habiterons les pays que vous aimez, cette Venise dont la grande rumeur amoureuse berce les âmes jusqu'au profond oubli de tout!

Oh! l'adorable rêve impossible!...

D'un regard désespéré, Laurence enveloppe l'homme qu'elle aime, et, captive indélivrable, soupire :

— Et Odette? Que deviendrait Odette?...

Ce nom fit sur David l'effet d'un choc reçu à l'improviste Se heurterait-il donc toujours à l'invincible rivale? Ah! s'il lui était vraiment cher, qui pourrait empêcher Laurence de le suivre? D'autres femmes n'ont-elles pas tout sacrifié?

Elle protesta.

— Oui, mais pas moi! Pas la mère que je suis!

Elle disait vrai. Même s'il réussissait à provoquer la minute d'égarement où l'on quitte tout, le souvenir de l'enfant abandonnée serait toujours entre eux pour la glacer dans leurs étreintes. Que faire? Transiger? Renoncer à l'espoir entrevu de mêler leurs vies, leurs âmes, leurs pensées de chaque instant, et voler au mari les bribes de joie qui sont le partage attristé des amans clandestins?... Pouah!... Ni l'un ni l'autre n'étaient de caractère à accepter pareille honte.

Une tristesse de *de profundis* planait sur eux, car ils sentaient qu'ils allaient se quitter sans retour.

Après un silence très long, Laurence murmura :

— Vous aurez été pour moi le mirage qu'on ne peut

atteindre !... En votre personne se seront incarnés les rêves ardens de toute ma vie. Vous êtes véritablement mon amant... Oui, je vous le jure, mon amant, car nous avons eu la plénitude absolue que seule, dans l'amour, la douleur peut donner. Que sont les enlacemens, les joies éphémères, auprès de ce que nous nous sommes donné : l'attente de toute notre jeunesse, la pensée de chaque minute, les regrets éternels? Jusqu'à ma mort je me dirai : C'était lui !...Et je resterai seule, seule comme j'étais avant... Seulement, je saurai ce qu'était le bonheur d'être deux.

Il répondit d'une voix mourante :

— Nous sommes ensemble et vous me parlez comme si nous étions séparés. Je vous sens déjà loin... si loin !...

Les notes longues de l'heure tombèrent d'un clocher voisin. Laurence eut un tressaillement.

— Il est tard. Vite, il faut que vous partiez.

— Encore un instant !

Elle l'entraîna hors de la tonnelle. Près de là fleurissait le rosier qui avait, au printemps, promis des roses par centaines. Au milieu de la masse indistincte de feuillage, elles fleurissaient toutes blanches, d'un blanc uni, pareilles à des touffes de neige. Laurence en cueillit une, la baisa et l'offrit à David.

— Tenez. Vous emportez ma vie.

Le cœur de la rose avait une douceur de chair; David y enfouit son visage et, le mordant, y étouffa un cri.

Un instant, ils marchèrent silencieux, leurs ombres confondues avec celles des bouleaux. Ils arrivèrent à l'endroit où, une heure plus tôt, ils s'étaient rejoints. La lune versait sur eux une clarté trouble : sa face n'était ni ronde, ni riante, comme certaines nuits où elle plane solitaire dans son royaume profond; c'était une lueur blafarde, écornée, grimaçante, dont on eût dit que les nuages l'avaient malmenée.

David soupira :

— Alors, tout est fini !...

Et elle :

— Mon cœur se déchire.

Ils se regardèrent avec une immense détresse, sans savoir si c'était pour soi ou pour l'autre que chacun éprouvait le plus de pitié.

— Puisque nous nous séparons pour toujours, implora David, donnez-moi vos lèvres.

Elle tendit son front.

— Embrassez-moi comme vous embrasseriez votre sœur.

Mais insurgé, il la fit consentir à un véritable baiser. La passion l'emportait.

— Vous êtes ma maîtresse, la seule, l'adorée, celle qu'on ne rencontre qu'une fois.

Un bruit lui coupa la parole. Brusquement, ils s'écartèrent l'un de l'autre; leurs cœurs s'arrêtèrent de battre. Du fond des ténèbres, quelqu'un s'avançait sur eux, vociférant.

M. de Kermor était entré dans le jardin avec sa propre clé, sans avertir, ainsi qu'il faisait tous les soirs. Sa surprise avait été vive en voyant de la lumière au rez-de-chaussée. Cette dérogation à l'habitude qu'avait Laurence de se retirer de bonne heure le mit en éveil. Il la chercha. Personne. Où pouvait-elle être? La porte-fenêtre restée ouverte le fit penser qu'elle était à prendre le frais au dehors. Il sortit avec précaution, côtoya la ligne sombre du mur. Un chuchotement de voix l'arrêta. Il se pencha pour mieux écouter. Les paroles avaient un son étouffé que ne distinguait pas son oreille. Soudain, deux formes se dessinèrent dans une demi-clarté. Un nuage sanglant aveugla les regards du mari. Dans un vertige, il vit le couple s'embrasser et hurla:

— Misérables! Bandits!

L'attitude de M. de Kermor témoignait d'une telle fureur, qu'on pouvait s'attendre à tout. Sa femme ferma les paupières et, figée, attendit le coup mortel. Elle ne souhaitait que d'en finir là, tout de suite, avant de souffrir davantage... Certes, qu'elle mourût, cela aurait mieux valu pour elle! Mais sa vie seule n'était pas en cause; celle de David était, pour le moins, autant menacée. Les paroles qu'elle entendit lui apprirent qu'il était temps d'intervenir, si elle voulait le préserver. Ses yeux se rouvrirent. Le jeune homme s'était bravement posté devant M. de Kermor, et la provocation s'échangeait.

En une seconde, Laurence fut entre eux.

— Vous ne vous battrez pas! Vous ne pouvez pas vous battre à cause de moi. Je n'ai pas trahi mes devoirs!... Nous nous disions adieu. Nous ne devions plus nous revoir. C'est toute la vérité! Croyez-moi!

Un voile cendré passait en ce moment sur la lune. La nuit redevint opaque. On n'y distinguait plus que la tache blême des visages.

— J'étais là !... fit Ivan. J'ai vu ! J'ai entendu !...

Et, avec cruauté, il répéta les paroles qu'il avait entendues : « Vous êtes ma maîtresse... »

Rien n'était plus sinistre que cette voix essayant de railler.

David ne songeait qu'à tout assumer sur lui. Quelle que fût sa répugnance à paraître demander grâce, il essaya de s'expliquer.

— C'est moi, dit-il, qui, par fraude, me suis introduit ici. Mme de Kermor voulait que j'en sortisse aussitôt. Je l'ai importunée de ma présence ; j'ai forcé son hospitalité. Depuis une heure, elle me répétait de partir. Je m'en allais... Nous ne devions nous revoir jamais.

Comment l'homme qui venait d'affirmer : « J'ai vu, j'ai entendu, » aurait-il admis cette interprétation ?... Depuis des jours et des jours qu'il errait dans les obscurités du soupçon, il lui semblait, au contraire, aboutir à une grande clarté. La souffrance qu'il ressentait était atroce, mais l'orgueil y trouvait une sorte de satisfaction. Se dire : « Ainsi, j'étais dans le vrai ! J'ai, dès le premier jour, été perspicace, » le soulageait de son infortune conjugale. Une joie diabolique l'excitait à constater : « Ma femme est une drôlesse sans cœur et sans honneur, une femme perdue, indigne d'être mère... » Enfin, il tenait sa vengeance !...

— Pas de mensonges ! gronda-t-il, pas d'explications qui me feraient conclure que vous êtes un lâche, cherchant à fuir ses responsabilités.

De livide, le visage de David devint pourpre. Il riposta par une insulte équivalente.

— Un lâche est celui qui vient, à pas de loup, faire besogne de policier.

La certitude que rien n'empêcherait plus un duel terrifia Laurence. Il lui sembla que l'univers entier allait s'engloutir dans un incommensurable désastre. Avec la vigueur du désespoir, elle retint son mari par l'épaule.

— De grâce, écoutez-moi. Je ne mens pas ; je n'ai jamais menti. Je vous jure que personne ici n'est coupable,... personne. Nous sommes tous victimes d'une abominable erreur..

L'accent de cette protestation était tel que M. de Kermor eut un éclair de lucidité. Mais bah ! Qu'importait que ce jeune drôle fût ou ne fût pas l'amant de sa femme ? Il l'aimait et en était aimé ; son audace en tout cas méritait une punition exemplaire.

S'adressant à Laurence :

— Assez !... fit-il. Rentrez sans bruit dans votre chambre, nous achèverons cette explication lorsque nous serons seuls.

Puis, rageusement, à l'autre :

— Et vous !... Sortez.

S'adressant à Laurence, David murmura :

— Pardonnez-moi ! J'ai apporté le malheur chez vous !...

Elle répondit :

— Ce n'est pas à moi que je pense !

Il eut une expression charmante de sérénité.

— Je ne suis pas à plaindre ! Si je meurs, je viens d'apprendre comment vous me pleurerez.

Elle suffoquait.

— Oh ! je ne veux pas !... Vous ne mourrez pas !

Une apostrophe sourde et violente interrompit ce colloque.

— Allez-vous-en !... vous dis-je ; ou j'appelle mes gens pour vous jeter dehors !...

David affecta de ne l'avoir pas entendu, et attendit un ordre de sa bien-aimée. Appréhendant que ces deux forcenés ne se jetassent l'un sur l'autre, et, en sauvages, ne vidassent leur querelle sur l'heure, elle le supplia.

— Allez ! allez !

Et elle lui montra la route.

Lentement, le jeune homme s'éloigna. Sa silhouette se confondit avec celle des troncs d'arbres ; l'ombre la prit. Tout disparut.

La porte, en se refermant, rendit un lourd son mat.

Il y eut un cri étouffé :

— David !...

Un seul mot :

— Adieu !...

CLAUDE FERVAL

(La troisième partie au prochain numéro.)

CORRESPONDANCE DE GUIZOT

AVEC

LEONCE DE LAVERGNE (1)

(1838-1874)

Dans la notice biographique que j'ai consacrée à Léonce de Lavergne (1) je n'ai pu qu'indiquer sommairement les relations qui ont existé entre lui et Guizot. Ces relations ont tenu une grande place dans la vie de Lavergne. Elles se sont poursuivies pendant plus de trente-cinq ans, depuis 1838, époque où il n'était encore que rédacteur au ministère de l'Intérieur, jusqu'en 1874, date de la mort de l'illustre homme d'État.

Simplement politiques dès l'abord, elles ont fait naître, par l'entraînement de la sympathie et par une communauté presque absolue de vues et de sentimens, une amitié véritable dont Lavergne s'honorait grandement et dont il goûtait le charme profond.

Ces relations ont donné lieu à une nombreuse correspondance qui nous a paru mériter d'être mise sous les yeux du public.

Elle suit Guizot dans les différentes phases de sa vie pleine de contrastes; elle le montre tour à tour député, chef de parti, ambassadeur, académicien; elle subit toutefois un temps d'arrêt pendant les huit années du ministère du 29 octobre; Guizot, s'étant attaché Lavergne comme collaborateur, n'avait point l'occasion de lui écrire.

Puis vient la catastrophe de Février, l'exil avec ses amertumes, le retour en France et enfin la retraite définitive au Val-Richer, faite d'étude et de méditation, ennoblie par la majesté des grands souvenirs, embellie par la vie de famille si douce au cœur de Guizot, qui appelle sa terre « le désert des patriarches. »

Ces lettres ne sauraient le grandir aux yeux de la postérité; sa vie poli-

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1904.

tique, ses luttes oratoires, ses œuvres magistrales parlent assez pour lui. Pourtant, on y rencontre de ces pensées profondes, de ces aperçus saisissans, de ces coups de lumière qui inondent d'une clarté soudaine une figure ou une situation; et puis, elles révèlent un aspect nouveau, un côté ignoré de sa noble nature.

Trop souvent l'homme d'État, enfermé dans son système, irréductible dans sa doctrine, n'admet pas que le monde puisse marcher sans lui, et, quand il a quitté le pouvoir, il croit volontiers que tout est perdu.

Guizot, sans rien abandonner de ses convictions, sans rien rétracter de son passé, ne se lasse point d'espérer; il a foi dans les destinées de son pays, il attend avec constance un meilleur avenir. Il professe ce qu'il appelle un optimisme lointain, et, au lieu de se croire nécessaire à la prospérité et à la grandeur de sa patrie, il prévoit, il évoque, il suscite des hommes nouveaux. C'est ce qui explique son attitude si remarquée à l'époque où M. Émile Ollivier tentait de réconcilier l'Empire avec la liberté. Noble penchant d'une grande âme, où la clairvoyance du politique, la sagacité du philosophe se mêlait à l'espérance du chrétien!

Un autre caractère bien frappant de cette correspondance où Guizot parle à cœur ouvert, c'est une inaltérable sérénité qui donne à ses jugemens sur les hommes et sur les choses un rare cachet d'impartialité.

On l'y voit poursuivant sans relâche et menant à bonne fin un double travail : la rédaction de ses *Mémoires*, sa justification devant la postérité, et ses *Méditations sur la religion chrétienne*, œuvre de haute philosophie et de foi profonde.

Mais, tout en vivant surtout dans le passé, il ne se désintéresse pas du présent. Jusqu'à la fin, la passion politique, qui fait le fond de sa nature, l'anime et donne à ses lettres un mouvement et un air de vie singuliers.

Cette correspondance, il ne s'en cache pas, est pour Guizot la plus agréable des distractions. « La causerie, dit-il, est notre seul plaisir après les plaisirs de la vie de campagne et de famille dont je jouis beaucoup. » Et faisant un retour mélancolique sur lui-même, il ajoute : « Je m'étonne toujours qu'on puisse tant conserver après avoir tant perdu. »

Dans une autre lettre datée de Broglie, il écrit : « Nous causons à perte de vue. Plaisir d'oisif, mais plaisir très réel. Je regrette que vous ne soyez pas ici pour en prendre et nous en donner votre part. Vous êtes un très bon causeur et vous me donnez le plaisir très réel que nous sommes bien souvent du même avis. »

Ailleurs il se plaint, et cela à plusieurs reprises, que l'état de santé de Lavergne rende ses lettres trop rares.

De semblables témoignages de sympathie intellectuelle et d'affectueuse intimité, émanant d'un tel homme, sont des titres d'honneur pour celui à qui ils s'adressent, et ce n'est pas un des moindres signes de la supériorité d'esprit et de la valeur morale de Lavergne que la longue et fidèle amitié de Guizot.

1838

Paris, 20 mai 1838.

Je suis fort aise, monsieur, que vous approuviez à ce point ma politique écrite. Je voudrais, avant la fin de la session, soumettre aussi à votre jugement un peu de politique parlée. Ce serait utile. Je ne l'espère pas beaucoup. L'occasion que je cherche, tout le monde l'évite, Chambre et ministres, et je suis très décidé à ne tenter aucune provocation factice. Il faut que la balle me vienne naturellement, et qu'en me voyant monter à la tribune, chacun dise : « M. Guizot ne peut s'en dispenser. »

Voici du reste mon impression exacte sur cette fin de session. Le cabinet est à peu près aussi bas qu'il le puisse être. Nous ne sommes pas aussi haut que nous le devons être. Il a perdu beaucoup de terrain depuis six semaines. Nous n'en avons pas encore assez regagné, quoique nous en ayons regagné. Ceci entre nous. Vous êtes, monsieur, du petit, très petit nombre d'hommes avec qui on peut parler exactement vrai. La vérité ne vous abat, ni ne vous enivre, parce que vous savez voir au delà du moment et de l'apparence. Vous êtes établi au fond des choses. C'est bien rare.

Pensez-vous à la *Revue?* Pensez-y et pour la répandre et pour l'aider. Votre article sur la statue de M. Marochetti était excellent. Que comptez-vous envoyer ?

Je vous ai particulièrement regretté ces jours-ci. Vous auriez bien parlé de M. de Talleyrand. Je vous aurais dit bien des choses. Il valait la peine de faire bien connaître ce caractère politique qui ne se reproduira plus, le grand seigneur courtisan. Les gouvernemens libres tuent cela. Je reviens de ses obsèques. Peu de monde. Pas plus de 3 ou 400 personnes. Le public, très indifférent. Peu de faubourg Saint-Germain, malgré la lettre au Pape.

Du Val-Richer, 22 septembre 1838.

Vos lettres ne sont jamais longues, monsieur. Leur défaut, c'est d'être rares. Plus j'avance dans la vie, plus je tiens aux personnes pour qui j'ai de l'estime et du goût. J'ai assez de sympathie pour les hommes en général, individuellement pour très peu d'hommes. Je vous ai vu plein de bon esprit et capable

de très bonne conduite au moment où je voyais le bout du bon esprit et de la bonne conduite de bien d'autres. Je m'en souviens. Donnez-moi souvent de vos nouvelles et dites-moi votre avis.

L'affaire suisse est mauvaise. Même finie avant la session, ce sera pour le cabinet un mauvais débat. Il fallait chasser Louis Bonaparte sans perdre la Suisse. Notre influence y est détruite. Nous en sommes sortis plus complètement que n'en sortira cet étourneau, s'il en sort. Il y a quatre ans, quand l'Autriche voulait obtenir quelque chose de la Suisse, elle s'adressait à nous. Aujourd'hui, nous nous adressons à l'Autriche. Du reste, il n'est point sûr que L. B. s'en aille. Il est en intelligence avec les radicaux suisses et français qui veulent qu'il reste.

La Suisse, le procès Brossard, la nullité de l'administration proprement dite, la décadence du pouvoir dans les grandes et les petites affaires, la légèreté, la servilité, la médiocrité, voilà le thème. Nous verrons quelles variations conviendront le mieux. Je pense comme vous qu'il faut beaucoup attendre.

J'aurais bien des choses à vous dire à propos du catholicisme. Un seul mot. Avant le traité de Westphalie, le catholicisme se refusait absolument à l'existence des États protestans. De là, la guerre continuelle. Par ce traité, il a accepté la nécessité, convaincu qu'il ne pouvait s'y soustraire. Depuis, la paix religieuse a régné. Londres et Berlin ont un ministre à Rome, et Rome est résignée. Il faut qu'il arrive dans le droit public interne ce qui est arrivé dans le droit international, et que le catholicisme chez nous accepte la liberté de conscience des individus comme il a accepté en Europe la liberté de conscience des États. Je sais que la nécessité seule peut l'y amener ; mais vous savez qu'entre la nécessité subie et la nécessité acceptée, il y a un abîme. C'est cet abîme que je voudrais voir franchir une seconde fois au catholicisme. Voilà ma pensée.

P.-S. — On me mande positivement la session pour le 15 décembre et le baptême du Comte de Paris pour le 1er mai.

La reine d'Angleterre montait l'autre jour à cheval avec lord Melbourne. Elle est tombée. Lord Melbourne ne s'en est pas aperçu et avançait toujours. M. Molé n'eût pas été si distrait.

1839

Du Val-Richer, 1er août 1839.

Vous m'avez donné des détails curieux, mon cher monsieur; tâchez qu'ils demeurent vrais. Pour des conservateurs de notre sorte qui ont fait de l'opposition dix ans et une révolution naguère, c'est là un champ de bataille incomparable. Nous y pouvons rester parfaitement nous-mêmes et rallier à nous, de tous côtés, des gens qui ne sont pas nous. C'est là le problème très difficile que nous avons sans cesse à résoudre et qui, longtemps encore, recommencera toujours pour nous. Je ne m'en plains pas. C'est le problème imposé à quiconque est un peu en avant et veut faire faire un pas au monde; s'assimiler des élémens divers, rallier des forces contraires. Mais nous avons cette œuvre à accomplir sous certaines données qui la rendent lourde. Sincèrement parlant, croyez-vous qu'à d'autres époques, Lhôpital, Sully, Richelieu, Mazarin, aient eu moins de peine que nous? Le succès vient tard et se voit de loin. Le jour et le lieu du combat sont toujours couverts de sueur et de poussière.

Je travaille. Washington m'occupe et me plaît. C'est un singulier spectacle qu'un homme devenant grand homme presque malgré lui, sans effort et sans goût, toujours au niveau des grandes choses dès qu'il y touche, jamais d'avance et jamais au-dessus; poussé en haut par l'occasion, par la nécessité, point par l'élan de son propre esprit et de sa propre volonté, vraiment grand pourtant et né pour gouverner quoiqu'il n'y ait jamais pris plaisir. Il n'aimait que deux choses : l'agriculture et la guerre. Le gouvernement lui déplaisait. Son bon sens était choqué et ennuyé des pauvretés humaines. Il n'avait pas ce qui fait qu'on les brave ou qu'on les dédaigne, l'ardeur de la passion et la grandeur de la pensée. Excellent exemple et plein d'enseignemens salutaires pour quiconque prend part à la fondation d'un gouvernement libre au milieu d'une société démocratique.

1840

Ambassade de Londres.

Londres, 9 mars 1840.

Je suis charmé, mon cher monsieur, que vous soyez où vous êtes (1). Vous savez que j'ai résolu de rester à mon poste. Je ne vous redis pas mes raisons, je les ai écrites à tous mes amis. Elles ne me laissent aucun doute. « Point de réforme, point de dissolution. » C'est sur cette idée, m'a écrit M. de Rémusat, que s'est formé le ministère. Je puis agir sous ce drapeau. Si le ministère marchait du côté où il penche, je ne le suivrais pas. Je l'ai dit également, je tiendrai mes deux paroles. J'espère que le bon principe prévaudra, et j'y concourrai d'ici de tout mon pouvoir.

Je n'avais pas besoin de sortir de France pour apprendre combien il nous importe d'avoir un gouvernement. Mais cette conviction m'arrive par des routes nouvelles, et encore plus frappante.

Je ne vous écris aujourd'hui qu'un mot en courant.

Londres, 18 avril 1840.

Je ne vous ai pas répondu, mon cher monsieur, et je suis sûr que vous me le pardonnez. J'espère aussi que vous ne croyez pas que je vous oublie, ni que je n'ai pas été touché de votre soin à me bien instruire. Je n'ai rien de particulier à vous dire aujourd'hui. Je veux seulement vous raconter combien je tiens à vous et je compte sur vous. Voilà la crise passée pour le Cabinet. Il ne reste plus que les difficultés de la situation, elles seront longues, le temps est le seul remède. Il me semble aujourd'hui que le temps ne manquera pas.

Si vous avez quelque occasion de faire remarquer quelque part que je suis le premier ambassadeur protestant venu en Angleterre depuis Sully, je n'en serai pas fâché. Cela a été remarqué ici et avec un bon effet.

Londres, 13 mai 1840.

Mon cher monsieur, vous aurez vu, dans quelques revues anglaises, la traduction de mon petit discours au grand dîner

(1 Lavergne venait d'être nommé chef de Cabinet de M. de Rémusat, ministre de l'Intérieur.

de l'Académie royale des Beaux-Arts. Je ne songeais pas à vous l'envoyer, mais, puisque vous verrez la traduction, j'aime mieux que vous ayez le texte. Vous en ferez l'usage que vous jugerez convenable. C'est matière de revues plutôt que de journaux quotidiens. Je m'en rapporte à vous. Vous excellez dans l'art de présenter convenablement les choses, sans charlatanerie et sans froideur.

Le dîner de l'Académie royale à l'ouverture de l'exposition est ici une grande solennité. C'est une des réunions les plus aristocratiques de Londres. Tout le gouvernement, tous les chefs de l'opposition, tout le corps diplomatique, les hommes considérables de tous les partis sont invités là et tiennent à s'y rendre. Ils y sont avec tout le monde savant, lettré et artiste. Sir Samuel Romilly disait qu'il n'avait jamais intrigué en sa vie que pour être invité au dîner de l'Académie royale.

Les trois personnes qui ont porté la parole là ont été : le duc de Wellington au nom de la marine et de l'armée, le marquis de Lansdowne au nom du Cabinet et des noblemen invités, moi au nom du corps diplomatique. L'Académie royale subsiste depuis soixante et onze ans.

Le mois de mai est l'époque de la réunion annuelle de presque toutes les sociétés religieuses, philanthropiques, littéraires de l'Angleterre. Elles m'invitent toutes. Je n'irai qu'à un très petit nombre. La prodigalité détruit les meilleures fortunes. J'ai été avant-hier au meeting de la Société pour les écoles britanniques et étrangères, présidée par sir George Grey. Il a fallu y prendre la parole. C'était de mon métier. Je l'ai fait en anglais avec quelque bonheur et une immense popularité. Il y avait là 3000 personnes, au moins. J'ai fini par cette phrase :

« The sun rises in the East, but it spreads its light over the whole world. And nobody asks whence the light comes. Every one enjoys it and thanks. Do your good, Gentlemen ; spread your light; and the same happiness, the same thank-fulness of the whole world shall be your reward (1). »

Je n'ai jamais été, en me levant et en me rasseyant, plus vivement et plus cordialement applaudi.

(1) « Le soleil se lève à l'Orient ; mais il répand sa lumière sur le monde entier. Et personne ne se demande d'où vient cette lumière. Elle remplit chacun de nous de bonheur et de gratitude. Faites le bien, messieurs ; répandez votre lumière, et le même bonheur, la même gratitude du monde entier sera votre récompense. »

Je vous raconte et je vous confie, mon cher monsieur, les petits incidens de ma vie. Je ne vous parle pas des grandes choses, vous les savez, car celles-là se voient. J'attends non sans inquiétude et, en attendant, je poursuis ma mission spéciale. Je crois qu'elle m'est bonne à moi, et j'espère qu'elle le sera pour le pays. Je désire du temps.

Au Château de Windsor, 19 août 1840.

Mon cher monsieur, j'ai du guignon pour M. Ampère. Les lettres où vous me parlez de lui m'arrivent toujours trop tard pour que mon intervention puisse lui être bonne à quelque chose. J'ai reçu la dernière au moment de monter en voiture pour venir ici. Évidemment, mes exhortations à M. Le Prévost n'auraient pas eu le temps de lui parvenir. J'espère qu'elles n'auront pas été nécessaires et qu'il sera parti pour Paris sur les instances de Mme Lenormant qui a grand crédit sur lui. Je regrette vraiment de n'avoir pu servir M. Ampère. J'ai pour lui beaucoup d'estime personnelle et littéraire et beaucoup de goût. J'espère bien qu'il aura réussi sans moi. Dites-lui de ma part tout ce qui pourra lui plaire. Je ne vous désavouerai de rien..,

Je ne vous parle pas d'autre chose, mon cher monsieur. quoique j'eusse bien autre chose à vous dire. Rien ne supplée la conversation. Nous sommes engagés dans un pas difficile. Si nous en sortons bien, nous y grandirons beaucoup. Si nous n'en sortons pas, nous souffrirons beaucoup. J'espère et je travaille. J'ai été fort content de ma course à Eu. Je retrouve ici plus d'inquiétude que je n'y en avais laissé. C'est bon. Inquiétez profondément et ne menacez pas. Ce pays-ci est très peu aventureux et très fier. Il faut alarmer sa prévoyance et ne jamais s'adresser à la crainte.

Adieu, mon cher monsieur, mille amitiés. Je serais charmé qu'on vous fît faire une course à Londres.

MINISTÈRE DU 29 OCTOBRE 1840-1848

Ainsi qu'on l'a dit plus haut, la correspondance, sans cesser complètement pendant le grand ministère de Guizot, n'offre plus qu'un intérêt secondaire. Il n'y a point de lettres à proprement parler. Lavergne étant devenu sous-directeur au ministère des Affaires étrangères communiquait tous les jours et verbalement avec son chef. Ce sont des billets très courts ayant

trait le plus souvent à des objets de service, instructions données sur des questions politiques, rapports à faire, matériaux demandés pour des discours à prononcer aux Chambres, en un mot, c'est le détail très simple d'une collaboration quotidienne, dont la publication serait inutile et oiseuse.

EXIL EN ANGLETERRE, 1848-1849

On sait qu'après la Révolution de Février, pour donner satisfaction aux passions populaires, les membres du ministère Guizot avaient été mis en accusation. Cette poursuite, que rien ne motivait, devait aboutir après de longs mois à une ordonnance de non-lieu. Pendant qu'elle était censée s'instruire, Guizot, réfugié en Angleterre, y avait loué aux environs de Londres, à Brompton, un cottage où il séjourna jusqu'en juillet 1849, époque de son retour en France.

C'est de là qu'il écrivait à Lavergne les lettres suivantes :

Brompton, 11 juillet 1848.

Je ne vous ai pas encore écrit, mon cher monsieur, vous me le pardonnez. Vous êtes une des personnes avec qui j'aimerais le mieux à causer, et aussi une de celles avec qui je ne puis souffrir de causer vaguement. Du reste, vous savez, j'en suis sûr, ce que je vous dirais. Vous de près, moi de loin, nous assistons avec les mêmes sentimens au même spectacle et nous en retenons les mêmes impressions. Les derniers scènes de Paris ont fait ici et partout en Europe un grand et bon effet qui était bien nécessaire. On doutait qu'une société qui n'avait rien su défendre, sût se défendre elle-même. Le doute se dissipe, donc un avenir se rouvre... Lequel et à quelle distance ? Vous n'en savez probablement pas plus que moi. Je suis chaque jour plus convaincu que la plus complète immobilité est la seule attitude utile aussi bien que convenable. Il y a des écheveaux qui ne se débrouillent que pourvu qu'on n'y touche pas. L'Europe n'y touchera pas. A vrai dire, il n'y a plus d'Europe et elle aura bien autant de peine à se refaire que la France.

J'ai toujours eu au fond de l'âme, et sans me l'avouer clairement à moi-même, un double sentiment : l'un, que le mal était plus grand que nous ne le disions et ne le croyions ; l'autre, que nos remèdes étaient des palliatifs frivoles, et que les grandes opérations de la Providence pourraient seules ouvrir les yeux au malade et faire accepter les remèdes nécessaires.

Elle n'épargne pas ses coups.

Je me porte bien et je travaille. Je vis tête à tête avec

Cromwell, non pas le plus grand, mais le plus singulier et le plus sensé des grands personnages révolutionnaires ; le seul qui ait joué les deux rôles, faire et défaire la révolution, pousser et retenir, commencer et finir. Je m'amuse à le bien comprendre; je ne connais pas de plus vrai Anglais; hardi et contenu dans son ambition; aspirant à tout, excepté à l'impossible; joueur aussi prudent qu'effréné. Je ne quitte Cromwell que pour lire avec Guillaume (mon Guillaume à moi, non pas celui de l'Angleterre) un peu de Tacite et de Thucydide. Vous voyez que je vis en bonne compagnie. Je n'ai pas perdu, grâce à Dieu, la faculté de m'y plaire. Je comprends le regret et le désir. Je n'ai jamais connu l'ennui. Je puis mettre sous clef les trois quarts de mon âme et vivre passablement avec l'autre quart.

Et vous, que faites-vous? Peut-on travailler dans l'atmosphère où vous vivez? Vous serez bien aimable de me dire quelquefois ce que vous devenez et ce que vous pensez. Mme Lenormant sait les occasions pour m'écrire. J'espère que vous êtes content de la santé de Mme de Lavergne. Et madame votre mère? Mes enfans vont très bien. Je suis content d'eux matériellement et moralement. Dans les premiers jours d'août, je les mènerai en Écosse, à Saint-Andrews, petite ville savante et économique, où l'on prend des bains de mer à très bon marché, à côté d'une belle bibliothèque et au milieu d'une université établie dans l'ancien palais du Parlement d'Écosse près de l'ancien palais de Marie Stuart.

A propos de l'Université, je suis bien aise que vous sachiez un peu exactement ce qui s'est passé entre Oxford et moi. Un M. Taylor a fondé là naguère, et doté richement une chaire, un collège, un bel édifice pour l'enseignement des langues et des littératures continentales, ce sont les chefs de l'Université qui doivent élire. Les principaux m'ont fait offrir de me nommer; comme de raison, j'ai refusé, et par un motif parfaitement convenable et pour eux et pour moi. J'ai dit que je ne pouvais, ni ne voulais rien faire qui eût seulement l'air de m'établir hors de mon pays.

Le fait a transpiré, le fait de l'offre avant le fait du refus; il y avait des prétendans anglais ; ils ont pris de l'humeur ; quelques journaux ont réclamé, au nom de l'honneur national, contre cet appel à l'étranger. Je n'y ai fait nulle attention. Je suis allé à Oxford (où je n'étais jamais allé) à l'occasion d'une grande

solennité universitaire qui réunit tous les trois ans tous les docteurs, maîtres ès arts, étudians et un grand public; discours, collation de grades, prix, concert, 3 000 personnes dans une très belle *hall*. Là, dès que j'ai été aperçu, j'ai été reçu avec des *hourras* et des *cheers* prolongés, répétés, recommencés quatre ou cinq fois dans le cours de la séance, et plus *enthusiastic* (c'est le mot consacré, passez-le-moi) que n'en a obtenu le nom de la Reine elle-même. Voilà toute l'histoire qui m'a fait plaisir. Dites-la telle qu'elle est à Paris, où on mentira certainement, si on en parle. La jeunesse anglaise est plus ardemment *conservative* que ses pères. On m'assure que le même esprit règne dans l'Université de Cambridge, quoique *whig* par tradition. J'irai y voir en revenant d'Écosse.

Ne croyez pourtant à rien de ce qu'on vous dira sur aucune chance prochaine de changement ici dans le Cabinet. Les whigs garderont le pouvoir parce que les torys sont toujours trop divisés, entre eux, pour l'exercer, et parce que presque tous les torys eux-mêmes veulent que les whigs le gardent, disant que le pouvoir rend les whigs modérés, tandis que, s'ils étaient dans l'opposition, ils se feraient radicaux, chartistes même, et amèneraient peut-être une nouvelle réforme, pour ne pas dire pis. Le bon sens domine ici l'ambition. J'ajoute, pour tout dire, que dans l'état actuel du monde, et ici comme ailleurs, l'ambition même est très timide, ce qui aide beaucoup au bon sens.

Brompton, 11 octobre 1848.

Votre lettre du 1er me plaît beaucoup, mon cher monsieur; je suis charmé qu'en traversant la France et en rentrant dans Paris, vous ayez reçu l'impression dont vous me parlez. Le même fait me revient de toutes parts. Mais votre jugement est de ceux qui m'inspirent le plus de confiance. Évidemment nous marchons. Je ne suis point pressé; je me suis trompé en ceci que j'ai trop cru à l'efficacité de la bonne politique, et trop tôt espéré la guérison du mal; mais je ne me suis jamais trompé sur l'étendue du mal; je l'ai toujours cru immense; nous le démontrions en paroles; il fallait qu'il fût senti en fait : Dieu seul a ce pouvoir là. Plus d'une fois, j'ai craint que l'intervention de ses coups ne fût indispensable. A-t-il déjà frappé assez fort? Y voit-on déjà assez clair? La réaction serait-elle suffisante? Vous en pouvez juger mieux que moi. Nous avons l'esprit bien insolent

et bien léger; il faut absolument que nous apprenions à supporter l'amertume des remèdes et à payer le prix du salut. Je moralise. C'est que l'expérience m'a de plus en plus appris qu'en définitive le succès dépend de l'état moral des hommes, de leur degré de bon sens et de vertu.

Je crois comme vous qu'un récit vrai et complet de ce qui s'est passé aux Tuileries, les 23 et 24 février, serait très utile pour remettre à flot la monarchie, spécialement celle de Février; mais pensez-y bien; croyez-vous que ce récit soit possible et qu'il n'eût pas au moins autant d'inconvéniens que d'avantages? Pensez aux aveux qu'il faudrait faire et aux accusations qu'il faudrait porter. Le récit ne serait efficace qu'autant qu'il serait vrai, vraiment vrai. Pensez aux trois complots qui ont coexisté et concouru dans ces jours-là; le complot pour le renversement du Cabinet; le complot pour l'abdication du Roi et l'établissement de la Régence, le complot pour la République.

Pensez au pêle-mêle prémédité ou accepté de ces trois complots, mettez-y les noms propres, tous les noms propres, grands et petits, de Cour et de Chambre. Placez le Roi au milieu de tout cela, au milieu des troubles éperdus de l'intérieur et des troubles furibonds de la Cour des Tuileries; tantôt dans son fauteuil, assailli d'instances, de rumeurs, de prédictions, de suggestions; tantôt sur son cheval entrant dans les rangs des gardes nationaux, essayant de leur parler, assourdi par leurs cris, pressé par leurs baïonnettes croisées et poussées sur la poitrine et sur les flancs de son cheval. « La réforme, la réforme ! — Vous l'aurez, vous l'avez. — La réforme, la réforme ! » comme s'il n'avait rien dit, toujours aussi aveugles et aussi furibonds. C'est là le tableau bien effacé. Croyez-vous qu'à le montrer, vous ne susciterez pas plus de colères, de rancunes, de complications, d'embarras que vous ne dissiperez de préventions et d'erreurs? Et si vous ne le montrez pas tel qu'il a été, à quoi servira-t-il?

Je voudrais bien causer deux heures de tout cela avec vous; nous mesurerions ensemble ce qui se peut et ce qui ne se peut pas, ce qui nuirait et ce qui servirait. Je ne sais si c'est tout à fait impossible, mais soyez sûr que la difficulté est énorme. Et le danger aussi. Qui peut prévoir d'où viendraient et jusqu'où iraient les dénégations et les récriminations, de tous les spectacles le plus fâcheux et le plus affaiblissant dans un grand revers?

Je ne sais si nous saurions déjà, si nous saurons jamais comprendre et mettre à profit un exemple bien frappant et bien applicable. Je suis ici dans un pays qui, après avoir fait sa Révolution en 1688, a eu, coup sur coup, deux rois qui ne savaient pas un mot de sa langue, dont les mœurs et les façons lui étaient antipathiques, qui ne consentaient qu'avec humeur à se montrer dans leur royaume et ne cherchaient que les occasions d'en sortir; deux rois à qui l'Angleterre déplaisait et qui lui déplaisaient. L'Angleterre a compris que ce n'était pas de plaisir ou de déplaisir qu'il s'agissait pour elle, qu'elle n'avait pas appelé George Ier et George II à cause de leurs mérites ou de leurs agrémens personnels; qu'elle avait besoin d'eux et que, n'en ayant pas de rechange, elle devait, dans tout ce qui n'était pas vital, leur passer leurs fantaisies et ne point se passer envers eux les siennes propres.

Elle a ainsi fait, et, en gardant ses rois tels quels, elle a gardé sa prospérité, sa liberté, sa dignité et son repos. C'est pour n'avoir pas su en faire autant que la France a roulé dans l'abîme; et sortît-elle bientôt de l'abîme, elle y retomberait à la première occasion, si elle n'apprend pas à subordonner ses goûts à ses intérêts et à supporter les défauts, les inconvéniens, à payer le prix des institutions et des personnes dont elle ne peut pas se passer. C'est là ce qu'il faut lui répéter sur tous les tons et lui inculquer par tous les pores. Si elle pouvait comprendre que c'est elle qui a eu tort, quelles qu'aient été ailleurs les faiblesses et les fautes, ce serait là le vrai progrès, le progrès décisif. Je suis tenté de croire qu'il n'est pas impossible de le lui faire comprendre. Qu'en pensez-vous?

Voici un autre point sur lequel je tiens à avoir votre avis. Qu'y a-t-il de sérieux dans le travail de rapprochement et de fusion entre les deux élémens du parti de l'ordre en France, les légitimistes et les bourgeois conservateurs, travail à la suite duquel viendrait la réconciliation des deux branches de la maison royale? Est-ce là une idée dont causent entre eux des gens d'esprit, ou un événement en cours de préparation? Le public se préoccupe-t-il de ce travail, et qu'en dit-il? Où en sont, spécialement dans le Midi, les rapports des légitimistes et des conservateurs? On me dit, on m'envoie, on me montre à ce sujet beaucoup de choses diverses et confuses. Je désire connaître votre opinion.

1849

Brompton, 22 avril 1849.

Non certainement, mon cher monsieur, je n'ai rien trouvé à redire dans vos articles sur ma *démocratie*. Ils m'ont au contraire pleinement satisfait. Vous me connaissez assez, j'espère, pour savoir que des nuances diverses dans les idées me touchent peu, quand la sympathie des esprits existe au fond. Elle a toujours existé entre vous et moi. Je compte de plus et tout à fait sur votre attachement. Ne supposez donc pas ce qui ne m'est pas venu un instant à la pensée. Votre lettre m'a fait relire vos articles, ils sont excellens, et je vous demande d'avance d'en faire de pareils quand il m'arrivera de nouveau d'écrire.

Vous aurez lu mon petit manifeste (1), j'espère que vous l'aurez approuvé. Il a produit l'effet que je désirais.

Je doute qu'il serve mon élection, mais il établit nettement ma situation, à quoi je tiens beaucoup plus.

Si je dois être élu, je ne dois et ne veux l'être qu'en me montrant tel que je suis. Et si je ne dois pas être élu, il m'importe d'avoir, avant l'élection, dit hautement ce que je pense, car je ne veux pas, quand je le dirai après, qu'on puisse dire que je le dis parce que je n'ai pas été élu. Je crois peu à mon élection. J'ai refusé d'aller soutenir mes amis par ma présence, et je les trouble un peu par mon langage. Je n'en demeure pas moins convaincu que je fais bien d'agir comme j'agis. Je ne puis rentrer dans la lutte qu'à la condition d'y être rappelé et bien soutenu. Si le public, avec lequel et sur lequel je dois agir, n'est pas dans cette disposition, c'est que le moment n'est pas encore venu pour moi. Je l'attendrai. En tout cas, élu ou non élu, je rentrerai en France quand les élections seront faites, c'est-à-dire vers la fin de mai. Et, si je ne suis pas élu, j'irai m'établir au Val-Richer où je passerai l'été, poursuivant mon *Histoire de la République d'Angleterre* et suivant pas à pas les sottises de la nôtre. Je regretterai bien que vous ayez quitté Paris. Si vous y étiez, vous viendriez me voir en Normandie. Vous me parlez de quelques

(1) La candidature de Guizot à l'Assemblée Législative ayant été agitée dans plusieurs collèges, il avait cru devoir s'en expliquer dans un écrit adressé aux journaux du Calvados et publier, non une profession de foi, mais un exposé de principes.

courtes apparitions à Paris pour vos affaires ; donnez-moi deux jours au Val-Richer dans une de ces apparitions.

En attendant, dites-moi un peu au vrai l'état des esprits, autour de vous ; je suis très curieux des départemens. Je n'en sais rien que de vague et de banal. Vous êtes sur un point où les esprits sont, si je ne me trompe, bien inertes. Je m'attends à une assemblée qui nous tirera d'inquiétude sans nous donner ni satisfaction, ni espérance. Nous avons pris comme devise : Vivre, c'est ne pas mourir.

Les événemens au dedans et au dehors ne nous permettront pas toujours de nous contenter de si peu. Je ne prévois rien de ce qui peut arriver au dedans ; mais je vois au dehors des chances d'avenir qui commanderont absolument à la France une politique et un gouvernement. C'est surtout en Allemagne que sont les chances, car c'est là qu'on veut sérieusement défaire et refaire des empires et des peuples : questions nécessairement européennes ; mais j'entre dans un chemin qui me mènerait trop loin. J'aurais grand plaisir à m'y promener avec vous en causant.

RETOUR EN FRANCE

A son retour en France, Guizot alla s'installer à sa terre du Val-Richer où il se proposait de passer désormais la plus grande partie de l'année. Lavergne de son côté, devenu agriculteur, cultivait son domaine de Peyrusse, situé dans la Creuse. La plupart des lettres échangées entre les deux correspondans sont datées de ces résidences de campagne. Guizot se plaint parfois de leur éloignement qui ne permettait pas aux deux amis de se rejoindre et de goûter les charmes de la conversation qui avait pour eux tant d'attraits.

1850

Val-Richer, 12 juin 1850.

Votre lettre est venue me trouver au Val-Richer, mon cher monsieur. Mon nid est un peu plus près du soleil et des passans que le vôtre ; mais j'y vis à peu près comme vous à Peyrusse, plus avec les champs qu'avec les hommes, et prenant beaucoup plus de plaisir à regarder ce qui pousse en silence qu'à écouter le bruit qui m'arrive. Je vais pourtant sortir pour quelques

jours de mon nid. Les nouvelles qui me viennent de Saint-Léonard sont tristes et me donnent lieu de penser que je n'ai pas de temps à perdre, si je veux, comme je le veux, porter au Roi les dernières marques de mon respect, lui dire encore une fois ce que je pense dans l'intérêt de sa maison comme de notre pays, et recueillir ses derniers avis. L'esprit du Roi est encore parfaitement ferme et lucide; mais le corps dépérit de façon à faire craindre qu'il ne se relève plus et qu'il ne s'affaisse peut-être tout à coup.

Je pars donc samedi, 15, pour Paris où je passerai trente-six heures, et lundi, 17, pour l'Angleterre où je ne serai que quelques jours; plusieurs de nos amis communs, le duc de Broglie, le duc de Montebello, Du Châtel, l'amiral Mackau, etc., se disposent à faire comme moi. M. Thiers est parti hier. Je désire beaucoup trouver le Roi un peu mieux, et je n'en désespère pas. Je voudrais qu'il lût l'article que vous m'annoncez et ce que vous y dites de lui. Il y serait extrêmement sensible. Il quittera ce monde amèrement convaincu de la sottise, de l'injustice et de l'ingratitude des hommes. Il en a quelque droit. Il a certainement donné à la France dix-huit années du gouvernement le plus sensé, le plus juste, le plus libre et le plus bienveillant qu'elle ait jamais connu et qu'elle soit peut-être jamais destinée à connaître. Il est dur, après cela, de passer par Saint-Léonard pour revenir à Dreux. Il disait ces jours derniers à l'un de mes amis : « Je ne rentrerai en France que par les pieds pour aller à Dreux, et encore Dieu sait si on m'y laissera rentrer ainsi. »

Je suis bien impatient pour moi-même de lire votre article; vous avez toute raison d'y dire toute votre pensée; la pleine indépendance de l'esprit reste notre seul plaisir.

Je trouve le pays que j'habite comme je l'avais laissé; peu de progrès du mal, pas plus de progrès du bien. On vit tranquillement dans une insécurité universelle. On parle des révolutions comme d'un mal toujours imminent et dont on ne peut ni guérir, ni mourir. On se résigne à souffrir peu et à ne compter sur rien, presque satisfait de n'avoir point d'ambition plus haute, ni de crainte plus grave. C'est profondément triste à regarder.

Adieu, mon cher monsieur, je n'ai avec moi en ce moment que le plus jeune de mes jeunes ménages; j'attends l'autre sous

peu de jours. Très heureux l'un et l'autre, comme il convient; j'en jouis beaucoup. C'est pour moi de la sécurité et de la liberté. Vous ferez connaissance avec mes deux gendres; ils le méritent. Je leur sais un défaut : ils ne sont pas de leur temps, ç'a été une de mes raisons pour les choisir.

Val-Richer, 8 juillet 1850.

J'attends très impatiemment votre article, mon cher monsieur. Je compte sur le prochain numéro. Je m'en promets un vif plaisir pour moi et pour le fond des choses, car vous êtes de ceux qui voient le fond, et nous sommes, au fond, du même avis, même quand nous différons sur la République ou la Monarchie.

Je suis sûr qu'on vous lira à Saint-Léonard avec grande satisfaction, et je comprends que vous ayez un peu retardé votre voyage, mais faites-le pour vous-même comme pour le plaisir du Roi. J'ai, de sa santé, d'assez bonnes nouvelles; il me paraît qu'on commence à croire à un long temps et peut-être même à une vraie guérison. Nous n'avons rien à nous dire de l'état actuel des affaires; j'en pense ce que vous en pensez et je me félicite, comme vous m'en félicitez, de n'y pas toucher du doigt.

Certainement, si j'avais été dans l'Assemblée, j'aurais tenté de faire du parti conservateur autre chose que ce qu'on en fait. Je n'y aurais pas réussi et je serais retombé dans l'isolement avec un faux air d'activité. L'isolement vrai vaut infiniment mieux... Je travaille; je viens d'écrire une longue lettre à quelques-uns de mes amis de l'Institut pour décliner l'honneur qu'ils voulaient me faire de me nommer membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Cela ne me convient pas, mais j'ai dû en donner d'autres raisons que ma convenance personnelle. J'ai donc dit un peu ce que je pense de la nouvelle loi sur l'enseignement et de la lutte entre le clergé et l'Université. Il se peut qu'à force de circuler dans l'Institut, cette lettre finisse par devenir publique et que vous la lisiez quelque part.

La mort de sir Robert Peel m'a fait une vraie peine; non qu'il fût, pour moi, un ami comme lord Aberdeen, mais nous avons fait en commun pendant cinq ans de la politique sensée et honnête. C'est un lien réel, et qui devient plus fort de jour en jour.

Et puis, je regrette les grandes figures; il a fait de grandes choses, d'un mérite politique douteux, mais qui, après tout, ont

amélioré la condition de plusieurs millions d'hommes dans son pays. L'effet de cette mort sur l'état des partis en Angleterre est encore pour moi assez obscur. L'opposition en sera plus unie. Mais quand elle deviendra gouvernement, elle en sera plus faible. Sir Robert Peel eût été pour elle, non pas un chef actif, mais un patron puissant et accrédité dans le pays libéral. Je crois lord Palmerston très blessé, mais non pas mort.

Val-Richer, dimanche 21 juillet 1850.

Je n'ai reçu qu'hier, mon cher monsieur, le numéro de la *Revue* du 15. Je viens de vous lire avec une satisfaction devenue pour moi bien rare. Tout m'en plaît, le fond et la forme, même là où je ne suis pas de votre avis. C'est un esprit fin au service d'un grand sens. Vous me donnez un besoin que je ne ressens plus guère, le besoin de discuter avec vous. Il est clair que vous ou moi avons raison. Tout autre a tort. Et je me consolerais bien que vous eussiez raison, car il faudra à la démocratie pour faire vivre la République, même telle quelle, au moins autant, et, selon moi, plus de sagesse et de vertu qu'il n'en faudrait pour ressusciter la monarchie. Du reste, c'est là un des secrets que Dieu seul sait. Lui plaira-t-il de nous le révéler pendant que nous sommes encore là pour y voir? Vous dites de moi, dans le dernier paragraphe de votre article, ce qu'il m'est le plus agréable qu'on en dise. Si l'entreprise que j'ai faite est impossible, je reste heureux et fier de l'avoir faite, même après y avoir échoué. Si elle n'est pas impossible, je n'aurai échoué que pour avoir espéré trop tôt. J'accepte pour mon nom l'un et l'autre avenir, et je vous remercie de l'avoir devancé. Votre article fera au Roi un plaisir infini; je lui en écris aujourd'hui même. Plaisir et peine, car, en lui rendant justice, vous lui retirez l'espérance. Je penche à croire qu'il n'est ni de votre avis, ni du mien, et qu'il nous trouverait l'un et l'autre trop optimistes. Ni république, ni monarchie, un gâchis anarchique, assez contenu et assez faible pour que, du dehors, pendant longtemps on se contente d'y regarder, sans y toucher. Rien de nouveau ne me vient de Paris. On est excédé. On ne pense qu'à s'en aller; l'Assemblée nommera demain sa commission permanente. Si la liste que donnent les journaux passait, ce serait bien vraiment un Comité de surveillance pour le Président. Certainement, depuis quelques mois, l'Assemblée a beaucoup perdu. Le Président ne gagne pas

tout ce qu'elle perd. Et peu importe; ils peuvent perdre impunément l'un et l'autre; ils sont, l'un et l'autre, notre seul rempar contre l'anarchie brutale; et nous n'en avons point de rechange.

Adieu, mon cher monsieur; je vous écris à Peyrusse, ne sachant où vous prendre ailleurs. J'espère que ma dernière lettre adressée à Paris vous aura rejoint dans vos courses. Pour moi, je reste ici ou à Trouville. Je travaille, je me promène; je pense à sir Robert Peel que je regrette beaucoup. La France et l'Angleterre ne referont pas de longtemps, ensemble, la politique que nous avons faite en commun, lui et moi, pendant cinq ans.

Val-Richer, 18 septembre 1850.

Mon cher monsieur, je suis revenu il y a peu de jours de Claremont, et j'ai trouvé ici votre lettre du 1er. La Reine et toute la famille royale sont en état très bon et sain, d'esprit et de corps; parfaitement décidées à rester unis et même réunis; c'est Mme la Duchesse d'Orléans qui dit que la réunion est le symbole de l'union. Elle a loué tout près de Claremont une maison jusqu'au printemps prochain. La Reine m'a touché et frappé plus que jamais par ce mélange de passion vive et d'empire sur elle-même qui est devenu sa nature. Elle parle du Roi simplement, pieusement, comme si elle l'avait vu il y a cinq minutes et devait le revoir dans cinq minutes. Les trois princes sont étroitement groupés autour de leur mère, et du même avis, avec elle et entre eux, sur toutes choses. Ils s'en sont séparément expliqués avec moi, de manière à ne permettre aucun doute. La Reine a reçu, au moment où j'arrivais, un message très convenable de M. le Comte de Chambord qui, après le service funèbre qu'il avait fait célébrer à Wiesbaden, lui a fait porter directement l'hommage de sa sympathie et de son respect. La Reine, de concert avec toute la famille royale et en son nom, s'est montrée sensible à ce bon procédé, et y a répondu par un message conçu en termes également bien appropriés à la situation. Ce sont les bons rapports de parenté renoués entre les deux branches; rien de moins, rien de plus. Le corps du Roi reste déposé dans la chapelle catholique de Weybridge, près de Claremont, jusqu'à ce que les princes ses fils aient le droit de le ramener eux-mêmes en France et de le déposer dans l'église de Dreux, selon son désir. Ils ne demanderont, à ce sujet, ni permission, ni faveur, et ils ont raison.

1852

Paris, 9 juin 1852.

Je pars dans trois jours pour le Val-Richer, mon cher monsieur. C'est grand dommage que Peyrusse en soit si loin. Si vos bois touchaient les miens, nous y ferions ensemble de longues promenades et de bonnes conversations. Ma fille Pauline est accouchée, le plus heureusement du monde, d'un gros garçon, et elle se remet aussi rapidement qu'elle est accouchée. Dieu me traite dans la vie domestique avec une grande bonté. J'emmène Guillaume avec moi; ma fille aînée,qui est revenue de Rome en très bon état, ainsi que son mari, viendra me rejoindre dans quinze jours, et la cadette huit jours après. Une fois établi là avec mes deux ménages, j'y resterai jusqu'au mois de novembre au moins, tranquille et libre dans mon travail et mon loisir, ce dont personne, vous compris, ne jouit plus vivement que moi.

Ces jours-ci vont paraître deux volumes bien vraiment littéraires, *Corneille et son temps*, *Shakspeare et son temps*. Je me figure qu'ils vous amuseront. Comment dois-je m'y prendre pour vous les faire parvenir un peu vite? Et quand vous les aurez lus, voulez-vous essayer de dire dans la *Revue des Deux Mondes* ce que vous en penserez? J'en serais charmé.

Je n'ai rien à vous dire d'ici. Vous voyez, le Président a reconnu sensément qu'au dedans, il n'y avait pas une vive impulsion vers l'Empire et qu'au dehors, sa situation en serait plus embarrassée que grandie. Il ajourne donc. Il y a en lui un singulier mélange de ténacité et de patience, de hardiesse et de prudence. Il a des idées fixes et les poursuit imperturbablement, mais sans fougue, et en appréciant chaque jour les difficultés.

Il sait marcher à son but personnel; apprendra-t-il à remplir sa mission publique, c'est-à-dire à gouverner? Jusqu'ici, à mon avis, il ne se rend pas bien compte de sa situation comme gouvernement; il admet trop peu d'opposition ou trop. Je doute qu'il réussisse à se maintenir dans le point où il s'est placé. Ce n'est certainement pas le juste milieu. A prendre les choses dans leur ensemble, elles sont à peu près telles que vous les avez laissées. L'eau coule, et il n'est au pouvoir de personne d'en détourner, ou d'en accélérer, ou d'en suspendre le cours.

1853

Val-Richer, 14 novembre 1853.

Quoique j'espère vous retrouver bientôt à Paris où je retourne cette semaine, je ne veux pas, mon cher monsieur, quitter mes champs sans vous donner signe de vie; je suis en arrière avec vous; j'ai un peu plus couru cet été que de coutume, dans mes environs seulement, pour chercher, pour l'aîné de mes deux ménages, une petite terre que je n'ai pas encore trouvée, mais que je me promets bien de trouver. Deux courses à Paris; quinze jours chez le duc de Broglie; cela fait bien du temps. J'ai pourtant beaucoup travaillé; on imprime le second volume de mon *Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell;* je publierai tout l'ouvrage au mois de janvier; je serai fâché qu'il soit fini; je ne suis pas de ceux qui désespèrent du présent, mais il ne me plaît pas assez pour que je consente à y vivre moralement; on me dit de tous côtés que les affaires se brouillent, que la guerre va éclater au dehors en même temps que la disette au dedans: c'est possible, quoique je n'y croie pas beaucoup. Si la guerre éclate, il aura fallu, de la part des hommes, des chefs-d'œuvre de maladresse et de faiblesse pour l'amener, car personne n'en veut. Mais pour l'éviter, il aurait fallu un peu de prévoyance et de résolution, et personne n'en a guère. Quant au dedans, je le crois au fond en mauvais état; le mal qui a éclaté en 1848 fait son chemin sous terre; la force qui le comprime ne suffit pas à le guérir; nous n'avons pas fait, nous, assez d'usage de la force et on ne sait plus faire usage que de cela. Je n'ai rien vu de plus curieux sous ce rapport que la philosophie de M. Troplong dans le *Moniteur* sur le principe d'autorité: il a pris, du commencement à la fin, la force pour l'autorité.

Voici ma disposition au vrai; toujours optimiste en général; pessimiste aujourd'hui. J'ai lu votre dernier article avec le même intérêt que les premiers; j'en attends d'autres; ils sont et seront tous excellens; c'est un travail qui vous fait grand honneur; je suis curieux de ce que vous direz de la Belgique; phénomène bien rare: à part sa prospérité matérielle, le seul pays catholique jusqu'ici qui ait su accepter et pratiquer les principes de la société moderne, sans cesser d'être chrétien et catholique.

1854

Val-Richer, 29 juillet 1854.

Je regrette de ne pas vous avoir vu à Paris, mon cher monsieur; nous aurions causé : notre seul plaisir après les plaisirs de la vie de campagne et de famille dont je jouis beaucoup; je m'étonne toujours qu'on puisse tant conserver après avoir tant perdu.

Je ne sais rien de nouveau sur ce qui vous intéresse, sinon que votre livre réussit très bien. Nous verrons au mois de décembre. Je désire vivement que vous entriez dans cette Académie ; elle est en voie de grande amélioration, et je suis convaincu que, précisément dans l'état actuel de nos affaires, elle peut être très utile. Ce gouvernement-ci ne se réconciliera point avec la liberté politique et ne la supporterait pas. Mais il peut supporter la liberté scientifique, et ne peut guère se brouiller avec elle. C'est donc vers les idées qu'il faut se tourner, et les faire justes sur toutes choses, pour qu'elles puissent, un jour, faire quelque chose de bon. En attendant, les faits s'arrangeront comme ils pourront. Vous avez raison de travailler sans relâche à votre cours d'*Économie rurale* et de ne pas vous hâter pour la publication. Il y a deux grandes choses à faire pour l'économie politique : il faut la remettre dans les voies de la bonne politique et dans celles de la bonne morale. Vous avez déjà commencé à prendre votre part dans ce travail.

Pour moi, je passe ma vie avec les héritiers de Cromwell; court héritage. Il n'y a plus de grand homme, mais le spectacle de ce que devient un gouvernement où un grand homme était tout, est très curieux.

A partir de cette époque, une légère modification se produit dans la correspondance, dont le ton demeure d'ailleurs le même.

Guizot n'appelle plus Lavergne que « mon cher confrère. » Ce dernier avait été en effet élu, le 30 juin 1855, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, dont Guizot faisait lui-même partie.

1855

Val-Richer, 30 octobre 1855.

Je voudrais pouvoir, mon cher confrère, vous envoyer quelque

soulagement à votre tristesse, mais je n'en sais point d'efficace (1).

Le temps et l'étude émoussent peu à peu ce que la douleur a d'aigu. Vous saurez user de ces palliatifs. J'espère que la santé de Mme de Lavergne n'a pas souffert de cette cruelle épreuve; dites-lui, je vous prie, que personne ne comprend mieux que moi son chagrin et n'y compatit davantage. J'ai perdu, il y a dix-huit ans, un fils de vingt et un ans excellent et charmant. Son image est toujours là devant mes yeux, et je le cherche encore comme si je devais le retrouver.

Je suis encore ici pour quinze jours. J'achève mon *Histoire du Protectorat de Richard Cromwell et du rétablissement des Stuarts ;* il ne m'en restera plus à écrire à Paris que les vingt ou trente dernières pages. Je souhaite que le public s'y amuse autant que je m'y suis amusé. C'est de la grande comédie sans grands hommes ; je resterais volontiers ici bien plus longtemps et j'y reprendrais d'autres travaux, mais je suis obligé d'être à Paris vers la mi-novembre.

Ce que je retrouverai avec un vrai plaisir à Paris, c'est l'Institut.

Il y a là le mouvement et le repos d'esprit, et j'en jouis beaucoup. Je serai charmé d'en jouir avec vous ; je ne vous envoie point de nouvelles. Voici les dernières lignes que j'ai reçues hier de Paris : « Le vent est à la guerre, à une guerre terrible. Rien ne saurait résister à ce que veulent deux grandes puissances comme la France et l'Angleterre, quand elles veulent bien. On prendra Cronstadt, on inventera, on parviendra. On ne voudra plus souffrir de neutres. Le printemps sera terrible. » Je répète toujours ma question : Et après ? Il n'y a de sensé que la paix ou la conquête.

1856

Val-Richer, 3 août 1856.

J'ai à vous remercier d'abord des volumes que vous avez bien voulu m'envoyer et où j'ai trouvé deux ou trois petits renseignemens qui me manquaient ; puis, et surtout, de votre excellent article : *l'Agriculture et la Paix*, vraiment excellent.

(1) Lavergne avait perdu son beau-fils, M. Charles Persil.

Vous n'êtes pas de ceux qu'on accuse à bon droit d'oublier, tantôt la politique, tantôt la morale en faisant de l'économie politique. Vous pensez à tout sans sortir de votre sujet : et vous savez vous faire lire aussi bien que faire penser ceux qui vous lisent.

Je n'en ai pas encore fini avec sir Robert Peel. Ce portrait d'un homme est devenu un fragment d'un tableau d'histoire contemporaine. Je ne le regrette pas. J'ai pris plaisir à l'écrire et il paraît que le public en prend à le lire. Buloz me remercie avec effusion. J'en finirai le 1er septembre prochain. Et je finirai en disant ce qui manque, selon moi, aux plus sages et aux plus honnêtes serviteurs de la meilleure démocratie. Ne craignez pas que je sois trop aristocrate. Je tiens Peel pour très supérieur à tous les aristocrates qui l'entouraient. C'est vraiment un excellent ministre de la société moderne. Mais la société moderne a grand besoin d'apprendre à se garder elle-même si elle veut durer.

1858

Val-Richer, 17 octobre 1858.

Il y avait longtemps en effet, mon cher confrère, que je n'avais eu de vos nouvelles. Vous m'en donnez de bonnes, et j'en suis charmé.

Je n'ai, comme de raison, point de nouvelles à vous envoyer d'ici. On m'écrit de Berlin d'assez curieux détails (curieux pour le moraliste) sur les scènes d'intérieur dans lesquelles le roi de Prusse s'est enfin décidé à remettre à son frère, sous le nom de Régence, les pleins pouvoirs de la royauté. Il en coûtait beaucoup à ce pauvre roi malade et à moitié idiot, — car il oublie quelquefois jusqu'à son nom, — de se reconnaître incapable de régner. Je le regrette un peu ; j'ai toujours eu du goût pour lui. Il avait de l'esprit et de l'honnêteté.

Libéral en pratique, quoique absolutiste en principe, il n'a manqué de parole ni à ses alliés, ni à son peuple. Il s'est défendu et de la guerre de Crimée et de la réaction contre les concessions libérales de 1848. Il faut passer beaucoup aux rois, gens d'esprit et honnêtes gens. Je conviens que c'est notre coutume de faire précisément le contraire.

1859

Val-Richer, 12 septembre 1859.

Je m'étonnais de n'avoir point de nouvelles de vous, mon cher confrère; votre lettre du 29 août a donc été très bienvenue; elle m'a trouvé entouré d'anciens amis au milieu desquels vous auriez été encore mieux venu vous-même.

Je suis charmé que mon discours académique vous ait plu (1). Il a plu au public, sauf le prince Napoléon. Je l'avais à ma droite, essayant de ricaner à voix basse, quand j'ai parlé de l'armée. Son voisin, M. Élie de Beaumont, qui l'avait amené sur les bancs de l'Institut, l'a prié de le laisser écouter. Devant moi, au contraire, le maréchal Randon applaudissait avec une émotion visible, et au-dessus, dans une petite tribune, la princesse Clotilde écoutait ou plutôt regardait avec une curiosité naïve et gracieuse. Singulier public qui a le sommeil si profond et le réveil si vif! A la vérité, il y a bien des publics, et j'avais là le meilleur. Nous sommes assez souvent du même avis sur les événemens présens. Nous l'avons été aussi cette fois sur l'avenir. Vous me dites que, pendant la guerre d'Italie, vous avez prophétisé la paix. En apprenant la bataille de Magenta, j'ai écrit à une personne de mes amis : « Encore une victoire pareille et je serai bien surpris si l'empereur N... ne se presse pas de faire sa retraite sur ce char de triomphe. » Le char de triomphe s'est un peu embourbé depuis, et ni vous, ni moi, ne prévoyons comment il sortira du bourbier. Il est difficile de jouer jusqu'au bout les deux cartes contraires. Je ne pense pas cependant que l'Empereur, même après le *Moniteur* de ces jours-ci, ait encore fait son choix définitif. Les Florentins et les Piémontais s'obstinent à se montrer contens, aussi bien que l'ambassadeur d'Autriche. Nous verrons qui rira, ou plutôt qui pleurera le dernier.

1860

Val-Richer, 19 juillet 1860.

Je vous suppose à Peyrusse, mon cher confrère, et c'est là que je vous écris. On ne passe guère à Vichy plus d'un mois, ce

(1) Discours de réception en réponse à Lacordaire.

me semble. Vous en êtes-vous bien trouvé? Si vous y avez eu aussi peu de soleil que nous en Normandie, le séjour n'aura pas été très gai. Heureusement pour moi, ma gaîté, si ma disposition peut s'appeler de la gaîté, ne dépend pas du tout du temps qu'il fait. Je jouis vivement du beau temps quand il est là, et je n'y pense guère quand il n'y est pas. Même dans mon loisir d'aujourd'hui, j'ai trop de choses à penser et à faire pour donner dans ma vie beaucoup de place au désir de ce qui me plairait ou au regret de ce qui me manque.

La conférence de Bade a été un coup manqué. La Prusse ne s'est pas laissé tenter à l'exemple du Piémont. Le prince régent s'est montré bien Allemand et les petits souverains allemands, les étudians allemands, le peuple allemand se sont plu à l'entourer et à le grandir. Lui seul a quitté Bade content. Lord Palmerston racontait chez lui, il y a quinze jours, cet apologue :

« J'avais un ami qui faisait la cour à une belle personne; il s'en croyait bien accueilli et il avait quelque droit de le croire, car, après bien des sollicitations, il avait obtenu d'elle un rendez-vous en maison tierce. Il s'y est rendu avec empressement; on l'a introduit ; il s'est trouvé en présence d'une réunion de parens qui l'ont reçu avec courtoisie, mais comme un étranger; il s'est aperçu qu'il gênait autant qu'il était gêné; il s'est retiré, on l'a reconduit poliment. Il parle peu de sa rencontre. »

Vous voyez où en est Garibaldi, aussi embarrassé des Siciliens qu'embarrassant pour M. de Cavour. Ils ne se brouilleront pourtant pas. Le chaos italien suivra son cours.

Si le roi de Naples était homme d'esprit et de courage, la partie ne serait pas mauvaise. Mais à Paris, la guerre est entre M. Baroche et M. de Morny; l'un veut que le Corps législatif obéisse toujours; l'autre qu'on le laisse un peu tranquille.

1861

Val-Richer, 4 juillet 1861.

Mon cher confrère, si la goutte vous avait rendu comme au duc de Broglie le service de vous débarrasser d'un asthme très pénible et très fréquent, je vous plaindrais un peu moins; mais la goutte gratuite doit être une rude épreuve de patience.

Le duc a eu meilleur marché du Préfet de police que de la goutte. Son affaire a fini par une déclaration de non-lieu qui or-

donne la restitution de tous les exemplaires indûment saisis. Mais le dernier point met l'administration dans l'embarras; on ne retrouve pas tous les exemplaires saisis: il paraît que M. le ministre de l'Intérieur, dans un accès de laisser aller, en a prêté plusieurs à ses amis, même en Angleterre; en sorte que, si l'ouvrage a reçu quelque publicité, ce serait le fait de M. de Persigny, non du duc de Broglie. Si cela est, le duc de Broglie ne manquera certainement pas de le faire constater, pour qu'on ne puisse pas lui imputer cette circulation illégale (1).

Je comprends votre opinion sur la coalition. Je ne la partage pourtant pas. Je ne crois pas que l'insuccès de la tentative ait eu l'importance qu'on lui a attribuée, ni que son succès eût eu en bien l'importance contraire.

Si nous causions, je vous dirais toutes mes raisons, mais nous sommes trop loin. Dans le quatrième volume, je n'ai pas dit, sur la coalition, tout ce que j'aurais pu dire, mais je n'ai rien dit que je ne pense pleinement (2).

Je vous prie de réserver aux volumes suivans votre bon vouloir pour la *Revue*. J'en aurai au moins trois, et probablement quatre; un sur mon ambassade à Londres et deux ou trois sur mon ministère de 1840 à 1848.

Personne n'est plus capable que vous de bien parler de toute cette époque. Trois questions la remplissent : les Affaires étrangères, le gouvernement personnel du Roi (comme on dit), et le caractère du parti conservateur. Vous avez vu et jugé parfaitement ces trois grands faits, abîmes de mensonge.

Adieu, mon cher confrère; avez-vous reçu le *Jefferson* de mon gendre Cornélis? Je vous l'ai fait adresser chez vous à Paris; je suis sûr que vous en serez content. C'est un ouvrage bien plus complet que ses articles dans la *Revue*. Quant à Conrad, son élection s'est très bien faite.

(1) Il s'agit de l'ouvrage du duc de Broglie intitulé : *Vues sur le gouvernement de la France*, qui avait été saisi sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, M. de Persigny.

(2) M. Guizot fait allusion à la coalition de 1839, dont il rend compte dans le quatrième volume de ses *Mémoires*.

1862

Val-Richer, 13 septembre 1862.

J'ai eu grand plaisir à recevoir de vos nouvelles, mon cher confrère. Je m'étonnais de n'en point avoir, et avec mes amis, quand je m'étonne, je m'inquiète. Je n'avais pas tout à fait tort de m'inquiéter, car je vois que vous n'êtes encore que médiocrement sur pied. Reposez-vous tout à fait; vivez beaucoup au grand air et dormez. Là où la science des médecins ne suffit pas, l'action seule et l'effort naturel de la vie vers la santé restent efficaces. Ne manquez pas, en m'écrivant, de me dire où vous en êtes.

Je voudrais pouvoir vous donner des nouvelles plus positives que celles des journaux. Ma première impression a été que le Pape paierait les frais de la défaite de Garibaldi et que, de Paris, on ne pourrait rien refuser à M. Ratazzi, ce sauveur de l'ordre européen.

Il paraît que j'étais trop pressé et que l'Empereur persiste dans le *statu quo*. Des gens d'esprit et qui pensent être bien informés m'écrivent : « L'abandon de Rome est un tel sacrifice pour la politique impériale qu'un cadeau si disproportionné, fait au roi Victor-Emmanuel, n'est guère probable. Une fois hors de Rome, l'Empereur est brouillé avec les catholiques et ne compte plus en Italie. Politique intérieure, puissance au dehors, jeter tout à l'eau d'un seul coup, ce serait bien étrange! Nous verrons si l'Empereur résiste effectivement à la pression révolutionnaire, italienne et française, ce sera mieux que je n'attends.

L'autre grand événement de ce temps, la dislocation américaine suit son cours. La lutte durera encore longtemps; des deux parts, l'acharnement est extrême; l'admirable sagesse politique de Washington et de sa génération a donné soixante-dix ans de vie à ce gouvernement. Pas davantage. Grande épreuve pour les idées et les institutions exclusivement démocratiques. Sera-t-elle comprise? Elle est pourtant bien claire. Reeve m'écrit qu'elle est bien comprise en Angleterre, et que jamais le *peuple anglais* n'a été plus attaché à son gouvernement et plus éloigné d'y toucher.

Je suis charmé que mon *Projet de mariage royal* vous ait intéressé. Il m'a amusé, moi. Je me suis donné cette petite va-

cance de l'histoire contemporaine. Le *Mariage français* paraîtra dans la *Revue* du 1er octobre prochain; et puis, je réimprimerai le tout, en citant mes autorités, car il n'y a pas un mot qui ne soit rigoureusement exact.

Je suis pressé d'avoir vos Assemblées provinciales complètes, je vous dirai pourquoi.

1863

Val-Richer, 1er juillet 1863.

Mon cher confrère, la Commission est très aimable et vous le premier. M. de Witt sera très content de recevoir de la Société centrale ce témoignage, et moi je suis charmé d'avoir fait connaissance avec MM. Dailly et Barral.

Plus je vis, que ce soit dans le monde ou dans la solitude, plus j'aime les gens d'esprit et les honnêtes gens.

Vous avez raison, il n'a pas fallu grand'chose pour déterminer un grand changement. Pourvu qu'en effet, le changement soit grand et dure. En pareille route, j'en conviens, il est difficile de rétrograder. Cela s'appelle entrer masqué dans ce régime parlementaire auquel on dit toujours tant d'injures. Nous verrons comment Billault et Rouher joueront leur rôle sous leur masque. On m'écrit que Boudet est au ministère de l'Intérieur le sosie de Billault, et que Rouher meurt d'envie de se mesurer dans les débats politiques avec Thiers. Il me semble qu'on est moins conciliant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Tout ce qui me revient respire la guerre de Pologne. J'ai peine à y croire. On a pu cantonner de grands événemens en Espagne et même en Italie; en Allemagne, c'est impossible. Il n'y a pas de rétablissement de la Pologne sans bouleversement de l'Europe.

Val-Richer, 19 décembre 1863.

J'attends avec curiosité le débat de l'adresse dans le Corps législatif. Celui du Sénat a été bien médiocre sans exception. Le fond comme la forme, la forme comme le fond. M. Émile Ollivier a grande raison d'être et de s'avancer dans les dispositions que vous me dites. S'il a, comme je suis disposé à le croire, une vraie et sérieuse ambition politique, qu'il se dise à tout moment que, de nos jours et dans notre pays, il n'y a qu'un

grand rôle à jouer dans la vie publique, le rôle d'homme de gouvernement libéral et sensé.

Tout à vous, mon cher confrère.

186[illegible]

Val-Richer, 16 juin 1864.

Je vous écris, mon cher confrère, sans savoir où ma lettre ira vous chercher. En tout cas, je l'adresse à Peyrusse. Je présume qu'on saura vous l'envoyer de là. Mais dites-moi précisément où il faudra vous adresser mes *Méditations sur la religion chrétienne* qui vont paraître dans quinze jours. Je donne en ce moment les derniers bons à tirer. Si, comme on me le dit, les éditions de Londres et de Leipzig sont prêtes aussi à paraître, je ne vois aucune raison de retard. Ce volume en annonce deux autres. Je vais comme si je n'avais pas soixante-seize ans. Je me remettrai dans quelques jours au septième volume de mes *Mémoires*. J'ai vraiment à cœur de mener jusqu'au bout ces deux travaux. Le passé et l'avenir. Vous aussi, vous travaillez beaucoup et vous avez raison. Vos mélanges politiques et vos études économiques viendront fort à propos à la fin de l'année pour l'Académie comme pour le public. Je n'entends pas parler du tout de l'Académie. Personne n'y pense en ce moment, si ce n'est M. de Loménie qui voudrait bien avoir écrit et publié son *Mirabeau* avant l'hiver pour faire pendant à son *Beaumarchais* et se présenter avec ces deux titres à ce second héritage d'Ampère.

La politique dort malgré la Conférence ; s'il n'en sort pas une solution de la question danoise, elle sera aussi ridicule que le Congrès. Du reste, on m'écrit qu'à Paris, les duchés français ont tué les duchés danois, comme ceux-ci avaient tué la Pologne ; on ne parle que des Périgord qui veulent être Montmorency. Les tribunaux sont embarrassés d'un décret rendu, ce me semble, un peu étourdiment ; le faubourg Saint-Germain est furieux contre les Périgord, et le public s'en moque. Il n'y a que Hegel pour dire que l'*être* n'est rien et que le *devenir* est tout.

Val-Richer, 10 octobre 1864.

Conrad m'a dit ces jours derniers qu'il vous écrivait, mon cher confrère : c'est pourquoi je ne vous ai pas écrit. Je fais comme vous, je travaille, et de plus, je me promène, ce que

vous ne faites guère. Le temps est redevenu très beau, un soleil brillant dans un air frais. Le Val-Richer s'est un peu dégarni il y a quelques jours ; mon ménage Cornélis est parti pour aller mettre ses deux fils aînés au lycée Bonaparte, treize personnes de moins ici, maîtres ou valets. Je suis resté avec mon ménage Conrad et le ménage Guillaume, ce qui laisse encore ici quinze personnes sans compter la ferme. Voilà ma solitude, le désert des Patriarches. J'ai eu de plus, cet été, beaucoup de visites, et j'attends le 19 ou le 20 de ce mois la dernière, Reeve, sa femme et sa fille. Je crois qu'ils iront vous voir à Peyrusse en poussant leur promenade vers le Midi : j'ai eu le doyen de Westminster, Arthur Stanley et sa femme lady Augusta Bruce, tous deux très aimables, des Anglais qui aiment la France, sans cesser d'être Anglais. Les visites ne me prennent pas mes heures de travail, de six à onze heures du matin. Je suis rentré dans l'histoire contemporaine ; j'écris le septième volume de mes *Mémoires*, des élections de 1842 à celles de 1846. Je le publierai au mois de mars, et je retournerai alors à la religion, à l'état actuel de la religion chrétienne, car j'intervertirai l'ordre de mes méditations ; je veux dire ce que je pense de l'état actuel du christianisme avant de remonter à son passé et de sonder son avenir. Le huitième et dernier volume de mes *Mémoires* viendra ensuite et comprendra : 1° *les mariages espagnols ;* 2° *l'Italie et le pape Pie IX de 1846 à 1848 ;* 3° *la Suisse et le Sonderbund ;* 4° *les réformes et ma chute*. J'ai à cœur de finir ces deux ouvrages, et je les distribue dans les années comme si elles m'appartenaient. Nous passons comme l'éclair, il faut tâcher de laisser un peu plus de traces. Je ne sais rien de nouveau sur nos Académies ; on n'en parle pas encore ; il me revient pourtant que la section de philosophie aurait envie de faire une de nos trois élections à la fin de novembre. Je présume que pour toutes les trois, vous faites comme moi, vous gardez votre liberté.

Quant à la politique, j'y pense encore moins que je n'en entends parler. Ce n'est pas que le fond des choses ne soit très curieux et ne m'intéresse fort, mais les hommes m'ennuient ; je dirais volontiers que, mis à côté des événemens, ils m'humilient ; ils sont trop petits ; ils ne savent ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils font, et ils font ce que tantôt ils veulent, tantôt ils ne veulent pas.

Voilà la question romaine rallumée ; j'incline à croire qu'on

l'éteindra encore plus d'une fois. M. de Bismarck est aujourd'hui le seul ambitieux de l'Europe. Il veut réellement quelque chose et il y pousse. A la bonne heure!

Adieu et tout à vous. Quand reviendrez-vous à Paris? J'irai y passer deux ou trois jours vers la fin de novembre, mais je n'y rentrerai définitivement qu'au 15 janvier.

1865

Broglie, 26 septembre 1865.

Je suis venu passer ici deux jours, mon cher confrère; c'est une vacance que je me donne, et j'en profite pour vous écrire. Au Val-Richer, je travaille et j'ai des visiteurs. Je travaille comme un homme décidé à finir, si Dieu ne le lui interdit pas, deux travaux qu'il a à cœur : mes *Mémoires* et mes *Méditations*. Je n'ai pas de temps à perdre, j'aurai soixante-dix-huit ans dans huit jours. J'écris un volume de *Méditations sur l'État actuel de la Religion chrétienne;* j'espère le publier l'hiver prochain et le dernier volume de mes *Mémoires* politiques l'hiver suivant. Ainsi soit-il. Je me porte bien. Le duc de Broglie est assez bien, quoique très goutteux et voûté. Il ne lui reste de la goutte qu'un peu de mollesse et de faiblesse dans la plante des pieds. Il marche lentement et quelquefois un peu douloureusement. Nous causons à perte de vue ; plaisir d'oisif, mais plaisir très réel. Je regrette que vous ne soyez pas ici pour en prendre et nous en donner votre part; vous êtes un très bon causeur; et vous me donnez le plaisir, très réel aussi, que nous sommes bien souvent du même avis.

Il n'y a point de nouvelles. On dit l'Empereur décidé à envoyer chacun de ses ministres au Corps législatif pour y défendre chacun ses projets de loi. Point de cabinet, point de politique collective. Des ministres-avocats plaidant chacun lui-même sa cause. Je n'ai point d'objection à ce commencement de retour; rien du dehors. Il n'y a qu'un acteur en Europe, M. de Bismarck; quelqu'un qui vient de le voir, lui, son Roi et sa Reine sur les bords du Rhin, m'écrit qu'ils n'avaient tous les trois point d'autre air que de chercher d'agréables distractions. L'Autriche finira par vendre le Holstein à la Prusse, comme le duché de Lauenbourg; voilà à quoi aboutiront le droit héréditaire du duc d'Augustenbourg et le droit populaire des Alle-

mands ; l'Autriche fait ses affaires en Hongrie et mon instinct est qu'elle a raison.

1866

Val-Richer, 26 juillet 1866.

Vous m'écrivez avec tristesse, mon cher confrère et il y a de quoi; mon optimisme est mis à de rudes épreuves; je résiste en pensant à ce qu'éprouvait le chancelier de l'Hospital quand ses efforts pour la paix et la liberté religieuse aboutissaient à la Saint-Barthélemy, et aussi aux effroyables mécomptes de nos pères quand leur philanthropie libérale enfantait la Terreur; nous ne sommes pas encore si mal traités. Chamfort disait dans un accès d'humeur: « Le public est un sot et un ivrogne. » Je ne suis pas si brutal, mais j'accepte l'ivrogne. Le monde bronche et tombe comme un ivrogne, tantôt à gauche, tantôt à droite, et même entre deux. Pourtant, il marche. Malgré nos revers et les spectacles auxquels j'assiste, je ne puis croire et je ne crois pas que toute la forte et progressive histoire de la France et de l'Europe depuis quatre siècles aboutisse à la décadence de l'Empire romain; je sais pourquoi la décadence de l'Empire romain est arrivée; elle était naturelle et inévitable. La nôtre serait absurde et sans autre cause que la sottise d'une ou deux générations. C'est impossible. Voilà la grande raison de mon opiniâtre optimisme. J'en ai quelques autres que je vous épargne; mais je conviens que j'ai besoin de me raidir dans mon opiniâtreté.

Je ne sais pas assez quelles sont les dispositions des divers peuples qu'on appelle l'Autriche pour avoir un avis sur la conduite que peut tenir leur Empereur dans sa mauvaise fortune; mais si les Hongrois, les Croates, les Bohêmes, etc. sont aussi attachés à la maison de Habsbourg et aussi braves qu'on le dit, et si j'étais l'empereur François-Joseph, je n'aurais pas un moment d'hésitation, fussé-je battu une seconde fois par les Prussiens. Je me réfugierais dans mes vastes États semi-barbares et je dirais aux Prussiens : « Venez m'y chercher. » Au lieu de faire la paix avec eux, je les condamnerais à la guerre à laquelle les Espagnols ont condamné de nos jours l'empereur Napoléon Ier. Les Prussiens n'y suffiraient pas longtemps, et leurs alliés les Italiens ne leur seraient pas d'un grand secours. Mais, d'après ce

qui se passe et d'après ce qu'on me dit, une fausse paix est plus probable qu'une résolution héroïque. Nous sommes dans la phase des hésitations et des ajournemens.

Les nouvelles de Montalembert sont mauvaises et celles de Villemain pas meilleures. J'en suis très affligé.

Val-Richer, 29 août 1866.

Mon cher confrère, je vous remercie de m'avoir envoyé votre discours; les fragmens que j'en avais lus dans les *Débats* m'avaient beaucoup plu, mais ne me suffisaient pas. Le discours est excellent au fond et dans la forme. Vous n'avez jamais mieux pensé, ni mieux dit. De la dignité sans malice. La perfection de la convenance est presque plus difficile dans les petites occasions que dans les grandes; vous y avez atteint. Je regrette de ne pas vous avoir entendu sur place.

Nous avons beaucoup causé, Thiers et moi. J'ai dîné chez lui avec Conrad et Henriette à Trouville; il est venu déjeuner au Val-Richer avec sa femme et sa belle-sœur; plaisir de conversation, mais vrai plaisir; il est très agréable de se trouver d'accord avec les gens d'esprit contre qui on s'est tant battu. Villemain va réellement mieux; mon fils, qui vient de m'arriver, l'a vu, a causé avec lui une demi-heure et l'a trouvé tout entier d'esprit, quoique très brisé de corps. Werner de Mérode me donne aussi d'un peu meilleures nouvelles de Montalembert, encore bien gravement malade, mais non sans espérance.

Je le regretterais bien vivement. En dépit de sa mobilité, je l'ai toujours honoré et aimé; c'est une nature noble et sincère et un talent original et infatigable.

Je travaille; j'écris sans distraction le huitième et dernier volume de mes *Mémoires;* je viens de terminer le premier chapitre, *le Gouvernement parlementaire*, et j'aurai terminé dans quinze jours le second, *les Mariages espagnols*. Je n'ose pas dire à quel point je trouve que nous avons eu raison; je ne m'en gênerai pourtant pas.

Val-Richer, 22 novembre 1866.

Je suis bien en retard avec vous, mon cher confrère; j'ai eu beaucoup de visiteurs, et j'ai beaucoup travaillé. Je vous présume rentré à Paris; j'irai y passer les trois derniers jours de la semaine prochaine et j'espère bien vous y voir. J'ajourne donc

toute conversation, seul plaisir qui nous reste, mais plaisir dont je jouis encore beaucoup. Vous avez bien raison d'être triste ; si je n'avais pas un inépuisable fonds d'optimisme lointain, je le serais autant que vous. J'ai pris, dans ma retraite, encore plus de goût que je n'en avais aux jours de l'action pour la bonne politique. Le spectacle de la mauvaise blesse mon goût autant qu'il révolte ma raison.

Val-Richer, 14 juillet 1868.

Mon cher confrère, je regrette presque d'être l'occasion et l'objet de votre article sur mes *Mélanges biographiques :* je suis un peu gêné pour vous dire combien je le trouve spirituel, plein de pénétration et d'agrément, finement pensé et finement écrit. Vous avez vécu avec quelques-unes des personnes dont j'ai parlé et dont vous avez parlé, mais vous auriez vécu comme moi avec toutes que vous ne les auriez pas mieux comprises et mieux appréciées.

Je vous remercie pour elles comme pour moi. Je n'ai pas été aussi touché que vous de Mme Récamier, mais je suis charmé que vous l'ayez si bien traitée. Elle méritait un peu d'idolâtrie, et Mme Lenormant sera bien heureuse de votre portrait.

Je ne sais point de nouvelles, rien que des incertitudes ; on me dit que les ministres sont unanimes à vouloir les élections au mois d'octobre, mais que l'Empereur, sans dire un *non* absolu, au fond n'en veut pas. Et on attribue sa résistance à quelque projet inconnu qu'il ne veut pas dire non plus, mais qui devra précéder et déterminer les élections. Il ne voit aujourd'hui rien qui l'y oblige, et il ne voudrait les faire que sous le coup d'un gros événement. En attendant et dans cette obscurité, tout le monde s'y prépare, gouvernement et opposition. Les connaisseurs parlent toujours de la guerre. Il est plus aisé d'en parler que d'y trouver une raison.

1870

Val-Richer, 11 juin 1870.

Mon cher confrère,

Mme Lenormant m'écrit qu'elle a vu Mme de Lavergne qui va bien et que vous allez un peu mieux. Vous êtes donc de retour à Paris. Confirmez-moi, je vous prie, ces bonnes nouvelles ; j'ai

pensé et je pense souvent à vous, avec une vraie amitié de ma part et une vraie confiance dans la vôtre. J'ai connu beaucoup d'hommes dans ma vie longue et pleine. Il n'y en a pas beaucoup de qui, à quatre-vingt-deux ans, j'en dise autant.

Je suis rentré dans ma vie de travail tranquille, de repos sain et de liberté. Je m'amuse à rédiger les leçons d'histoire de France que j'ai données depuis dix ans à mes petits-enfans. Je lis les journaux ; je prépare pour la *Revue des Deux Mondes* une notice sur le duc de Broglie. J'aime mes amis morts autant que s'ils étaient vivans et je me complais à parler d'eux comme les générations prochaines feront bien d'en penser. Nous nous en allons beaucoup. Berryer, Lamartine, Sainte-Beuve, le duc de Broglie, Montalembert, Villemain, c'est plus de pertes que l'Académie française n'en peut supporter. Thiers me disait, aux obsèques de l'un d'entre eux : « Il ne restera plus personne pour faire notre éloge, à vous et à moi. » On m'écrit que Mérimée est bien près de s'en aller aussi.

Val-Richer, 29 novembre 1870.

Votre lettre du 15 m'a fait grand plaisir, mon cher confrère; j'y ai retrouvé la fermeté et la netteté ordinaire de votre écriture, c'est beaucoup de ne plus souffrir. J'espère qu'avec un peu de temps, la force vous reviendra; je ne vous ai jamais dit tout le bien que je pense de vous et toute l'amitié que je vous porte; plus je vous ai connu, plus j'ai pris confiance dans votre excellent esprit, votre talent ferme et simple, la solidité de vos idées et la fidélité de vos amitiés. Votre maladie a été une vraie perte pour notre cause et pour moi. Guérissez-vous, profitez longtemps du beau climat de Pau. Personne ne sait ce que nous deviendrons tous cet hiver. Vous êtes dans l'une des parties de la France qui courent le moins de chance d'être troublées. Je suis jusqu'ici fort tranquille dans mon Val-Richer. Le Calvados est à peine entamé sur quelques points de ses frontières; bien moins que l'Eure et la Seine-Inférieure. L'esprit de la population n'est pas plus entamé que le territoire; les conservateurs dominent; point ardens, mais point rebelles à la guerre. Nos gardes mobiles rejoignent en ce moment l'armée de la Loire. J'ai chez moi cinq des enfans de ma fille Pauline, ma belle-fille Gabrielle, une fille de Mme Gaillard. Ma fille Henriette est à la tête des bonnes

œuvres de Lisieux et de Pont-l'Évêque pour nos soldats, nos blessés et nos prisonniers en Allemagne. Mon gendre Conrad est maire de notre commune et chef de bataillon de la Garde nationale de notre canton. J'ai à Paris ma fille Pauline, ma petite-fille Marie Verne et mes quatre fils, gendre Cornélis, petit-fils et petit gendre sur les remparts de Paris.

Le général Trochu n'a point de plus intelligens et plus courageux défenseurs. Si toutes les familles de France remplissaient leurs devoirs patriotiques et domestiques comme la mienne, les Prussiens ne resteraient pas longtemps en France. En sortiront-ils et comment? Je n'ai jamais été moins prophète. Je reste optimiste, mais avec ignorance et anxiété. Je ne crois pas à la ruine durable de la France, mais son salut peut nous coûter bien cher. Quelle chute depuis 1848!

Je ne vous dis rien de plus de notre situation. J'ai en effet écrit à mes amis en Angleterre quelques lettres que le *Times* a voulu publier; nous sommes là en progrès évident. La Russie nous y aide; mais la résistance héroïque et persévérante de Paris en a été la première cause. Ni en Angleterre, ni ailleurs, personne ne s'y attendait. L'imprévu agit toujours très puissamment sur les hommes.

Vous recevrez dans quelques jours quelques pages de moi sur la convocation d'une Assemblée nationale; j'y mets quelque importance; j'y parle très librement de toutes choses et de toutes les personnes. Je vous prie de prendre quelque soin pour la répandre; mes lettres d'Angleterre n'ont pas été sans quelque utilité. Pourriez-vous me faire adresser votre *Journal de Toulouse?* J'en serais bien aise. Je reçois plusieurs journaux de province, et j'en ai besoin pour sonder un peu l'état des esprits en France. Mais je n'ai du Midi que le *Courrier du Gard*, très insignifiant. Ma fille Henriette me charge de vous dire qu'elle a plusieurs fois donné de vos nouvelles à Paris et dit où et comment vous étiez; mais elle n'est pas sûre du tout que ses lettres soient arrivées.

Adieu, mon cher confrère, mes affectueux respects à M[me] de Lavergne, mes amitiés à Renouard et au Père Gratry.

Tout à vous

1871

A Madame de Lavergne.

Val-Richer, 18 février 1871.

Je suis charmé, madame, que M. de Lavergne ait été élu dans la Creuse et qu'il ait accepté et qu'il soit arrivé à Bordeaux.

Tout souffrant qu'il est, je suis convaincu que sa conversation et ses conseils y seront très utiles. Il y aura là un groupe de mes anciens amis, mon gendre Cornélis, M. Vitet, Moulin, de Goulard, etc., qui font grand cas de ses idées et sur qui il exerce une très bonne influence.

J'espère un peu que sa santé, au lieu d'en souffrir, se trouvera bien de cet exercice intellectuel et qu'il pourra m'écrire quelquefois ce qu'il pense de ce qu'il voit et de ce qui se fait autour de lui. La situation est bien difficile, bien obscure, mais je me persuade qu'il n'est pas impossible d'en tirer un bon parti et de remettre à flots notre pauvre patrie.

Si M. de Lavergne ne peut pas écrire, veuillez, madame, le suppléer pour moi, et agréez mon bien affectueux respect.

Val-Richer, 9 avril 1871.

Mon cher confrère,

Votre douloureuse impotence me désole pour vous et pour notre cause. Vous seriez de si bon conseil si vous pouviez parler et agir. N'éprouvez-vous aucun soulagement depuis que vous êtes à Versailles ? Au moins, vous n'aurez plus aucun grand voyage à faire, vous ne vous déplacerez plus que pour rentrer à Paris. Tout indique que vous y rentrerez bientôt.

Thiers et l'Assemblée ont eu raison d'être patiens, très patiens. Le jour de l'action énergique est venu, et le succès commence. On fait ce qui fera le reste. J'attends chaque jour des nouvelles avec la double impatience de l'inquiétude et de l'espérance, en attendant, je songe :

Car que faire en un gîte à moins que l'on ne songe ?

Des deux gouvernemens qui pourraient porter remède à notre mal, je sais bien lequel serait le plus efficace ; mais je ne sais pas lequel des deux est le moins impossible.

Val-Richer, 14 juin 1871.

Je suis charmé, mon cher confrère, que vous puissiez prendre une part si active aux travaux de l'Assemblée nationale. J'espère que cela ne vous fatiguera pas trop, et partout où vous serez, vous prendrez une bonne influence. Employez-vous donc tout en vous ménageant. La séance de jeudi dernier a été excellente. M. Thiers nous a rendu une force militaire. Il faut que la majorité de l'Assemblée nationale nous rende un pouvoir politique. Que sortira-t-il de là? Je n'y vois pas clair encore, mais je m'en rapporte à La Fontaine.

Un bloc de marbre était si beau
Qu'un statuaire en fit l'emplette.
« Qu'en fera, dit-il, mon ciseau?
Sera-t-il Dieu, table ou cuvette?
Il sera Dieu. »

C'est ce que je lui souhaite.

Il faut que Dieu y soit quelque chose pour que nous sortions de la démagogie. Avez-vous remarqué ce qu'a dit, dit-on, une des héroïnes de la Commune, Mme Eudes : « Si Dieu existait, il faudrait le fusiller. » Je ne sais pas de mot qui exprime plus au vrai l'état moral de ce monde-là.

En attendant que nous choisissions, nous avons maintenant sous la main les élémens de la Monarchie constitutionnelle et ceux de la République. C'est à nous de voir lequel des deux gouvernemens nous convient le mieux.

Je compte aller vous voir avant la fin de ce mois et passer cinq ou six semaines à Paris. J'incline à croire qu'on y voit plus clair de loin que de près, parce que de loin, on ne voit que les grands côtés des choses; mais il faut de temps en temps aller y regarder de près pour contrôler les vues générales.

Val-Richer, 26 septembre 1871.

J'aime mieux vous écrire à Peyrusse qu'à Versailles, mon cher confrère. Vous devez avoir besoin de vous reposer; vous avez fait une campagne très active, et je la prends pour un très bon symptôme du meilleur état de votre santé. S'il n'était pas réellement meilleur, vous n'auriez pas pu prendre à la lutte la part que vous y avez prise.

Je me suis interrompu de ma *Petite histoire de France* pour le duc de Broglie; je l'avais promis à sa famille et encore plus à moi.

J'ai eu en dehors de ma vie domestique deux grandes bonnes fortunes, le duc de Broglie et lord Aberdeen, deux hommes et deux amis aussi rares dans l'amitié que dans la politique. Nous nous sommes dit un jour, tous les trois, que nous ne nous étions jamais dit mutuellement que la vérité. Ce travail m'a intéressé comme un retour vers mon passé de jeunesse et d'âge mûr, et je me suis trouvé jeune en l'écrivant. Ce sera un volume de 250 pages écrit en six semaines. La seconde et dernière partie paraîtra le 1er octobre, et on les réimprimera toutes les deux en un volume in-12. Je retourne maintenant au xive siècle.

1872

Val-Richer, 3 août 1872.

Mon cher confrère,

Votre lettre m'a fait un vif plaisir à recevoir; nous étions depuis trop longtemps étrangers l'un à l'autre. Je déteste ces entr'actes dans une ancienne et affectueuse relation.

Vous êtes malade, et moi, je suis vieux. Vous, malade et occupé à Versailles; moi, vieux et occupé à Paris ou au Val-Richer. Notre silence mutuel s'explique; je suis fort aise qu'il soit rompu; tâchons qu'il ne recommence pas. Nous aurions beaucoup à nous dire; votre conversation est de celles qui me manquent; il y en a bien peu dont je dise cela. Quand nous reverrons-nous? Car les lettres sont bien insuffisantes. Je ne compte pas retourner à Paris avant la fin de l'année. J'ai ici un grand repos sans solitude et un travail qui m'intéresse et me plaît vraiment, mon *Histoire de France*.

Je viens de passer six semaines avec Jeanne d'Arc et Louis XI, une sainte et un coquin. Tous deux éminens, chacun dans son genre; pendant le mois de juin, le Synode m'a sérieusement occupé; je voudrais bien ne pas être obligé d'y rentrer, mais je n'en suis pas sûr; pour vous, vous rentrerez dans votre Assemblée; je comprends que vous ne soyez pas toujours de l'avis de vos amis, ni moi non plus.

Mais ma longue expérience m'a appris à me contenter des résultats incomplets qui ne me satisfont pas, pourvu que le bien

y domine. Il a dominé dans votre assemblée, quoique très insuffisant pour l'avenir. La France marche comme le genre humain, tantôt par des bonds fous, tantôt à si petits pas qu'on a peine à voir si elle avance.

Voici la dernière lettre de Guizot qui ne précédait sa mort que de quelques semaines. Elle est écrite par sa fille et la signature seule de la main de Guizot, loin d'offrir la fermeté habituelle de son écriture, est tremblée, indice trop certain de la diminution de ses forces :

Val-Richer, 1er août 1874.

Mon cher confrère,

Votre lettre du 24 juillet m'a fait grand plaisir; il y avait longtemps que je n'avais reçu de vos nouvelles ni pu vous donner des miennes. Je regrette bien celles que vous me donnez de Mme de Lavergne. J'espère que vos inquiétudes sont excessives et que vous serez bientôt rassuré. J'ai regretté votre moment de dissidence avec mes amis. J'ai la confiance qu'elle ne se prolongera pas; vous avez au fond les mêmes intentions et vous êtes dévoués, je devrais dire voués à la même cause. Je me permets de vous engager à y persister, c'est la seule bonne et la seule qui ait de vraies chances de succès. Elle me paraît aujourd'hui en bonne voie, j'espère qu'elle s'y maintiendra.

Adieu, mon cher confrère, croyez-moi bien affectueusement

Tout à vous.

Guizot s'éteignit au Val-Richer le 12 septembre 1874. Sa fille, Mme de Witt a raconté en termes éloquens cette fin si pleine de sérénité, de tendres regrets pour les siens, de noble attachement pour son pays, de sublimes espérances en l'au-delà.

Peu de temps après la mort de son père, elle écrivait à Lavergne, en réponse à ses affectueuses condoléances, une lettre qui m'a paru devoir prendre place à la suite de la correspondance de l'illustre disparu. Elle en est digne par l'élévation des sentimens et la courageuse résignation dont elle est empreinte.

Val-Richer, 30 septembre 1874.

Je savais, monsieur, que vous sentiriez personnellement notre chagrin, et vous aviez raison, car mon père avait pour vous beaucoup d'estime et d'amitié. Il est mort lui-même paisible, serein, et fort, plein de confiance en Dieu, occupé du pays; il m'a appelée reconnue jusqu'au bout. Il n'a pas souffert. Voilà bien des sujets

de reconnaissance envers Dieu et des raisons de lever les yeux en haut, où il a retrouvé ma sœur et tous ceux qu'il avait perdus.

Je n'ai pas besoin de vous dire quel vide il laisse dans ma vie. Heureusement j'ai beaucoup à faire, et la tâche est trop grande pour perdre courage.

Voulez-vous bien me rappeler au bon souvenir de Mme de Lavergne dont la santé est meilleure, j'espère, et croire à tous mes sentimens les plus distingués.

GUIZOT DE WITT.

Lavergne ne devait survivre que peu d'années, — il est mort en 1880, — à celui qui avait été son ami, son correspondant assidu, son guide autorisé dans la vie politique.

Ce n'est pas le lieu de juger l'œuvre de Guizot ; on peut même se demander si le moment est venu de porter sur elle un jugement définitif.

Mais l'homme, tel qu'il se révèle à nous par sa longue correspondance, a droit à toute notre admiration. Il est peu d'exemples, dans l'histoire, d'hommes d'État tombés du pouvoir, et supportant avec une telle constance les disgrâces de la fortune.

Pendant vingt-six ans, de 1848 à 1874, éloigné de la politique, qui avait été la passion de toute sa vie, il n'a pas fait entendre une plainte. Le seul regret qu'il ait exprimé est un regret patriotique. Dans une lettre de novembre 1870, après avoir déploré les malheurs de l'invasion, il s'écrie, et c'était bien son droit : « Quelle chute depuis 1848 ! »

Réfugié dans le travail littéraire, cette consolation des grands esprits, il y trouve la paix et le contentement du cœur. Sa grande âme, planant au-dessus des contingences de ce monde, s'absorbe tout entière dans ces deux sentimens, les plus beaux, les plus nobles que l'homme puisse éprouver, Dieu et la Patrie !

ERNEST CARTIER.

RUSKIN ET LA VIE

III[1]

LA SOCIÉTÉ

I

L'éducation, la morale ont façonné l'homme : que doit être la société ? Là-dessus les théories professées par Ruskin traduisent les mêmes tendances et besoins profonds de son âme qu'ont attestés son esthétique et sa morale, nous répétant ce qu'on peut appeler son idée générale du bien. Le bien d'une société, c'est sa vie manifestée par une forme. Plus elle possède de forme, c'est-à-dire plus elle est organiquement et fortement liée, plus son ordre est profond et durable, et plus elle est parfaite. Or, et ceci pose le premier axiome de la théorie, dans une société, l'ordre est une hiérarchie, un échelonnement de commandemens et d'obéissances.

Par là Ruskin, si dur aux riches, et dans sa critique de la propriété, révolutionnaire de la même façon que Karl Marx, s'affirme aristocrate. Des trois principes qu'énonce la devise de la France nouvelle, il repousse passionnément les deux premiers. « Point de liberté, mais obéissance instantanée à une loi et à des chefs ; point d'égalité, mais reconnaissance de tout ce qui est supérieur et réprobation de tout ce qui est inférieur (2). » Au principe d'égalité il oppose celui d'autorité. Il affirme « des

(1) Voyez la *Revue* du 15 février et du 15 avril.

(2) « I detest the one and deny the possibility of the other. » (*Time and Tide*, 141).

différences invincibles dans la qualité de l'argile humaine. » Lui-même s'appelle un Tory de l'ancienne école, un autoritaire, un *illibéral*. S'il admire Napoléon III (1), c'est pour avoir substitué l'ordre à des tumultes. Il déteste les républiques, la française, celle de 1848, pour son incohérence, ses guerres de classes, ses barricades et ses déclamations, — l'américaine, pour ses mœurs politiques, pour la bousculade et la fièvre de ses foules, — la française et l'américaine « parce qu'elles enseignent aux hommes à ne rien vénérer (2). »

Voilà le mal des sociétés modernes, et les classes gouvernantes en sont responsables. « A force de mal gouverner, nous avons créé en Europe et en Amérique une vaste populace qui a perdu la faculté et la notion du respect, qui ne vénère plus rien que soi-même, qui ne perçoit ni beauté autour d'elle, ni supériorité au-dessus d'elle, qui devant ce qui est bien ou ce qui est grand ne connaît de sentimens que ceux des créatures les plus viles : crainte, haine, convoitise, — une populace dont l'âme est descendue au-dessous de ce que peut toucher votre appel, dont les nombres sont montés au-dessus de ce que peut atteindre votre puissance, que vous ne pouvez pas plus charmer que la vipère, ni plus discipliner que les moucherons d'été (3). » Populace, tel est le mot qui lui monte aux lèvres à la vue de nos turbulentes démocraties. Il signifie anarchie, dissolution de ce qui s'assemblait autrefois en une vie et une forme collectives. C'est le sentiment et l'idée qui dressaient Burke à la fin du XVIIIe siècle contre les Jacobins français. « Vous avez, leur criait-il, touché à ces organes d'une constitution qui changent en sociétés et nations les séries et collections d'individus. Vous avez séparé l'espèce vulgaire des hommes pour l'opposer à ses chefs naturels, et je ne reconnais plus le corps vénérable que vous appelez peuple, dans ce troupeau débandé de déserteurs et de vagabonds. » L'horreur anglaise du désordre, l'instinct anglais de la vie qui s'affirmaient ainsi par la bouche d'un Burke, nous expliquent la moitié des idées sociales de Ruskin. Selon lui, comme selon Burke, la structure sociale d'un peuple est un *ordre naturel* où vient naître chaque individu ; il s'est produit au

(1) « The firm and wise government of the third Napoleon. » (*On the Old Road* I, § 259).
(2) *Time and Tide*, § 75.
(3) *Crown of Wild Olive*, § 137.

cours des siècles, en même temps qu'apparaissaient et se fixaient dans chaque classe de citoyens les modes spéciaux de sentiment et de pensée qui lui correspondent et le conservent. Impossible de la construire *a priori* et de toutes pièces, cette forme vivante. Faute d'habitudes et de traditions ancestrales pour maintenir chacun à sa place, dans son rang, on n'aboutirait qu'à de l'instable : frénésies de concurrence comme en Amérique, générations alternées de démagogies et de Césars, comme en France.

Mais au XIX[e] siècle, un ordre naturel, produit d'un très long développement historique, existe encore en Angleterre. Celle-ci possède toujours un roi, des lords spirituels et temporels, des clergymen, des gentlemen, des fermiers, des ouvriers agricoles et des artisans, — en deux mots, on peut dire une classe vraiment gouvernante et un peuple d'ouvriers manuels (1). C'est une armée depuis très longtemps conduite par ces chefs de naissance, traditionnellement élevés au métier de chef, que sont les gentlemen. Pour Ruskin, comme pour Carlyle, le problème est bien moins d'inventer un ordre nouveau, que d'adapter à celui-là, à ses anciennes disciplines morales, le jeune peuple industriel qui croît si vite et fiévreusement dans les grandes villes, et semble en train de devenir toute l'Angleterre (2). Comment y réussir? En prêchant à la nouvelle société, à ce qui subsiste de l'ancienne, l'idée féodale de dévouement et de fidélité; d'abord en enseignant aux chefs qui ne savent pas encore ou ne savent plus leurs devoirs, — grands industriels et négocians des villes, squires indolens des comtés, — les consignes d'honneur du gentleman, et ce que c'est qu'un gentleman.

Ce mot a deux sens. Proprement et profondément, il signifie un homme bien né « dont on peut affirmer, comme de tel chien ou cheval, qu'il est de belle race... Les classes dites supérieures sont de race plus belle que les autres (3). » Mais l'état d'oisiveté

(1) « A nation yet, the rulers and the ruled! » (Tennyson, *The Princess*.)

(2) C'est ce qui s'est passé au Japon. Le nouveau Japon, si différent par toute sa civilisation matérielle et sa constitution politique de l'ancien, a repris les disciplines morales de l'ancien. Le code d'honneur du Bushido, autrefois pratiqué par la seule caste noble des *daïmios*, est devenu celui de la multitude issue des castes serviles, — de toute la nation, quand la conscription l'eut assujettie tout entière au service militaire. Les mœurs se sont propagées de haut en bas.

(3) *Modern Painters*, V. pt. IX, ch. VII.

étant devenu leur caractéristique la plus évidente, le mot *gentleman* a pris un second sens. Vulgairement, il signifie aujourd'hui un homme qui vit sans travailler, et, par conséquent, du travail d'autrui... Au fond, le peuple, qui respecte le travail, sent bien la fausseté de cette définition, mais il l'accepte « parce qu'elle ne tient pas compte du degré de valeur du sang et suppose les hérédités sans importance. Or la race a la même importance chez l'homme que chez les animaux... » Les hautes classes, qui savent encore le sens vrai du mot et conservent le système d'idées et de sentimens qui s'y associe, se plaisent à l'équivoque, ayant intérêt à laisser croire que la fainéantise fait naturellement partie de l'état de gentleman (1). Cet état conserve aux yeux des Anglais son ancien prestige, les gens du peuple rêvant de devenir des gentlemen pour avoir le droit de ne pas travailler, et les gentlemen rêvant de continuer à ne rien faire.

Retenons donc ceci. La véritable *gentry* est une caste supérieure, produit de longues sélections sociales, ou descendance de conquérans, et dont les caractères ataviques s'accentuent et se précisent par une éducation spéciale. Physiquement et moralement, elle se distingue du peuple. Elle s'est formée à la campagne, et sans participer aux plus durs travaux des champs, qui usent et qui déforment, elle s'est rompue à tous ces rudes jeux qui fortifient et disciplinent le corps : chasse au renard, courses d'obstacles, parties de *cricket* et de *football*, où le jeune squire, au milieu de fils de fermiers, est naturellement capitaine. Plusieurs siècles de grand air, de calme vie traditionnelle et de belle nourriture ont fait dans cette classe les corps plus sains et vigoureux que dans les autres. Aujourd'hui encore regardez un gentleman-né, voyez-le dans ses champs, à côté de ses laboureurs, ou bien à la ville, parmi la plèbe des ouvriers, petits commerçans, employés de bureau : c'est un fait reconnu qu'en général, il s'en distingue par sa stature plus haute, sa plus large poitrine, ses attitudes, gestes, et physionomie de décision et de force latente. En cela il diffère autant de notre moderne bourgeoisie citadine que de l'ancien gentilhomme français, celui que les jeux, les conversations, les pirouettes, galanteries, coquetteries de cour et de salon, la jolie vie spirituelle, aux lumières,

(1) *Modern Painters, passim.*

dans l'atmosphère tiède du bal et du théâtre, avaient assoupli, urbanisé jusqu'à la nerveuse délicatesse. C'est ce qui frappe d'abord si l'on compare dans les tableaux et les estampes les anciens types de l'aristocratie française et ceux de la haute caste d'Angleterre. De celle-ci le progrès en conscience, pensée, savoir, vitesse et délicatesse de perception, ne semble pas s'être fait aux dépens de la puissance et de la quantité de vie. Détachées, non sur un décor de lustres et de meubles précieux, mais sur de nobles feuillages et de vaporeux lointains de grands parcs naturels, ces figures, leurs fronts lisses, leurs joues rosées, leurs limpides ou profonds regards, leurs reliefs ou leurs modelés de vigueur et de précision, expriment une énergie qui se commande, combien digne et grave à côté des pétulantes mobilités, des agiles et malicieuses nuances, des vives lumières, des yeux rieurs, des traits parlans, — bouche sardonique ou nez polisson, — d'un masque de La Tour ! Dans les plus belles de ces physionomies anglaises, chez ces *squires* et grandes dames de Gainsborough, de Reynolds, de Russell et de Hoppner, si l'esprit ne pétille pas, souvent la spiritualité rayonne. Elles ne disent pas tant la culture de l'intelligence que l'éducation de l'âme, sa force entraînée et volontairement réticente, sa hauteur de tenue aussi bien que son équilibre assuré, son repos habituel, une dignité profonde et inconsciente, comme celle qui nous étonne dans les belles et sereines attitudes des plus nobles animaux.

Origines et circonstances de vie, les mêmes causes qui font la supériorité physique du type, nous expliquent sa valeur morale. C'est un type de caste ; il est donc soutenu par de longs atavismes, latent dès la naissance, en sorte que l'éducation ne fera que le dégager. Dans les biographies des grands individus de cette classe et dans les romans, voyez cette éducation. L'enfant grandit sans secousses, dans le paysage héréditaire, au milieu de ces hêtres et de ces chênes historiques dont l'image sera le fond grave de ses souvenirs et de sa vie, comme elle entoure les portraits de ses parens. Calme enfance au sein des calmes choses végétales : le profond parc et la claire *nursery*, royaume des petits qui vivent peu avec leurs parens ; de sages repas où les mains se joignent d'abord pour les actions de grâces, des contes de fées, des légendes locales, l'amitié de bonne heure apprise pour les bêtes et les choses de la campagne, le premier poney avant le premier livre, le jeune esprit

restant tard en friche, accumulant en silence des réserves d'énergie nerveuse.

A treize ans, la *public school*, laquelle n'est pas simplement, comme on le pourrait croire, une école publique, ouverte à tous, mais spécialement une école de la *gentry*. L'enfant y retrouve son milieu naturel, c'est-à-dire, d'abord un *home* spacieux, celui d'un professeur qui le reçoit dans sa famille, la présence d'une dame, souvent de jeunes filles, les mœurs et les manières de son monde, puis des arbres, des pelouses, une rivière, la campagne, où dans un rayon de plusieurs milles il peut s'en aller courir, ou bien étudier à l'ombre des arbres, aux heures qui ne sont point celles des classes ou des jeux obligatoires, car s'il est débiteur d'une certaine somme de travail scolaire, il est libre de choisir dans la semaine ou la journée son moment pour s'en acquitter. Presque tous les jours les disciplines du *cricket* et du *foot-ball* pour apprendre l'obéissance et le commandement, la ténacité patiente, l'endurance à la fatigue et aux coups, surtout la volontaire subordination à l'action commune. Discipline, initiative et responsabilité, voilà ce qu'il apprend d'abord. L'idée maîtresse du système, c'est que l'éducation prime l'enseignement; il s'agit moins de meubler l'intelligence que de dresser l'âme adolescente, d'en faire « une âme de chrétien, d'Anglais et de gentleman (1), » saine, heureuse, honorable, véridique, maîtresse et respectueuse d'elle-même, forte contre l'émotion, dure à sa propre souffrance et tendre à la souffrance d'autrui (2). Qu'il est un gentleman, un Anglais, un chrétien, tout le lui enseigne : les jeux physiques, réputés nobles, qui lui font un corps entraîné, différent de celui d'un rustre et d'un bourgeois, une société de camarades qui tous appartiennent à sa caste, des maîtres qui, de parti pris, se fient

(1) Mot de Thomas Arnold qui a tant fait pour réformer dans le sens de cet idéal les *Public Schools*. Dans *Peter Pan*, la féerie anglaise, si populaire en Angleterre, que l'on joue en ce moment à Paris, notez ces mots que prononcent avec enthousiasme les enfans : *to be an English gentleman! To die like English gentlemen!* Il ne s'agit pas seulement d'être Anglais, mais d'être un gentleman.

(2) Sur tout cet idéal dont s'inspirent la plupart des romans, et qui, certainement, a exercé ses influences d'idéal, voir surtout les *Idylles du Roi* de Tennyson. Par leur forte discipline, par leur douceur, leur pureté, leur courage, son Arthur et ses chevaliers incarnent l'idée du parfait gentleman anglais dans la seconde moitié du XIXe siècle. Sur cette éducation, voyez non seulement *Tom Brown's School days*, écrit il y a cinquante ans, mais *the Brushwood boy* de Kipling, écrit il y a dix ans.

à son honneur et sa parole, la prière chaque jour, et trois fois le dimanche, les longs offices anglicans qu'il sert en blanc surplis, à sa place, tout son être peu à peu et profondément plié à l'attitude religieuse, subissant sans raisonner les influences d'une liturgie qui respire l'ordre, la paix, la force héroïque et grave, une haute, énergique et calme dignité, — se pénétrant jusque dans son fond inconscient des rythmes de cette langue archaïque, de cette Bible anglaise du XVI[e] siècle où réside une portion de l'essence nationale, apprenant ainsi la sensation du solennel, du sacré, et s'en éprenant pour toujours, entrevoyant alors dans l'émotion de la prière et de la musique, par delà les réalités visibles, un monde sublime et calme d'où sortent les impératifs de ce devoir qu'un gentleman, plus qu'un autre, doit tenir pour contraignant, et dont ses maîtres, dix fois par jour, lui répètent le nom sacré, — *duty*, — ces dix commandemens que le prêtre, retiré tout au fond du chœur, debout, immobile, face au peuple, la main levée, articule dans le silence de toute l'église et fait sonner, verset à verset, avec l'accent absolu, la force autoritaire, la simplicité véhémente et nue du vieux texte hébraïque. Ainsi, comme disait Ruskin de lui-même et de ses premières leçons de Bible, ainsi s'établissent pour la vie les profondes assises de la jeune âme. Hors d'elle-même, aussi bien que du milieu social, c'est-à-dire hors du point d'honneur et de l'approbation d'autrui, réside le principe de son devoir, — dans la volonté de son Dieu dont elle relève directement, car à lui seul elle doit des comptes, de lui seul elle reçoit la force pour le sacrifice silencieux et solitaire, lui seul, aux heures de détresse et de maladie, est « son roc et son refuge (1). » Tel est l'axe permanent autour duquel l'être moral se développe et prend sa forme, celle que composent, en s'assemblant peu à peu, des systèmes cohérens et simples de tendances, de sentimens et d'idées, — forme précise, forte pour réprimer l'impulsif désordre du caprice, les brusques saccades des passions intérieures, pour résister aux chocs, suggestions et tentations du dehors, pour durer et ne pas se détendre en découragement, ne pas s'alanguir en rêve, ne pas s'émietter en poussière de volonté. Une telle forme, c'est ce que les Anglais

(1) C'est le thème de l'hymne favori de Gladstone : *Rock of Ages*. Gladstone, quoique d'origine marchande, est un exemple accompli du type que l'on décrit ici. Comme exemple de ce tête-à-tête de l'âme avec Dieu, voyez, dans l'admirable *Beauchamp's Career* de Meredith, la crise de conscience de lady Romfret.

appellent, d'un mot qui, dans leur bouche est très fort, et qu'ils prononcent avec une conviction presque solennelle : *character* (1). C'est pour eux la qualité morale par excellence, celle qui fait la valeur et la beauté de l'étoffe humaine, celle qu'ils révèrent bien avant l'intelligence chez leurs grands hommes; c'est la fin suprême de l'éducation. Cette forme, qui s'appuie aux idées de Dieu et du devoir, est anglaise, construite de toutes les certitudes anglaises, belle et régulière empreinte que l'enfant, jusque-là vague, reçoit à l'école, et qui, le marquant d'un trait spécifique, le détermine gentleman anglais. Suivant des contours exacts, — croyances, préjugés, idées traditionnelles, habitudes et discipline, — elle façonne à nouveau son être individuel, ou bien s'y superpose (2), effaçant et couvrant tout ce qui en lui est à part, impulsif, émotif, excentrique, hors du type régulier, — se manifestant au dehors par ce masque énergique, ces traits bien coupés, ces gestes sobres et tranquilles, ces airs d'impassibilité, de certitude et de hauteur, qui, hors d'Angleterre, font le style et l'originalité d'un vrai gentleman anglais, mais en Angleterre annoncent sa ressemblance avec tous les autres gentlemen anglais.

C'est à l'université qu'il commence à se spécialiser dans son rôle social, à s'intégrer à son rang, pour sa fonction, dans l'être collectif et historique de l'Angleterre. Ruskin, dans sa vieillesse, cherchant comment sa personne s'est formée, nous a dit ce qu'il doit à Oxford. Là seulement l'ordre ancien, hiérarchique de la nation, la profonde perspective de ses durées antérieures lui sont devenus visibles. Noble et calme retraite où le passé se survit, où son âme émanée des vieilles architectures, des jardins illustres, des parcs scolastiques, flotte et se mêle à l'âme du jeune homme qui vient là, moins pour prendre un grade universitaire, que pour se faire sacrer gentleman, chef à la façon des anciens chevaliers, prendre rang parmi ceux qui dirigent les multitudes anglaises. Chacun de ces collèges lui parle d'un siècle différent : voici les tours carrées, les cintres du moyen âge normand, les

(1) Dans *David Grieve* de Mrs H. Ward, le peintre Regnaut dit à un jeune Anglais en lui parlant de ses camarades parisiens d'atelier : « Voyez-les tous : que de talent ! des cœurs d'or ! de la générosité, de la tendresse ; — une chose manque : le *caractère*. »

(2) Voyez ce type dans presque tous les personnages masculins de Kipling. La principale différence entre ses personnages hindous et ses personnages anglais, c'est que les premiers manquent de *character;* ils ont peur des responsabilités ; ils ne savent ni se commander ni commander.

ogives des Plantagenêts, les hautes cheminées crénelées, les fenêtres à meneaux, la sombre brique ou bien les floraisons de pierre des Tudors, les ciselures, les bas-reliefs de la Renaissance, les frontons classiques des dynasties d'Orange et de Hanovre. Voici les cloîtres, les quadrangles, où méditèrent un Newman, un Shelley, un Newton, un Addison, tel martyr de la Réforme, tel moine studieux d'un vieux siècle catholique. En ce grand vaisseau vénérable où les étudians s'assemblent pour leurs repas, sur les hauts lambris gothiques, règnent les portraits des grands hommes d'hier et d'autrefois, qui s'assirent étudians sous ces mêmes lambris, — un Gladstone à côté d'un Wolsey, un Macaulay auprès d'un Newton. Et rien n'est mort; pas une ruine abandonnée : partout la vie qui se continue en toute lenteur et dignité. Tout s'harmonise et se relie, comme dans leur vétusté grise et leurs tentures de lierre ces architectures sérieuses où vivent ensemble les siècles successifs.

Et c'est la verte paix des pelouses, des nobles parcs où le temps semble suspendu. On erre sous de profonds chênes, au bord d'un ruisseau, dans une allée qui fut la promenade favorite d'Addison. L'heure tinte à notes espacées; elle tombe du beffroi gothique de Magdalen. C'est la tour dont les professeurs font l'ascension le 1er mai, en robes et bonnets carrés, pour chanter, comme aux temps catholiques, au soleil levant, un hymne latin à la Sainte-Vierge. Des chevreuils errent en liberté dans un parc tout engourdi de brume; leur sécurité semble faire partie de tout l'ordre ancien de l'Angleterre. Plus loin, devant un éclatant parterre de grands pavots, sous des ogives dont la pierre noircie s'écaille, des étudians en claire flanelle lisent, enfoncés en de profondes chaises d'osier. C'est le dimanche; des *fellows* (1) qui sont des membres du Parlement, des écrivains, des *barristers*, sont venus de Londres pour se reposer ce jour-là dans la paix et la beauté de leur vieux collège. Dans le chœur ils assistent au solennel service de Christ-Church. Au-dessous d'eux, en rang dans leurs stalles, de beaux jeunes gens, nobles et *commoners*, qui seront les chefs de leur génération, hier en tricot de football, aujourd'hui vêtus de lin blanc, entonnent les répons du culte national. Alentour, des tombes d'évêques, d'hommes d'État, de chevaliers et princes féodaux qui furent les chefs des générations

(1) Agrégé des collèges.

antérieures. Tiède, noyée d'ombre, transpercée de rayons qu'empourprent les verrières, toute la nef résonne de la mélopée monotone, constante et cadencée du *Credo* national. De ses tombes jusqu'à ses voûtes, tout entière elle frémit du grondement orageux de ses orgues. Tout s'assemble, les morts et les vivans, le présent et le passé. Quelque chose de profond et de mystique apparaît qui dure par delà les individus éphémères et les unit en leur communiquant la qualité originale d'Anglais, et que Ruskin a senti, lorsque, parlant de ce culte de Christ-Church, il a dit : « Le centre de vie des âmes chrétiennes en Angleterre était là. Pour tout ce que ces images ont éveillé en moi de pensées, ma reconnaissance est toujours vivante (1). » C'est là qu'il a perçu d'une intuition directe que son être ne se limite pas au présent ni ne se borne à lui-même, mais émergeant du passé profond, se continue dans tout le groupe historique et distinct qui le porte, le soutient, le nourrit de sa substance et l'astreint à sa forme.

A ces impressions confuses mais décisives, ajoutez l'éducation spéciale par laquelle le jeune homme s'adapte à son rôle de gentleman, de personnage commandant, de gérant, pour sa part, de la chose publique. Économie politique, libre-échange et protection, industrie, agriculture, gouvernement des colonies, problèmes spéciaux de l'Irlande, de l'Inde ou de l'Australie, politique étrangère, statistiques, *bills* en discussion à la Chambre des communes, législation ouvrière, tels sont, à Oxford et à Cambridge, chez l'élite qui ne se laisse pas prendre tout entière par les jeux athlétiques, les thèmes ordinaires des pensées et des conversations, très différens de ceux qui passionnent vers dix-huit ans nos plus brillans lycéens : philosophie spéculative, littérature ou politique abstraite. C'est que du futur gentleman anglais la fonction propre sera les affaires publiques : celles de l'État, celles des colonies, d'une province ou district de l'Inde, celles d'une commune ou d'une paroisse anglaise s'il se contente de résider, comme son père, au manoir. A ces affaires publiques qui seront leurs affaires, ces jeunes gens se destinent d'instinct; leurs clubs ressemblent aux grands clubs politiques de Londres : même luxe grave, même sérieux massif des grandes bibliothèques, même abondance de textes parlementaires, — enquêtes, rapports, livres bleus, — de revues pleines de docu-

(1) *Praeterita.*

mens et dissertations économiques, sociales ou politiques. Eux-mêmes se préparent pratiquement aux débats des Lords et des Communes, se réunissant une fois par semaine pour discuter à fond et en forme, de leur place, sans éloquence de tribune, d'un ton uni, d'un geste mesuré (1), les questions du jour, lesquelles sont toujours précises, positives, questions d'affaires et non de principe ou de sentiment.

Telle est la formation du type et tel est son idéal, prêché par les romanciers, les poètes, les prêtres, les éducateurs, et quand on regarde l'histoire de l'Angleterre au cours du XIXe siècle, les biographies de ses grands hommes politiques, on est surpris de voir combien la réalité s'est approchée de l'idéal: un Gladstone, par exemple, en est l'expression presque parfaite. Primitivement le type se limite à une caste — noblesse, vieilles familles de comtés — dont le caractère principal est la vie à la campagne, dans un château ou manoir héréditaire, avec prestige moral et autorité politique. Mais, après 1830, à mesure que la bourgeoisie marchande s'enrichit, s'affranchit par les réformes et prend part aux affaires et gouvernement du pays, le modèle aristocratique devient le sien. Ses fils passent par Eton, Rugby, Harrow, obéissant comme *fags* ou commandant comme *monitors* aux fils des lords et des squires, s'entraînant aux mêmes disciplines physiques et morales, quittant la chapelle dissidente pour l'Église établie, officielle, historique d'Angleterre, subissant l'action de ces nouveaux et fervens éducateurs, Thomas Arnold et ses disciples, qui réformèrent profondément les *public schools* pour en faire avant tout des écoles d'honneur, de devoir, de générosité, de religion, et, suivant la formule même du maître, des écoles de gentlemen chrétiens. Eux aussi entrent à l'université ou bien aux grandes écoles spéciales pour y achever leur initiation et de là commencer leurs progrès dans les carrières réputées nobles : magistrature, barreau, *civil service* aux colonies, métier militaire, ou simplement revenir, s'ils sont des aînés, au récent domaine paternel, car les nouveaux riches imitent volontairement la loi des héritages aristocratiques : aux premiers-nés de leurs fils la possession de la terre qui les fera squires, *justices of the peace*, représentans naturels, au Parlement, du comté, c'est-à-dire jusqu'à la fin de leur vie, chaque fois que leur parti

(1) Il est d'étiquette parlementaire que le geste ne parte que du coude, — jamais de l'épaule. Ceci indique le ton.

reviendra au pouvoir, chefs politiques de l'Angleterre. En même temps que la classe marchande conçoit ainsi l'idéal noble et tâche à s'y hausser, le modèle descend vers elle et se met à sa portée, car les cadets des vieilles familles, formés aux traditions de leur caste et qui retournent à la grande masse de la nation, l'apportent avec eux dans la bourgeoisie. Ainsi c'est d'en haut que vient le type de la civilisation. D'où ce trait singulier de l'Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle : elle peut donner à l'Europe les premiers exemples de législation sociale, reconnaître toutes les libertés d'association, de réunion et de grève, laisser s'établir et croître la puissance des grands syndicats ouvriers, arriver de fait au suffrage universel, retirer un à un à la *gentry* des campagnes ses privilèges légaux, tenter la première l'expérience du socialisme municipal, bref suivre et parfois devancer le mouvement des autres nations de l'Europe occidentale et peu à peu substituer au gouvernement d'une oligarchie un régime démocratique et populaire, et son niveau de culture et d'éducation ne baisse pas. Elle ne veut pas qu'il baisse : aux universités où les villes envoient aujourd'hui des boursiers, fils du peuple, on s'arrange pour que dans chaque collège ils soient moins nombreux que les fils de la *gentry*, et cela afin que les influences que suggère l'imitation aillent des seconds vers les premiers, afin que, de cœur et de manières, ceux-ci deviennent des *gentlemen* (1). Le personnage populaire en qui s'incarne l'idéal, celui qu'admire la foule, que tâche à copier la *middle class*, reste encore l'homme bien né, de corps et d'esprit disciplinés, de caractère trempé, de cœur généreux, de tenue vigoureuse et nette, de gestes calmes et précis, celui que Ruskin appelle de bonne race, *well bred*, celui dont l'étoffe humaine passe pour être de qualité supérieure, que tous les romans exaltent, et qui, de fait, a si longtemps gouverné l'Angleterre.

II

Ruskin entend qu'il la gouverne toujours. Pour construire son torysme socialiste, c'est de cette aristocratique définition du

(1) C'est ce que nous disait récemment, en approuvant ce système, un membre de l'Université de Cambridge, qui, pourtant, est un radical à tendances socialistes. Il faut toujours partir de ce fond d'idées pour comprendre ce qui se passe en Angleterre.

gentleman qu'il part comme d'une évidence. Puisque, selon lui, la distinction du gentleman et du non-gentleman n'est pas, comme le pourrait croire un disciple de Rousseau, conventionnelle, mais naturelle, puisqu'elle correspond à des faits que l'on peut dire ethniques et physiologiques, nulle réforme sociale ne peut la méconnaître. Et tout groupement humain trouvant dans « l'obéissance du peuple et l'autorité des gouvernans (1), dans un ordre hiérarchique, cette véritable forme qui pour l'artiste Ruskin est à la fois signe de vie et condition de beauté, la cité future respectera l'autorité de ceux qui, de naissance, sont vraiment, si l'on considère les ensembles et les moyennes, les plus énergiques et les plus intelligens, les plus capables et les plus libres par leur éducation, leurs loisirs, et la sécurité de leur vie de se donner à la chose publique. Non contre eux mais avec eux, mais par eux, lorsqu'ils auront réappris les devoirs qu'ils ont oubliés, s'accomplira la réforme. C'est dans leurs âmes qu'elle doit commencer. Voilà pourquoi la prédication de Ruskin fait d'abord appel à leur vouloir.

Pressant appel qui ne procède pas, comme on le pourrait croire ailleurs, de la pure chimère d'un généreux esprit, mais que justifient certaines réalités morales et sociales proprement anglaises, survivances d'un passé féodal que rien n'a brusquement et totalement détruit. Quand un Kingsley ou un Ruskin parlent aux gentlemen d'Angleterre de leurs devoirs, et responsabilités, ceux-ci peuvent les comprendre. A leurs incitations quelque chose répond encore qui n'existe pas chez les bourgeois citadins, nomades et déracinés de la France moderne, qui n'existait plus chez les nobles de la France monarchique depuis que le Roi les avait enlevés à leurs terres pour les faire servir au décor de sa cour. A la campagne, où ses pouvoirs administratifs et judiciaires assurent son prestige, dans ses manoirs, cette *gentry* n'a pas perdu tout sentiment du lien qui jadis attachait un chevalier à ses hommes. Là, vraiment, une relation vivante et directe subsiste entre le squire héréditaire et les fermiers, les ouvriers agricoles, les artisans ruraux. Son rang seul ne suffit pas à créer son influence : pour la paroisse il n'est un personnage que s'il est né dans la paroisse. On s'y rap-

(1) « Any form of government will work, provided the governors are real and the people obedient; and none will work if the governors are unreal and the people disobedient. » *Fors*, Letter 67.

pelle son baptême, ses premiers pas, ses premiers mots, la fête populaire, suivant les rites anciens (1), de ses vingt et un ans. Avec ceux qui sont aujourd'hui ses fermiers, et dont les pères étaient les fermiers de son père, il a lancé ses premières balles de cricket, échangé ses premiers coups de poing. Plus tard, au temps des vacances, quand il revenait de l'école ou de l'université, il aimait à retrouver avec les arbres, avec la rivière et tout le paysage accoutumé, leurs figures familières. Mêmes sentimens pendant toute sa vie, qu'il soit fonctionnaire aux colonies, marin ou militaire, quand un congé le ramène à la petite patrie où vivent ses profonds souvenirs d'enfance.

Mais il réside. Personnage principal, protecteur et représentant né du monde villageois qui se groupe autour de lui et reconnaît son autorité morale, il préside et contribue de sa bourse à toutes les œuvres locales de bienfaisance et d'utilité publique (2). Magistrat, *justice of the peace*, il juge, administre, accorde ou refuse le droit de vendre du gin et de la bière. Patron héréditaire d'un bénéfice ecclésiastique, c'est lui qui nomme le recteur de la paroisse; propriétaire des cottages qu'habitent les « laboureurs, » c'est son affaire que les plus humbles soient décemment logés. Sa femme ou sa fille visitent les malades, enseignent la Bible aux enfans de l'école. Une partie de son parc est ouverte aux jeux du populaire. Le soir de Noël, ses fermiers viennent danser sous le gui de son hall, et lui-même, pour ouvrir le bal, prend le bras de la doyenne des fermières (3). Mais voyez-le surtout le dimanche, à son banc d'honneur, avec le petit peuple rural derrière lui, chacun à sa place, à son rang, — mieux encore, quand il se lève pour aller dans le chœur faire face à

(1) Voyez dans *Adam Bede* de George Eliot ce qu'était cette fête du village au XVIII[e] siècle. Les traditions n'en sont point changées. Il y a deux ans, à Hawarden, le village voisin du manoir de M. Gladstone, à propos de la majorité du jeune héritier, elles furent scrupuleusement observées.

(2) « No little handed Baronet he,
A great broad-shouldered genial Englishman,
A lord of fat prize oxen and of sheep,
A raiser of huge melons and of pine,
A patron of some thirty charities,
A pamphleteer on guano and on grain,
A quarter-sessions chairman, abler none;
Fair haired and redder than a windy morn. »
(Tennyson, *The Princess.*)

(3) C'est ce que, jusqu'à la fin de sa vie, à chaque Noël, M. Gladstone faisait à Hawarden.

l'assemblée dont il connaît tous les membres, et la grande Bible anglaise ouverte devant lui sur l'aigle d'or, lire tout haut, l'un après l'autre, les deux leçons du propre : d'abord d'âpres versets des prophètes hébreux, puis les chrétiennes paroles de l'Évangile ou de l'épître. Seul dans ce chœur avec le prêtre, son pair dans la hiérarchie sociale anglaise, et comme lui représentant, au village, de l'Angleterre officielle et de la classe dirigeante, c'est alors qu'avec ce prêtre, il fait figure de chef actif et responsable.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, à l'époque où parle Ruskin, cet état social existe encore dans les campagnes anglaises. Les idées et sentimens qui lui correspondent et le rendent possible sont encore vivans : toute la littérature du temps les suppose : les romans des misses Brontë, de Mrs Gaskell, de Thackeray, de George Eliot, de Meredith, comme autrefois ceux de miss Burney, et de miss Austen, les poèmes de Tennyson comme jadis ceux de Gray, de Goldsmith et de Wordsworth, les *Contes de Noël* de Dickens, comme il y a deux siècles les *Essais* d'Addison. En tout esprit anglais, il s'évoque encore au mot de *gentleman*. Mais, dans la grandissante Angleterre du XIXe siècle, le monde agricole n'est de plus en plus qu'une petite chose que l'on aime à côté des noires cités manufacturières, un touchant souvenir que l'on conserve au milieu de la fiévreuse Angleterre moderne comme une survivance du calme passé. Le problème que se posent, entre 1830 et 1860, la plupart des moralistes et des réformateurs est donc le suivant : adapter, étendre, multiplier, de chaque lord ou gentleman anglais aux multitudes ouvrières, aux foules souffrantes et citadines qui sont à présent le véritable peuple d'Angleterre, les vieilles relations féodales et morales du squire à son petit groupe campagnard (1). Que chaque lord et gentleman anglais se sache et se sente gouverneur responsable de ce nouveau peuple qui s'agite, — professeur de discipline, défenseur des énergies humaines contre la misère et le vice, contre tout ce qui dégrade la valeur physique et morale de la créature ! Quels accens trouve Ruskin pour les appeler, ces chefs, au poste qu'ils désertent !

J'ai lu récemment dans un journal conservateur, mais (2) qui n'aime ni

(1) Cf. la célèbre formule *Captains of Industry* par laquelle Carlyle pose le devoir féodal des grands chefs industriels.

(2) Ce *mais* signale un des traits singuliers de l'histoire politique anglaise.

les grèves, ni les mouvemens populaires, j'ai lu, il n'y a pas trois semaines, un article intitulé : *Que va devenir la Chambre des lords?* Ainsi posée comme sujet de libre et publique discussion, une telle question m'a saisi... Car l'heure approche où, dans un sens ou dans un autre, il y faudra bien répondre. Oui, que vont devenir nos lords? La réponse dépend de la façon dont eux-mêmes répondront à cette autre question : Quelle est leur raison d'être? Aujourd'hui, la théorie générale, c'est qu'ils servent à retarder la marche des affaires publiques, obligeant la nation à ne rien faire sans mûre réflexion. Mais la nation devient impatiente des retards qu'on apporte à ses affaires, et bientôt se lassera d'entretenir à grands frais ceux qui ne servent que d'obstacles à ses caprices. Et personne, soit dans le peuple, soit chez les lords eux-mêmes, ne semble capable d'une idée claire au sujet de leur raison d'être. En sorte qu'il devient nécessaire de leur répéter à tous ce que le seul de nos maîtres qu'on puisse appeler clairvoyant, Carlyle, nous dit depuis bien des années : la raison d'être des lords dans un pays, c'est qu'ils gouvernent ce pays. S'ils le gouvernent, le pays se réjouira de les conserver. S'ils ne le gouvernent pas, leur sort sera celui des choses qui ne sont plus d'aucun usage.

Dans cette crise qui nous menace, voici donc la seule question qui se pose et pour eux et pour nous. Seront-ils des lords pour nous donner des lois, des ducs en vérité pour nous conduire, des princes incontestables pour être les premiers de dynasties nouvelles, sans appétit de lucre, et sans iniquité? Sont-ils tombés si bas qu'ils ne puissent concevoir ces espérances? N'ont-ils plus assez de cœur pour se lever et dire, chacun avec un clair regard anglais : Oui, de toute ma volonté, je gouvernerai, non pour Dieu et mon droit, mais suivant la devise originelle et véritable dont celle-ci n'est qu'une corruption : pour Dieu et pour le droit! Je sais qu'il en est parmi eux, parmi vous, soldats d'Angleterre (1), je sais qu'il en est beaucoup qui sont capables de cette parole, et c'est en eux que nous mettons notre foi. Moi, l'un des humbles de votre pays (2), je vous le demande au nom de ces humbles, à vous, que je n'appellerai plus soldats, mais d'un nom plus vrai, chevaliers, *equites* d'Angleterre : combien êtes-vous, chevaliers errans par delà les anciens champs du danger, chevaliers patiens par delà les peines et les tâches de jadis, combien êtes-vous qui sachiez encore les devoirs antiques, éternels des chevaleries : vaincre le méchant et défendre le faible? A ceux-là, rares ou nombreux, nous, le peuple anglais, nous faisons appel, pour qu'ils marchent à la rescousse de la misère,

On sait qu'à l'époque de Ruskin, le parti libéral, issu du rationalisme du XVIII[e] siècle, professait les doctrines économiques orthodoxes, par suite la réduction au minimum des pouvoirs de l'État, la libre concurrence, sans égard aux faibles, aux pauvres, aux vaincus. Cependant les Tories, les conservateurs, les autoritaires aristocrates, les traditionnistes étaient alliés aux ouvriers contre la classe des patrons, la bourgeoisie libérale, marchande et industrielle (*the traders*) qui depuis 1832 leur disputait le pouvoir politique. Les conservateurs inaugurèrent contre cette classe une législation que l'on peut à bon droit qualifier de socialiste.

(1) Ruskin s'adresse ici aux jeunes gens de l'école militaire de Woolwich, tous (en 1860) lords ou gentlemen.

(2) Parce que le père (très riche) de Ruskin était de classe marchande.

pour qu'ils gouvernent l'indignité de ces multitudes abandonnées ou trompées dont les hommes se crient l'un à l'autre cet évangile nouveau de leur nouvelle religion : que le faible agisse suivant son pouvoir et le méchant suivant son plaisir (1) !

Car « le devoir des hautes classes, c'est de maintenir l'ordre dans le peuple inférieur et de l'élever à un niveau de vie aussi proche du leur qu'il est capable d'atteindre. Toujours, s'ils s'acquittent de ces fonctions, les dirigeans gagneront le respect et l'amour des dirigés, en même temps qu'eux-mêmes parviendront au plus haut degré de force et de beauté humaine (2), » à cette perfection et cette dignité du corps qui distinguent les vrais ἄριστοι. « Tels étant le rôle et l'état naturel d'une aristocratie, sa corruption, comme de toute belle chose qu'a touchée la main du diable, est singulièrement redoutable. Elle se produit lorsque ceux qui devraient être gouvernans et conducteurs du peuple abandonnent leurs tâches de peine et d'honneur pour ne plus que jouir et dominer, lorsqu'ils appliquent tout leur pouvoir, — intelligence cultivée, influence, prestige ancestral, ressources matérielles, forces militaires, — à faire travailler à leur place les gens du peuple, à se faire par eux gratuitement vêtir et nourrir, à se les soumettre, à les posséder comme des choses ou du bétail, jusqu'à perdre tout sentiment de la souffrance qu'inflige une si insolente domination et du crime qu'ils commettent en l'imposant (3). »

De là les anarchies modernes, car le crime des maîtres fait l'indiscipline de la multitude ; « devant leur égoïsme et leur négligence elle a perdu l'habitude et jusqu'à la faculté du respect (4), » la plus respectable de l'homme, la plus nécessaire à son bonheur et à sa dignité. C'est alors que désorganisé, avili, le peuple s'est changé en populace, celle qui devant toute grandeur et toute beauté ne sait rien que haine, faim et convoitise. « Il a trop bien compris que les chefs en lui imposant toutes les tâches se réservaient tous les profits, que ce qu'ils entendent par gouverner, c'est porter de beaux habits et bien vivre du produit de son labeur. A mesure que son lumineux esprit découvrait ces vérités, il se révélait moins disposé à supporter

(1) *Crown of Wild Olive*, § 138, 139.
(2) *Time and Tide*, § 138.
(3) *Ibid.*, § 139.
(4) *Crown of Wild Olive*, § 137.

un régime dont on ne trouvera pas le substitut sans quelque agitation, la principale idée de l'intelligente populace étant que, si dans le sombre passé la moitié de la nation a vécu dans la paresse, la beauté de l'heureux avenir sera que toute la nation pourra vivre sans rien faire (1). »

C'est le vice profond de l'Angleterre. Ses capitaines ne sont plus que des capitalistes. L'idée dont les philosophes de la richesse et du *laisser faire* sont les théoriciens, celle qui mène les âmes depuis que la brique et la houille ont commencé de détruire la verte campagne anglaise, l'idée mercenaire du profit les possède à leur tour. Entre eux et ceux dont ils avaient charge et qui peinent à leur service, les liens du devoir et du sentiment ont fait place aux seules et strictes relations économiques. Le peuple ne s'y trompe pas : aujourd'hui un gentleman n'est qu'un oisif armé de la puissance contraignante de l'argent, puissance qu'il emploie à faire peiner les pauvres, à les assujettir à des tâches épuisantes et dégradantes, pour en tirer soit plus d'argent, et par conséquent de puissance pour lui-même, soit l'inutile objet de luxe qu'il détruira sans scrupule, en un jour, en une heure, pour son plaisir. Rien d'étonnant si, les nobles dégénérant jusqu'à n'être plus que des riches, la lutte naturelle du peuple contre les riches devient la révolte du peuple contre ses chefs naturels.

Ces deux querelles sont constamment confondues et s'assemblent en un même combat. Les intérêts qui paraissent communs aux nobles et aux millionnaires les assemblent en une même résistance à des foules qui réclament à grands cris, les unes du pain, les autres la liberté. Et pourtant deux querelles ne sauraient être plus distinctes. Richesse et noblesse, loin de dépendre l'une de l'autre, se contrarient, si bien que la première caractéristique de toutes les aristocraties qui donnèrent de grandes dynasties au monde, fut d'être pauvres, pauvres par serment, pauvres toujours par générosité. Et de tout chevalier véritable aux époques chevaleresques, la première chose que dit l'histoire, c'est que jamais il ne s'accumula de trésors (2).

On répondra qu'il y a toujours eu des riches et des pauvres, qu'une société ne peut se passer du travail manuel, et que l'homme ne s'y résigne que sous l'aiguillon du besoin :

C'est entendu. Oui, le travail est à jamais inévitable, et pour qu'il s'accomplisse il faut des capitaines de travail. Justement parce que j'ai tou-

(1) *Crown of Wild Olive*, § 136.
(2) *Ibid.*, § 132, 133.

jours demandé que les gouvernans gouvernent, toujours affirmé mon mépris pour l'idée de liberté, on accuse mon enseignement de ne pas convenir à notre époque. Mais c'est une chose, d'être les capitaines ou les gouverneurs du travail, et une autre chose, d'en accaparer tous les profits. Un général n'a pas le droit de prendre pour lui tout le trésor ou tout le territoire dont son armée fait la conquête (puisque, hélas ! c'est toujours pour de l'or ou de la terre que l'on se bat), ni le roi d'une nation d'accaparer tout le fruit du travail national. C'est le contraire que font les rois véritables : pour eux-mêmes la plus petite part possible de ce que produit le labeur de la nation. Il n'y a pas de plus infaillible critère d'une vraie royauté. L'homme couronné vit-il simplement, bravement, sans ostentation? sans doute il est manifestement roi. Couvre-t-il son corps de joyaux, sa table de viandes rares? sans doute il n'est pas vraiment roi. Peut-être Salomon a-t-il pavé son palais d'or; mais alors son peuple partageait sa splendeur : il avait pavé d'or toute sa Jérusalem... Aussi bien peut-on dire que ces splendides royautés-là finissent dans la ruine ; seules subsistent les vraies royautés, royautés de loyaux travailleurs gouvernant des travailleurs loyaux, ceux-ci comme ceux-là, par leurs vies de peine et d'effort, fondant les dynasties véritables. Et si, de ce que vous êtes roi d'un peuple, il ne suit pas que vous ayez le droit d'accaparer le bien de ce peuple, de ce que vous êtes roi d'une parcelle de ce peuple, ou seigneur de ses moyens de subsistance, — champ, mine, ou moulin, — il ne suit pas non plus que vous ayez le droit de capter à votre profit toutes ces sources-là de la vie nationale (1).

Vous dites : Nous sommes la fleur de la nation, l'aboutissant de sa culture et de tout son effort; nous servons d'exemples et de modèles; en nous s'incarne un idéal de civilisation : que vient-on nous demander d'autre ? Oui, vous jugez que cela suffit, qu'*être* en toute perfection d'esprit et de corps, c'est toute votre fonction.

Aux autres les durs et vils travaux et leur salaire ; à vous le non-travail et son salaire. Mais de curieuses questions religieuses et morales se posent à ce sujet. Jusqu'à quel point est-il permis de sucer leur âme à un très grand nombre de créatures humaines, pour fabriquer avec les quantités psychiques ainsi extraites une seule âme très belle ou idéale? S'il s'agissait de sang, et non point de substance immatérielle, s'il était possible de tirer des bras d'un certain nombre d'hommes du peuple un certain volume de sang pour l'infuser aux veines d'un *gentleman* anglais et lui faire ainsi un sang plus précieusement aristocratique et plus bleu, sans doute on se serait arrangé déjà pour le faire, — clandestinement, j'imagine. Mais comme c'est de l'énergie cérébrale, de l'âme, que nous soutirons, et non pas du sang visible, on y procède sans se cacher. Nous occupons à défricher et remuer la terre un certain nombre de rustauds, généralement main-

(1) *Crown of Wild Olive*, § 80.

tenus dans un état de stupeur convenable, afin que, nourris sans que nos bras aient peiné, nous seuls ayons le droit de sentir et de penser. Remarquez bien d'ailleurs que ce système-là peut se défendre. Un gentilhomme de haute race et de profonde culture, c'est une grande production pour un pays, et de plus haut prix que les plus belles statues, car la couleur en est parfaite autant que le modelé, sans compter que la tête contient beaucoup de cerveau, — une glorieuse chose à contempler, une merveilleuse chose à entendre, mais qui exige, comme une pyramide ou une cathédrale, le sacrifice et la collaboration de beaucoup de vies. Et peut-être vaut-il mieux construire une belle créature humaine qu'un beau dôme et qu'un beau clocher; peut-être y a-t-il plus de joie à lever les yeux avec respect sur une créature qui nous dépasse de beaucoup qu'à regarder un mur. Seulement ladite admirable créature humaine aura quelques devoirs à remplir en échange, devoirs de beffroi vivant et de rempart (1)...

III

Et de même, chaque catégorie sociale, chaque profession se définit par un devoir, lequel étant de l'absolu se subordonne tout. « Devoir du soldat, enseigne solennellement le maître, de mourir plutôt que de quitter son poste en temps de guerre (2); du médecin, de mourir plutôt que de quitter son poste en temps d'épidémie; du pasteur, de mourir plutôt que d'enseigner un mensonge; du magistrat, de mourir plutôt que de se prêter à l'injustice. » Et le marchand, dont les mœurs font exemple, et mènent la morale dans une nation marchande? — le devoir se réduit-il pour lui à acheter au meilleur marché pour vendre le plus cher possible? Ne se connaît-il point d'occasion de sacrifice? Le devoir du marchand, c'est d'approvisionner le pays, comme celui du soldat, de le défendre. Certainement, le soldat reçoit une solde, mais ce n'est pas pour sa solde qu'il se dévoue. Et, de même, un profit raisonnable récompensera le travail du marchand et le rendra possible; mais là ne sera pas l'objet de son travail. — Tels étant son devoir propre et sa fonction sociale, que son sacrifice soit de se laisser ruiner par ses concurrens plutôt que de voler, tromper ou abuser (3)!

(1) *Sesame and Lilies*, I, note.

(2) Les paroles suivantes de Ruskin valent aujourd'hui qu'on les médite : « Le métier du soldat, au sens essentiel et strict, ce n'est pas de tuer, mais d'être tué. » Car là est la portion spéciale et difficile du métier, celle que le monde honore d'instinct dans le métier. « Le métier d'un *bravo* n'est que de tuer, et le monde n'a jamais respecté les *bravi*. »

(3) *Unto this Last*, I.

C'est par là que Ruskin s'oppose aux idées et tendances maîtresses de son époque, aux dogmes individualistes d'une Angleterre alors tout industrielle et commerciale. Tandis que la philosophie régnante, celle qu'énoncent les théoriciens et qui détermine la plupart des vies anglaises, ne voit dans la société qu'une association volontaire et libre d'individus égaux, semblables, dont chacun, maître et responsable de lui-même, trouve en lui-même toute sa fin, Ruskin, en qui l'instinct social est une passion, conçoit la société comme une personne totale où les individus s'intègrent et dont ils reçoivent et leur être et leur forme. D'où il suit que l'essentiel de l'homme est dans le lien qui l'attache à son groupe, en sorte que son effort doit être centrifuge et non pas centripète, c'est-à-dire, simplement, et dans la plupart des cas, puisque dans les sociétés modernes le groupe est trop vaste pour que la moyenne des esprits puisse l'imaginer, tendre au service d'autrui. A l'encontre de la doctrine individualiste, libérale et commerciale que professe et pratique son Angleterre, Ruskin prêche les obligations mutuelles des individus. Chaque vie particulière se nourrissant de la vie collective, nulle n'a le droit de recevoir de toutes les autres sa part de substance, si elle n'apporte sa part de travail à l'entretien de cette vie collective, à son progrès vers plus d'ordre, de conscience, de force et de bonheur.

Or, de fait, ce qu'on appelle en Angleterre *business*, ces sacro-saintes affaires, ce passionnant commerce où se dépense le meilleur de l'intelligence ou de l'énergie nationales, ce n'est point du travail, mais du jeu, le jeu étant défini tout effort de l'esprit ou du corps que ne commande pas une loi morale, et qui n'aboutit à rien qu'à du plaisir...

« Faire » de l'argent, voilà de tous nos jeux anglais le premier, et l'on y donne et reçoit plus de coups qu'au *football*. Demandez à un grand faiseur d'argent comment il compte employer son argent : il n'en sait jamais rien. Il ne le gagne que pour le gagner. De même au cricket où il s'agit de multiplier les *runs* : les *runs* ne servent à rien, mais le jeu, c'est d'en compter le plus possible. Et, de même, le jeu de l'argent, c'est d'accumuler plus d'argent que les autres. Si bien que cette grande et sordide Londres, bruissante, grondante, fumante, puante, affreux amas de briques en fermentation, et dont tous les pores suent du poison, vous croyez que c'est une cité de travail ? C'est une cité de jeu, jeu où l'on s'épuise, jeu où l'on meurt, mais du jeu cependant. C'est un terrain de cricket sans son herbe verte, une immense table de billard sans son tapis vert, avec des poches profondes

comme l'abîme du diable, mais au bout du compte, rien qu'une table de billard (1).

A ce jeu-là s'absorbent toutes les pensées et toutes les énergies d'un peuple. Plus de motifs aujourd'hui qui ne soient mercenaires. On prononce des phrases, on parle de générosité, d'esprit public; par exemple à propos de l'empressement des capitalistes à souscrire aux actions de nouveaux chemins de fer. « La générosité qui se manifeste par des constructions de chemins de fer se réduit exactement à ceci. Si le public anglais apprenait qu'après leurs expériences sur le Mont-Cenis et le Gothard, les ingénieurs se déclarent capables de construire un railway jusqu'à l'enfer, le public anglais souscrirait immédiatement à toutes les émissions de titres que l'on ferait en vue de cette entreprise-là, et, de plus, s'opposerait à la construction des églises dans le pays, de peur de voir baisser les dividendes (2). » Pour un profit d'argent, non seulement les âmes mais les vies se sacrifient. La vertu dans la triste et fumeuse Angleterre d'aujourd'hui, c'est de se détourner de la famille, de la nature, de la beauté, des éternelles joies humaines pour s'appliquer aux tâches stupides par quoi s'édifie la richesse, — richesse de coffre-fort que l'on paie des richesses de la vie.

IV

Mais le mal va plus loin: cette richesse qui se crée aux dépens de la vie va servir à détruire de la vie. « Car l'argent est bien plus qu'un moyen d'échange : c'est le signe d'un droit légal au labeur, c'est-à-dire à l'énergie vitale d'autrui (3). » Quand le riche, sans donner aucun travail en retour, a prélevé sur le travail d'autrui de quoi vivre, il prend bien au delà: il oblige autrui à peiner encore pour produire ce qui ne servira qu'à son plaisir. « Peu importe que le labeur que vous exigez soit dur, si finalement il aboutit à la fin naturelle de tout labeur, à la création de ce que j'appelle richesse véritable, richesse serviable, productive ou productrice de vie. Ce qui est cruel, c'est d'astreindre les abeilles à faire œuvre d'araignées, à produire, au

(1) *Crown of Wild Olive*, § 25.
(2) *Fors Clavigera.*
(3) *Munera Pulveris*, 21.

lieu de rayons de miel, une soie sans consistance et qui s'envole à tous les souffles (1). » Vous êtes-vous jamais demandé, vous, les riches, ce qui reste à vos travailleurs de leur travail, s'il leur fut bienfaisant ou mortel, s'ils n'y ont point diminué leur vie au lieu de l'y exalter?

La fermière qui descend à sa laiterie le matin, et découvre que son petit enfant y est descendu avant elle, et qu'il a renversé toute la crème par terre pour la faire laper par le chat, elle gronde son enfant, elle se désole de la crème perdue. Mais si, au lieu d'un bol de bois plein de lait, il s'agit de vases d'or pleins de vies humaines, si, au lieu du chat, vous appelez le diable, et si c'est vous qui le faites jouer, si vous-même brisez en poussière le vase d'or, si vous en renversez par terre le contenu de vie humaine pour le faire laper par le démon, cela, est-ce que ce n'est pas du gaspillage?... Vous croyez peut-être que gaspiller le travail des hommes, ce n'est pas leur ôter de la vie, que ce n'est pas les tuer! Vraiment, je voudrais bien savoir comment vous pourriez plus parfaitement les tuer, d'une double, d'une décuple, d'une centuple mort! Étouffer le souffle d'un homme n'est pas la pire façon de le tuer. La faim elle-même et le froid, nos balles sifflantes, messagères d'amour entre les nations, ont apporté à bien des âmes des messages désirés, commandemens, enfin, de bon repos. Au pis, l'existence en est abrégée, non pas corrompue. Mais si vous attelez une créature humaine à des tâches d'espèce vile, si vous lui enchaînez sa pensée et lui aveuglez ses prunelles, si vous lui déformez son corps et lui souillez son âme, pour finir par lui voler le fruit de sa dégradation et ne lui laisser qu'une tombe, une tombe que vous travaillez à sceller pour qu'elle n'en sorte pas, — cela vous pensez que ce n'est pas une destruction, que ce n'est pas du péché (2)?

Répétons-le toujours : il n'est qu'une richesse absolue : la vie. C'est pourquoi tous les théorèmes des économistes doivent pouvoir se transcrire en termes de vie. Aussitôt que Ruskin les soumet à cette vérification, la malfaisance et la fausseté des formules courantes se révèlent, en même temps qu'apparaît le défaut du système économique qui s'y appuie. Considérez les deux axiomes de l'économie ruskinienne : le coût d'un objet, c'est la quantité de vie qui se dépense à le créer; sa valeur, c'est la quantité de vie que lui-même est capable de créer. Il en résulte, non seulement que l'éphémère objet de luxe exigé par les riches est sans valeur, mais, plus généralement, qu'avant de se réjouir avec tout le monde des progrès de la production moderne, il faut en estimer le coût, c'est-à-dire l'intensité

(1) *Crown of Wild Olive*, § 44.
(2) *Ibid.*, § 44-45.

d'effort qu'elle exige, la tristesse qui l'accompagne, chercher si les déprimans effets, sur des millions d'âmes et de corps, de ses conditions nécessaires sont compensés par ce qu'elle ajoute à la vie. C'est peut-être pour n'avoir pas fait ce calcul que l'homme moderne se découvre plus inquiet, plus mécontent et capable de souffrance, — moins vivant, — à mesure que se perfectionne son industrie, qu'augmente sa puissance sur les choses, et ce qu'une économie mercantile, et non politique, appelle *sa richesse*. Des marteaux-pilons qui façonnent le fer comme la main du potier la glaise, des métiers qui tissent du coton comme pour en couvrir le monde, des locomotives qui traversent l'Angleterre en quelques heures, des bateaux chargés du blé de l'Inde et de la viande d'Australie, mais plus de tristesse et de maladie qu'autrefois, une plèbe ouvrière parquée dans des corons, assujettie à des besognes de machines, des générations qui s'étiolent, le ciel pollué, la joie de l'herbe et des fleurs éteinte de la terre, et, au total, malgré tant de locomotives et de bateaux, de viande, de blé et de coton, des multitudes stagnantes, qui meurent à moitié de froid et de faim.

C'est ainsi que la fausse richesse des uns fait la misère véritable des autres. Ici encore, la transcription ruskinienne des formules économiques les éclaire d'une lumière nouvelle pour le public anglais. L'argent étant « signe d'un droit ou créance sur le travail d'autrui, » l'accumulation aux mains de certains individus de ces droits ou créances signifie la dette ou pauvreté de tous les autres individus, « autant de dette ou pauvreté d'un côté qu'il y a de créance ou de richesse de l'autre. » Ce qui veut dire simplement que, dans nos sociétés, les moins nombreux tiennent à leur merci les plus nombreux, et que pour ne pas mourir, les pauvres sont obligés de consumer les heures et l'énergie de leur vie à produire ce que les riches exigent, soit pour le détruire tout de suite en s'amusant, soit pour augmenter leur richesse, c'est-à-dire encore leur créance et par suite la pauvreté des pauvres. « Essentiellement et éternellement, être riche signifie être maître d'esclaves jusqu'aux confins de la terre, exercer une domination sur les pensées et les volontés des hommes. Chaque ouvrier qu'emploie le riche est un serviteur lointain ou prochain, soumis soit à ses ordres immédiats, soit à son caprice qui commande par des intermédiaires; et tous subissent la puissance de son or. La couturière qui coud une

robe est servante comme la femme de chambre qui la passe à sa maîtresse, — davantage, car son service lui prend plus de sa pensée (1). » Et de même pour tous les métiers, métiers d'esclave si l'artisan n'y trouve que tristesse et s'y résigne par nécessité, métiers d'homme libre quand il trouve plaisir à son travail et que l'amour de l'œuvre est un mobile de son effort. Mais dans le régime économique moderne, celui qui de parti pris ne se fonde que sur la loi de l'offre et de la demande, le labeur servile est la règle, et le devient de plus en plus, le riche qui dispose du travail du pauvre n'appliquant celui-ci qu'à des besognes machinales et dégradantes, et cela pour s'enrichir lui-même, pour fortifier sa situation de pouvoir, comme le baron du moyen âge occupait ses serfs à exhausser et mieux créneler les tours qui les faisaient plus serfs.

Ainsi, qui regarderait du dehors, comme le naturaliste observe une cité d'insectes, l'une de nos sociétés humaines y découvrirait deux sortes de créatures, les unes qui obéissent, peinent et ne possèdent pas, les autres qui commandent, ne font rien et possèdent ce que produit le travail des premières. Tel est pour le sociologue le fait principal des fourmilières humaines. Est-il nécessaire? Est-il avantageux?

Réfléchissons, répond Ruskin, cela dépend des cas.

> Puisque l'inégalité, condition de la richesse, peut avoir deux causes : accroissement de possession chez les uns, diminution de possession chez les autres, ce qu'il faut chercher, à propos de telle accumulation de richesse aux mains d'un seul homme, c'est, essentiellement, de quelle manière s'est produite chez les autres la pauvreté corrélative. Le riche n'a-t-il fait que dépasser les autres sans les refouler en arrière? A force de travail et d'ingéniosité a-t-il créé sa richesse, ou simplement l'a-t-il conquise à leurs dépens? Par exemple, une des plus communes formes de la richesse étant le pouvoir de commander à beaucoup de domestiques, demandons-nous de quel processus économique naissent en général la richesse des maîtres et la pauvreté des domestiques, sans oublier de chercher quels avantages maîtres et domestiques trouvent respectivement aux résultats (2).

Or, suivant Ruskin, l'inégalité est légitime et, de plus, profitable à deux conditions : qu'elle ait pour origine un travail efficace et supérieur, une production positive de richesse; que cette richesse s'accumule, non d'elle-même, par un croît continu et

(1) *Munera Pulveris*, § 145.
(2) *Ibid.*, § 28.

spontané, mais par l'effort prolongé du producteur, et pour se dépenser plus tard en servant à la vie. Mais dans nos sociétés l'inégalité se produit et s'entretient par deux procédés bien différens, et dont l'économiste ordinaire est si loin de mettre en doute la justice et la nécessité qu'il les tient pour l'objet propre de sa science : d'abord l'échange commercial qui laisse aux mains du vendeur une portion de l'équivalent qu'il échange, son profit, d'autant plus grand que la nécessité d'acheter presse davantage l'acheteur; en second lieu, le prêt à intérêt ou usure, par quoi chaque accumulation de richesse se perpétue. Or du commerce, principale activité de l'Angleterre et source de toute prospérité, suivant lesdits économistes, voici le principe tel qu'ils le comprennent, l'affirment, le recommandent et tel qu'on l'applique en Angleterre.

« Soient trois hommes isolés et formant une république obligés par les circonstances de se séparer pour cultiver différens morceaux de terre. » Supposons que le troisième entreprenne de porter de la ferme du premier à celle du second, et inversement, au moment utile pour les cultures, les récoltes et les bestiaux, ce que le premier et le second ont intérêt à échanger entre eux; s'il garde pour prix de sa peine une petite portion des biens qu'il fait passer de l'une à l'autre ferme, c'est le juste salaire d'un service véritable.

Mais si découvrant que les deux autres ne peuvent pas communiquer sans lui, puis étudiant leurs besoins et le cours de leurs travaux, il profite de sa position pour arrêter les échanges nécessaires ; si, pour les rétablir, il attend que l'un et l'autre producteurs, menacés de ruine, lui payent son intervention de tout ce qu'ils pourront lui céder, sans ruine absolue, de leurs instrumens ou produits, « il est clair qu'en guettant les momens favorables, il peut arriver à s'emparer de presque toutes les récoltes des deux fermiers, et, finalement, si quelque année de disette ou de maladie les réduit à sa merci, leur acheter leurs terres au prix qu'il voudra, en les prenant eux-mêmes à sa solde comme domestiques ou laboureurs. » Tel est le procédé général du commerce conduit suivant les principes de l'économie politique moderne; et telle est l'origine de presque toutes les fortunes modernes. Or les conséquences sociales du système sont évidentes : « Les opérations des deux producteurs véritables ont été gênées jusqu'à cesser d'être possibles, et les producteurs

véritables, à force de peiner, pour finalement ne rien gagner, ont perdu leur courage. Si bien que le produit total de leur travail en est diminué, et, au bout du compte, que la quantité de grains et de fourrage accumulée par l'intermédiaire n'équivaut pas à celle qui remplirait, s'il n'avait pas été si cupide, les greniers des deux fermiers et le sien (1)... Il y a deux grands sophismes que les coquins du monde prennent plaisir à répéter aux imbéciles et à leur faire répéter. Le premier pose que, par leurs échanges et leurs tricheries, deux personnes, à force de se vendre une bouilloire contre un pot, et un pot contre une bouilloire se feront deux fortunes. C'est l'axiome fondamental du commerce (2). »

Et voici le second : « Le sac de Judas s'étant mué en sac de prestidigitateur, si Pierre y enferme son pot et sait attendre un peu, il en sortira deux pots qui seront à lui, tous deux pleins de bouillon ; et si Paul y enferme sa bouilloire et sait patienter, il en sortira pour lui deux bouilloires, chacune pleine de poisson. Ceci, c'est le grand principe de l'intérêt (3), » absurde, impossible, mais dont les propriétaires de bouilloires et de pots font une monstrueuse réalité en ne prêtant aux pauvres les bouilloires et les pots dont ceux-ci ne peuvent se passer, qu'à la condition qu'ils leur seront rendus multipliés par un dur et nouveau travail de chaudronnerie, et, de plus, remplis de bouillon et de poisson. Laissés à eux-mêmes, les pots n'engendrent point de pots, ni les billets de banque de billets de banque. Toute richesse dont s'accroît la richesse prêtée est œuvre de l'emprunteur, fruit de son travail ; par conséquent, elle n'appartient qu'à lui. Que le créancier, non content que son bien lui revienne intact, exige, sans avoir pris part à ce travail, une parcelle de ce fruit, il commet le péché d'usure.

(1) *Unto this Last*, II.

(2) L'exemple des fermiers et de l'intermédiaire ne s'applique pas au commerce proprement dit, mais à la spéculation, aux accaparemens (*trusts* et *corners*). On peut poser que le commerce crée de la richesse par cela même qu'il permet à chacun de se procurer les choses dont il a besoin en échange de choses dont il n'a pas besoin. Par cet échange, la quantité des objets qui *servent à la vie*, définition vraie de la valeur, suivant Ruskin, se trouve accrue.

(3) *Fors*, lettre XIV. C'est ici le point le plus vulnérable de la thèse ruskinienne. L'intérêt diffère de l'usure justement en ce qu'il n'est pas le fruit d'un prêt aux pauvres. En général, et surtout aujourd'hui, l'intérêt est la récompense de celui qui s'abstenant d'une jouissance immédiate, aide à la création de richesses nouvelles, — création dont l'*une des conditions nécessaires* est la présence de la richesse prêtée.

Est de l'usure tout placement de capital qui rapporte des dividendes ou autres profits qui ne sont point salaires de travail. Un chauffeur de locomotive a droit à des gages pour sa peine, de même un inspecteur de rails pour ses inspections, mais les gens oisifs qui n'ont fait qu'avancer cent livres sterling pour la construction de la ligne ont droit à leurs cent livres et à rien de plus. Ils peuvent se faire rembourser cinquante livres par an pendant deux ans, vingt-cinq pendant quatre ans, ou bien une seule pendant cent ans de suite, mais aussitôt qu'ils s'emparent d'un centime en plus de leurs cent livres, c'est de l'usure. Car le vol d'un centime est du vol au même titre que celui d'un million. Et l'usure est pire, étant accompagnée de tromperie, et finissant par tromper l'usurier lui-même, qui en vient à prendre le produit de son usure pour le croît réel de son argent, tandis que toute addition de cette espèce à l'avoir du riche se balance mathématiquement par une diminution correspondante de l'avoir du pauvre. Les riches, jusqu'ici, n'ont rien fait que compter leurs gains, mais le jour approche où les pauvres se mettront à compter leurs pertes, avec des résultats politiques sans analogues jusqu'à présent.

En attendant, puisqu'il est encore en Angleterre tant de pieux capitalistes qui lisent tout haut la Bible, chaque matin, à leurs enfans et leurs serviteurs, que le matin où le courrier leur apporte un chèque de dividende, ils prennent pour sujet de méditation les versets suivans du Lévitique (1) : « Et si ton frère est pauvre, impuissant de ses mains auprès de toi, tu prendras son fardeau et tu l'aideras, et ton frère vivra avec toi. Tu ne seras pas usurier envers lui ; tu ne lui prendras rien en plus de ce que tu lui as donné, et tu craindras ton Dieu. Je suis le Seigneur, et ton frère vivra avec toi. Tu ne lui donneras pas de tes deniers pour qu'ils te fassent un profit d'usure. Ni de ta nourriture pour qu'elle te fasse un croît. »

« Comment vivrons-nous donc, usuriers que nous sommes? C'est justement la vieille question du temple de Diane. Et de même un Robin Hood, un Cœur de Lion, en leurs temps de rapines et de massacres, c'eût été aussi une question pour eux de vivre sans flèches meurtrières et sans hache de combat. » Nous ne viendrons pas facilement à bout de notre énigme. Aucune législation, aucune révolution ne peut nous la résoudre : nous sommes de vieux peuples, et notre mal est aussi vieux que nous. Qu'on tente de l'extirper d'un seul coup, du dehors, tout de suite il renaîtra de lui-même. De nouveaux riches réduiront de nouveaux pauvres à leur merci, lèveront sur leur travail la taxe

(1) Septante ch. xxv, vers. 35 et 37, dans *Fors*, lettre 68.

tyrannique de l'intérêt. Rien n'est possible que lentement, par l'éveil des consciences, par l'effort graduel de notre propre volonté profonde. Là d'abord s'opèrent les changemens qui réforment et rajeunissent les sociétés. L'esclavage antique est mort de la prédication chrétienne. C'est une prédication d'essence chrétienne qui, seule, tuera le moderne esclavage. Secouez l'insensible, le riche endormi dans sa victoire. Que chaque précepteur répète à chaque enfant de la *gentry* ce que Ruskin répète à tous les gentlemen d'Angleterre : « Vous êtes ainsi placé dans la société, c'est peut-être pour votre malheur, c'est sûrement pour votre épreuve, que, sans doute, pendant toute votre vie vous subsisterez du travail d'autrui. Vous ne serez cordonniers pour personne, mais pour vous certains hommes devront coudre beaucoup de souliers. Vous ne serez laboureurs pour personne, mais pour vous, pendant les brûlans étés, chaque jour, certains hommes devront retourner la terre. Pour personne vous ne bâtirez de maisons, ni ne fabriquerez de vêtemens, mais bien des doigts devront s'ankyloser à pétrir la glaise ou s'épuiser à tirer l'aiguille pour que votre corps garde sa chaleur et votre épiderme sa finesse. Rappelez-vous donc ceci : quoi que vous valiez, quel que soit votre travail, moins votre entretien coûtera, et moins vous ferez de mal. Votre entretien ne coûte pas seulement de l'argent, il coûte la dégradation d'autrui. Vous faites plus qu'employer ces gens-là : vous marchez sur eux. Oui, cela est inévitable : vous avez votre place et ils ont la leur; mais, du moins, essayez de marcher le plus légèrement possible, et sur le plus petit nombre d'hommes possible. De nourriture, d'habits, de logemens, ce qui en conscience est indispensable à votre santé et à votre paix, vous pouvez le prendre avec justice. Mais tâchez de ne prendre que ce qui vous suffit; ne gaspillez pas (1); » n'usez la vie de personne pour votre plaisir et votre caprice. Cessez un instant vos jeux de gentlemen et de marchands; entendez la plainte autour de vous, celle de tous les pauvres qui vous servent et vous nourrissent, vos vassaux que vous devriez, en vrais seigneurs, servir et nourrir. Voyez les millions de misérables, l'innombrable souffrance; voyez le sang, — ce sang dont le rouge a tellement halluciné Ruskin que pour citer, dans son livre le plus fervent et le plus lyrique, un fait-divers atroce de faim et

(1) *Time and Tide*, § 129.

de mort, il en a matériellement teinté cinq terribles pages (1), — ce sang des multitudes qu'il entendait mystérieusement ruisseler autour de lui, lorsque seul dans les montagnes de Mornex, en 1863, il méditait sa mission sociale et qu'il en avait peur : « Je suis encore malade, tourmenté entre mon désir de paix et de beauté, et le sentiment de l'effrayant appel qui commande la résistance au crime humain et le combat pour la misère... Mais il me semble que c'est la voix d'une rivière de sang qui ne peut que m'emporter, impuissant, au milieu de ses noirs caillots (2)... »

Telle est la véhémente passion de charité dont s'anime ce socialisme ruskinien. Mais il reste autoritaire, autoritaire comme les commandemens du Décalogue. C'est qu'il a sa racine dans la conscience. Voilà son trait propre, anglais, protestant, puritain. Pour son principe, il pose une déclaration des devoirs de l'homme, et non pas de ses droits. Les droits, au nom desquels l'individu s'affirme, se reprend, se pose à part, n'intéressent pas un Ruskin : il a trop le sentiment du groupe, de sa vie d'ensemble, de ses liaisons organiques, des mutuelles et nécessaires dépendances qui font sa structure, sa force et sa beauté. Une seule chose l'émeut : l'idée de ces devoirs qui obligent et assemblent. Ainsi le sentiment de l'ordre social commande toute sa conception politique, comme celui de la forme vitale toutes ses théories d'art. Et qu'est-ce que l'ordre, sinon subordination, c'est-à-dire, encore une fois, hiérarchie de commandemens et d'obéissances?

Or ce novateur, traditioniste, au fond, parce qu'Anglais, ne conçoit de hiérarchie sociale que celle qui s'est établie au cours des siècles anglais : obéissance du peuple et commandement des gentlemen. Toute réforme, à ses yeux, se réduit à ceci : ces chefs héréditaires dont mille ans de discipline et de commandement ont fait une caste moralement et physiquement supérieure, une race, au sens des éleveurs, ces anciens chefs doivent redevenir des maîtres efficaces. A cette fin, qu'ils se remémorent leurs vieilles tâches féodales, qu'ils apprennent ou découvrent leurs tâches nouvelles, féodales toujours, mais plus difficiles que celles d'autrefois, encore mal définies dans cette Angleterre

(1) Dans *Sesame and Lilies*, § 36 et suiv.; ces pages sont imprimées à l'encre rouge.
(2) Lettre à M. Norton.

industrielle, si différente de la calme Angleterre agricole de jadis, et qui poursuit laborieusement, à travers tant de problèmes et d'angoisses, sa croissance énorme et sa profonde transformation de peuple moderne. Elle n'y réussira qu'en revenant à l'éternelle loi sociale, laquelle est une loi morale : « La société actuelle souffre de deux vices. En premier lieu, les maîtres n'y savent plus leurs offices et leurs charges de maîtres; en second lieu, le peuple en conclut qu'il ne faut plus de maîtres, arrangement délicieux pour tous les imbéciles et profitable à tous les coquins. »

De là les apparentes contradictions qui choquent un Français dans la thèse de Ruskin. Champion de la misère, il est le champion de toute autorité. Passionnément il dénonce l'injustice sociale, mais il bafoue les démocrates et leur rêve égalitaire, et, plus âprement encore, ce que les libéraux appellent liberté. Il attaque les riches, mais il interdit au peuple le pouvoir. Il déclare la société moderne fondée sur le vol et l'usure, mais il hait les révolutions. Au fond, il n'imagine de réforme qu'à l'intérieur de l'antique forme politique et sociale existante. L'idée mystique de Burke est en lui; la dislocation de cette forme, l'état révolutionnaire, c'est la société même qui se désagrège, retourne au pur nombre de ses individus, — et quelles combinaisons de la raison raisonnante pourront assurer la renaissance en elle de la puissance plastique, du mystérieux et spontané principe de vie, qui, de simple multiplicité confuse et mobile, l'a peu à peu déterminée forme complexe, organique et qui dure? Quand, d'elle-même, une société tend à faiblir et se défaire, c'est qu'elle est atteinte dans son élément spirituel profond : l'instinctive volonté qui coordonne et maintient les groupes, les classes, les corps, en incitant les individus au don mutuel d'eux-mêmes. Nul espoir de guérison que par les disciplines morales. Le socialiste anglais et puritain, qui croit à d'antiques et nécessaires distinctions de castes, qui blâme l'égoïsme et la tyrannie des uns, les révoltes des autres, répète à tous leurs devoirs : devoirs des inférieurs qui obéissent, « demeurent à leur place » et travaillent; devoirs des maîtres qui gouvernent, protègent et travaillent.

ANDRÉ CHEVRILLON.

LETTRES ÉCRITES

DU

SUD DE L'INDE

VI (1)

LE CARNATE

La ballade de Genji. — L'escalade des Français
Les Djaïnas de Sittamour.

Genji, 22 septembre 1901.

... La légende du rajah Desing, gouverneur de Genji, vaut moins par son caractère héroïque que par l'idée qu'elle nous donne des tendances d'un hindouisme local s'opposant aux dominations musulmanes de Golconde et de Bijapour. Le temps aidant, la tradition s'étendit sur tous les territoires de Genji à Arcot, rapportant sans doute arbitrairement aux fondateurs de Singaveram et du vieux Genji des montagnes, les exploits des Mahrattes de Sivadji et de Raja-Ram. Ceux-ci occupèrent, perdirent et reprirent le nouveau Genji au cours de leurs luttes sans trêve contre les grands officiers musulmans du Mogol de Delhi. Le vieux Genji ne tient que peu de place dans ces chroniques locales. Il est cependant signalé dans celle de Desing rajah qui date de 1721. C'est bien, en effet, au cours de cette

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

année, que le gouverneur radjpoute du nouveau Genji, Tej-Sing, — le Desing de la Ballade, — fut tué dans une bataille qu'il livra au Nabab d'Arcot, Sadatulla-Khan.

L'aventure de Tej-Sing est peu importante en soi. Il ne fut certes pas le premier radjpoute qui refusa de payer le tribut entre les mains d'un officier du Grand Mogol. Mais cet obscur gouverneur devint un type représentatif du patriotisme, ou, pour mieux dire, de l'indépendance féodale des tchatrias brahmanistes contre le vieil envahisseur musulman. Toute l'histoire du Carnate, ou plutôt de l'Inde dravidienne en son entier, est dans cette guerre séculaire entre Hindous et Maures. Aussi loin qu'on se reporte dans l'obscure chronologie de la région, apparaît cette notion première qui s'éclaire, au XVIe siècle, par la certitude des faits. La puissante maison de Vijianagar succombe en 1565 sous les efforts combinés des souverains islamites de Golconde, Bijapour, Ahmednagar et Bedar. Sur le champ de bataille de Palikota se décida le sort du pays situé entre le Kistna et le Godavéry.

La légende veut que l'usurpateur Rama Radjah y ait trouvé la fin de sa carrière et de ses forfaits. Pris pendant le combat, il aurait été mis à mort par les vainqueurs. Sa tête, macérée dans l'huile de santal et peinte en rouge, serait restée exposée dans la ville de Bijapour pendant tout un siècle. Ainsi fut puni Rama Radjah pour avoir dépossédé son souverain le jeune Sadaciva, et occupé contre tout droit le trône de Vijianagar.

Le prince légitime fut heureux de conserver, après la défaite, un pouvoir nominal sur les territoires de Madura, de Tanjore et de Genji que lui disputèrent par la suite les Najakas ou vice-rois de ces deux derniers districts, alliés avec le fameux Tiroumale-Najaka de Madura. Pour comble d'infortune, le malheureux souverain de Vijianagar dut appeler à son secours ses anciens ennemis. Vers la même époque, à un autre bout du monde, Henri III de Valois, réduit aux pareilles extrémités par les ligueurs parisiens à la solde de l'Espagne, requérait l'assistance d'Henri de Navarre. Les musulmans de Golconde ne se firent point faute d'intervenir. Ils commencèrent contre les Najakas du Mysore, du Deccan et du Carnate ces campagnes de sièges qui devaient durer près d'un siècle. Genji est investi par les contingens de Golconde, sans succès. Ceux de Bijapour reprennent les opérations. Alors apparaît Shadji, père du fameux Sivadji.

C'est lui qui commande les troupes de Bijapour, qui, en 1638, s'emparèrent de la plus fameuse entre les forteresses du Carnate. Mais les vainqueurs ne gardèrent pas paisiblement leur conquête.

La mort du grand Tiroumale Najaka de Madura fut le signal de nouveaux troubles. Une tradition fabuleuse, brahmaniste par ses tendances, entoure cette mort des circonstances les plus singulières. Outrés de la faveur où le Najaka tenait le Père Robert de Nobili, le célèbre jésuite qui évangélisa le Maduré, les Brahmes auraient muré Tiroumale dans le souterrain où reposaient ses trésors, et il y serait mort de faim.

Jusqu'à la destruction des dynasties musulmanes du Carnate et du Deccan par l'empereur Aureng-Zeb, en 1687, une anarchie sans frein se déchaîne dans la péninsule. Elle redouble à la mort du Najaka Chokhanata : gens de Bijapour, Mysoriens, Mahrattes luttent comme au hasard, s'arrachent des lambeaux de provinces, tuent, pillent, incendient, rançonnent. Dans ces luttes stériles tourbillonnent les innombrables escadrons des Mahrattes et les épais bataillons des Maures, avec les mercenaires : Afghans, Béloutchis, Arabes, aventuriers d'Europe qu'accompagneront par la suite des Abyssins et des nègres. Impossible de savoir au compte de qui chacun travaille sur le pays, dépecé et pantelant. Sectateurs de l'Islam ou de Brahma, chrétiens, dépouillent et brûlent à l'envi les pagodes. Il n'est petit chef de bande, chétif roitelet, qui ne tienne son parti, depuis le setupati Sambuji de Genji jusqu'au Bhonsla Ekoji, qui fonde à Tanjore une principauté mahratte.

Le Najaka Ranga Krischna bat les Mysoriens, rétablit l'ordre dans le Maduré, mais c'est pour un temps bien court. Quand il meurt en 1689, tout retombe dans le désordre. La régente Mangamal, qui lui succède à Madura, est emportée dans la tempête. La légende de sa mort fait le pendant à celle du grand Tiroumale, mais elle est plus vraisemblable. Cette princesse, qui semble s'être signalée beaucoup plus par sa tolérance que par sa fermeté, périt victime des Brahmes. Ils lui reprochaient sa bienveillance à l'égard des missionnaires catholiques dont l'influence allait croissant. Sans doute la princesse se refusa-t-elle à quelqu'une de ces exécutions dont le supplice du Père Brito dans le Travancore peut être pris pour exemple. Les Brahmes perdirent Mangamal dans l'esprit du jeune prince Vijiaga Ranga Chokanatha. Et quand il monta sur le trône, en 1704, son pre-

mier acte de gouvernement fut de condamner la régente à mourir de faim.

Cependant les Mahrattes de Sivadji voyaient décliner leur puissance dans le Sud de la péninsule. La ruine de ces « ennemis invétérés de toute autorité établie » suivit d'assez près celle des dynasties de Golconde et de Bijapour. Alliée avec la première, Sivadji avait réussi, deux ans avant sa mort, à se rendre maître de Genji, par un compromis avec le gouverneur musulman, en 1677. Mais Aureng-Zeb approchait. Quand il eut détruit la dynastie d'Adel en 1686, et celle de Koutoub en 1687, le vieil empereur s'occupa des Mahrattes, et si bien qu'en l'année de sa mort (1707) les cavaliers de Pounah étaient refoulés le long de la côte occidentale.

Le régent des Mahrattes, Ram Raja, fut investi dans Genji par l'Empereur en personne (1693), puis par ses lieutenans. La tradition veut que Ram Raja ait résisté pendant sept années. Je vous ai dit comment il s'enfuit à Vellore après la prise de Genji. Puis des accords survinrent, et les gouverneurs des forteresses du Deccan et du Carnate reconnurent l'autorité du Mogol. Peu importait aux faibles successeurs d'Aureng-Zeb que ces forteresses fussent tenues par des radjpoutes ou des gens de Golconde, pourvu qu'ils payassent le tribut entre les mains des Nawabs établis par les vice-rois. Le prestige de l'autorité impériale était ainsi sauvegardé, sans que l'anarchie cessât de régner dans la péninsule. Bientôt, avec Dupleix, les Français commenceront de se mêler aux intrigues et aux conspirations ourdies contre les fantômes impériaux de Delhi A nouveau les cavaliers de Pounah inondent le Deccan et le Carnate, et les radjjoutes qui les ont appelés se disputent les châteaux et les villes. Des usurpateurs, des prétendans, des chefs de bandes, l'énumération défie tout calcul. C'est un désordre sauvage où les deux Compagnies des Indes, l'anglaise et la française, s'embusquent pour pêcher en eau trouble. L'importance fabuleuse des contributions, des rançons, le produit des pillages se chiffre, au vrai, par milliards. Il semble que les richesses du Nouveau Monde aient été pauvreté auprès de ces trésors des Nababs qui, en moins d'un siècle, prirent le chemin de l'Europe. La sauvagerie des procès que l'on fit, à Paris et à Londres, aux hommes qui drainèrent ainsi l'épargne millénaire de l'Inde, s'explique aisément. Il y a toujours des consciences coura-

geuses pour s'émouvoir quand il s'agit de faire rendre gorge...

La raison du plus fort prévaut seule désormais dans cette lutte entre l'hindouisme et l'islamisme, exploitée par des tiers. La main de fer du terrible Aureng-Zeb ne s'abat plus sur les factieux. La descendance de Timour, condamnée, sans appel, meurt lentement sous les coups des Persans et des Mahrattes. Baladji Badji Rao, ce brahme qui commande avec le titre de Peshwa les chevauchées des Mahrattes, se fait même accepter par le Mogol. Il lui impose et son alliance et une garde de 500 cavaliers. Les barbares n'en avaient pas agi autrement avec Rome.

Déjà les Français, sous Martin, avaient acheté du rajah de Genji, Shere Kan Lodi, le territoire de Pondichéry. Peu après, le Mogol vendait ce même territoire aux Hollandais, qui en expulsaient les Français pour un temps. Les Anglais, acquéreurs du territoire de Madras, s'arrangeaient à grand'peine avec le lieutenant du Mogol, Daoud Khan, qui voulait les évincer. Mais bientôt ces Anglais si humbles, gouvernés par M. Pitt, aïeul du grand William Pitt, vont se mêler aux affaires de l'Inde dravidienne et mettre d'accord les parties en les croquant les unes après les autres.

Genji, 22 septembre 1901.

... Ces explications étaient nécessaires pour l'intelligence du sujet. Elles vous permettent de comprendre ce qu'eurent de réel les malheurs du rajah Desing, malheurs illustrés par la ballade de Genji. Desing refusa de payer le tribut régulier au nawab d'Arcot, Sadatulla-Khan. Si les motifs de ce refus sont donnés tout au long dans la ballade, celle-ci est intéressante pour beaucoup d'autres raisons. Il convient d'y voir un monument typique de cette littérature populaire où se mêlent les tendances islamites et brahmanistes sous les oripeaux pailletés de la grandiloquence persane. A cette littérature de bazar l'enflure iranienne prête quelque qualité sans en augmenter le caractère. A la Perse l'on doit imputer ces exagérations numériques que l'on relève dans la partie guerrière du récit, tandis qu'à la poétique de l'Islam appartient l'importance donnée aux qualités du cheval, et au brahmanisme le respect des rites et la nature des dieux.

Pour grossier qu'il soit, ce poème mérite d'être connu, et c'est grand dommage qu'on ne l'ait pas, à ma connaissance, publié en français, non d'après ces exemplaires imprimés en

tamoul qui se vendent à Madras, mais d'après une lecture plus ancienne. Je n'ai pu m'en procurer sur les lieux. Avant donc de partir pour Genji, j'ai fait traduire littéralement l'édition vulgaire par l'excellent Singaravélou, attaché à la bibliothèque de Pondichéry. Singaravélou est un homme de caste, instruit et bienveillant, dont la famille abonde en renseignemens sur le Coromandel et le Carnate. Je suis trop heureux de lui témoigner ma reconnaissance pour le dévouement qu'il apporta à m'instruire sur mainte particularité de l'histoire de l'Inde dravidienne...

Après les invocations d'usage aux dieux, la ballade débute par l'apparition du cheval divin que le Mogol de Delhi devait offrir par la suite à Desing Rajah et qui fut la cause des malheurs de son maître. Plus d'un million de Richis sont rassemblés pour l'œuvre de pénitence au pied du grand mont Mérou. Le bruit de leurs prières parvient jusqu'au Kaïlassa, paradis de Çiva et jusqu'au Vaïkoundam, paradis de Vichnou. Entre tous ces saints, un musulman se faisait remarquer par la rigueur de ses mortifications, quand, se dirigeant vers lui avec une merveilleuse vitesse, un cheval apparut. Tout dans ce coursier à la robe dorée annonçait la nature divine. C'était un Barassari, un étalon céleste. Le pieux musulman n'eut pas sitôt vu cet être surnaturel qu'il courut à sa rencontre. Et le Barassari hennit au Musulman du pays de Coorg. Le saint tendit un filet magique et la bête s'y laissa prendre.

Le fakir choisit alors quatre mille cavaliers, parmi les meilleurs, pour l'accompagner à Delhi, car il avait résolu d'offrir en présent le cheval du ciel à l'Empereur. On entre dans Delhi ; mais le Barassari, frémissant dans ses entraves de fer, pousse des hennissemens formidables. Ils ébranlent les palais et les maisons. Et la plupart des habitans de Delhi en tombèrent sur le sol, sans mouvement et sans voix...

L'histoire se traîne ainsi jusqu'à l'arrivée du père de Desing Rajah à la Cour de Delhi. La ballade l'appelle Terani Maharajah, mais son nom véritable est Sarup-Sing, et ce radjpoute fut, en effet, gouverneur de Genji. L'Empereur, ne trouvant personne capable de dompter le cheval divin, a donné l'ordre à ses grands vassaux de se réunir à Delhi. Chacun d'eux est invité à monter le Barassari. Le cavalier qui fera ainsi le tour de la ville deviendra propriétaire du cheval et recevra des présens

d'une incalculable richesse. Mais s'il échoue ou refuse de tenter l'épreuve, il sera emprisonné pendant sept années.

Et tel est l'effroi qu'inspire le coursier du fakir que tous les princes préfèrent la prison au risque de perdre la vie en se confiant à la bête surnaturelle. Le sort de Terani fut celui des autres rajahs.

Sa femme, cependant, peu de jours après son départ de Genji, mit au monde un fils. Quand il eut atteint l'âge de cinq ans, l'enfant demandait sans cesse ce qu'était devenu son père; et les pleurs de sa mère répondaient seuls à ses questions. « Chère mère, quelle tristesse est la vôtre? Tous les écoliers, mes amis, ont père et mère, moi seul ne connais pas mon père! » Alors la princesse se décide à parler : « Mon fils, pour voir votre père, hélas! il vous faut attendre encore deux années. » Et elle raconte le malheur de Terani Radjah. « Ma mère, permettez-moi de partir pour Delhi. Je délivrerai mon père et mon oncle, prisonnier avec lui; et le cheval magique sera à moi. — Y pensez-vous, mon fils! Vous êtes un enfant en bas âge! » Et la princesse, fatiguée de pleurer, tombe sans connaissance.

Alors l'enfant fit trois tours autour de sa mère, se prosterna à ses pieds, et s'en fut à la pagode où Vichnou était adoré sous le nom de Ranganaden. Exposant au Dieu les motifs de son voyage, il l'adjure de le protéger dans son entreprise, d'être toujours avec lui, de l'aider à dompter le Barassari. Vichnou promit au jeune Desing de l'assister en toutes circonstances.

Mais avant que d'entreprendre son voyage, l'enfant ouvre son cœur à Movottoucaren, son ami pour la vie. Ensemble ils feront la route. Bien montés, munis d'argent, ils atteignent Delhi en dix jours. Là, l'Empereur tient son Durbar auquel assistent le père et l'oncle de Desing, et aussi les cinquante-six princes prisonniers. « Dans le palais, tel un lionceau, s'élance le jeune Desing. A la vue de cet enfant si beau, toute l'assemblée se lève pour saluer. L'Empereur fit de même. »

Les deux enfans saluent le Mogol : « Seigneur, dit Desing, j'ai appris qu'à Delhi est un cheval divin. De loin je suis venu pour l'essayer comme monture. » Tel un coup de foudre, ces paroles ébranlent l'Empereur : « Quoi! si jeune, d'une beauté céleste, veut-il tenter l'impossible, et compte-t-il réussir où tant de braves ont échoué? Et, s'il échoue, son sort sera pareil!

Enfant, pourquoi avoir entrepris un semblable voyage, et quel est ton sang? Ton père, ta mère, la ville où tu naquis? Réponds à ma question! »... Et l'enfant raconta tout : « Je suis le fils de Terani Radjah, ma mère a nom Devarambaye, ma ville natale est Genji. Pour délivrer mon père, et mon oncle, dompter le Barassari, je suis venu ici! » Alors le père embrasse son fils et s'écrie tout en pleurs : « Mon fils, ne commettez pas une pareille imprudence. Plutôt demanderai-je à l'Empereur la grâce de partir pour Genji! — Non, mon père! venu ici pour monter le cheval divin, je n'obéirai point, comme vous, aux mauvais conseils de la peur. Vous avez succombé et payez de votre captivité cette défaillance. Pour moi, si je ne suis pas fidèle à mon serment, je cesse d'être le fils de l'illustre Maharadja Terani! »

Sourd aux prières de l'Empereur lui-même qui l'adjure de renoncer à sa folle entreprise, le jeune Desing fait détacher le cheval. A peine est-il en selle qu'il invoque Vichnou : « Hari! Hari! Krichna, Govinda!... Et vous seigneurs, ne prenez soin de moi. Un jour ou l'autre, il nous faut mourir! » Et tandis que le peuple se lamente, le Barassari s'enlève dans les airs avec l'enfant cavalier. Il franchit les fleuves, les montagnes, gagne le ciel, sans réussir à se débarrasser de son fardeau : « Pour mon malheur cet enfant est né! » Durant cinq jours, durant cinq nuits, il vole dans l'espace. Desing, exténué, se couche sur le dos de la bête magique, il invoque Ranganaden et s'endort. Prenant en pitié l'enfant, le Dieu apparaît et menace le cheval : « Retourne à Delhi avec ce prince. Plus tard, tu le porteras à la guerre, quand à Genji il combattra. Tous deux je vous ravirai jusqu'à mon Paradis. »

Le cheval obéit au Dieu. L'enfant se réveille à Delhi où l'Empereur lui offre son trône et sa fille. Desing refuse : « Depuis six mois, j'ai laissé mon Genji et ma mère. Laissez-moi partir! » Alors l'Empereur supplie Terani Radjah de consentir au mariage de son fils. Le père oppose l'âge de Desing. « Il n'a que cinq ans! Mais j'accepte le contrat pour sa vingtième année. » L'Empereur déclare que le rajah de Genji ne sera plus tributaire. Il met en liberté les cinquante-six princes détenus. Tous chantent les louanges de Desing.

Sept années se passent après le retour à Genji de Desing, de son père et de son oncle. Puis meurent Terani et la mère du jeune prince. C'est Terani Sing, l'oncle, qui est régent. Quand

Desing atteint l'âge de dix-huit ans, on célèbre ses noces avec la fille de l'Empereur, arrivée de Delhi, et les fêtes du mariage et du couronnement durent six mois. Toujours les époux sont séparés par une tenture qui partage en deux l'appartement. Jamais la princesse n'a vu le prince, jamais le prince n'a vu le visage de la princesse. Ainsi en fut-il pendant douze ans.

Mais voici que le Mogol de Delhi demande à son ministre : « Les tributaires se sont-ils acquittés? — Tous ont payé, Seigneur, excepté le Nawab d'Arcot qui, depuis douze années, n'a rien envoyé. » L'Empereur fait mander au Nawab de s'exécuter, sinon on le punira de la prison. Une correspondance administrative s'engage par quoi l'Empereur apprend que le Nawab n'a jamais pu obtenir de Desing Radjah le payement de son tribut. Des pages entières du poème sont consacrées à cette partie financière de l'histoire, et il n'y est pas fait grâce d'une seule lettre. On y cite tous les noms des cent soixante-douze Paléagars tributaires du Nawab. Et chacune des épîtres, — mieux vaudrait, au vrai, dire de ces dépêches ministérielles, — se termine par ces mots : « Depuis douze années, Desing Radjah n'a pas payé. »

Enfin le Nawab est autorisé par l'Empereur à employer la force. Toundamallavinan, lieutenant du Nawab Sadatulla Khan, marche sur Genji à la tête d'une puissante armée. Sur son passage, les pays s'émeuvent, et les Paléagars essayent d'intervenir. Mais l'officier, sans les entendre, continue sa route et pénètre dans le district de Genji. Jusqu'ici, Desing n'a répondu aux sommations que par le mépris.

On peut s'étonner de son mutisme, car il aurait pu arguer, tout d'abord, de l'exonération dont l'avait favorisé, douze années auparavant, l'Empereur en personne. Mais les faits héroïques ne se laissent pas réduire par la logique. Si tout se passait suivant la vérité des choses, une certaine poésie n'y trouverait pas son compte, et la fin tragique de Desing se réduirait au cas d'un contribuable obstiné à ne point produire ses quittances non plus que ses avis de dégrèvement.

Et d'ailleurs, le récit nous laisse à cet égard dans une merveilleuse incertitude. On pourrait croire que Desing n'a pas été prévenu de ce qu'on tramait contre lui, ou bien que l'Empereur a oublié ses engagemens.

C'est par le soin du tam-tam que fait battre Toundamallavi-

nan, trois jours après son établissement sur les rives de la rivière de Genji, que l'oncle de Desing, Terani Sing, qui régnait au vieux Genji, apprit l'arrivée de l'ennemi. Quant à Desing, tout occupé de ses dévotions, il ne sait rien des choses d'ici-bas. La pagode où il prie est le seul monde qu'il connaisse. Lorsque Terani Sing vient le déranger dans son tête-à-tête avec Vichnou Ranganaden, le rajah se contente de lui dire : « Mon oncle, du haut de votre terrasse vous avez vu de vos yeux l'armée du musulman campée à quelques portées de trait. Vous avez couru jusqu'à ma place de Genji et vous m'avez reproché d'adorer Ranganaden tandis que les forces du Nawab occupent les rives du Sangarabarani ! Et je vous réponds : Mon oncle, nous devons depuis douze ans le tribut au Nawab. Ne craignez rien. Patientez un quart d'heure, mais n'interrompez pas mes prières. Envoyez quelques messagers vers l'armée du Nawab, et qu'ils s'informent. »

Ainsi Desing Radjah connaît les causes de l'invasion, et il ne daigne pas s'expliquer. Son oncle, sans se permettre une observation, expédie deux émissaires à Toundamallavinan pour le prier de se rendre auprès de Desing. Aussitôt l'officier monte sur son éléphant et s'en va rendre visite à Desing. Le rajah a terminé ses oraisons. Il revêt son costume officiel et donne audience au lieutenant du Nawab. C'est une audience solennelle à laquelle assistent tous les Paléagars qu'on a mandés pour la circonstance.

Toundamallavinan se prosterne aux pieds de Desing, qui lui rend son salut. Mais après ce sacrifice à l'étiquette, la colère de Desing éclate. Par des paroles dures, il interpelle le musulman : « Depuis vingt-deux ans que je vis, jamais je n'ai vu les troupes du Nawab sur mes terres ! Et vous, avec quelle audace avez-vous battu le tam-tam sur mon bien !... C'est pour perdre la vie que vous êtes venu ici !... »

A entendre ce discours, Toundamallavinan, tremblant, se prosterne et dit respectueusement : « Maharadjah, je ne suis pas venu pour vous faire la guerre, mais pour vous demander l'argent du tribut que vous devez depuis douze ans. »

Vous vous tromperiez fort en pensant que Desing répondit qu'il avait été dispensé du tribut par la faveur impériale. Les déclarations raisonnables du lieutenant du Nawab ne réussirent qu'à le transporter de colère. Grinçant des dents, il frappe du poing la table, et profère des menaces de mort :

« Quels propos osez-vous me tenir? Je ne connais pas ce tribut! Le Nawab lui-même, s'il eût ainsi parlé devant moi, je l'aurais sitôt mis en pièces! Si le Nawab est de noble race, qu'il vienne en personne réclamer cet argent!... »

Toundamallavinan en demeura muet de terreur. Il balbutia des mots sans suite, invoqua Vichnou, et sortit à reculons, en se prosternant. Mais l'émotion qui le tenait était telle, qu'il ne put monter à cheval, ni même à dos d'éléphant. Ce fut dans un palanquin qu'il se fit porter. Ainsi couché, il regagna Arcot avec ses troupes et une lettre que Desing lui avait remise pour le Nawab. Et, pour annoncer son retour, il donna l'ordre de battre le tam-tam.

Les sons de l'airain chatouillèrent agréablement l'oreille du Nawab : « Tout va bien, se dit-il, voilà Toundamallavinan qui arrive avec l'argent. » Aussitôt il manda le trésorier Bangarounaïker et le Scharaf, c'est-à-dire le comptable qui a charge de reconnaître les espèces. Il ordonna aussi d'allumer des lampes sans nombre, d'étendre les plus beaux tapis. Puis le Nawab attendit, d'un cœur joyeux, l'entrée de son lieutenant.

Ici la traduction littérale s'impose. A qui connaît le caractère hindou, l'entrevue du Nawab et de son officier apparaîtra comme le chef-d'œuvre du genre.

« Toundamallavinan fit un grand salam au Nawab. — Où est l'argent? demanda celui-ci. — Que voulez-vous que je vous dise, ô Nawab! Il m'a fait affreusement souffrir. Il m'a menacé de mort. Et j'ai peur de vous exposer tout ce qui s'est passé à sa cour. Voici la lettre qu'il m'a remise. Lisez, et vous connaîtrez sa réponse! — Le Nawab reçoit la lettre et la donne à Ranganadapoullé, son secrétaire. Le secrétaire lut la lettre et baissa la tête. Et le Nawab s'écria : — Qu'est-ce que vous avez à dire? Ne craignez rien! Dans deux heures, je ferai démolir la forteresse de Genji; je réduirai en captivité les hommes comme les femmes! Dites la vérité, Ranganadapoullé.

« Ranganadapoullé lut la lettre : « Dites au Nawab de venir aujourd'hui! S'il est homme, il le fera. Je lui payerai l'argent au tranchant du glaive. Si le Nawab est une femme, il n'a qu'à se sauver. Cette année, la récolte des grains est abondante, qu'il en charge ses chariots. Dans la citadelle de Genji, il n'y a que des pierres et du sable, — que le Nawab les emporte à Arcot. — Seigneur, en ces termes injurieux Desing vous a écrit. » Le

Nawab, quand il entendit ces paroles, ne put contenir sa colère. Il tire son épée du fourreau. Il commande à Bangarounaïker de rassembler les troupes, d'écrire aux cent soixante-douze Paléagars... »

Suit une énumération des forces d'où il découle que l'armée du Nawab couvre en superficie cent soixante kilomètres. Le Nawab est à sa tête, en personne; monté sur son éléphant couvert de pierreries, il invoque Allah. Et voici l'ennemi campé à nouveau devant Genji où Desing, tout à ses dévotions, demeure insensible aux pires dégâts, tels que le sac de Déivanépettou.

*
* *

L'histoire recommence alors avec l'intervention de l'oncle. Insensible à tout, Desing ne s'émeut qu'à la nouvelle du grand sacrilège des musulmans. Ils ont dévasté, pillé la pagode de Ranganaden. C'en est trop. Le rajah de Genji se fait vêtir et armer. Il expédie trois pions vers son cher Movottoucaren, à Valdaour. Celui-ci était en train de célébrer son mariage. Sans écouter les lamentations de ses parens, il part aussitôt, dans son costume de marié, avec le « kankanasa » de safran lié à sa main droite par une tresse. Movottoucaren monte à cheval. Bientôt il arrive à Genji. En vain trois cents cavaliers tentent de l'arrêter. Plus rapide qu'un météore, il les disperse, bouscule le Nawab, traverse son camp et rejoint Desing.

Le premier soin des deux amis est de se féliciter sur le bonheur de posséder le courage guerrier : « Un brave ne tient pas compte de son épouse. Moi, Desing, je suis marié depuis trois ans et je n'ai pas encore vu le visage de ma femme. Aujourd'hui, pourtant, je la verrai, et je prendrai congé d'elle ! » Mais, respectueux des devoirs de famille, Desing demande au Roi son oncle la permission d'engager le combat.

« Mon cher neveu, n'allez pas à la guerre aujourd'hui, c'est un mauvais jour. Vous naquîtes un vendredi, un vendredi fut le jour de naissance de la Reine, et votre cheval est né un vendredi. C'est un vendredi que commence cette guerre. Attendez à demain ! Vous êtes jeune encore pour vous lancer dans une aussi périlleuse action. Et vous ne pouvez voir le visage de la Reine avant six mois. Ainsi en décida le Gourou, votre maître spirituel et le mien. Si vous voyez votre femme avant ce terme, un grand malheur, sans faute, vous atteindra. »

Et comme à ce discours Desing entre dans une épouvantable colère, l'oncle ordonne de diviser par un rideau l'appartement de la Reine. Desing y pénètre et les suivantes parent la princesse impatiente de se rendre auprès de son époux. A la vue de la tenture qui l'en sépare, la princesse s'étonne : « Pourquoi ce rideau? Est-ce bien vous qui m'avez appelé? — Écoute, Reine, je pars en guerre contre le Nawab, et si je viens, c'est pour prendre congé de toi. » Les larmes alors se mêlent à la voix de l'épouse : « Eh! quoi, vous allez quitter la forteresse! Combattez, mais ne sortez pas des murailles! — Non, non, quelles paroles entends-je là? Reine, tu parles sans courage! »

Les pleurs de la princesse ruissellent. Jamais elle n'a goûté les plaisirs de l'amour. Jamais elle n'a vu le visage de son époux : « Aurez-vous le courage de me laisser ainsi! Non, je ne vous permets pas de partir! Si, sourd à ma voix, vous vous éloignez, la victoire vous échappera. Et si vous revenez vaincu, je ferai fermer devant vous les portes. Je brûlerai le fort et le palais, je les ruinerai par le canon!... Et maintenant, allez, mon époux! — Que la colère ne t'égare pas, ô ma Reine, répond Desing en riant. Je prends congé de toi le cœur léger. Et toi, veille sur ma citadelle! »

La Reine tient dans sa main la feuille de bétel et la noix d'areck. Desing tend sa droite entre les rideaux. La Reine attire à elle la main de son époux, la serre avec force, pleure sur sa beauté : « Si votre main est si belle, quelle peut être la splendeur de votre face! » Elle couvre de baisers cette main chérie, l'arrose de ses larmes; et le cœur brisé, elle sort de l'appartement.

Ayant ainsi reçu le bétel des adieux, Desing fait seller le Barassari. « Oh! mon cheval, si je remporte la victoire, je vous couvrirai d'une housse de perles! » Mais la bête divine, qui connaît l'avenir, pleure, se roule sur la terre, cherche à mordre, fouette l'air de sa queue. C'est pourquoi Desing ne lui ménage point le blâme. Il reproche au cheval son ingratitude : « Quelle est votre conduite, Barassari! Je vous ai acheté douze mille pagodes d'or, et jusqu'ici vous m'en avez coûté trente mille pour votre seule nourriture. En place d'eau, je vous ai abreuvé de vin. Je vous ai donné des pois de premier choix au lieu d'avoine. Je vous ai soigné comme mon propre enfant... Et, maintenant, vous craignez la mort? Barassari, celui qui vit mille ans doit

pourtant mourir un jour. Celui à qui fut donnée l'existence, celui-là, la mort le suit toujours. Tomber sur le champ de bataille, c'est finir en héros et gagner le paradis d'Indra. Ne craignez rien, Barassari! Où vous tomberez, je tomberai aussi. »

Le Barassari écouta attentivement ce discours plein de force et de courage, il en hennit de joie et se prosterna aux pieds de son maître. Le rajah invoque les dieux, se met en selle, et part avec trois cents chevaux. Mais, quand il passe devant la pagode de Ranganaden, son premier soin est de mettre pied à terre et d'implorer la protection de son dieu.

Entré dans le sanctuaire, il couvre l'image de guirlandes, l'asperge d'essences précieuses, lui promet une couronne d'or si elle lui donne la victoire : « Maintenant, Roi tout-puissant, faites-moi connaître mon sort par des présages bons ou mauvais! » Desing, prosterné, attend la réponse de Ranganaden. Bientôt, les signes se manifestent; le destin lui est contraire.

Les guirlandes passées au cou de la statue noircissent, les yeux de la statue laissent couler des larmes, ses bijoux se détachent, l'ornement de son front tombe sur les dalles. La lampe sainte s'éteint. Les signes se multiplient, augmentent de gravité. Le gopura du sanctuaire s'écroule. La déesse Latchmi qui se dresse sur l'autel à côté de son époux Vichnou pousse des cris de douleur et fond en larmes. Le haut pilier, sur lequel Garouda aux ailes éployées repose, se brise en deux. Et le génie placé du côté de l'Est se tourne vers l'Ouest.

Ainsi les présages de malheur se succèdent sans ébranler le courage du rajah : « Oh! Ranganaden, pourquoi tant de colère contre moi! Je suis un noble guerrier et qui ne craint pas la mort! Mortel je suis, éternel vous êtes. Avec bravoure, j'affronterai le péril. Ne m'abandonnez pas, ô mon Dieu protecteur. Ne m'envoyez point la mort au milieu du combat. Que mes jours prennent leur fin avec la fin de l'épreuve. Recevez mon âme humble entre vos pieds sacrés! »

Puis, ayant fait le tour de la pagode à cheval, Desing marche vers l'ennemi. Au seul bruit de son approche, les troupes du Nawab perdent courage : « Nawab, Nawab, voilà Desing qui s'approche monté sur son Barassari, tel un lion rugissant. C'en est fait de nous! Il va nous tailler en pièces! Si nous ne pouvons vaincre par la force, employons la ruse. »

Sur le conseil du prudent Bangarounaïker, les musulmans

rompent les digues des deux étangs, et la rivière de Genji déborde. Ainsi protégé contre une surprise, le Nawab dispose son armée. Cependant Desing, tout au soin de haranguer ses guerriers, n'a pas su prévoir l'artifice. La rivière grossie l'arrête, mais c'est pour peu de temps. Méprisant, comme d'usage, les avis de son oncle qui lui conseille d'attendre la fin de la crue, il se jette dans l'eau mugissante. Tous passent à sa suite, non sans perte d'hommes et de chevaux.

Mais voilà qu'une dispute s'engage entre Desing et Movottoucaren : à qui sera l'honneur de frapper les premiers coups? Le rajah se décide. Il ne privera pas son ami de cette joie. Movottoucaren part sur son bon cheval Nilavéni qui saute par dessus les boulets. Bientôt les morts se comptent par milliers. Movottoucaren et Nilavéni « écrasent comme des moustiques les soldats du Nawab. » Enfin Movottoucaren, plus occupé de frapper que de parer, reçoit un coup d'épée par la main de Cheick Mohammadour. Outré de colère et de douleur, il brandit son acier étincelant sur le musulman qu'il a saisi par le poignet; il va lui abattre la tête. Cheick Mohammadour s'écrie :

— « Salam! salam, seigneur Movottoucaren! Si vous me laissez la vie, je publierai partout votre nom. Sans réfléchir, je suis venu à la guerre! Vous êtes mon père, vous êtes ma mère! Sauvez ma tête! Je suis votre esclave!... Accordez-moi asile et protection. » En finissant cette prière, Cheick Mohammadour se prosterne aux pieds de son ennemi et fait de grands salams. — « Je ne puis épargner personne à la guerre, » répond Movottoucaren. Il a tranché et jeté la main qui le blessa. Il continue le carnage...

Enfin, las de vaincre, épuisé par la perte de son sang, Movottoucaren se retire vers Genji. Mais deux musulmans, embusqués derrière un buisson, tirent sur lui. Atteint au front, le jeune homme tombe mort. Ce fut là son premier et son dernier combat. Le cheval Nilavéni échappe aux Maures qui essayent de le prendre, et c'est en le voyant arriver, couvert de sang, que Desing apprend le sort malheureux de son ami. Prenant la bête fidèle pour guide, le rajah découvre le corps de Movottoucaren :

« Hélas! ami de ma vie, seul vous êtes mort, mais je vous suivrai! Cherchez-moi, en attendant, une place auprès de vous, et je vous rejoindrai, après avoir tué le Nawab. »

Une heure de temps, Desing ainsi pleura. Il a fait creuser une grande fosse et on y enterre Movottoucaren que sa monture veut accompagner dans la mort.

« Le cheval Nilavéni plie les genoux et se couche aux côtés de son maître. D'un coup de son épée, Desing lui ôta la vie. » Puis le rajah vole au combat. Après un affreux carnage, il se retire victorieux et s'arrête sous les murs de Genji, pour y prendre un peu de repos.

Mais voici que son cousin Tane-Sing le rejoint, et lui reproche d'avoir quitté le champ de bataille alors que le Nawab est encore en vie.

Desing remonte à cheval et, suivi de cinq cavaliers, retourne à l'ennemi. Mais le Dieu Ranganaden, dont la protection l'avait couvert, l'abandonne : « Desing, mon fils, jusqu'à présent vous avez lutté sans malheur, et vous êtes resté victorieux. Ne continuez pas aujourd'hui cette guerre funeste. Demain, vous pourrez combattre à nouveau, et je serai avec vous. »

L'obstination chez Desing n'était pas inférieure à la dévotion. Il adora Ranganaden, sans lui obéir, et répéta son éternel refrain : « La mort arrive toujours. Aujourd'hui ou demain, dans un an ou dans cent ans, toujours le moment vient de mourir. Une fois que nous avons reçu le jour, la mort nous attend à toute heure. Je pars, ô mon Ranganaden ! »

En vain le Nawab envoie à Desing des propositions de paix. Desing suit aveuglément sa vengeance. Au vrai, il ne veut point survivre à son cher Movottoucaren. C'est par le suicide que le brahme répond à une irréparable injure. Le Mogol Mohammed Shah a outragé le rajah Desing, celui-ci saura mourir. La bataille reprend âpre et sanglante. Enfin Desing joint le Nawab qui le domine du haut de son éléphant. Comme le rajah fait cabrer son cheval pour l'atteindre, le cornac, d'un coup de cimeterre, abat la jambe droite du Barassari. Et cependant l'animal divin continua durant trois heures de combattre sur trois pieds. Nouvelle rencontre avec le Nawab. Cette fois le cornac coupe la jambe gauche du cheval. Alors Desing met pied à terre; brandissant son épée radjpoute à deux mains, il achève sa monture céleste. En furieux, il se rue au plus épais des masses ennemies. Il s'arrête enfin, regarde autour de lui, derrière. Il est seul. Tout a succombé ou disparu devant lui. Alors le rajah se mit à genoux : « Personne n'est là pour me

tuer. Je ne retournerai pas seul survivant des miens, dans Genji!... Ranganaden, mon Dieu, envoyez votre arme pour m'ôter la vie! »

Ayant ainsi parlé, Desing se couche à terre, les yeux tournés vers le ciel, et invoque Vichnou. Il lance son épée en l'air et présente sa poitrine. L'arme retombe sur lui. Alors, ayant prononcé trois fois les noms sacrés de son Dieu, Desing Radjah expira.

Le Nawab pleure la mort de son généreux ennemi. Il a donné l'ordre à Bangarounaïker d'élever un tombeau pour le Barassari, il fait reconduire le corps de Desing à Genji dans son propre palanquin.

Le palanquin est à la porte du fort. La Reine apprend alors la nouvelle. Elle monte sur sa terrasse et s'écrie : « Si mon époux a une blessure à la poitrine, apportez-le ici. S'il a été frappé dans le dos, reprenez votre chemin! — Il est tombé frappé à la poitrine! » La princesse descend alors et s'abandonne à sa douleur. Pour la première et la dernière fois, elle a contemplé le visage de son époux-roi. Puis elle ordonne les funérailles. Elle commande de dresser un bûcher de bois odoriférant. Magnifiquement parée, vêtue du pagne jaune des fiancées, couverte de tous ses joyaux, elle invoque Ranganaden, Bhomidévi, déesse de la Terre, et Agayavani, la déesse du Ciel. Une dernière fois elle admira la face du rajah, et se livra aux flammes avec lui...

Telle est, très sommairement présentée, la ballade du rajah de Genji. Étudiée sur les lieux, elle offre un intérêt majeur et qui augmente d'autant que l'on connaît mieux l'ensemble fortifié ses entours et son histoire. Toute l'âme radjpoute revit en cette naïve et médiocre rapsodie où les tchatrias grandiloquens nous rappellent les héros d'Homère par leur insupportable jactance.

Et à cela ne s'arrêtent point les rapports. La tradition virgilienne se retrouve aussi dans les discours de Desing au Barassari. C'est le... *Equum alloquitur mærentem et talibus infit — Rhœbe diu...* etc. Si Achille et Patrocle nous sont à nouveau présentés, c'est encore dans Homère qu'il faut rechercher la basse humilité des vaincus. Mais la comparaison ne se soutient pas longtemps. Pour supérieur que soit le genre, l'idée et la forme ramènent aux catégories les plus médiocres de la poésie

orientale. Le mépris de la femme, proclamé à l'excès, situe bien le drame dans la patrie de Manou, en même temps que son respect tout extérieur nous avertit que l'islamisme côtoie l'hindouisme foncier et l'influence quoiqu'il en ait. La considération dont Desing entoure l'épouse mogole est toute d'étiquette. Pour aller au vrai, ce rajah, brahme dans les moelles comme un peshwa mahratte, ne pense qu'à son Dieu. Mais, tel un tchatria aussi, il puise la seule joie de frapper de grands coups sur l'ennemi héréditaire, le Musulman maudit par l'Hindou. C'est pourquoi il se dispense d'obéir aux ordres que Vichnou lui adresse indirectement par la voie des présages, puis directement à l'heure suprême. La vision du Paradis d'Indra, qui s'ouvre au guerrier tombé les armes à la main, hypnotise le héros. Ne trouvant pas de bras pour le frapper, ce tchatria, qui a causé la mort de tous les siens, se donne la mort sur le champ de bataille désert, et agit ainsi en brahme.

J'ajouterai que le poème nous éclaire ainsi sur le fanatisme des samouraï japonais, fanatisme hérité certainement d'ancêtres hindous par cette race qui est la moins originale de la terre, mais la plus apte à adopter les coutumes étrangères avec une déconcertante rapidité. Se tuer de sa main est la vengeance la plus terrible puisqu'elle défie votre ennemi et l'invite à mourir par le même moyen, si tant est qu'il ait l'âme un peu fière. Ne tenir qu'à bas prix la vie d'autrui, ne pas faire plus de cas de la sienne, aller de l'avant dans un vertige héroïque, ne pas se survivre en quelque sorte, comme si l'on redoutait le réveil après l'ivresse de la mêlée... Et encore la certitude, peut-être, d'avoir offensé son Dieu sans remède, et aussi l'espoir de l'apaiser par la grandeur du sacrifice .... Desing, ainsi présenté, est moins un héros du siècle qu'un pénitent de Vichnou. Quand il lève son épée contre Vindagarayer, au plus fort de l'action, celui-ci se contente de montrer à Desing le cordon sacré qui barre sa poitrine, et le rajah de Genji détourne son arme pour ne pas frapper un brahme. Toujours et partout la préoccupation religieuse le domine. Avant de se précipiter à la charge, il prend à témoin « Bhomidévi, déesse de la Terre, Agayavani, déesse du Ciel, le Soleil et la Lune, et le dieu Ranganaden. »

Aussi doit-on croire que cette ballade anonyme, si elle ne fut pas composée par des brahmes, le fut à leur instigation. A défaut d'autres mérites, elle se recommande par l'exactitude

de la topographie. On pourrait suivre les actions de Desing sur le plan de la place de Genji. Il est plus difficile d'y suivre les exploits des détachemens français, qui s'emparèrent de la forteresse trente ans plus tard. C'est ce dont je vous parlerai dans ma prochaine lettre, avant d'adresser un dernier adieu à ce Genji pour qui je soupirai vingt ans durant et qui n'a pas trompé mon attente. L'insalubrité légendaire du lieu n'est pas au-dessous de sa réputation. Tous mes hommes sont sur le dos, grelottant de fièvre, et je vois arriver le jour où moi-même ne pourrai plus marcher parmi mes vieilles ruines...

Genji, 22 septembre 1901.

... Demain matin, j'abandonnerai Genji, sans espoir de retour, et je regagnerai Pondichéry, après avoir visité le temple djaïna de Sittamour. Là, on me l'affirme, je retrouverai l'escalier monumental de cette pagode de Vichnou Ranganaden, vénéré par le rajah Desing.

Ma dernière soirée à Krichnapouram se passera à vous renseigner sur le fameux assaut des Français qui leur livra, le 12 septembre 1750, les forts de Genji. Ce haut fait n'est rappelé par aucune plaque commémorative. Et, cent cinquante et un ans après l'événement, jour pour jour, j'étais le seul Français à parcourir les ruines de ces ensembles que nos compatriotes enlevèrent de haute lutte sous le règne de Louis XV.

L'admiration enthousiaste des contemporains, principalement des Anglais, pécha sans doute par excès. Aujourd'hui, par un excès contraire, l'oubli enveloppe cet épisode de notre histoire coloniale qui mérite cependant d'être un peu remis en mémoire, si peu que ce soit la mode de s'intéresser aux belles actions de la guerre.

Pour bien comprendre les événemens qui suivent, reportez-vous à cette année 1748 où Ahmed Shah succéda à son père, Mohammed Shah, grand Mogol de Delhi, mort en avril, et bientôt suivi dans la tombe par le fameux vice-roi du Deccan, ce Nizam-oul-Moulouk qui vécut cent sept ans. Sans s'écarter de la coutume qui, depuis longtemps, avait rendu cette vice-royauté héréditaire, cinq prétendans, tous descendans directs, se trouvaient égaux en droit. Le petit-fils du soubab centenaire, le rajah Mozuffer-Sing, gouverneur de Bijapour, âgé de vingt-cinq ans, se vit préféré par le Mogol Ahmed-Shah, d'autant plus que

l'aïeul avait expressément désigné pour son héritier le jeune prince, né de sa propre fille. Ce choix répondait bien à la tradition islamite qui reconnaît aux seuls issus des femmes de la famille la consanguinité véridique. Mais, malgré l'investiture impériale et la volonté de son grand-père, Mozuffer-Sing ne jouit pas en paisible propriétaire de sa vice-royauté. Son oncle Nazir-Sing, le second des fils du Nizam défunt, disgracié en punition de ses continuelles révoltes, déclara qu'il ne se laisserait pas frustrer du pouvoir. Nazir-Sing avait l'avantage de la position. Il était au lit de mort de son père, et d'aucuns l'accusaient même de l'avoir empoisonné. Nazir-Sing mit d'abord la main sur l'argent, se défit des conseillers qu'il se jugeait hostiles, gagna les autres, se concilia l'armée par des largesses, tout cela avant que le malencontreux Mozuffer-Sing eût pu entrer dans Hyderabad.

Le petit-fils du Nizam-oul-Moulouk s'adressa à la cour de Delhi qui l'affermit moralement dans ses droits, lui promit des troupes, s'engagea à punir sévèrement son spoliateur, et le renvoya ainsi muni. Aussi bien le Mogol, dénué de tout pouvoir effectif, ne pouvait-il donner au prétendant des marques plus probantes de sa sollicitude. C'est alors que Chunda-Sahib, le réputé parjure de Trichinopoly, protégé de Dupleix, que les Mahrattes gardaient toujours prisonnier en attendant sa rançon proposa à Mozuffer-Sing de l'aboucher avec ses gardiens.

En se chargeant de négocier une alliance entre Mozuffer-Sing et les Mahrattes, Chunda-Sahib poursuivait surtout le dessein de regagner sa liberté. Au vrai, Chunda-Sahib servait d'espion à Dupleix et le renseignait sur tout ce qui se passait à Sattara et à Pounah. Dupleix ne redoutait rien plus qu'une invasion des Mahrattes. Ces cavaliers, qui menaient leur politique de l'Inde aux Hindous avec l'épée, n'étaient point dans ses cordes. Que les Mahrattes envahissent le Deccan et le Carnate, et lui, Dupleix, perdait toute autorité. Il se substitua donc à ces Mahrattes dont Mozuffer-Sing était en passe de mendier le soutien. Il marchanda, maquignonna un accord par lequel Chunda-Sahib fut remis en liberté moyennant une rançon de sept cent mille roupies dont le payement fut garanti par la Compagnie. Par cet accord, aussi, Dupleix promettait à Mozuffer-Sing de l'aider de toute son influence. Chunda-Sahib comprit à demi-mot. Il s'agissait pour lui de récupérer la nababie de Trichinopoly jadis

obtenue en violant son serment de respecter les droits de la Rani légitime, et encore de détruire Nazzir-Sing pour rétablir Mozuffer-Sing dans sa vice-royauté. Pour Dupleix, il s'agissait de faire pièce aux Anglais en évinçant le Nizam usurpateur et les Nababs qui, tels que Mohammed-Ali, s'étaient ralliés à sa cause.

En fait, l'Angleterre et la France commençaient de se disputer sévèrement l'Inde du Sud. Les armées indiennes combattraient avec des auxiliaires européens des deux côtés, jusqu'à ce qu'une des deux Compagnies eût obtenu l'avantage. Cette guerre sournoise avait ses bons côtés. Elle pouvait s'entretenir en pleine paix continentale et se payer avec l'argent du pays convoité. En cas d'absolue nécessité, l'armée européenne marcherait comme alliée du prince protégé et, dans la vérité et des choses et des mots, à sa solde. Si elle était victorieuse, la troupe de mercenaires dicterait les conditions de la paix en se taillant la part du lion.

Et c'est en vertu de cette politique de brocantage que Dupleix entreprit deux ans plus tard l'expédition de Genji. Il y pensait déjà en 1749 lorsqu'il fut traversé dans ses combinaisons par la défaite de ses hommes de paille. Chunda-Sahib et Mozuffer-Sing étaient plus capables de négocier que de se battre. Malgré la victoire d'Ambour où périt le vieux Nabab Anavaroudin-Khan, partisan de Nazzir-Sing, victoire remportée grâce au concours de Bussy, les deux associés finirent par échouer avec leurs troupes débandées sur le territoire de Pondichéry. Dupleix ne pouvait suffire à leurs demandes d'argent. Il leur avait bien suggéré l'idée de piller le rajah de Tanjore, pour s'en faire. Il leur avait même prêté des forces, commandées par M. Duquesne, et dont ils s'aidèrent pour rançonner Pertab-Sing. Le rajah de Tanjore dut payer sept millions de roupies aux princes alliés, s'engager à ne plus toucher la rente annuelle de sept mille roupies que la Compagnie française lui devait, à distribuer deux cent mille roupies aux troupes françaises. Et Dupleix lui prit encore quelques lieues carrées de pays.

Mais, malgré ce détroussage inespéré que pouvait faire excuser la dureté des temps, les affaires allaient mal, parce que Nazzir-Sing s'avançait avec une grosse armée et que son approche donnait au rajah de Tanjore le courage de retarder ses payemens. Chunda-Sahib et Mozuffer-Sing attendaient à la porte de

la place les acomptes, malgré les injonctions pressantes des agens de Pondichéry : « Emparez-vous de la ville. Ainsi vous vous payerez de vos mains et mettrez de bons murs entre vous et Nazzir-Sing ! » Nazzir-Sing ne se pressait point, d'ailleurs. Telle était la terreur qu'il inspirait à distance, que les troupes de Chunda-Sahib et de Mozuffer-Sing, sous le coup d'une panique, s'en furent d'une traite s'écraser contre les murs de Pondichéry.

Telle était la valeur morale des auteurs de ce drame. Dupleix ne devait parvenir à se défaire de Nazzir-Sing que par l'assassinat. Les deux autres n'étaient pas destinés à une meilleure fin. Mais la démoralisation gagnait l'armée. Les officiers, qui n'avaient pas été de ces heureux qui touchèrent l'or de Tanjore, réclamèrent, se mutinèrent. Ainsi édifiées, les troupes ne montrèrent pas un meilleur esprit. Les défections menaçaient à toute heure, cependant qu'approchait l'armée de Nazzir-Sing, soutenue par des contingens mahrattes et anglais. Les Français furent bousculés sans peine. Il fallut battre en retraite plus vite que le pas. Mozuffer-Sing montra en ces circonstances ce qu'on pouvait attendre de son caractère. Renonçant à la protection de Dupleix, il résolut de s'en remettre à la générosité de son oncle. Il ne s'était pas rendu prisonnier qu'on le chargeait de chaînes. Chunda-Sahib, trop fraîchement sorti de captivité, pour désirer retourner chez les Mahrattes, nous demeura fidèle et suivit la débâcle.

« *Il est aisé d'imaginer quelle fut la douleur du sieur Dupleix, en apprenant tous les détails de la conduite de nos lâches officiers; et pour surcroît de malheur, le désastre de Monzafersingue qui, ayant négligé de suivre notre armée, était tombé avec la majeure partie de ses troupes aux mains de Nazir-Jung.* »

Ainsi s'exprime Dupleix dans ses Mémoires. Ce passage donne confiance pour les autres événemens dont il rend compte. Les « lâches officiers » auraient pu répondre que ce n'est pas en donnant aux gens de guerre l'argent comme idéal que l'on fait grand. Qui sème la corruption a toutes les chances de récolter la pourriture. Et c'est cette pourriture qui ruinera plus tard Lally-Tollendal dans ses entreprises, qui le livrera désarmé aux Anglais d'abord, puis aux Français. Et on le tuera pour qu'il ne parle pas. Les petits moyens ne peuvent guère produire de grands effets. S'il convenait d'établir une hiérarchie dans les turpitudes, le vol de haute main, où l'on risque sa vie, est, à

tout prendre, moins bas que l'escroquerie prudente du courtier qui puise dans la poche des uns pour acheter la complicité des autres, sans manquer à ce premier principe de la sagesse qui consiste à se réserver une honnête commission.

Dupleix n'interrompit point ses marchandages. Par de fausses nouvelles habilement répandues, il chercha à intimider les vainqueurs. Il prépara en sous-main la destruction de Nazzir-Sing, en pratiquant ses principaux officiers. Il gagna les chefs afghans, les rajahs mysoriens, ceux de Kuddapah, de Carnoul, de Savanore, jusqu'aux humbles Polygars du Carnate. Nazzir-Sing ne marcha plus qu'entouré de traîtres, attendant le moment propice pour frapper. Et la lutte continua, avec ses alternatives de petits revers et de médiocres victoires parmi lesquelles le combat de Tirouvadi, dont l'avantage resta à M. d'Auteuil sur Mohammed-Ali, lieutenant de Nazzir-Sing et compétiteur de Chunda-Sahib pour la nababie du Carnate, rendit à Dupleix son prestige qui s'en allait déclinant.

Prompt à saisir l'occasion, sentant le moral des troupes affermi par ce succès, le gouverneur de Pondichéry se résolut à tenter le coup de main sur Genji. Jamais les circonstances ne s'étaient montrées plus favorables. Les vaincus de Tirouvadi, musulmans de Mohammed-Ali, escadrons mahrattes, Anglais de Lawrence et de Cope s'étaient enfuis jusqu'à Arcot, puis retirés dans Genji qui en était la place d'armes. C'est là que le détachement commandé par le marquis de Bussy-Castelnau reconnut ces troupes, le 11 septembre 1750, adossées aux glacis. Suivant les ordres de Dupleix qui organisait la victoire du fond de son palais, à Pondichéry, M. d'Auteuil, après avoir battu Mohammed-Ali à Tirouvadi, le 1er septembre, avait envoyé, le 3 du même mois, ce détachement vers Genji.

Deux cent cinquante Français, douze cents cipayes, et quelques pièces d'artillerie composaient ce petit corps qui s'arrêta à trois milles de la ville. A savoir ses ennemis aussi peu nombreux, Mohammed-Ali n'hésita pas à se porter en avant. Laissant derrière lui les fortifications de Genji, il marcha avec ses 13000 hommes qui se débandèrent à la première décharge de nos canons. Ils coururent plus vite quand ils apprirent qu'un gros renfort arrivait aux Français du côté de Tirouvadi. Rien n'était plus vrai : c'était M. d'Auteuil suivi de toutes ses troupes, et précédé par les dragons de Garanger et du Rouvray qui se mirent à sa-

brer les fuyards. Bientôt les gens de Mohammed-Ali disparurent, abandonnant leur artillerie et les Anglais qui la servaient, et ils ne se crurent en sûreté que quand les portes de l'enceinte se furent refermées sur eux.

Leur retraite se fit l'épée aux reins, tandis que les soldats de Bussy forçaient le pettou, la ville extérieure, dont ils avaient pétardé une porte. Les Français y séjournèrent le reste du jour sous les feux de la place. Mais, dès le coucher du soleil, ils réussirent à forcer la première enceinte et préparèrent l'assaut des forts qui, en comptant les petits châteaux voisins du Chandraja-Dourgan, étaient au nombre de sept.

Étant donné la qualité des troupes assiégées, l'issue de la lutte n'était pas douteuse. Presque tous les Anglais avaient été tués ou pris avec leur artillerie lors de la première panique. Il ne restait plus que des canonniers indigènes entre les mains desquels les nombreuses pièces de la place ne devaient pas être de bien bon service. Ces vaincus terrorisés étaient travaillés principalement par l'idée de se tirer du guêpier, et la nuit est mauvaise conseillère pour qui songe à sauver sa peau. N'ayant pas été capables de défendre l'enceinte formidable dont ils avaient la garde, tout était pour dégoûter ces Hindous et ces Maures de disputer les nids d'aigles d'où il aurait pourtant suffi de rouler des quartiers de roche pour écraser les assaillans.

M. d'Auteuil avait ainsi pris ses dispositions pour l'attaque : les rues de la ville intérieure furent barrées avec des chariots à munitions qui formeraient barricades en cas de retour offensif. La porte de la seconde enceinte, celle-là même où je campai ces jours derniers, devait être attaquée par les commandans en personne. Les dragons de Puymorin soutiendraient ce corps principal, et les cipayes borderaient les murs aussitôt qu'on aurait l'accès. MM. de Saint-Georges, Le Normand et Verri investiraient le fort du Sud-Ouest, c'est-à-dire le Chandraja-Dourgan ; les cipayes de Cheick-Hassem et de Mozuffer-Khan suivraient, cependant que l'artillerie de Gallard battrait tous les points de la place pour dérouter la défense.

La reconnaissance, menée par M. du Rouvray et ses dragons jusqu'à la porte du Radjah-Ghiri, ne fut pas heureuse. Cet officier fut blessé mortellement d'un coup de feu à travers le corps, et plusieurs grenadiers tombèrent à ses côtés. Du haut des forts, les musulmans tiraient à feu plongeant sans que les canons fran

çais les pussent réduire au silence. La position des assaillans fut mauvaise tant que la lune brilla. Mais à son coucher, les choses changèrent. Les assiégés ne tirèrent plus qu'au juger.

C'est le Chandraja-Dourgan qui semble avoir été pris le premier, et par cet officier, M. de Saint-Georges dont on donna, par la suite, le nom à la montagne du Sud-Ouest. Avec lui, MM. Le Normand et Verri entraînèrent les troupes, poussant de l'avant l'épée à la main, et couronnèrent bientôt le fort aux cris de : « Vive le Roy! » Les petits ouvrages en dépendant furent réduits sans peine, leurs défenseurs dévalèrent les pentes abruptes jusque sur la route de Vettavalam et se perdirent dans la nuit. A l'exception du Radjah-Ghiri, tout l'ensemble de Genji était dès lors au pouvoir des Français, les gardiens du Krichna-Ghiri avaient disparu par la route de Tirnamallé, portant jusqu'au vieux Genji la nouvelle de leur déroute, aux premières lueurs du matin.

Mais au Radjah-Ghiri, la résistance devait se montrer plus sévère. A cinq heures du matin, seulement, on réussit à faire sauter la porte du porche, et on dut gagner pied à pied l'escalier du grand rocher où les dragons laissèrent du monde sur les gradins de pierre enserrés de murailles crénelées. En cinq heures de temps, tout fut enlevé, et les défenseurs tués ou pris. Parmi ces derniers se trouva le lieutenant du gouverneur de Genji. Celui-ci était à Arcate auprès de Nazzir-Sing.

Faut-il attribuer à l'absence de ce gouverneur la prise, en réalité peu disputée, de Genji? — Peut-être. — A la mollesse des Hindous? — Certainement. — A la bravoure des assaillans? — Sans aucun doute. — Mais il y a autre chose.

S'il vous souvient du fameux précipice, avec ses parois à pic, qui sépare l'acropole de la masse du Radjah-Ghiri, vous vous demanderez comment pénétrèrent les assaillans et par où disparurent les fuyards. Seuls des oiseaux pouvaient passer du grand rocher sur le plateau culminant. Pour des hommes, cela est incompréhensible. Peut-être la plupart des travaux, aujourd'hui réduits à des ruines, n'existaient-ils pas encore? — Peut-être y avait-il là un pont de maçonnerie qu'on ne put faire sauter? — Peut-être, dans leur terreur, les assiégés oublièrent-ils de retirer la passerelle de bois? Cela est peu probable. — Peut-être aussi, ne se souciant pas de soutenir un siège, sans espoir de secours et sans chance de retraite, abandonnèrent-ils l'acropole sans la défendre? On peut le soutenir.

Mais ce que je crois, c'est qu'ils se rendirent ou que le commandant de la place se laissa acheter après la prise de tous les ouvrages environnans. Si pauvres soldats que fussent ces Hindous de tout culte, — car je n'en exclus pas les Mahrattes, ou, pour mieux dire, les Pindarries, — ils étaient capables de montrer ce courage moyen qu'a tout homme armé derrière un bon mur de pierres. Cela peut être vrai pour des gens de pied, mais n'oubliez pas qu'il y avait beaucoup plus de cavaliers que de fantassins dans ces armées indiennes. Au premier temps, — c'est-à-dire quand les Français forcèrent la première enceinte par la porte de l'Ouest, — Mahrattes et Pindarries durent pousser leurs montures, par le seuil du Tchokra-Koulam et disparaître par la route de Vettavalam, vers l'Est, laissant aux piétons le soin de défendre Genji.

On objectera aussi que la cause première du désastre fut dans le petit nombre des assiégés, une dizaine de mille, environ, qui devaient couvrir plus de 12 kilomètres d'enceinte. L'argument est faible, sans jeu de mots, car l'enceinte, avec ses douves, était extrêmement forte. L'armée de MM. d'Auteuil et de Bussy comptait encore moins de combattans, et ceux-ci ne pouvaient guère, au début de l'action, tromper l'ennemi sur leurs mouvemens. La vue que l'on a du haut du Radjah-Ghiri permet de suivre un cavalier, voire un piéton, à plusieurs kilomètres dans ce pays découvert.

La vérité morale, dans cette affaire de Genji, est que la trahison était partout. Les artifices de Dupleix enserraient dans une trame subtile les acteurs du drame, et la mort de Nazzir-Sing, assassiné devant le front de son armée par le rajah de Kuddapah, allait bientôt prouver que personne n'était sûr de ses hommes non plus que du lendemain. L'histoire de l'escalade de Genji est entourée de mystère. Les rapports officiels sont vides. Les relations des contemporains, rédigées d'après des témoignages de seconde main, ne nous apprennent rien de précis. Les officiers eux-mêmes qui dirigèrent ce beau fait d'armes n'en connurent pas toutes les particularités. Rien n'est plus hasardeux, tumultueux ni perfide qu'un combat de nuit. Seuls les résultats en sont probans. On a écrit que, lorsqu'ils virent à la lumière du soleil tous ces labyrinthes fortifiés qu'ils avaient gagnés les armes à la main, les Français furent saisis d'une stupéfaction qui confinait à la crainte. Aussi, quand l'historien

Orme, qui vécut à Madras au XVIIIe siècle et connut certainement quelques survivans de la nuit de Genji, a dit dans son « Histoire » qu'au sommet du Radjah-Ghiri est placé un petit fort, sur un bloc de rocher « où dix hommes pouvaient tenir contre une force quelconque, à découvert, lancée contre eux, » il n'était que l'écho fidèle d'une tradition qui, pour récente, n'en avait pas moins acquis force de légende.

L'effet moral, qui lui aussi s'affirme en vérité, de cette opération fut énorme. Après le rajah du vieux Genji des montagnes qui adressa des présens et sa soumission à M. d'Auteuil, maints principicules, dont les sentimens ne semblaient point près de se déclarer, recherchèrent la protection de ces Français, capables de pareils exploits. Si l'on en croit même certains historiens qui ont traité de la vie de Dupleix, comme les hagiographes relatent les actes des saints, sa gloire s'envola de Genji jusqu'à Pounah et jusqu'à Delhi, « qui se trouverait presque à portée des entreprises du gouvernement français. » C'était aller vite en besogne. Et Dupleix ne tenait pas la sienne pour assez avancée, puisque, à ce moment même, il traitait pour l'assassinat de Nazzir-Sing qui fut tué, deux mois après, en trahison, sur le territoire de Genji... Mais ce n'est pas mon dessein de vous retracer l'histoire de l'Inde et de la Compagnie. Pour en finir avec Genji, il faut se rappeler que les Français le conservèrent pendant onze années. Attaqué en 1752 par le major Kinner, il fut débloqué par la seule arrivée des Français de Kerjean à Vicravandi. Craignant de se voir coupés de leurs communications avec Tirouvadi, les Anglais revinrent sur leurs pas. Mais, le 5 avril 1761, après la prise de Pondichéry, la garnison de Genji se rendit au capitaine Stephen Smith. La dernière place de l'Inde française ne résista que cinquante jours. Aussi bien cette défense ne répondait-elle à aucun besoin, puisque la France ne possédait plus rien sur la terre indienne. Les Anglais, à leur tour, s'installèrent dans la forteresse du rajah Desing. Vingt ans après, ou un peu moins (1780), ils la rendirent à Hyder Ali qui la garda jusqu'à sa mort (1782). Dès lors, Genji perd son importance au profit de Vellore, ainsi que je vous l'ai déjà écrit... Demain, je vous parlerai des Djaïnas de Sittamour, et de leur temple fameux, si j'y puis, toutefois, pénétrer...

Tindivanam, 23 septembre 1901.

... C'est de Tindivanam que je vous écris, en attendant le train qui me ramènera à Pondichéry vers deux heures du matin. La journée n'a pas été sans fatigue, mais j'ai retrouvé les éléphans de la pagode de Genji. Ils ont bien été achetés par les Djaïnas de Sittamour. Ainsi ai-je pu voir, sinon visiter, — car j'ai dû prendre mes notes du porche où l'on me tint confiné, — un temple djaïna de l'Inde du Sud.

Le soleil se levait que je partais dans une charrette à bœufs, et le Révérend Père Authemard m'escortait, monté sur sa petite jument fauve. Le pauvre Père du désert ne me laisse point partir sans regrets de son ermitage où il me tint fidèle et bienveillante compagnie pendant trois semaines. Mais son devoir l'appelle vers ses chrétiens en détresse, à l'autre bout du district, et ma mauvaise santé m'ordonne de regagner Pondichéry au plus vite. Laissant mes domestiques et mon bagage filer en avant, par la route de Tindivanam, en deux charrettes, avec l'enfant de la pauvre Iroulaire et un catéchumène qui l'accompagne, nous avons pris les sentiers du Nord-Est, qui mènent à Sittamour. C'est une excursion de quelques milles, à travers une plaine aride et désolée comme tous les environs.

Le village de Sittamour ne présente rien de particulier. Dès notre arrivée, les principaux habitans se sont rassemblés, et parmi eux les prêtres djaïnas se faisaient remarquer par leur extrême politesse. A ma prétention de pénétrer dans leur temple, ils ont opposé le refus le plus civilement formel. Mon opiniâtreté tyrannique ne les a pas intimidés.

« Quand le grand collecteur du Sout-Arcot est passé, il y a quelque temps, le temple ne lui a pas été ouvert. Aucun étranger, si considérable soit-il, n'est admis à y pénétrer. Pourquoi vous accorderait-on ce que l'empereur des Indes ne demanderait pas pour lui-même? Ce temple est à nous. Notre religion nous défend de vous le laisser visiter. »

Ainsi parla le Samiar, grand prêtre en second, et je dus demeurer à la porte de cet édifice vénéré dans lequel le pontife suprême, le Latchimisénabatturaghé Samiar était en train de dire le deuxième office du matin.

Ces Samiars sont, en vérité, de très bonnes gens, que rien, extérieurement, ne distingue des brahmes. Ils n'en ont pas la

tête rasée, dans la règle, mais ils portent leurs cheveux coupés très courts. Quand ils apprirent que je voyageais pour m'instruire dans les religions de l'Inde, quand je leur eus prouvé par mes réponses que je connaissais les principes du djaïnisme et que j'admirais son grand esprit de charité, tous s'humanisèrent, et il me fut permis de jouir de l'abri du porche principal. De là, j'avais vue sur la cour carrée, dallée, et sur une partie des façades intérieures.

La foule nous pressait sans malveillance. Rarement a-t-elle occasion de voir des Européens. Car la curiosité ne pousse point les touristes vers ces recoins perdus où ils ne trouveraient aucune ressource, ne pourraient se nourrir non plus que se loger. Et c'est en cela que nos missionnaires sont particulièrement précieux. Partout où l'on se présente avec eux, on est assuré d'un bon accueil et des facilités qui peuvent se concilier avec l'exclusivisme hindou. Brahmanistes, Islamites, Djaïnas ont l'esprit à ce point religieux qu'ils respectent tous les cultes et en honorent les ministres. Où le missionnaire passe, il est salué respectueusement, surtout par le musulman, et cela en tous lieux. Je me rappelle avoir vu, jadis, à Mascate, de grands cheicks arabes baiser, en se prosternant, le bas de la robe des religieuses qui revenaient de Bagdad. Ainsi ces hommes de proie, plus superbes que des rois mages sous leur manteau brun brodé d'or, portant l'épée, le poignard et le broquel à montures d'argent, honoraient-ils les humbles filles d'Occident qui s'exilent aux solitudes pour soigner les malades, secourir les pauvres et recueillir les orphelins. Ils vénéraient en elles les vertus qu'ils ne pratiquent point. Les politiciens qui gouvernent la France n'en sont point à rougir d'une aussi mesquine superstition. Homais, « affranchi des vaines terreurs, » peut, au nom de la « raison, » expulser les « sœurs » et les remplacer par des institutrices et des infirmières laïques, qui font souche d'électeurs et qui combattent pour la science et la vérité.

« Mêl-Sittamour, ou Sittamour de l'Occident, — par opposition à Kich-Sittamour ou Sittamour de l'Orient, situé près de Maïlom, — est une des places principales du djaïnisme. Au temps des rois, les Djaïnas de Genji y venaient. C'était leur chef-lieu religieux... »

J'interrompis le Samiar qui m'instruisait, et m'écriai intérieurement, tout en me frappant le front : Enfin, tout s'éclaire!

Genji a été, aux origines, un immense monastère djaïna enclos, tout comme ceux du Mont-Abou, et d'où l'habitation humaine était exclue. Ainsi s'explique cette insistance des écrivains à répéter qu'il n'y avait sans doute pas de ville du nom de Genji. Que cela remonte aux fabuleux monarques Pandyas ou Yadavas, peu importe, mais la tradition existe et les monumens la soutiennent. La tradition se retrouve à Sittamour de monumens djaïnas en ruines derrière ce Mélatchéry qui fut le vieux Genji des montagnes. Le mont Mérou, pierre angulaire de la cosmogonie djaïna, apparaît dès le début de la ballade radjpoute. Et du djaïnisme, les emblèmes couvrent les pierres de Genji, comme ce quatrefeuilles, ce çitala, signe du dixième Tirthamkara Çitala, comme ce lion aussi, celui de Mahavira, le grand Tirthamkara du Deccan !

Et encore la pierre en carapace de tortue, avec tous les symboles de Parassou Rama, de Rama à la hache, destructeur des tchatrias ! Celle-là indique le triomphe du brahmanisme sur le djaïnisme, des brammes, protégés de Rama, sur les tchatrias qui étaient les djaïnas, les radjpoutes, remplacés par les souverains hindouistes de Vijianagar. Et toujours le radjpoute apparaît comme le dépouillé, comme le protestataire, le patriote. Même la ballade de Genji, si basse d'époque soit-elle et contemporaine du brahmanisme triomphant, montre encore des traces du passé djaïna. Tout s'éclaire ! La tradition confuse d'un Genji antérieur à l'hindouisme est juste en soi !...

Et m'excusant auprès du Samiar qui me surveillait avec inquiétude, je le priai de continuer. Le cher homme ne se doutait pas de l'intérêt que je prenais à ses paroles.

« Sittamour est encore aujourd'hui le chef-lieu des Naïnars de tout le Carnate et du Coromandel, de Tanjore, de Bengalore et de Bellari. Nous sommes ici très nombreux, et notre couvent de moines est prospère... Oui, nos moines observent la chasteté... L'escalier aux éléphans?... Il est ici, nous l'achetâmes en 1875 et vous le voyez d'ici, à droite !... Nous l'avons fait restaurer et il nous a coûté fort cher... Nous avons acquis pareillement les plus belles colonnes de Genji, à la même époque... Nous disons trois offices par jour, au son de la clochette; les fidèles sont appelés au son du tambour. Ce tambour, le voici !... Vous nous dites que c'est une timbale?... Il se peut, car la caisse en est hémisphérique et de pièces de fer rivées. Il a quatre-

vingts centimètres de diamètre sur soixante de profondeur. Vous l'avez mesuré. C'est bien exact. »

Ainsi continuait de parler ce complaisant périégète dont les propos m'étaient traduits, au fur et à mesure, par le Père Authemard. Mais, tout en l'écoutant, je profitais de la licence que j'avais d'examiner le temple du dehors. Au premier abord, la pagode de Sittamour ne diffère point sensiblement des édifices brahmaniques de style dravidien. Tout comme ceux-ci, elle présente son porche principal couronné par un gopura monumental, en briques, dont le sommet possède les ornemens latéraux épanouis en queue de paon. De ce gopura, les sept étages sont surchargés de figures humaines ou de bêtes. Entre celles-ci le lion est d'une extrême fréquence. Il apparaît là comme emblème de Mahavira, le vingt-quatrième et dernier Tirthamkara de l'Avasarpini; ce Mahavira qui, lors de son incarnation en Triprishta Vaçoudéva, fut condamné à revivre sous les espèces d'un lion, parce qu'il avait tué, pour le seul plaisir du mal, un officier de sa maison.

Voûté en couvercle de bahut, le comble du gopura est sommé de sept ornemens sphériques qui se terminent en pointe. La porte d'entrée se charge de moulures dont les croisemens dessinent un réseau à mailles quadrangulaires ayant chacune la bossette en cuivre d'un clou de renfort à son centre. Les pieds-droits du porche ont été empruntés à la pagode de Genji. L'un et l'autre portent une bayadère, demi-nature, soigneusement exécutée, avec, au-dessus, un petit personnage guindé sur un éléphant dont la trompe s'arque pour donner naissance à un rinceau qui se déroule à l'infini. Sur les pilastres, c'est la figure du Tirthamkara, représenté nu et debout. Son image se répète sur le dôme du sanctuaire que surmontent trois sphères aplaties, ciselées, à l'exemple de l'Amalaka qui caractérise certains temples du Nord. Mais le personnage du dôme est accroupi, assis en tailleur, dans la position traditionnelle du Boudha.

Je l'aperçois, ce sanctuaire, et devant lui, les deux stambas qui se suivent sur une même ligne avec sa porte. La première de ces colonnes mesure huit mètres de haut, et son piédestal de gneiss sculpté, à trois étages décroissant, un et demi. Au dire du Samiar, ce stamba cylindrique, revêtu de cuivre, cerclé de dix-sept tores, est en bois de teck. Sa petite plate-forme carrée est munie de trois poulies servant à manœuvrer la bannière des

fêtes. Les quatre faces de la base quadrangulaire montrent, l'une le tchakra, ce disque doré qui symbolise la foudre et dont la Genèse arme le chérubin gardien du Paradis, les autres la figure de Mahavira. Quant à la dernière, qui regarde le sanctuaire et me demeure invisible, on m'assure qu'elle est sculptée à l'image de la divinité locale, assise sous le parasol, et qu'il existe trois parasols superposés, dans le sanctuaire, tout ainsi qu'on l'observe dans les topes boudhiques où ces trois parasols, ordinairement de pierre, ont une signification symbolique et rappellent les royautés du ciel et du monde, et le règne du pur esprit.

Pour être moins haut, le second stamba est cependant beaucoup plus ancien. La pierre rougeâtre dont il est fait est fouillée au ciseau sur les quatre pans de la base et les huit du fût, retaillé en octogone, puis arrondi en cylindre : des entrelacs, Mahavira aux jambes croisées, puis trois cordons de la ciselure la plus ferme, et sur le chapiteau bulbeux s'épanouit un large calice à pans dont les pétales, peints en rouge, s'ouvrent largement sous l'abaque. L'édicule qui pose dessus a été taillé dans du granit verdâtre. C'est un kiosque à quatre piliers dont le large plafond débordant en terrasse supporte un lanternon plein, coiffé d'un dôme à pans adoucis que surmonte enfin un haut clocheton piriforme finissant en pointe.

Le sanctuaire, placé au fond de la cour, passe pour très ancien. Je l'accepte pour tel et surtout pour brahmanique. Toutes ses parties font foi de cette origine, comme, d'ailleurs, la plupart des organes de cet ensemble. Tout me rappelle ce que je viens d'étudier à Genji. Ainsi se confirme cette notion, d'ailleurs aujourd'hui vulgaire, que les élémens architectoniques de l'art djaïna apparaissent dans les monumens brahmaniques les plus anciens. Si le Djaïnisme n'a pas précédé le Boudhisme, il en est au moins le contemporain, et c'est à lui que l'on doit attribuer, en bonne justice, les premières manifestations d'une architecture en pierre qui cessa de copier les assemblages primitifs en bois.

Toutefois, les djaïnas sont tellement portés vers un syncrétisme religieux, en fait d'images, qu'on peut, à la rigueur, les prendre pour une secte qui collectionne les divinités. On les accuse de loger dans leurs temples des Boudhas, des génies pouraniques, et aussi des anges, des archanges et des Bons Pasteurs achetés à Paris, dans la rue Saint-Sulpice. La calomnie est un peu grosse. En tous cas, le panthéon hindouiste s'est donné

rendez-vous dans la pagode de Sittamour. Un char en bois sculpté, couvert de décors brahmaniques, voisine avec un reposoir de briques qu'allègent des arcatures mauresques. Et, sur son dôme, s'étale Vichnou entre ses deux femmes, sous le serpent qui lui sert de dais, et puis encore des Apsaras jouant du violon, et toujours des monstres pouraniques.

A toutes mes questions, les Naïnars répondent imperturbablement : « Tout cela est djaïna. » Que croire de ces gens dont la loi religieuse est telle qu'elle leur permet de laisser desservir leurs temples par des brahmes, et qu'elle leur assigne pour premier devoir de vénérer les prêtres de toutes les religions? Si Polyeucte, d'occasion, eût manifesté son zèle indiscret dans un sanctuaire djaïna de l'Inde, la première idole qu'il aurait renversée eût peut-être été la statue de son Rédempteur... Rappelez-vous l'histoire que je vous ai contée du Saint-Michel de Pondichéry. Après tout, la pagode de Sittamour est peut-être un temple mixte, où le Djaïnisme et l'Hindouisme célèbrent à tour de rôle leurs cérémonies...

Mais placé ainsi que je le suis sous un porche d'où il est interdit de sortir, gêné par les deux colonnes qui me coupent la ligne droite, je distingue à peine l'entrée du sanctuaire. Je devine les peintures qui se déroulent sur ses parois, des figures assez grandes, très claires, des fonds historiés. De loin cela donne l'impression des fresques de Giotto, et comme masses, et comme tons, même affluence de personnages superposés. Il faut me contenter de cette vision à distance. Mes jumelles voyagent avec Cheick-Iman vers Tindivanam, et c'est bien la première fois que cet appareil d'optique me fait aussi cruellement défaut. Mais je vous le répète : le jour où l'on étudiera sérieusement les fresques indiennes, en les comparant avec celles des primitifs italiens, il y aura des surprises. Les origines seront débrouillées, la part de l'Occident sera grande, trop grande même, et l'originalité, l'antiquité surtout de l'art indien seront sévèrement sapées... Encore devra-t-on procéder avec une prudence extrême. Le peu que nous savons de la peinture, dans les grandes civilisations classiques, nous commande que cette prudence soit plus grande encore. Donnez-vous, malgré cela, le plaisir de comparer les photographies des fresques d'Ajunta avec certains tableaux d'Orcagna... pour n'en prendre qu'un, entre cent.

Les piliers octogonaux du sanctuaire m'ont semblé tous

richement sculptés. Sur leur base à quatre carres se détachent des Dieux, des adorans, et les éternels lions de Mahavira. Enfin, à Sittamour, comme à Genji, se montrent les chapiteaux en T, à pendans ciselés, du caractère assyrien. Les chéneaux avec leurs corniches curvilignes y possèdent, de même, leurs encoignures arquées, sculptées, et sur lesquelles bondit le petit lion symbolique, perché à l'extrême sommet de l'angle.

Le mandapam qui court à droite de l'entrée du sanctuaire a été fortement remanié, tels ceux de Genji, mais pour d'autres causes. On a muré sa face principale et constitué ainsi une galerie close qui se continue avec un bâtiment dont les fenêtres à croi sillons sont encadrées de sculptures peintes. Une pareille décoration égaye les pilastres. Le bleu, le jaune et le rouge alternent par teintes plates. Le dôme, magnifiquement sculpté et rehausse de couleurs vives, fourmille de figures humaines, de génies, de bêtes. Pyramidal à sa base, il s'arrondit en coupole réticulée, denticulée, terminée par un gros solide arrondi qui se surmonte d'un bouton piriforme, assis lui-même sur un disque.

A droite, encore, règne un second mandapam. Celui-là est placé près du porche. Les piliers en sont neufs et de la main des fournisseurs habituels. Les bons tailleurs de pierre se recrutent toujours à Tanjore et à Madura. Ils ont ciselé sur les fûts leur habituel cortège de divinités pouraniques. Mais, pour honnête qu'en soit la facture, les formes crient la décadence. Quel contraste avec les admirables sculptures des piliers du dehors! Ils furent enlevés de la merveilleuse pagode aux mille colonnes de Genji. La congrégation djaïna les acheta vers 1875 avec le kiosque monumental et les éléphans qui y sont attelés. Je les retrouve au dehors, tels qu'ils furent décrits par Esquer, lors de sa visite à Genji, en 1864 : « *Un fort beau char en pierre auquel sont attelés deux éléphans d'un travail remarquable; les trompes de ces animaux sont engagées dans le mur d'enceinte de la ville, qui a été probablement construit postérieurement à la pagode.* » Et cette pagode est celle où le rajah Desing pria une dernière fois Vichnou avant de marcher à la mort.

Malgré le soleil de midi qui brûle, je relève et je mesure le char de Genji. Qui se souciera de cette œuvre, vieille peut-être de cinq siècles, miraculeusement sauvée par ces bons djaïnas de Sittamour? Ceux qui accablent de railleries faciles les collectionneurs, oublient trop qu'en art, les conservatoires verbaux

ne signifient rien au regard des musées. Et je répète avec M. Lafenestre : en art, les plus belles phrases ne valent pas la simple vue des choses.

Ce char monumental est un édicule de gneiss, appareillé à la perfection, et qui dépasse quatre mètres en hauteur. Un kiosque carré y est assis, et chacune de ses quatre colonnes sculptées, ajourées, s'évide aux trois angles extérieurs pour fournir trois colonnettes prises dans sa masse. Sous ce kiosque, on voit un petit autel destiné à recevoir l'idole quand on lui offre les seuls sacrifices que célèbrent les djaïnas respectueux de la vie, c'est-à-dire des fleurs, du lait et du beurre clarifié. Nous sommes loin de ces autres radjpoutes de Genji qui immolaient, sur une pierre qu'on montre encore, les buffles et les chevaux, avec la forte épée dont la lame s'élargit, à son extrémité, en museau de brochet! Le toit carré du kiosque, à corniches chantournées, se couronne par une coupole en briques dont les huit pavillons abritent chacun une figure nue de Mahavira, avec un lion aux quatre coins. Ce couronnement est moderne. Il fut exécuté dans le même style que celui du sanctuaire, et soigneusement rehaussé de peintures.

Les éléphans, qui semblent attelés à ce char massif, sont pris dans les hautes rampes du large escalier par lequel on accède à l'édicule. Des pierres de rapport très exact les composent. Ainsi chaque bête se présente en demi-bosse avec sa trompe dardée en bas-relief sur la rampe. Mais ces trompes sont mutilées. La partie qui était prise dans le mur d'enceinte est demeurée à Genji. De l'extrémité du tronçon de la trompe à la queue, chaque éléphant mesure cinq mètres, sur deux et demi de hauteur, sans compter la cimaise à trois ressauts et la frise dentelée. Le pavillon a sept mètres de long. Par une barrière de dalles repercées l'ensemble est enclos à l'extérieur. On y a accès par la cour de la pagode.

Tel est, sommairement décrit, le char colossal que les djaïnas de Sittamour achetèrent en 1875, pour une somme de six cents roupies et qu'ils transportèrent, sans regarder aux frais, jusqu'à leur temple, tandis que les débris des deux trompes demeuraient fixées dans le mur de Genji comme témoins de son primitif emplacement.

MAURICE MAINDRON.

TALLEYRAND ÉMIGRÉ

I

EN ANGLETERRE (1792-1794)

« Que faire? écrivait mélancoliquement Talleyrand à Mme de Staël le 8 octobre 1793. Que faire?... Attendre et dormir si l'on peut. C'est à cela que je me destine d'ici au mois de mars. » Talleyrand était fidèle à son programme. Il attendait, menant à Londres une vie discrète; même, il dormait : il ne dormait, il est vrai, que d'un œil, l'autre entr'ouvert pour surveiller les événemens.

Talleyrand, en cet automne de 1793, était parmi les vaincus de la Révolution, parmi ses proscrits. Son nom figurait sur la terrible liste que faisait dresser la Convention (1); il était émigré! Et, à cet esprit qui avait tant de ressources et de ressort, le présent apparaissait très sombre, l'avenir très menaçant. — Comment, lui, si habile à conduire sa barque à travers les écueils, en les frôlant sans les heurter, n'avait-il pu échapper à la prison ou à la guillotine que par la fuite? Pour le comprendre, il faut remonter à plus d'une année en arrière, jusqu'au mois de juin 1792.

I

Au mois de juin 1792, Talleyrand était à Londres déjà : il y était, non pas comme émigré, mais comme ambassadeur. Le

(1) *Liste générale des émigrés de toute la République* (1793).

futur vainqueur de Valmy, Dumouriez, alors ministre des Affaires étrangères, l'avait chargé, à la fin de mars précédent, de négocier une alliance défensive avec le gouvernement britannique. Talleyrand était allé en Angleterre essayer de s'entendre avec George III et son ministre William Pitt. Sa qualité d'ancien membre de la Constituante l'empêchant d'être investi de fonctions officielles, il avait fait donner le titre de ministre plénipotentiaire au marquis de Chauvelin, — un tout jeune homme de vingt-cinq ans qui s'était jeté impétueusement dans le mouvement révolutionnaire, — et il l'avait emmené avec lui. Tous deux avaient, à Londres, travaillé de leur mieux; ils y avaient obtenu un demi-succès. George III, après avoir repoussé l'alliance offerte, s'était laissé arracher une déclaration de neutralité (1). C'était beaucoup : les flottes anglaises n'iraient point assaillir nos côtes pendant que les armées de l'Europe continentale envahissaient nos frontières. A Paris, on avait rendu justice à la « sagesse » et à la « dextérité » des négociateurs. Le ministre leur avait témoigné sa « satisfaction, partagée avec enthousiasme, disait-il, par l'Assemblée nationale (2). » Un important journal, la *Chronique de Paris* du 1er juin, avait conclu un article d'éloges par ces mots : « Ce premier succès, dû à la conduite sage et mesurée de M. de Talleyrand et de M. Chauvelin, doit leur mériter la reconnaissance des bons citoyens. »

Talleyrand était satisfait; et comme, juste à ce moment, le portefeuille des Affaires étrangères passait des mains de Dumouriez en celles du marquis Scipion de Chambonas, — celui-là même qui, maire de Sens en 1789, eut son heure de célébrité pour avoir proposé de dresser dans sa ville un obélisque égyptien où seraient gravés les noms des représentans de la Nation, — il avait demandé un congé de quinze jours, afin de venir à Paris prendre langue avec le nouveau ministre et le mettre au courant des affaires anglaises. La réponse tardait un peu. Tout à coup, une nouvelle, colportée par les gazettes, se répandit à Londres. Le 20 juin, l'émeute avait été maîtresse dans Paris. Pour protester contre le *veto* qu'opposait le Roi à la déportation des prêtres insermentés et à la formation d'un camp de 20 000 fédérés sous les murs de la capitale, les Girondins avaient

(1) Proclamation du 25 mai.

(2) Le ministre à Chauvelin, 2 juin 1792. Voyez Pallain, *La Mission de Talleyrand à Londres en 1792*, p. 331.

organisé une journée. La populace hurlante avait d'abord défilé au pied de la tribune de l'Assemblée. Puis, brandissant des sabres, des piques, des fourches, roulant à sa suite des canons, braillant le *Ça ira* sinistre, elle avait envahi les Tuileries, pénétré dans les appartemens royaux. Louis XVI, — M. Veto, — était dans la grande salle de l'Œil-de-Bœuf : on défonce la porte, on le trouve presque seul, on l'accule dans une embrasure de fenêtre, on le coiffe d'un bonnet rouge, et, pendant des heures, en face de cet homme sans défense et toujours impassible, lâchement, les énergumènes, poings levés, vocifèrent, bafouent, menacent... Et le maire de Paris, le ridicule Pétion, avait laissé faire... L'effet fut terrible en Europe. A Londres particulièrement, les ennemis de la France triomphèrent; ses amis les plus chauds furent atterrés et révoltés. « Les détails qui sont parvenus ici, mandait à la *Gazette universelle* son correspondant anglais, sur les événemens qui se sont passés à Paris dans la journée du 20, ont rempli d'indignation toutes les âmes honnêtes et sensibles, même les plus violens partisans de la Révolution française. » D'autre part, sous la dictée de Talleyrand qui voyait compromise son œuvre d'apaisement, Chauvelin écrivait au ministre : les événemens survenus, « en présentant sur la France des idées bien différentes de celles que nous cherchions à inspirer, » ont « fait en quelque sorte rétrograder dans l'opinion publique la Révolution française. Les personnes les mieux intentionnées pour nous en ont été consternées. En même temps qu'on admire la fermeté avec laquelle le Roi a maintenu et préservé le pouvoir que lui donne la Constitution, on croit voir dans ce qui s'est passé l'effet d'une désorganisation. » Ces lignes sont datées du 5 juillet. Le soir de ce même jour, Talleyrand, muni enfin de l'autorisation de son ministre, se mettait en route pour la France.

A Paris, lorsque Talleyrand y arriva, c'était l'anarchie et déjà la terreur. Les événemens se succédaient brutalement. Pour exalter les passions, l'Assemblée déclarait la patrie en danger. Le ministre Chambonas tombait, dénoncé par Brissot; Du Bouchage le remplaçait par intérim, puis Bigot de Sainte-Croix lui succédait. Mais, dans la bataille suprême qui se livrait, qui donc songeait aux affaires d'Angleterre? A qui même en parler?

Chose plus grave pour Talleyrand : sous les assauts furieux des Jacobins, le Conseil constitutionnel du département de Paris,

dont il faisait partie, succombait. Ce Conseil, présidé par un de ses amis intimes, le duc de La Rochefoucauld d'Enville, avait prononcé la suspension de Pétion et de Manuel, maire et syndic de la Commune de Paris, pour leur rôle au 20 juin. Son arrêt avait été confirmé par le Roi, le 11 juillet. Le 13, il fut cassé par l'Assemblée. Le lendemain 14, on fêtait, au Champ-de-Mars, l'anniversaire de la Fédération ; les membres du département, et Talleyrand parmi eux, s'y rendirent : la foule hostile les accueillit aux cris de : Vive Pétion ! Un sourire de gratitude aimable et triste, que leur adressa Marie-Antoinette lorsqu'ils passèrent sous son balcon, acheva de déchaîner contre eux la rage populaire. Et dès lors, chaque jour, dans la presse jacobine, à la barre de l'Assemblée, ce sont des attaques véhémentes (1). Les sections manifestent. On réclame la destitution, la mise en accusation du « département prévaricateur, anticivique, usurpateur. » On distribue dans les rues une brochure avec ce titre : *Louis XVI confondu, Antoinette désespérée, Pétion consolé et divinisé... Le département de Paris en horreur à la nation française*, etc. — Devant ce débordement de violences, dès le 14 juillet, un des administrateurs du département avait démissionné. Le 19, huit autres suivirent son exemple. Malgré ces défections, le département se reconstitua, tant bien que mal, sous la présidence de La Rochefoucauld. Mais, le soir même, la section des Lombards était reçue par l'Assemblée et, sans qu'une protestation s'élevât, son orateur déclarait que le décret, réintégrant dans leurs fonctions Pétion et Manuel, devait être « l'arrêt de mort d'un département contre-révolutionnaire. » Ce fut le coup de grâce. Abandonnés aux déclamations furibondes des clubs, sentant leur cause vaincue et leur vie en péril, La Rochefoucauld, Talleyrand, et aussi Gravier de Vergennes et Brière de Surgy, se retirèrent à leur tour. Le département de Paris, sous sa forme première, avait vécu (2).

Menacé par les Jacobins, Talleyrand était suspect aux royalistes. Des liens secrets ne l'attachaient-ils point à la faction d'Orléans, le véritable « comité autrichien, » avait affirmé le député Ribes à la tribune de l'Assemblée ? On insinuait qu'il

(1) Voyez Rœderer, *Chronique de cinquante jours, du 20 juin au 10 août 1792*, Paris, 1832, in-8, p. 276.

(2) Cf. S. Lacroix, *le Département de Paris et de la Seine pendant la Révolution*, p. 44-45.

intriguait, qu'il trahissait avec les ennemis de la Cour, qu'il remplissait en Angleterre une mission louche. Enregistrant toutes les rumeurs, qu'elles partissent de droite ou de gauche, les journaux entretenaient sur son compte un doute perfide. On l'appelait le « patriote métis. » On répétait à tout propos que sa négociation de Londres avait échoué. Et, comme il arrivait en cette époque sombre à tous les hommes en vue, plus de popularité, plus d'amis. Par peur d'être compromis, ses flatteurs d'hier s'écartaient de Talleyrand avec défiance.

Lui, craintif et attristé, se tenait coi. C'est tout juste si l'on arrive à retrouver çà et là trace de son passage. Le 6 août, il dînait en petit comité chez le ministre américain Gouverneur-Morris avec le ménage Flahaut et son ancien collègue à la Constituante Beaumetz. Le 8, il siégeait, en qualité de juré, au Palais de Justice. On sait aussi, par Rœderer, qu'il s'intéressa aux efforts de Malouet, de Lally-Tollendal et d'autres personnages de même nuance, pour tirer de Paris Louis XVI et les siens, et les conduire à Rouen où commandait le duc de Liancourt.

Survient le 10 août. Un de ses biographes prétend qu'il y joua un rôle. On l'aurait vu aux Tuileries, à côté du procureur-syndic Rœderer. On l'aurait vu à l'Assemblée, silencieux et mal à l'aise, pendant cette tragique séance où, — sous les yeux de la famille royale entassée dans une loge étroite de journaliste, tellement basse qu'il était impossible de s'y tenir debout, — la chute de la monarchie fut consommée. Il ne lui aurait pas suffi d'être spectateur, il aurait été acteur ; au dernier moment, après la proclamation de déchéance, alors que les députés dans l'embarras se demandaient que faire de Louis XVI et de Marie-Antoinette, tirant de sa poche un chiffon de papier, il y aurait griffonné cet avis : « Envoyez-les à la Tour du Temple, » et il l'aurait passé au président. Est-il besoin de répondre à cette imputation, éclose dans le cerveau d'un publiciste sans autorité (1)? Rœderer, d'après le même récit, s'empara du document et le conserva « toute sa vie comme un précieux autographe : » pourquoi alors ne l'a-t-il pas cité dans sa minutieuse *Chronique de cinquante jours?* Pourquoi n'a-t-il pas soufflé mot de l'initiative de Talleyrand ? Et comment se fait-il aussi que pas un seul des contemporains, qui ont relaté dans leurs Souvenirs les épisodes

(1) L.-G. Michaud, *Histoire politique et privée de Ch.-M. de Talleyrand*, Paris, 1853, p. 25.

du 10 août, n'ait parlé d'un papier si curieux, si décisif, et qui aurait circulé « de main en main ? » Laissons ce commérage à celui qui l'a inventé.

Le 10 août avait remplacé le gouvernement royal par un Conseil exécutif provisoire de six membres. Roland, ministre de l'Intérieur, présidait, perdu dans les détails comme un commis, et dans les abstractions comme un idéologue, jouet d'une femme à qui son imagination tenait lieu de raison et de conscience ; le Genevois Clavière, chargé des « Contributions publiques, » n'était qu'un bon comptable aux prétentions de grand financier ; Servan, à la Guerre, tendait l'oreille vers tous les donneurs de conseils et promenait dans les bureaux sa mine effarée ; Monge, savant illustre, égaré dans les affaires et comme écrasé sous leur poids, était à la Marine ; Lebrun-Tondu, ancien abbé défroqué, ancien soldat déserteur, ancien journaliste, avait reçu le portefeuille des Affaires étrangères ; Danton était ministre de la Justice. Celui-là était un homme : les cinq autres, pâles figurans d'un drame auquel ils ne comprenaient rien, devaient promptement tomber sous son joug. Il les dominait, les bousculait, les maîtrisait. Son assurance leur faisait croire que, lui le premier, ils avaient des convictions. Son intelligence, qui n'était pas le génie, mais où l'instinct rapide suppléait la pratique et l'expérience, sa décision impérieuse, son verbe éclatant qui lui donnait l'air d'un « Mirabeau des Halles, » entraînèrent les comparses attachés à sa suite. Lebrun-Tondu fut trop heureux d'abdiquer tout de suite entre ses mains robustes. Mais Danton, grandi dans la basoche, était dépaysé dans la diplomatie, la chose du monde qui s'improvise le moins. Peu importait, d'ailleurs : il n'était point retenu par de fausses pudeurs, et il sut trouver des conseillers. Talleyrand fut l'un d'eux.

Talleyrand était déjà l'homme de France le mieux préparé à en diriger la politique extérieure. Son apprentissage sous le duc de Choiseul, dernier reflet des Richelieu, des Mazarin, des Lionne et des Torcy ; ses relations avec Vergennes qui avait allié au goût des nouveautés le respect des traditions ; sa collaboration intime avec Mirabeau qui, tout décousu qu'il fût, avait eu comme des éclairs de génie devant cette société en travail sous les ruines qu'il accumulait, — l'avaient initié aux principes de cette science des affaires étrangères où, bientôt, il passera maître. Son rôle au Comité diplomatique ; l'aide qu'il avait

apportée à Dumouriez, figure d'aventurier avec des parties d'homme d'État, ses ambassades à Londres lui avaient donné la pratique des chancelleries. Au cours de cette formation lente, il avait mûri l'idée que la France, où tout était si profondément bouleversé, faisait une révolution économique non moins qu'une révolution politique; que, de la division des terres, de la répartition égale de l'impôt, de l'abolition des douanes intérieures, de la liberté du travail affranchie de tout frein et presque déchaînée jusqu'à l'excès, une prodigieuse poussée industrielle et commerciale allait sortir, et qu'à cette activité prête à se déployer, il fallait trouver des débouchés plus nombreux et plus vastes. Ces débouchés ne s'ouvriraient que par la paix et ne resteraient ouverts que dans la paix. Mais cette paix elle-même, avec qui était-elle possible? Ce n'était pas avec l'Autriche. Ce ne pouvait être qu'avec l'Angleterre, la moins engagée jusqu'ici dans la lutte à mort contre la Révolution, et en tout cas celle qui, par intérêt, serait la plus prompte à s'en dégager: ajoutez que, dominant la mer, cette puissance avait la clef de tous les passages et de tous les ports.

Il y avait de longues années que Talleyrand avait, pour la première fois, souhaité le rapprochement de la France et de l'Angleterre. Dès 1786, à l'époque où, contre le sentiment presque général de nos industriels et de nos commerçans, Vergennes négociait un peu légèrement un traité de tarifs avec le Cabinet de Saint-James, il avait approuvé et encouragé le ministre; bien plus, tout en reconnaissant les défauts de son œuvre, il l'avait défendue (1). Déjà même, il avait rêvé mieux qu'un accord de commerce: une alliance politique; et Mirabeau, son confident, avait adopté son projet d'emblée, avec un enthousiasme hardi. « J'ai discuté avec le duc de Brunswick, écrivait-il de Berlin à l'abbé de Périgord, cette idée prétendue chimérique d'une alliance entre la France et l'Angleterre... Ils auront beau faire les politiques routiniers, ils auront beau s'évertuer dans leurs agitations subalternes, il n'y a qu'un grand plan, qu'une idée lumineuse, qu'un projet assez vaste pour tout embrasser, pour tout concilier, pour tout terminer: c'est le vôtre, qui, faisant disparaître, non pas les rivalités de commerce, mais les inimitiés absurdes et sanglantes qu'elles font naître, confierait aux

(1) Voyez Erich Wild, *Mirabeaus geheime diplomatische Sendung nach Berlin*, p. 186 et 191-193, et Pallain, *op. cit.*, p. 60-61.

soins paternels et vigilans de la France et de l'Angleterre la paix et la liberté des deux mondes (1)... » Avec le temps, Talleyrand était resté fidèle à la cause de l'alliance anglaise. En février 1792, lors de sa première mission à Londres, il avait eu l'ambition de la conclure. Il faisait valoir alternativement au ministre Lessart et à lord Grenville (2) que « deux nations voisines, dont l'une fonde sa prospérité principale sur le commerce et l'autre sur l'agriculture, sont appelées, par la nature éternelle des choses, à bien s'entendre, à s'enrichir l'une par l'autre, etc. » Et il rappelait : « Dans tous les temps, j'ai soutenu que l'Angleterre était notre alliée naturelle. »

Talleyrand et Danton se connaissaient. Élus presque au même moment administrateurs du département de Paris (3), ils s'y étaient souvent rencontrés. A présent, l'un cherchait un maître de politique étrangère, l'autre un protecteur; ils se rapprochèrent, et Danton fut convaincu sans peine que l'intérêt du gouvernement nouveau exigeait que la France eût avec l'Europe la paix, non la guerre (4). Pour commencer, il importait de maintenir à tout prix la neutralité britannique. Danton chargea Talleyrand de préparer la circulaire destinée à notifier, à expliquer et, s'il y avait moyen, à faire accepter aux cours d'Europe, spécialement au Cabinet de Saint-James, la déchéance de la monarchie et l'établissement du gouvernement provisoire. Talleyrand se prêta à cette besogne. Comme il lui arrivera en une autre circonstance, — à la mort du duc d'Enghien, dans laquelle il ne devait pas tremper plus que dans le 10 août, — il eut la faiblesse de consentir à être, devant l'Europe, l'avocat du crime : l'avocat, mais non pas l'artisan; la différence est grande. Ainsi que le remarquait très équitablement le duc Albert de Broglie à propos du drame de Vincennes : « Autre chose est de commettre un crime, autre chose de défendre un criminel, et jamais, dans la pire même

(1) Cité par Pallain, *Correspondance du prince de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne*, p. XIII-XV.

(2) Talleyrand à Lessart, 3 et 17 février 1792. Pallain, *la Mission de Talleyrand à Londres en 1792*, p. 59 et 100.

(3) Talleyrand le 18 janvier 1791, Danton le 31.

(4) Grisé par les premiers succès des armées républicaines, Danton put un moment devenir un partisan de la guerre, un des champions des frontières naturelles. Mais bientôt il sentira de nouveau la justesse des vues de Talleyrand, et son fameux discours du 13 avril 1793, qui porta un coup décisif au système de la guerre de propagande, est tout plein des idées de son maître en diplomatie de l'hiver 1792.

des causes, on n'a confondu l'avocat avec le coupable (1). »

Dans un mémoire, tout entier de sa main, Talleyrand s'efforça donc de montrer à l'Europe le malheureux Louis XVI comme un tyran et un traître, les massacreurs des Suisses comme des héros, l'Assemblée, « immuablement fidèle aux principes, » comme le sauveur et le garant de l'ordre et de la paix. Puis, il s'adressait directement au gouvernement britannique. Il ne faut pas, disait-il, qu'un malentendu se produise entre l'Angleterre et la France, qu'elles se brouillent; que George III et ses ministres, prenant pour une insulte et une menace à tous les rois, le renversement du roi de France, déclarent la guerre à la Révolution :

Le gouvernement provisoire de France vient présenter au gouvernement anglais l'expression la plus franche de son amitié, de sa confiance et de sa profonde estime pour le peuple qui, le premier dans l'Europe, a su conquérir et conserver son indépendance. Il attend de la nation anglaise le retour de ces mêmes sentimens, il s'empresse de lui déclarer qu'il punirait avec sévérité ceux des Français quelconques qui voudraient tenter de s'immiscer dans la politique d'un peuple allié ou neutre ; enfin, il l'invite à se rappeler que, lorsque le peuple anglais, dans des circonstances plus orageuses et par un événement plus terrible encore, se ressaisit de sa souveraineté, les puissances de l'Europe et la France en particulier ne balancèrent pas à reconnaître le nouveau gouvernement qu'il venait de se donner (2).

En rédigeant son audacieux plaidoyer, Talleyrand, du moins, était-il sincère? Se flattait-il de maintenir, par la seule magie de sa circulaire, un bon accord impossible entre le Conseil exécutif provisoire et le gouvernement de George III? Il serait difficile de le croire. Tout de suite et tout seul, il avait deviné l'effet produit à Londres, chez les whigs comme chez les tories, par la chute brutale de Louis XVI. « Le 10 août, porte une note confidentielle de son écriture, a dû nécessairement changer notre position; il a peut-être sauvé l'indépendance et la liberté françaises, il a du moins écarté et puni des traîtres, mais il nous a paralysés. Dès ce moment, il n'est plus possible de répondre des événemens; il faut agir sur des bases nouvelles, ou plutôt, en s'abstenant d'agir, il faut se borner à prévenir et à surveiller les

(1) *Le Procès et l'exécution du duc d'Enghien*, Paris, 1888, p. 30.
(2) *Affaires étrangères, Angleterre*, 582, pièce 6. Ce document a été publié par M. Pallain dans son beau livre : *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire*, p. V-IX.

coups qui pourraient être portés » du côté de la neutralité de l'Angleterre. Le rappel de l'ambassadeur anglais, lord Gower, était aussitôt venu donner corps à ses avertissemens. Et cependant, il n'avait pas hésité à composer son mémoire que Lebrun transmit à Chauvelin le 18 août. Ce mémoire, il faut l'avouer, malgré toute l'habileté de son auteur, n'était d'ailleurs pas opportun. Ainsi que le faisait remarquer Chauvelin, le sort de Louis XVI inspirait aux Anglais, sans exception, de l'intérêt, même de la sympathie; on craignait à Londres pour sa vie, et l'allusion transparente à la révolution de 1648 était un manque de tact dans un pays où l'on commémorait tous les ans, par un jour d'humiliation, la mort de Charles Ier. Le ministre plénipotentiaire de France, qui n'était peut-être pas fâché de montrer que, depuis le départ de Talleyrand, il n'était plus en tutelle, résumait son avis par ces mots : « Je me suis toujours plus convaincu que cette pièce était à quelques égards inconvenable et en tous points de la plus parfaite inutilité (1). »

Au fond, c'était beaucoup moins pour les Anglais que pour les nouveaux maîtres de la France, qu'avait écrit Talleyrand. Le 10 août, qui mettait le pouvoir aux mains des Girondins avancés et des Jacobins, avait achevé la déroute des constitutionnels. Désormais, ils seront suspectés, traqués, guillotinés. Ils n'ont qu'un moyen de salut, l'émigration. Mais l'émigration même leur est devenue difficile, presque impossible, depuis que, le 28 juillet, l'Assemblée a décrété que seuls les citoyens chargés d'une mission par le gouvernement, les gens de mer et les commerçans auront droit à un passeport. Ce passeport, c'est le moyen légal d'émigrer : Talleyrand voulut l'obtenir. Il avait d'abord demandé au Conseil exécutif d'être renvoyé en Angleterre pour y continuer sa mission. A l'unanimité, le Conseil exécutif avait refusé (2). Alors, il sollicita un passeport « pour retourner à Londres, non comme chargé d'aucune fonction publique, mais comme l'ayant été, » et la note aux puissances, rédigée au même moment, fut le prix dont il espéra le payer : l'un explique l'autre.

Étant venu à Paris il y a un mois par congé du ministre, M. Talleyrand a laissé en suspens à Londres quelques objets qui demandent absolument

(1) 28 août. *Affaires étrangères, Angleterre*, 582, pièce 23.

(2) Voyez le discours de Roland à la Convention le 7 décembre 1792 (*Moniteur universel* du 9 décembre).

sa présence. Le congé qu'on lui accorda ayant dû lui paraître une assurance très positive de retour, il n'a pas craint de prendre des engagemens qui rendent ce retour nécessaire au moins pour quelques jours. Il espère que le Conseil exécutif provisoire qui, bien certainement, n'a qu'à se louer de ce qu'il a fait en Angleterre, voudra bien lui en faciliter les moyens. Un refus sur une telle demande lui semblerait un genre de malveillance qu'il n'a point méritée.

Ainsi s'exprimait la requête de Talleyrand. Le Conseil exécutif y répondit par une annotation sèche : « Décidé que les barrières vont être ouvertes et qu'il n'y a pas lieu à délibérer (1). »

Talleyrand ne se tint pas pour battu. Armé de sa note aux puissances, il revint à la charge. Il avait imaginé qu'il y aurait intérêt pour la France à négocier avec l'Angleterre l'établissement d'un système uniforme de poids et mesures : en qualité d'auteur d'une proposition faite en ce sens à l'Assemblée constituante, il s'offrit à être le négociateur. La peur le stimulait dans ses démarches. Il était, en effet, sous l'empire d'une panique. Quitter Paris et ses dangers, mettre la mer entre les massacreurs et lui, fuir très vite, très loin, devenait son idée fixe, — une idée de cauchemar. Il confiait ses terreurs à Gouverneur-Morris qui les a enregistrées dans son journal ; il pressait Danton de ne pas l'abandonner, fébrilement. Barère rapporte dans ses *Mémoires* que, le 31 août, à onze heures du soir, il trouva place Vendôme, chez le ministre de la Justice, « M. l'évêque Talleyrand en culotte de peau, avec des bottes, un chapeau rond, un petit frac et une petite queue, » prêt à partir sur-le-champ si le passeport libérateur lui était remis. Ce ne fut pas encore pour cette nuit-là... Les événemens des premiers jours de Septembre achevèrent d'exaspérer sa crainte et son désir. Aux personnes qu'il rencontrait, il répétait comme un refrain : Éloignez-vous de Paris ; et il leur racontait des choses à faire frémir : « Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir ont l'intention de quitter Paris et d'enlever le Roi ;... ils se proposent de détruire la ville avant leur départ (2). »

Enfin, le 7 septembre, il eut le bienheureux passeport : « Laissez passer Charles-Maurice Talleyrand allant à Londres par nos ordres. » Les six membres du gouvernement provisoire l'avaient signé. Sans perdre une minute, Talleyrand s'esquiva (3).

(1) *Affaires étrangères*, *Angleterre*, 585, pièce 41.
(2) *Journal de Gouverneur-Morris* (traduction Pariset), p. 331. Voir aussi p. 328.
(3) Il quitta Paris le 8 septembre et s'embarqua le 10.

II

Le retour de Talleyrand à Londres y fit du bruit. Vers le même temps, arrivaient des fugitifs de marque : Mathieu de Montmorency, Stanislas de Girardin, Beaumetz, Jaucourt, arraché par Mme de Staël aux prisons de l'Abbaye quelques heures seulement avant les massacres ; l'ex-constituant d'André qui, en ouvrant à Paris une épicerie, n'avait pas désarmé les soupçons démocratiques et que la haine de Brissot forçait à l'exil ; Montrond et la duchesse de Fleury, d'autres encore. C'était tout le groupe de ceux qui avaient épousé avec une sorte d'enthousiasme la Révolution commençante et qui, à présent, brisaient avec elle pour ne pas être brisés par elle.

Que signifiait cette émigration nouvelle? Les hypothèses allaient bon train. Chacun, sans trop savoir, disait son mot. Le *Morning Chronicle*, organe des Anglais amis de notre Révolution, inséra, le 18 septembre, cette note qui avait l'allure d'un communiqué :

> Messieurs de Talleyrand-Périgord, de Montmorency, d'André, de Jaucourt, Beaumetz, Le Chapelier et plusieurs autres ont été tous obligés de chercher ici un asile contre la furie de cette faction qui, maintenant, en France, viole tout principe de justice et d'humanité. Leur seul crime semble être de s'être contentés d'abolir les abus de l'ancien gouvernement et d'y substituer une libre monarchie, et de n'avoir pas voulu coopérer à établir l'anarchie et la proscription sous le nom de République. On peut conjecturer ce qu'on doit attendre de cette Révolution républicaine d'après cette seule observation qu'elle commence par l'assassinat, l'emprisonnement ou l'exil de tous les hommes distingués dans leur pays par leur talent et leur patriotisme.

Que Talleyrand fût lui-même l'auteur de cet entrefilet, comme se l'imagina Chauvelin (1), c'est fort possible. Il ne se résignait pas à n'être à Londres rien, — rien qu'un émigré sans fortune. Il voulait bon gré mal gré, en agitant la presse, en s'imposant de force, retrouver au moins l'apparence d'une mission officielle qui le décorât et le protégeât. Dès le 14 septembre, au débotté, il avait couru chez le nouvel envoyé de la France, — son propre successeur, — le grammairien Noël, pour lui dire qu'il était

(1) Noël à Lebrun, 18 septembre. *Affaires étrangères, Angleterre*, 582, pièce 85.

prêt « à servir (1). » L'accueil fut sans doute froid, car, le 18 septembre, dans une lettre à son ami Radyx Sainte-Foy, il décochait au diplomate improvisé une pointe : « Noël est ici en bien mauvaise posture. Il n'a pas trop laissé échapper les occasions de faire des sottises. » Talleyrand profita de la circonstance pour donner à Sainte-Foy, qu'il savait être un familier de Danton, quelques indications sur les dispositions du gouvernement britannique, et, à propos de la marche de Brunswick en Champagne, il glissa cette déclaration de patriotisme : « Quand on est Français, on ne peut pas supporter l'idée que des Prussiens viennent faire la loi à notre pays. »

Le 18 septembre également, dans le même désir de paraître, Talleyrand offrait à lord Grenville ses services officieux :

Je tiens beaucoup à ce que vous sachiez, lui écrivait-il, que je n'ai absolument aucune espèce de mission en Angleterre, que j'y suis venu uniquement pour y chercher la paix et pour y jouir de la liberté au milieu de ses véritables amis. Si pourtant mylord Grenville désirait connaître ce que c'est que la France en ce moment, quels sont les différens partis qui l'agitent, et quel est le nouveau pouvoir exécutif provisoire, et enfin ce qu'il est permis de conjecturer des terribles et épouvantables événemens dont j'ai été le témoin oculaire, je serais charmé de le lui apprendre... (2).

A ces avances, il ne semble pas que lord Grenville ait répondu.

Sans être découragé, Talleyrand se rejeta vers Lebrun. Ne lui devait-il pas des remerciemens pour son passeport ? Et l'occasion était bonne, en lui envoyant du même coup quelques renseignemens et quelques conseils, de bien montrer qu'on pouvait encore l'employer avec fruit :

Je suis arrivé, Monsieur, à Londres, samedi dernier (3), à l'aide du passeport que vous m'avez accordé et dont j'ai de nouveau l'honneur de vous remercier. Comme je n'étais chargé d'aucune mission après en avoir exercé une, j'ai dû le dire en arrivant, et les papiers publics l'ont annoncé en prêtant chacun à mon voyage des motifs au gré de leurs opinions ou de leurs préjugés, ce qui est assez indifférent. J'ai écrit à mylord Grenville; mes anciennes relations avec lui et son caractère très loyal m'en faisaient un devoir. Je voulais aussi lui apprendre que j'étais ici sans caractère ni mission, et en même temps je tenais à me conserver auprès de lui en bonne attitude pour pouvoir être utile à mon pays... Tout ce que, dans les conver-

(1) Noël à Danton, 14 septembre. *Archives nationales*, AF II, 63.
(2) Voyez sir Bulwer, *Essai sur Talleyrand* (traduction Perrot), p. 134-136.
(3) Le 15 septembre. Il est à noter que Noël dit avoir vu Talleyrand le 14.

sations, j'ai pu recueillir jusqu'à ce jour, me laisse espérer que l'Angleterre restera neutre, quoiqu'on ait beaucoup dit ici et à Paris, et surtout beaucoup désiré le contraire. Je ne dois pourtant pas vous laisser ignorer que, si la Révolution de France a toujours de zélés partisans en Angleterre, les crimes des premiers jours de ce mois, et surtout l'assassinat de M. de La Rochefoucauld (1), qui jouissait ici de la plus haute réputation de vertu et de patriotisme, nous en ont fait perdre plusieurs que je regrette extrêmement.

Puis l'ancien Mentor de Chauvelin signalait l'exode de plus en plus nombreux des prêtres français en Angleterre; il dénonçait les conciliabules que tenaient les colons de Saint-Domingue réfugiés à Londres, et, pour finir, faisait discrètement part que son homme de confiance, — son ex-grand vicaire à l'évêché d'Autun, — Des Renaudes, allait se rendre à Paris : peut-être le ministre voudrait-il causer avec lui (2)? — De même que lord Grenville, bien que pour d'autres motifs, le ministre Lebrun ne prit pas la peine de répondre. L'empressement de Talleyrand n'avait point trouvé d'écho; son zèle resta sans emploi.

Plus tard cependant, lorsqu'il s'agira de faire effacer son nom de la liste des émigrés, Talleyrand prétendra qu'il n'a passé la Manche que sur l'ordre du Conseil exécutif provisoire : « J'étais chargé, dira-t-il, d'essayer de prévenir la rupture entre la France et l'Angleterre (3). » Ses avocats à la tribune de la Convention, Tallien, Joseph Chénier, plus encore Boissy d'Anglas, laisseront entendre ou affirmeront qu'il est parti « avec une mission du gouvernement. » En l'an VII, revenant à la charge, lui-même essaiera encore d'expliquer, par une phrase ambiguë, son voyage à Londres : « J'étais sorti de France parce que j'y étais autorisé, que j'avais reçu même, de la confiance du gouvernement, des ordres positifs pour ce départ (4). » — Comment se débrouiller parmi ces contradictions? Qui croire : le Talleyrand de 1792, qui se plaint de ne pas avoir de mission, ou le Talleyrand de 1795, qui se vante d'en avoir rempli une? Sans hésiter, le premier. La version du second est toute de circonstance. Talleyrand et ses amis inventèrent la mission et en jouèrent dans un temps où il n'était ni bon, ni sûr d'être considéré comme un

(1) Il s'agit du duc de La Rochefoucauld d'Enville, ancien président du département de Paris, qui avait été massacré à Gisors le 14 septembre.
(2) 23 septembre 1792. *Affaires étrangères, Angleterre*, 582, pièce 103.
(3) Pétition à la Convention nationale du 28 prairial an III.
(4) *Éclaircissemens donnés par le citoyen Talleyrand à ses concitoyens.*

émigré; où même le passeport le mieux en règle ne mettait pas à l'abri des soupçons et des représailles. Mais, à l'automne de 1792, Danton, pas plus que Lebrun, n'en fit son agent en Angleterre : l'un et l'autre auraient eu trop peur de se compromettre. Si, d'ailleurs, on rencontre beaucoup de textes contemporains où Talleyrand propose ses bons offices, on n'en trouve pas un seul où il apparaisse à l'œuvre, — à moins qu'on n'ajoute foi à sa fameuse correspondance avec M[me] de Flahaut et le ministre des Affaires étrangères publiée en 1793; mais qui l'oserait? Il n'est même pas certain qu'on lui ait confié, à défaut d'une négociation politique, quelque vague mission comme il y en eut plusieurs à l'époque, comme Stanislas de Girardin en obtint une par l'entremise de son ami Maret. Ces missions, que personne ne prenait au sérieux, permettaient à ceux qui les recevaient de passer la frontière sans encombre. Peut-être Talleyrand fut-il chargé d'aller ainsi consulter les économistes anglais sur les moyens d'établir l'unité des poids et mesures? On ne saurait cependant l'affirmer, et le mieux est de s'en rapporter aux explications que, parvenu à la vieillesse, alors que ce n'était plus une tare d'avoir émigré, il a fournies de sa conduite : « Mon véritable but était de sortir de France, où il me paraissait inutile et même dangereux de rester, mais d'où je ne voulais sortir qu'avec un passeport régulier, de manière à ne pas m'en fermer les portes pour toujours (1). » — Ne pas se fermer pour toujours les portes de France : voilà ce qui fait tout comprendre. Talleyrand, homme prudent, non moins soucieux du lendemain que de l'heure présente, ne voulait pas se brouiller irrémédiablement avec un gouvernement, même redouté et méprisé. Il lui demandait, coûte que coûte, une mission, afin de tenir la porte ouverte. Et lorsque, à la fin de novembre 1792, ayant échoué dans son dessein, il adressera en double à Danton et à Lebrun un *Mémoire sur les rapports actuels de la France avec les autres États de l'Europe*, son inspiration n'aura pas changé : entr'ouvrir la porte par où, à la première éclaircie, il se glissera dans Paris.

Talleyrand fut donc tout bonnement un émigré comme un autre. Il s'était retiré dans un des plus jolis quartiers de Londres, à Kensington square, tout près d'Hyde-Park. Pendant les premiers jours, il ne se montra guère. Incertain de l'accueil que

(1) *Mémoires de Talleyrand*, t. I, p. 225.

réservait Lebrun à ses offres de service, il se recueillait avant de prendre une attitude. Une femme séduisante, la comtesse de La Châtre, à qui le divorce permit de devenir la comtesse de Jaucourt, tenait sa maison. Quelques-uns de ses amis de France, eux aussi « chassés par les piques, » — entre autres Narbonne, qu'un jeune médecin allemand avait réussi à tirer de Paris, Mathieu de Montmorency et Beaumetz, — abritaient leur exil sous son toit.

Si l'on veut connaître quels étaient alors les vrais sentimens de Talleyrand, il faut lire une lettre qu'il écrivit, le 3 octobre, au marquis de Lansdowne. Il avait connu à Paris, puis retrouvé à Londres dans ses précédens séjours, ce grand seigneur d'esprit très large, très éclairé, qui avait suivi avec une chaude sympathie le mouvement de 89. Une amitié, que les années ne briseront pas, s'était nouée entre eux; ils avaient pris l'habitude d'échanger sur toutes choses leurs impressions, sans fard et sans calcul.

Milord, mandait Talleyrand à son ami, j'espérais depuis bien longtemps profiter de votre bonté et aller passer auprès de vous quelques jours d'esprit, de raison, d'instruction et de tranquillité... Quand on a passé les deux derniers mois à Paris, on a bien besoin de venir se retremper dans la conversation des hommes supérieurs. Dans un moment où l'on a tout dénaturé, tout perverti, les hommes qui restent fidèles à la liberté, malgré le masque de sang et de boue dont d'atroces polissons ont voilé ses traits, sont en nombre excessivement petit... Pour moi, Milord, ce que je désire, c'est que nous ne soyons pas absolument impuissans à la liberté. Comprimés depuis deux ans entre la terreur et les défiances, les Français ont pris l'habitude des esclaves, qui est de ne dire que ce qu'on peut dire sans danger. Les clubs et les piques tuent l'énergie, habituent à la dissimulation, à la bassesse; et si on laisse contracter au peuple cette infâme habitude, il ne verra plus d'autre bonheur que de changer de tyran. Depuis les chefs des Jacobins qui se plient devant les coupe-têtes jusques aux plus honnêtes citoyens, il n'y a aujourd'hui qu'une chaîne de bassesses et de mensonges dont le premier anneau se perd dans la boue (1)...

Loin des loups, ne craignant plus leurs crocs sanglans, Talleyrand était redevenu lui-même. Cette page frémissante fait penser aux dernières colères de Mirabeau, — du Mirabeau attristé et véhément dont il avait été, sur son lit de mort, le confident suprême. Comme le grand orateur qui avait vu avec effroi son

(1) Pallain, *la Mission de Talleyrand à Londres*, p. 419-20.

beau rêve d'une France rajeunie par la liberté en train de devenir un cauchemar hérissé de crimes, il ne voulait pas qu'on le prît pour le complice des hommes qui massacraient dans les prisons avant de guillotiner sur les places publiques.

Ce qui achevait d'ouvrir les yeux de Talleyrand, c'est qu'il trouvait à Londres tous les partis unis dans une même réprobation des événemens de Paris. Non seulement Pitt interrompt les relations diplomatiques avec la France; non seulement Burke, l'éloquent et implacable adversaire des doctrines de la Révolution, s'indigne et triomphe; mais les membres de l'opposition libérale, les Stanhope et les Grey, les Lansdowne et les Hastings, Mackintosh, le contradicteur de Burke; Sheridan, Wilberforce, l'ami des noirs; Fox lui-même, confessant tout bas que Burke « avait eu trop tôt raison (1), » — tous ceux qui ont le plus ardemment acclamé les principes de 89 comme une aurore de liberté, sont mornes, déçus, atterrés. Les agens du Conseil exécutif, malgré l'ennui qu'ils en éprouvent, ne peuvent pas ne pas constater cette révolte de l'opinion britannique. Les ministres refusent de s'aboucher avec eux, les particuliers s'écartent sur leur passage. Le 10 septembre, Noël raconte mélancoliquement à Lebrun qu'il n'a pu conserver des rapports qu'avec trois Anglais, et il ajoute : « Si je suis signalé ici comme jacobin, je n'ai rien à faire. Vous ne pouvez vous faire une idée de l'horreur qu'inspire ce mot... Le massacre des prisonniers a fait ici le plus mauvais effet. Nos amis n'osent plus nous défendre (2)... » De son côté, le 13 septembre, le comte Gorani, un Italien interlope que l'Assemblée avait naguère promu citoyen français et que le gouvernement nouveau entretenait à grands frais à Londres, écrit : « On ne parle de nous qu'avec la même exécration dont on parlait autrefois des flibustiers et des assassins. »

La surexcitation des Anglais de tous les partis contre les allures nouvelles et définitives de la Révolution était telle que la situation de Talleyrand à Londres devenait difficile; il se sentait enveloppé dans une atmosphère de défiance et de haine. L'évêque catholique, qui avait rompu avec son Église, ne trouvait pas son pardon dans le royaume de Henri VIII et d'Élisabeth. Le

(1) *Mémoires du Dr Burney*. (Cité par lady Blennerhassett, *Mme de Staël et son temps*, t. II, p. 186.)
(2) *Affaires étrangères, Angleterre*, 582, pièce 53.

Constituant qui avait voulu modeler la monarchie de Louis XIV sur la monarchie de Guillaume d'Orange, n'était pas davantage amnistié par le pays qui avait fait la révolution de 1688. Objet universel d'effroi et d'horreur, la Révolution française couvrait d'une impopularité, mêlée de mépris, les hommes qui l'avaient servie, même pour la modérer. Leurs illusions, imprudentes peut-être, mais généreuses, leur étaient tournées à crimes : ils avaient comme allaité le monstre qui, menaçant les trônes, s'apprêtait à tout dévorer.

Le gouvernement britannique avait lui-même donné le signal de l'universelle défaveur où le diplomate le plus empressé et le plus habile à plaire allait se trouver perdu. Lorsque, à sa première mission près du Cabinet de Saint-James, Talleyrand avait été présenté au roi George, il n'avait reçu qu'un accueil glacial. La Reine avait fait plus : elle lui avait tourné le dos. Même les politiques, mieux exercés à feindre, avaient mis leur art à ne rien farder. Aux yeux de William Pitt et de lord Grenville, l'ancien grand vicaire de Reims, l'ancien évêque d'Autun n'était plus que le coadjuteur louche de Biron et de Chauvelin; il avait manqué à l'hospitalité anglaise en s'efforçant d'organiser ou de développer sur le sol britannique de prétendues associations de liberté qui, en correspondance avec les clubs de Paris, n'étaient pour la plupart que des associations de désordre. M. de Talleyrand, répétait Grenville, est « un homme profond et dangereux. » Les gens du monde avaient réglé leur attitude sur celle de la Cour et des ministres. Pour eux, Talleyrand était un « agent de faction ; » ils s'écartaient de lui (1).

Les émigrés, du moins ceux qui étaient intransigeans, attisaient cette malveillance hostile des Anglais. Quoique Talleyrand fût devenu l'un d'entre eux, ils le critiquaient et le dénigraient. Sévères pour l'évêque qui avait mal tourné, aigres pour le grand seigneur qui avait abandonné son ordre, ils étaient impitoyables pour le constitutionnel, tout modéré étant, à leur avis, cent fois pire qu'un jacobin.

A l'autre extrémité des partis, Talleyrand ne rencontrait pas de dispositions meilleures. Pour les fanatiques du jacobinisme, non moins que pour les violens de l'émigration, le modéré était

(1) *Journal and Correspondence of lord Auckland*, t. II, p. 410; *Journal de Gouverneur-Morris*, p. 369; *Souvenirs de Dumont de Genève*, p. 364-65 et 432; Pallain, *la Mission de Talleyrand à Londres*, p. 55.

la bête noire ; et les agens diplomatiques du Conseil exécutif, bons courtisans des clubs parisiens, flattaient cette manie. Ne pouvant négocier, ils espionnaient et dénonçaient. Ils dénonçaient les émigrés de toutes couleurs, par préférence les constitutionnels. Une dépêche signale le luxe de Narbonne, qui « a une maison, une voiture et deux domestiques, dépense avec profusion et paye une demi-guinée la moindre commission. » Une autre s'en prend à Louis de Noailles, à qui sa chevaleresque étourderie de la nuit du 4 août n'avait pas fait trouver grâce pour son rang et son nom. Duport est désigné comme « le conspirateur peut-être le plus criminel. » Mathieu de Montmorency, qui s'était lancé avec une sorte de candeur dans toutes les chimères égalitaires et humanitaires de la Révolution ; Chapelier, auquel est réservée la guillotine quand il retournera à Paris ; Stanislas de Girardin qui, plus heureux, deviendra préfet de l'Empire, toute « la bande des constituans et constitutionnels, » ainsi que disent ces pièces diplomatiques qui ont des airs de feuilles de police, est jetée en pâture aux soupçons et aux fureurs des forcenés de Paris. Mais le nom qui revient le plus souvent sous les plumes des délateurs, est celui de Talleyrand. Ses moindres démarches sont épiées, ses moindres paroles enregistrées. Chauvelin, lorsqu'ils s'étaient revus, l'avait amicalement accueilli ; au commencement d'octobre, il louait, près de Lebrun, son attitude patriotique, et le montrait tout joyeux de la victoire de Valmy. Bientôt, il craindra que sa fidélité au fugitif ne le compromette ; il trouvera moyen que son ministre apprenne qu'il est « brouillé » avec Talleyrand. Si Chauvelin, menacé lui-même par ses jaloux, ne pousse pas très loin l'attaque, Noël est moins réservé. Vrais ou faux, celui-ci ramasse tous les commérages, même contradictoires, qui peuvent éveiller la défiance. Un jour, il montre Talleyrand en conciliabules fréquens avec Fox. « Des gens qui tiennent au gouvernement, s'empresse-t-il d'ajouter, m'assurent qu'il ne jouit ici d'aucune estime, ni d'aucun crédit. » Une autre fois, il écrit : « Je sais positivement que l'évêque d'Autun a eu trois conférences avec lord Grenville, et que les dispositions paraissaient fort bonnes. Je ne tiens pas cette nouvelle directement du citoyen Talleyrand, n'ayant avec lui aucune communication. » Si Talleyrand s'éloigne de Londres avec Mmes de La Châtre et de Flahaut, peut-être simplement pour respirer en paix, ne serait-ce pas qu'il conspire ? S'il dîne

avec Montmorency et Narbonne, puis soupe avec Chauvelin, que cache cette manigance? « C'est à vous à voir, conclut un correspondant du ministre Lebrun, si nous avons encore à louvoyer. » Un mystérieux personnage, Achille Viard, ci-devant officier de la maison du Roi, à présent espion de la fraction avancée du Comité de sûreté générale (1), envoie cet avertissement vague et menaçant : « Un ami m'a très fort assuré que nous devions nous défier absolument de MM. Chauvelin et Talleyrand (2). »

Repoussé à droite et à gauche, impuissant à lutter contre les animosités des partis, Talleyrand se souvint peut-être d'un mot profond du cardinal de Richelieu : « Il n'y a qu'à laisser faire le temps et à se consoler en cette attente. » Dans le Londres tumultueux et passionné de la fin de 1792, il attend, enfermé chez lui, silencieux, insaisissable ; il fait le mort. Seuls, quelques émigrés, quelques voyageurs de sa nuance franchissent sa porte et le tiennent au courant des affaires de France. Ce sont Narbonne; le publiciste genevois Dumont en veine de devenir un jurisconsulte à l'école de Jérémie Bentham; l'ex-abbé Louis, le diacre de la fameuse messe du Champ-de-Mars; puis d'anciens collègues de l'Assemblée tels que le chimérique duc de Liancourt ou le prince de Broglie, qui portera bientôt sa tête sur l'échafaud. Du côté des femmes, M[me] de La Châtre, M[me] de Flahaut, qui met la dernière main à son *Adèle de Sénange;* M[me] de Genlis, qui, pour distraire ses deux élèves, Paméla et M[lle] d'Orléans, — la future Madame Adélaïde, — donne des soirées intimes. Talleyrand est l'étoile de ce petit cénacle ; aimable et pétillant, il y prodigue son entrain et sa grâce, à moins qu'il ne flétrisse la tyrannie jacobine : « Je n'ai jamais entendu parler, raconte à propos de lui M[me] de Genlis, avec une indignation plus énergique, des excès qui se commettaient en France (3). »

Plusieurs libéraux anglais, qui se piquaient de ne point abandonner dans le malheur les constitutionnels français, tâchaient aussi d'adoucir l'exil de Talleyrand. Lord Lansdowne l'invitait à dîner chaque fois qu'il recevait un hôte de choix, et

(1) Voyez F. Masson, *le Département des Affaires étrangères pendant la Révolution*, p. 274.

(2) Lettres de Chauvelin, Noël, X., et Viard en octobre et novembre. *Aff. étrang., Angleterre*, 582, pièces 149 et 151; 583, pièces 5, 28, 40, 68; Supplément 29, pièce 107.

(3) *Mémoires de la comtesse de Genlis*, Paris, 1825, t. IV, p. 351.

le proscrit était devenu le grand ami du fils de la maison, le petit lord Henry Petty, qui n'avait encore que treize ans. D'autres, le savant docteur Richard Priestley, physicien et chimiste, que le département de l'Oise envoya siéger à la Convention; George Canning, dont les clubs whigs applaudissaient alors les débuts d'orateur; Sheridan, les jurisconsultes Romilly et Bentham, Robert Smith, Fox et ses amis venaient s'entretenir avec lui (1).

Talleyrand n'essayait pas de sortir de sa retraite. Il observait, il méditait, il rêvait. Un jour, cependant, le Talleyrand, homme d'action, eut comme un réveil. Ce fut à la fin de novembre. Grisée par les succès de Valmy et de Jemmapes, la Convention venait de voter son fameux décret du 19 novembre. Les peuples étaient par elle invités à s'affranchir; elle leur promettait l'appui des armées de la République. La guerre était déclarée aux rois. Talleyrand frémit : la neutralité britannique, son œuvre, ne résisterait pas à ce nouvel assaut. Si, jusque-là, les Anglais, gens pratiques, avaient préféré la paix à la guerre, ce n'était point, il le sentait, par goût pour la Révolution. A part quelques libéraux et quelques républicains de clubs, peu leur importait que la France modifiât ses institutions. Mais, sans qu'il leur en coûtât rien, ni un matelot, ni une guinée, la nation rivale paralysait son commerce, laissait dépérir sa marine, détachait d'elle ses colonies; mieux que n'auraient fait dix années de guerre étrangère ruineuse et sanglante, la guerre civile abaissait la France. Les lords et les bourgeois d'Angleterre avaient contemplé ce spectacle avec un flegme satisfait. Mais, à présent, voilà que les choses changeaient. Les républicains victorieux menaçaient la Belgique et la Hollande, les grands débouchés continentaux de l'île trafiquante; ils poussaient les peuples à détrôner leurs rois; ils étaient saisis d'une frénésie antireligieuse. Inquiets pour leurs intérêts matériels, froissés dans leurs sentimens royalistes et chrétiens, les Anglais, d'indifférens, devenaient hostiles, et, comme on l'a dit, cette hostilité « était plus grave pour la République que celle d'un souverain, c'était l'hostilité d'une nation (2). »

Soit patriotisme, soit besoin de défendre une fois encore sa politique, Talleyrand, à l'heure même où il réprouvait le plus les excès de la Révolution, tâcha de servir la France en l'éclai-

(1) *Mémoires de Talleyrand*, t. I, p. 226-227.
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. III, p. 212.

rant. Aux coureurs d'utopies, il vint parler de réalités pratiques; aux amateurs de guerre à outrance, il vint parler de paix. On a retrouvé, dans les papiers de Lebrun et dans ceux de Danton, un *Mémoire*, tout entier de sa main, daté du 25 novembre, *sur les rapports actuels de la France avec les autres États de l'Europe* (1). C'est un merveilleux cours de politique étrangère à l'usage des hommes d'État novices de la Convention. Les vues profondes, les pensées hardies et fortes y fourmillent.

Talleyrand marque d'abord la différence qui doit exister entre la politique d'un peuple libre et celle d'un gouvernement arbitraire. Le gouvernement arbitraire aura l'ambition d'exercer une « primatie » parmi les autres puissances; le peuple libre aura l'ambition d'être « maître chez soi » et n'aura jamais « la ridicule prétention de l'être chez les autres. » « On a appris, un peu tard sans doute, que, pour les États comme pour les individus, la richesse réelle consiste, non à acquérir ou à envahir les domaines d'autrui, mais à bien faire valoir les siens. » Ce principe posé, il en déduit que les relations des États entre eux ne doivent plus être les mêmes. Les gouvernemens arbitraires désiraient des alliances offensives; leurs traités avaient pour but tantôt d'« assujettir ou dépouiller des peuples, » tantôt d'« obtenir la prépondérance politique de l'une des parties, c'est-à-dire, en termes plus simples, d'assouvir son ambition et sa cupidité. » Les peuples libres ne concluront que des alliances défensives afin de sauvegarder leur indépendance réciproque. Mais la France nouvelle n'a pas plus besoin d'alliances défensives que d'alliances offensives : « Elle ne doit pas chercher dans une alliance quelconque un moyen d'indépendance, de force et de sûreté personnelle plus prompt et plus puissant que celui qui doit résulter de l'exercice libre et unanime de ses propres forces. » Si elle contracte des alliances, ce ne sera que pour « hâter le développement complet du grand système de l'émancipation des peuples. C'est là que doit se trouver le seul objet de sa politique actuelle, parce que c'est là que se trouve le vrai principe des intérêts généraux et immuables de l'espèce humaine. » Le territoire de la France, poursuit Talleyrand, « suffit à sa population et aux immenses combinaisons de l'industrie que doit faire éclater le génie de la liberté; » le mieux

(1) Ce mémoire a été publié par Robinet, *Danton émigré*, p. 243-251, et Pallain, *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire*. p. XLII-LVI.

est donc pour elle de « rester circonscrite dans ses propres limites : elle le doit à sa gloire, à sa justice, à sa raison, à son intérêt et à celui des peuples qui seront libres par elle. » Avec ces peuples qu'elle aura affranchis, elle s'alliera, non en vue des « secours qu'elle peut en tirer, mais pour ceux qu'elle peut leur offrir. » Quant aux autres États, avec lesquels de semblables « traités de fraternité » ne seraient point possibles, la France ne devra se lier à eux que par des « conventions passagères. » Tel est le cas pour la Prusse. Tel est aussi le cas pour la Turquie, dont il serait heureux d'obtenir « la libre navigation de la Mer-Noire, objet sollicité depuis si longtemps, avec tant d'ardeur, par tous les hommes instruits des vrais intérêts commerciaux de la France,... [et qui] ouvrira aux productions de notre sol et aux produits de notre industrie d'immenses débouchés dans les provinces ottomanes,... en Russie, en Pologne et en Perse. » Avec l'Angleterre également, ce sont « des rapports d'industrie et de commerce » que la France aura lieu de nouer. Citant en exemple les relations commerciales de la Grande-Bretagne et des États-Unis, auxquelles la proclamation de l'indépendance américaine a donné un plus vigoureux essor, Talleyrand conseille à la France et à l'Angleterre de libérer leurs colonies respectives. Mieux encore : Unissez-vous, leur dit-il, afin d'émanciper les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud ; elles seront, pour le commerce de l'Europe, un vaste champ tout neuf. Et il termine par cette pensée : « Après une révolution, il faut ouvrir de nouvelles routes à l'industrie, il faut donner des débouchés à toutes les passions. »

III

Au moment même où Talleyrand envoyait de Londres son *Mémoire*, à Paris, un événement très grave pour lui se produisait. En fouillant les Tuileries, on y avait découvert une armoire secrète, — *l'armoire de fer*, — où dormaient pêle-mêle des liasses de papiers. Qu'était-ce là ? Les curiosités soupçonneuses, aussitôt, furent en éveil. Le ministre Roland fit part de la trouvaille à la Convention. En hâte, on examina les documens, et, le 5 décembre, au nom de la Commission des douze, un rapport était lu à la tribune. Parmi les pièces analysées, les plus nombreuses, les principales, avaient trait aux relations de Mirabeau

avec la Cour; une se rapportait à Talleyrand. C'était une lettre, datée du 22 avril 1791, où l'intendant de la liste civile, M. de Laporte, mandait au Roi :

Sire, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté une pièce qui a été écrite avant-hier, mais que je n'ai eue qu'hier après-midi; elle est de l'évêque d'Autun qui paraît désirer de servir Votre Majesté. Il m'a dit que Votre Majesté pouvait faire l'essai et de son zèle et de son crédit, en lui désignant quelque point que vous désireriez, soit du Département, soit de l'Assemblée nationale. S'il parvient à faire exécuter ce que vous lui aurez prescrit, vous aurez une preuve de son zèle (1).

Dès que le rapporteur eut fini de parler, sans perdre un instant, la Convention décréta : « Il y a lieu à accusation contre Talleyrand-Périgord, ci-devant évêque d'Autun et... le scellé sera mis sur-le-champ sur ses papiers. » En même temps, plusieurs arrestations, entre autres celles de Rivarol et de Parent de Chassy, furent décidées, et l'on vota d'acclamation que tous les bustes ou effigies de Mirabeau seraient recouverts d'un voile. Le lendemain, 6 décembre, « sur la réquisition du citoyen ministre de la Justice, » la Commune de Paris décernait contre Talleyrand un ordre d'amener ; des instructions furent données à deux commissaires pour apposer les scellés sur ses papiers (2).

Le 7 décembre, de nouveau, le nom de Talleyrand était prononcé à la Convention. Ce jour-là, le capucin défroqué Chabot, député du Loir-et-Cher, faisait lire le Journal de la mission à Londres d'un agent secret, Achille Viard, chargé par certains membres du Comité de sûreté générale de dépister les complots des émigrés. Viard prétendait qu'il avait vu en Angleterre Talleyrand et Narbonne, que Talleyrand y intriguait avec plusieurs prélats, notamment avec les évêques de Saint-Pol-de-Léon, de Lisieux, d'Angoulême, de Poitiers et d'Amiens, et qu'il s'était publiquement vanté de sauver Louis XVI, grâce à ses amis de la Convention. Les députés prêtaient l'oreille. Mais Achille Viard, au lieu de ne s'en prendre qu'aux absens, eut la maladresse de mettre en cause Roland et sa femme, Fauchet,

(1) *Recueil des pièces justificatives de l'acte énonciatif des crimes de Louis Capet, réunies par la Commission des vingt et un.* Pièces comprises au premier inventaire. Pièce 4.

(2) L'original de cet ordre d'arrestation fait partie de la collection d'autographes de M. Georges Cain, qui a eu l'amabilité de me le communiquer.

d'autres encore. Ils se défendirent hardiment, et ce fut le dénonciateur qu'on arrêta.

Que le coup dirigé contre le ministre girondin eût échoué, pour Talleyrand la chose importait peu. Son cas n'en devenait pas meilleur. Ainsi que l'écrivait une Anglaise de ses amies, « M. de Talleyrand comptait retourner bientôt en France et y arranger lui-même ses affaires : il devra maintenant se contenter d'être en vie. Quant à ses biens, hormis ceux qu'il peut posséder dans d'autres pays, il les perdra tous (1). » La révélation de l'armoire de fer avait renversé, comme un château de cartes, tout l'échafaudage d'habiletés grâce auxquelles il s'était flatté de quitter la France sans émigrer.

Talleyrand ne voulut pas cependant s'avouer tout de suite vaincu. Son secrétaire, Des Renaudes, était à Paris : dès le 15 décembre, il réussit à glisser dans la *Gazette nationale* une note en faveur de son maître. Adroitement, il faisait valoir que, parmi « les papiers impurs » de l'armoire de fer, on n'avait pas trouvé une ligne de Talleyrand. Bien mieux : le citoyen Lebrun a entre les mains la correspondance adressée par Talleyrand à Lessart, les preuves de sa complicité avec le château devraient y éclater ; eh bien ! que le ministre « déclare... s'il n'est pas vrai que c'est la correspondance la plus franchement, la plus vigoureusement patriotique qui existe dans ses bureaux, sans aucune exception. » Enfin, ajoutait Des Renaudes, « le jour même où le décret d'accusation a été rendu..., le ministre Lebrun et un membre du Comité diplomatique ont dû recevoir de Talleyrand un Mémoire politique dont toutes les vues appartiennent aux principes les plus purs de la Révolution. » Talleyrand, de son côté, avait sauté sur sa plume. « Je n'ai jamais eu, proclama-t-il lui-même dans la *Gazette nationale* du 24 décembre, aucune espèce de rapports, directs ou indirects, ni avec le Roi, ni avec M. Laporte. » Il aurait été sage de s'en tenir à cette négation : il alla plus loin, trop loin. Dans son ardeur à se laver de tout soupçon, il prétendit expliquer comment l'intendant de la liste civile avait pu écrire sa phrase ; il entra dans des détails si abondans, si précis, qu'ils sont à eux seuls un aveu (2).

(1) *Diary and letters of Madame d'Arblay*, London, 1847, t. V, p. 376. Mrs Phillips à miss Burney, 16 décembre 1792.

(2) J'ai dit dans mon livre, *Talleyrand évêque d'Autun*, p. 280-291, quelles avaient été les relations de Talleyrand avec la Cour aux mois d'avril et de mai 1791.

— Ni la lettre de Talleyrand à la *Gazette nationale*, ni une réclamation qu'il adressa directement à la Commission des vingt et un (1), ni le plaidoyer, ni les démarches de Des Renaudes (2), ne firent revenir la Convention sur son décret d'accusation.

Pendant ce temps, à Londres, les esprits se montaient de plus en plus contre les Français. On savait que des agens occultes du gouvernement de Paris, et surtout des émissaires des clubs jacobins, parcouraient le pays, prêchant la révolution aux comités insurrectionnels d'Irlande et aux sociétés démocratiques d'Écosse et d'Angleterre, promettant des subsides, même, assurait-on, distribuant des armes; et comme, dans une ville, on avait planté un arbre de la liberté, dans une autre, promené le drapeau tricolore, ailleurs, porté des toasts aux *Droits de l'homme* ou banqueté en l'honneur de Valmy; comme des orateurs populaires s'écriaient qu'il fallait abattre la Tour de Londres, ainsi qu'à Paris on avait fait de la Bastille, les fidèles sujets du roi George voyaient déjà leur pays prêt à s'embraser. La propagande française soufflait sur le feu naissant : guerre à la propagande française ! Aussi, lorsque Pitt déposa à la Chambre des lords un projet de loi, — l'*alien bill*, — dont l'objet était de fermer la Grande-Bretagne aux armes et aux munitions envoyées du dehors, de faire surveiller rigoureusement par la police les étrangers et, au moindre prétexte, d'autoriser leur expulsion, l'opinion publique presque tout entière fut avec lui. Les lords votèrent la loi. A la Chambre des communes, Fox présenta en vain quelques objections; Burke, brandissant un poignard au milieu de l'émotion générale, prononça son mot fameux : « Préservons nos esprits des principes et nos cœurs des poignards français! Sauvons nos biens dans la vie et nos consolations dans la mort, les bénédictions du temps et les promesses de l'éternité! » Et, dans les premiers jours de janvier 1793, l'*alien bill* devint applicable.

(1) « Réclamation de Talleyrand-Périgord contre le contenu en une lettre de Laporte, » reçue à la Commission des vingt et un, le 21 décembre 1792. Il m'a été impossible de retrouver aux Archives nationales cette pièce signalée dans le *Quatrième recueil des pièces imprimées d'après le décret de la Convention nationale du 5 décembre 1792*, t. III, p. 174.

(2) « Mémoire justificatif pour Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun, signé D. » Cette pièce fut remise sur le bureau de la Commission des vingt et un, le 18 janvier 1793. *Arch. nat.*, C. 219 (160[137]). Des Renaudes parle des efforts qu'il fit pour obtenir le retrait du décret d'accusation dans une note publiée par le *Moniteur universel* du 17 fructidor an III.

Précisément à la même époque, des bruits malveillans couraient sur Talleyrand; on insinuait qu'il s'était lui-même fait décréter d'accusation à Paris afin de donner le change aux défiances des Anglais et de travailler chez eux plus à l'aise à la propagande révolutionnaire. Qu'allait penser, qu'allait faire le gouvernement britannique? Talleyrand ne laissa pas à l'accusation le temps de se formuler : pour l'écraser dans l'œuf, il marcha au-devant. Le 1er janvier 1793, il adressait au Conseil du Roi une note détaillée. Après y avoir rappelé les missions que lui avait confiées Louis XVI, il exposait les raisons de son nouveau séjour à Londres.

Je suis venu en Angleterre, déclarait-il, jouir de la paix et de la sûreté personnelle à l'abri d'une constitution protectrice de la liberté et de la propriété. J'y existe, comme je l'ai toujours été, étranger à toutes les discussions et à tous les intérêts de parti, et n'ayant pas plus à redouter devant les hommes justes la publicité d'une seule de mes opinions politiques que la connaissance d'une seule de mes actions. Outre les motifs de sûreté et de liberté qui m'ont ramené en Angleterre, il est une autre raison, très légitime sans doute, c'est la suite de quelques affaires personnelles et la vente prochaine d'une bibliothèque assez considérable que j'avais à Paris et que j'ai transportée à Londres.

Il ajoutait :

Devenu en quelque sorte étranger à la France, où je n'ai conservé d'autres rapports que ceux... d'une ancienne amitié, je ne puis me rapprocher de ma patrie que par les vœux ardens que je fais pour le rétablissement de sa liberté et de son bonheur (1).

En même temps qu'il rédigeait cette note, il voulut, par précaution, se ménager un abri, au cas où le Cabinet de Saint-James le chasserait du sol britannique; il sollicita du grand-duc de Toscane l'autorisation de se retirer dans ses États, mais, de ce côté, il se heurta à un refus (2).

Après toutes ces alertes, Talleyrand passa quelques mois tranquilles. Le gouvernement britannique paraissait ignorer sa présence, et il put organiser sa vie d'émigré. Tantôt à Londres, dans sa petite maison de Woodstock Street, tantôt à la campagne, chez des amis, il employait ses matinées à prendre des notes sur les événemens quotidiens. Ses après-midi étaient

(1) Pièce publiée par Bulwer, *Essai sur Talleyrand*, p. 136-139.
(2) Pallain, *la Mission de Talleyrand à Londres en 1792*, p. XXIX.

remplis par les visites et les courses d'affaires. Le soir, il allait dans le monde (1).

Tout proscrit qu'il fût par les Jacobins et malgré son horreur de ce qu'il appelait « le joug abominable » de la Convention, Talleyrand ne se résignait point à ne plus être utile à la France. Quelques jours avant le 21 janvier, il saisissait encore l'occasion d'envoyer un avis au ministre Lebrun. Il lui faisait dire, par l'agent Benoît, qu'il ne fallait pas désespérer de la neutralité anglaise; que Pitt hésitait à se lancer dans la guerre, et que, si un homme sympathique au Cabinet de Saint-James, Dumouriez par exemple, était chargé de reprendre les négociations, un accommodement lui semblait possible (2). — Tenace jusqu'au bout, Talleyrand défendait sa politique et, du même coup, avec son habituelle prévoyance, il se préparait le moyen de dire, plus tard, que, s'il y avait eu brouille entre la République et lui, ce n'était point par sa faute.

Le 21 janvier fit écrouler la dernière chance de paix. Lorsque, le soir du 23, la nouvelle se répandit à Londres que la tête du roi de France était tombée sur l'échafaud, il y eut dans toute la ville une explosion d'horreur. Depuis la Saint-Barthélemy, rapporte un historien anglais (3), aucun événement n'avait produit un tel effet de stupeur et d'indignation. La foule se pressait aux carrefours pour lire les affiches où étaient racontés les derniers momens de Louis XVI. Les théâtres furent fermés. La Cour, le Parlement, — sauf un politicien whig, — et le peuple entier, spontanément, prirent le deuil. « Tout homme, écrivait Maret à Lebrun, qui avait ou qui a pu se procurer un habit noir, s'en est revêtu (4). » Le 24, le roi George sortit en carrosse; un immense cri l'accueillit : Guerre aux Français! — Talleyrand porta le deuil de Louis XVI et, pour un temps, se désintéressa de la diplomatie de la Convention.

Au mois de février, on le trouve dans le comté de Surrey, à Mickleham. Là, les émigrés constitutionnels, attirés par un propriétaire riche et accueillant, M. Locke, qui leur offrait l'hospitalité de son beau domaine, Juniper Hall, avaient formé toute une

(1) *Mémoires de Talleyrand*, t. I, p. 227. Lettres de Talleyrand à Mme de Staël publiées dans la *Revue d'Histoire diplomatique* de 1890.
(2) *Mémoires de Dumouriez* (éd. in-8, 1823), t. III, p. 384.
(3) Lecky, *History of England in the XVIIIth century*, t. VI, p. 122.
(4) 31 janvier 1793. *Affaires étrangères, Angleterre*, 586, pièce 128.

colonie. Mme de Staël, qui arrivait de France, en était l'âme. Dans sa petite maison de Mickleham, se rencontraient Mathieu de Montmorency, qu'elle traitait « comme un frère, » Narbonne et son ami d'Arblay, ancien major général de la garde nationale de Paris; Malouet, très souffrant des nerfs; la princesse d'Hénin avec son fidèle Lally-Tollendal; Mme de La Châtre inséparable de Jaucourt; deux charmantes Anglaises, miss Fanny Burney, auteur délicat d'*Evelina*, et sa sœur, Mrs Phillips; enfin Talleyrand, dont la maîtresse de maison déclarait alors qu'il était « le meilleur des hommes. » Ces proscrits, qui, presque tous, avaient frôlé la guillotine, réunis, oubliaient les dangers d'hier, les menaces de demain; ils avaient un entrain presque joyeux. C'étaient entre eux des conversations à perdre haleine, des promenades à travers les prairies où pointaient les premières violettes, des jeux de société coupés d'éclats de rire. Ils travaillaient. Mme de Staël lisait des chapitres de son traité sur *l'Influence des passions*, dont Talleyrand disait qu'il « n'avait jamais rien entendu de mieux pensé ni de mieux écrit. » Lally-Tollendal déclamait ses tragédies d'une voix qui faisait trembler les vitres et avec des gestes terribles. Tous commentaient les événemens. Quelquefois, Mme de Staël organisait une partie en voiture. Un jour que Narbonne et Montmorency l'accompagnaient à l'intérieur et que Talleyrand était sur le siège, les échos de la discussion parvinrent jusqu'à lui, et, pour y placer son mot, du coude, il cassa la glace. Dans ce petit monde si animé, il se fit même un mariage : miss Burney se fiança à M. d'Arblay. Mais, de tous les émigrés qui fréquentaient Mickleham, « le plus charmant, » au témoignage de la gracieuse Anglaise, était Talleyrand. « C'est un admirable causeur, écrivait-elle à son père, poli, spirituel et profond. » Dans une autre occasion, après avoir reconnu qu'elle avait eu tout d'abord contre lui des préventions, elle disait à une amie : « C'est incroyable la convertie qu'a faite de moi M. de Talleyrand; je le considère à présent comme le premier et le plus délicieux des membres de cette exquise compagnie... Ses propos sont merveilleux autant par les idées qu'il remue que par l'esprit qu'il déploie (1). »

Cependant, sur ces gens qui semblaient d'esprit si libre, de cœur si insouciant, pesaient des préoccupations lourdes. Que

(1) Mme d'Arblay, *Diary and letters*, t. V, p. 400 et 402.

leur préparait l'avenir? Quelles angoisses morales, quelles misères matérielles leur apporterait-il? Que penser et, surtout, que faire? Mrs Phillips rapporte un entretien qu'eurent devant elle, un soir de mai, Narbonne et Talleyrand. A cette date, entre la Gironde et la Montagne, la lutte à mort était engagée; aux prises avec la Vendée et avec l'Europe, la Convention chancelait. « Dans huit jours d'ici, déclara Narbonne, il me paraît qu'on pourra voir assez clair pour former un plan. — Pour prendre un parti, remarqua M. de Talleyrand, il faut d'abord savoir si celui qui nous conviendrait sera assez fort pour justifier l'espérance du succès; sans quoi, il y aurait de la folie à se mêler de la partie. Mais pour moi, continua-t-il en riant, j'ai grande envie de me battre, je vous l'avoue. » Narbonne s'étonna. « Mais, reprit Talleyrand, je vous donne ma parole que ce me serait un plaisir de bien battre tous ces vilains gueux! — Eh non! s'écria Narbonne avec un mélange de lassitude et de tristesse; dites-moi donc le plaisir qu'il y aurait à donner la mort à ces pauvres misérables dont l'ignorance et la bêtise ont été les plus grands crimes. S'il fallait ne faire la guerre que contre Marat, et Danton, et Robespierre, et M. Égalité, et quelques centaines d'autres infâmes scélérats, j'y pourrais peut-être trouver de la satisfaction aussi. » Talleyrand ne répondit pas. Quelques instans plus tard, il se levait pour partir, et, très froidement : « Je vais quitter ma maison de Woodstock Street; elle est trop chère (1). »

Dans le même mois de mai, Mme de Staël fut rappelée à Coppet par son mari. Elle s'était attachée à Mickleham; elle s'en éloigna avec regret, emportant des jours qu'elle y avait vécus un souvenir plein de charme. « Douce image de Norbury, écrira-t-elle, venez me rappeler qu'une félicité vive et pure peut exister sur la terre!... »

Son départ laissait un grand vide. Cette femme de tant d'esprit, dont tous ses contemporains ont dit qu'elle était la vie bouillonnante, avait été le réconfort et la consolation des bannis et des vaincus. Elle absente, ce fut le découragement, pour beaucoup même la fin de l'espérance, tant son imagination toujours en travail savait enfanter de projets ou de rêves.

Nul peut-être plus que Talleyrand, qui trouvait en Mme de Staël un écho si vibrant de ses regrets et de ses ambitions, ne

(1) Mme d'Arblay, *Diary and letters*, t. V, p. 416-417.

ressentit la solitude où il retombait. Il voulut la tromper en lui écrivant sans cesse, mais ce n'était plus le soutien de chaque jour. « Je ne sais que faire, gémit-il; je m'ennuie ici, je suis excédé de ne pas avoir de nouvelles de France, ou plutôt des personnes que j'aime ou que je connais en France. Personne ici tout à fait selon mon esprit ou selon mon cœur (1). » Narbonne et Mme de Flahaut, restés à Londres, ne lui suffisaient pas. Il suppliait son amie de lui envoyer de longues lettres, à chaque courrier. Bientôt, il n'aura plus qu'une idée : aller en Suisse, la rejoindre; et il déclarera : « Ce qui est vrai au dernier degré, c'est que je ne connais de manière d'être décente et douce que dans notre réunion, et vous savez ce que j'entends par *notre*. » Quand il ne lui écrivait pas, il s'occupait encore d'elle. En septembre, il s'emploie à faire paraître chez un libraire de Londres les *Réflexions sur le procès de la Reine*, qui lui paraissent remplies « de belles et de spirituelles choses (2). » Si Marie-Antoinette, continue-t-il, « est assez heureuse pour pouvoir être sauvée par un bon livre, elle le sera par votre ouvrage (3). » Et il corrige lui-même les épreuves, il les fait revoir par son ami Sainte-Croix; il s'inquiète de la mise en vente; il prépare des articles pour les journaux anglais.

Un moment, les événemens de Toulon, qui venait de s'insurger contre la Convention et de proclamer Louis XVII, firent diversion à son souci. Il entrevit une possibilité de rentrer en scène, de rejouer un rôle. Il échafauda des projets, et ce fut à son amie qu'il s'empressa de les confier. La Constitution, lui écrivait-il, est le seul mot capable de rallier les esprits. « Mon vœu serait que les districts des départemens méridionaux, qui ont déjà fait connaître leur attachement à cette Constitution de 89, rappelassent à Toulon ou ailleurs les députés de l'Assemblée constituante. On aurait une Assemblée, et c'est l'essentiel : car il n'y a qu'une Assemblée qui puisse avoir longtemps une popularité assez forte pour aller en avant. Cette Assemblée serait convoquée par les districts et départemens méridionaux, et alors on pourrait bien dire qu'elle ne serait point sous l'influence des puissances étrangères. » Déjà, il proposait le prince de Conti pour être lieutenant général du royaume, avec Narbonne et Sainte-

(1) 20 août 1793. (*Revue d'Histoire diplomatique*, année 1890.)
(2) Talleyrand à Mme de Staël, 28 septembre 1793.
(3) Talleyrand à Mme de Staël, 3 octobre.

Croix pour ministres. Mais que les alliés, disait-il, restent prudens et discrets. Deux ans de guerre ont « assez démontré que, contre les étrangers, tout le monde est soldat en France, et les honnêtes gens qui détestent la Convention et les scélérats qui se sont dévoués à son service, parce que les étrangers se sont toujours présentés ou comme voulant conquérir le territoire, ou comme voulant détruire la liberté. » L'œuvre de salut ne pourra être faite que par des Français. Sans doute, il ne faut pas compter sur les aristocrates émigrés, « qui ont perdu tout ce qu'ils ont approché, » mais, en dehors d'eux et contre les républicains, il y a un parti nombreux, prêt à agir : les constitutionnels. « Nous sommes les seuls, insistait-il avec force, par qui l'on puisse défaire et refaire. » Il disait encore : « Je crois (et je suis sûr que vous êtes de cet avis) que si les constitutionnels étaient protégés dans les villes qui se mirent sous la sauvegarde des alliés, si on leur donnait la faculté d'émettre leur vœu, bientôt ils parviendraient à remuer le peuple, à faire entendre le nom de Roi sans terreur, à arracher la Reine de l'Abbaye, à donner sans secousse aux émigrés des moyens de rentrer dans leurs propriétés, à présenter aux Français et aux puissances une paix convenable et qui ne serait pas achetée par la servitude, à changer enfin la Constitution pour la rendre plus monarchique, plus gouvernante ; mais tout cela sans un nouvel éboulement (1). » — Le rêve de Talleyrand dura peu. Toulon fut écrasé par les canons du jeune capitaine Bonaparte; les conventionnels y reparurent en maîtres. La Terreur triompha.

Déçu dans son attente, à bout de ressources, n'ayant plus en poche pour vivre que sept cent cinquante livres sterling, le produit de sa bibliothèque, Talleyrand se livra de plus en plus au découragement. « Je suis dans une disposition détestable, écrivait-il à Mme de Staël le 17 décembre, — deux jours avant la chute de Toulon. Je ne sais qu'espérer. Voilà la tentative de Moira qui devient nulle; il est vraisemblable qu'il rentrera au premier jour à Portsmouth. Cela animera les républicains contre cette pauvre Vendée; et des massacres sans nombre! Toulon va bien mal. On apprend des nouvelles de batailles où il périt 20 ou 30 000 hommes, et le fond des affaires ne change pas. — Qu'espérez-vous ? »

(1) Lettres de Talleyrand des 28 septembre, 8 et 30 octobre.

Tandis que Talleyrand cherchait un refuge dans l'oubli et le silence, il était plus que jamais menacé à Paris comme à Londres. A Paris, son émigration était officiellement constatée le 29 août. Un mois plus tard, le 30 septembre, une perquisition était opérée à son ancien domicile, « rue de l'Université, n° 90, section de la fontaine de Grenelle. » Les limiers de la police firent d'ailleurs buisson creux. Des comptes de l'évêché d'Autun et des abbayes de Saint-Denis de Reims et de Celles-sur-Cher ; un registre de correspondance, des mémoires et des quittances, des brouillons de notes politiques sur les gouvernemens de France et d'Angleterre, des pièces relatives à une société de blanchissage en commandite : voilà le butin qu'ils rapportèrent dans vingt-quatre cartons soigneusement scellés. Le tout était sans intérêt et sans importance. Même cinq lettres, « par lesquelles, dit l'inventaire, on voit que les auteurs conspiraient contre le gouvernement, » n'apprirent rien à la police : aucune n'était signée et deux seulement étaient datées (1).

Ce serait aussi à la fin de l'année 1793, — à l'époque du procès de Lebrun-Tondu qui monta sur l'échafaud le 27 décembre, — qu'auraient été imprimées à Paris de prétendues lettres adressées par Talleyrand à cet ancien ministre et à Mme de Flahaut (2). Que ces lettres soient des faux, la question ne se pose même pas. Malgré une certaine habileté dans la rédaction, des erreurs matérielles, plus encore le ton général, font clairement voir qu'elles furent fabriquées de toutes pièces par un ennemi de Talleyrand. Il faudrait, a-t-on dit, les attribuer à Collot d'Herbois. Ne seraient-elles pas plutôt l'œuvre d'un émigré sans scrupules, intéressé à perdre Talleyrand près du gouvernement britannique? Dans ces lettres, en effet, qui contiennent des outrages grossiers à la mémoire de Louis XVI, mêlés à un programme de propagande républicaine à travers la Grande-Bretagne et à un projet de descente sur les côtes d'Irlande et d'Angleterre, tout est calculé pour scandaliser ou irriter le roi George et ses ministres.

Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, la foudre s'amassait au-dessus de la tête de Talleyrand. Elle éclata le 28 janvier 1794.

(1) *Arch. nat.*, T. 1668 et T. 1685.

(2) Il m'a été impossible de trouver, dans aucune bibliothèque, un seul exemplaire de cette correspondance. Je n'en parle que d'après les larges citations qu'en ont faites Villemarest, Bastide, etc.

Ce jour-là, un mardi, vers cinq heures de l'après-midi, deux hommes se présentaient à son domicile. L'un se donna pour messager d'État, et, sans préambule, lui signifia l'ordre de quitter le royaume dans les cinq jours; faute de se soumettre, la déportation lui serait appliquée. Avec Talleyrand et, également en vertu de l'*alien bill*, étaient frappés un comte Zénobia qu'il « n'avait jamais vu, » un comte de Vaux, « dont il ne savait même pas le nom, » et un sellier de Bruxelles nommé Simon. De raisons à cette mesure, aucune n'était fournie (1).

Devant ce coup inattendu, Talleyrand fit preuve d'un ressort merveilleux. Ses amis étaient atterrés. Narbonne adressait à Mrs Phillips une lettre qui n'est qu'une lamentation; Beaumetz, dans un mouvement fraternel, s'offrait à l'accompagner jusqu'au bout du monde; Mme de Flahaut pleurait. Quant à lui, constate Narbonne, « rien n'égale son calme, son courage et presque sa gaieté. » Bravement, il faisait front à l'orage. « Si je n'avais écouté que ma première impulsion, a-t-il dit dans ses *Mémoires*, je serais parti sur-le-champ, mais ma dignité me commandait de protester contre la persécution injuste qu'on exerçait sur moi. » Pour commencer, il chargea deux de ses amis anglais de porter à Pitt et au secrétaire d'État Dundas une note où il les mettait au défi de « donner un seul motif, même un seul prétexte à l'acte dur dont il était l'objet, » et où il sollicitait l'autorisation d'être entendu, de connaître l'accusation qui pesait sur lui, d'être jugé : « J'ai dit, écrivait-il à Mme de Staël, que tout juge m'était bon, que je n'en récusais aucun. »

Les deux ministres restèrent impénétrables. Sans se laisser effrayer par ce mutisme, le 30, Talleyrand s'adresse à lord Grenville: il lui « demande la permission de se justifier de toute fausse accusation, déclare que si ses pensées se sont souvent tournées vers la France, ç'a été seulement pour déplorer ses désastres, affirme de nouveau qu'il n'a aucune correspondance avec le gouvernement français, représente la condition misérable où il sera réduit s'il est chassé des rivages de l'Angleterre, et termine en faisant appel à l'humanité aussi bien qu'à la justice du ministre anglais (2). » Il ne reçut aucune réponse.

(1) Narbonne à Mrs Phillips (*Diary and letters of Mme d'Arblay*, t. VI, p. 17-18), et Talleyrand à Mme de Staël, s. d. Cette lettre n'est pas à sa place dans la *Revue d'Histoire diplomatique :* elle aurait du être imprimée après une lettre du 17 décembre.

(2) Bulwer, *Essai sur Talleyrand*, p. 136.

Comme s'ils eussent intérieurement rougi des mobiles qui avaient décidé leur rigueur, les membres du gouvernement britannique s'enfermaient dans le silence. Le bruit courait dans le public qu'ils avaient obéi à des sollicitations étrangères. « Ce qui se dit le plus, note leur victime, c'est que c'est sur la demande de l'Empereur et du roi de Prusse que l'ordre m'a été donné de quitter le royaume. Apparemment que l'Empereur et le roi de Prusse craignent les gens qui pêchent à la ligne pendant l'été et corrigent les épreuves d'un roman pendant l'hiver. C'est à cela qu'a été employée cette tête active dont le séjour en Europe est si inquiétant (1). »

Lorsque Talleyrand jugea qu'il avait, pour l'honneur, assez protesté, il fit, sans hâte, ses préparatifs de départ. Où aller? Les dispositions de la Russie à son égard étaient peu rassurantes, celles de la Prusse franchement mauvaises. Restaient le Danemark et l'Amérique. Il choisit les États-Unis et retint une place sur le premier navire en partance pour Philadelphie.

Jusqu'au bout, sa fermeté ne se démentit point. L'épreuve avait retrempé son courage. « Une persécution bien injuste a ses douceurs, devait-il remarquer plus tard. Je ne me suis jamais bien rendu compte de ce que j'éprouvais, mais il était de fait que j'étais dans une sorte de contentement. Il me semble que, dans ce temps de malheur général, j'aurais presque regretté de ne pas avoir aussi été persécuté (2). » Le jour où, vieillard se remémorant son passé, Talleyrand écrivait ces lignes, il ne se vantait pas; il affronta le lointain exil avec une âme virile. Une lettre, qu'il adressait à Mme de Staël quelques heures avant de monter sur le vaisseau qui allait l'emporter hors d'Europe, rend bien son état d'esprit : « J'ai pris mon parti..., je m'embarque samedi. C'est à trente-neuf ans que je recommence une nouvelle vie : car c'est la vie que je veux; j'aime trop mes amis pour avoir d'autres idées; et puis j'ai à dire et à dire bien haut ce que j'ai voulu, ce que j'ai fait, ce que j'ai empêché, ce que j'ai regretté; j'ai à montrer combien j'ai aimé la liberté, que j'aime encore (3)... »

Talleyrand et Beaumetz prirent passage sur le bâtiment américain, le 2 mars. Avant que l'ancre ne fût levée, Talleyrand

(1) Talleyrand à Mme de Staël, s. d. *Revue d'Histoire diplomatique*, 1890, p. 91.
(2) *Mémoires de Talleyrand*, t. I, p. 230.
(3) *Diary and letters of Madame d'Arblay*, t. VI, p. 20-21.

écrivit encore plusieurs lettres. Au moment de s'éloigner des êtres qui lui étaient chers, d'entrer dans l'inconnu, une émotion le gagnait; et il recommandait à Mme de Staël de lui donner souvent des nouvelles, il remerciait tendrement Mrs Phillips de son aimable accueil, il disait à M. d'Arblay dans un billet, le dernier qui soit daté de Londres : « Adieu, mon cher d'Arblay; je quitte votre pays jusqu'au moment où il n'appartiendra plus aux petites passions des hommes. Alors, j'y reviendrai; non, en vérité, pour m'occuper d'affaires, car il y a longtemps que je les ai abandonnées pour jamais, mais pour voir les excellens habitans du Surrey... Je ne sais combien de temps je resterai en Amérique : s'il se référait (*sic*) quelque chose de raisonnable ou de stable pour notre malheureux pays, je reviendrais; si l'Europe s'abîme dans la campagne prochaine, je préparerai en Amérique des asiles à tous nos amis. Adieu !... je vous demande et vous promets amitié pour la vie. »

Deux semaines plus tard (1), le dos tourné à l'Europe où s'enfantait dans le sang un monde nouveau, Talleyrand faisait voile vers la terre de la liberté. Au fond de son cœur, la confiance en l'avenir n'était pas morte.

BERNARD DE LACOMBE.

(1) Mal renseignée, la *Gazette nationale* annonçait, dans son numéro du 11 ventôse an II (1er mars 1794), que l' « évêque d'Autun » s'était embarqué le 3 février pour la Hollande.

UNE VIE DE FEMME AU XVIIIe SIÈCLE

MADAME DE TENCIN

D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX ET INÉDITS

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Les romans de Mme de Tencin étonneront peut-être le lecteur mal averti, et lui paraîtront fades à côté d'elle. N'aurait-il pas suffi qu'elle se racontât elle-même pour nous attacher à son récit? Des « tranches de vie, » quand cette vie a été si diverse, si riche d'émotions et de désirs, ne seraient-elles pas le plus passionnant des romans? Il nous semble même presque impossible que les souvenirs d'une réalité si prenante ne se soient pas imposés à son imagination, et que le roman n'ait pas été chez elle une transposition plus ou moins inconsciente de son passé. Ce sont là besoins de lecteur romantique, habitué à prendre la littérature comme un décalque de la vie. On chercherait en vain dans ses romans irréels et secs, pauvres de vice et de couleur, la femme cynique et hardie que fut Mme de Tencin. Ils sont anonymes,

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

c'est vrai, comme s'ils cachaient un secret ou dérobaient une pudeur; et, sur deux d'entre eux, elle a placé en première page des dédicaces énigmatiques qui semblent promettre des aveux (1). Mais ces dédicaces, même sincères, sont avant tout ruses d'auteur pour éveiller les curiosités; et cet anonymat, — qui fit tort à Mme de Tencin, puisqu'on a voulu lui dérober son petit lot de gloire pour le répartir entre ses neveux Pont-de-Vesle et d'Argental, — était alors de tradition chez les femmes : ni Mme de La Fayette, ni Mlle de Lussan, ni Mme d'Aunoy, ni Catherine Bernard n'ont inscrit leurs noms sur la couverture de leurs œuvres. Composés en des années d'assagissement et de demi-retraite, les romans de Mme de Tencin ne recouvrent aucune confidence volontaire. Elle les a écrits, non pour rendre du lustre à des scandales qu'elle eût préférés moins notoires, mais pour faire à sa manière œuvre d'art, pour purifier en quelque sorte son passé et reconquérir une certaine estime par le sérieux et la distinction de sa plume. Les amateurs de mémoires grivois seront déçus en les lisant.

Elle n'a pas échappé pourtant à la pression de ce passé toujours vivace en elle; quelques souvenirs personnels émergent çà et là, d'autant plus précieux qu'ils paraissent plus spontanés, et qu'ils trahissent pour ainsi dire son fond : telle allusion désobligeante aux gens du Châtelet est d'une victime qui a la rancune tenace; telle réflexion amère sur ces « ministres plus attentifs à mettre dans les places ceux qui conviennent à leur politique que ceux qui conviendraient aux places » est d'une sœur mal résignée à l'insuccès de son frère; l'accouchement clandestin de Mlle de Mailly, l'abandon de son nouveau-né, au coin d'une rue la nuit, sont racontés dans *le Siège de Calais* avec une sympathie et un intérêt, où la mère qui fit exposer son enfant sur les marches de Saint-Jean-Lerond a peut-être mis quelque chose de son émotion et de ses regrets : ce « sentiment de pitié pour la petite créature » ainsi sacrifiée, « cette espèce d'attendrissement pour la mère » presque irresponsable, ne serait-ce pas tout à la fois comme un remords furtif et comme un appel à l'indulgence?

(1) « C'est à vous que j'offre cet ouvrage, vous à qui je dois le bonheur d'aimer. J'ai le plaisir de vous rendre un hommage public qui ne sera connu que de vous, » (*Siège de Calais*). — « Je n'écris que pour vous, je ne désire des succès que pour vous en faire hommage, vous êtes l'univers pour moi. » (*les Malheurs de l'amour*).

Mais il y a d'autres souvenirs, plus certains et plus faciles à dégager: ce sont les souvenirs du couvent. Dans tous les romans de Mme de Tencin, le couvent a un rôle. Il est le confident des amours naissantes et des espoirs joyeux, le refuge des amours brisées et des tristesses résignées; à tous les orages du cœur, il offre un cadre « romantique, » comme on dira bientôt : des deux côtés de la grille, dans les parloirs, sous les ombrages des parcs monastiques, parfois même dans le silence des chapelles, il se joue de plus douloureuses tragédies que dans bien des salons mondains. Toutes les scènes et situations empruntées à la vie claustrale, et qu'exploitera à satiété le roman ultérieur, depuis le roman d'analyse jusqu'au roman-feuilleton, sont déjà indiquées ou esquissées par Mme de Tencin: cérémonie de vêture, religieuse surprise dans sa cellule par son ancien amant, moine creusant sa fosse, moine sur son lit de mort, femme dans un couvent d'hommes, escalade d'un couvent et enlèvement nocturne d'une religieuse, etc., — l'imagination de Mme de Tencin semble se complaire en ces tableaux qui lui sont familiers; et sa plume, d'ordinaire si sèche, prend comme malgré soi quelque couleur au contact de souvenirs qu'elle sent encore trop vivans. Est-ce réserve prudente ou témoignage sincère? Cette nonne défroquée n'a pas cherché à sa fuite une excuse rétrospective dans la satire des couvens. Les religieuses qu'elle nous montre ne ressemblent guère à celles de Diderot, ni même à la jolie dominicaine qui attirait au parloir de Montfleury la jeunesse dorée de Grenoble. On ne trouverait parmi elles ni une coquine, ni une victime de la tyrannie monacale. La sœur du cardinal de Tencin n'éprouve du reste aucune indignation « philosophique » contre la discipline et les vœux. Elle parle avec une pitié déférente de ces cloîtres austères, « tombeaux prématurés, » où l'on vit dans un entier oubli du monde, » et où « la mort même des parens de ces bonnes filles ne leur est annoncée qu'en général. » Elle a sans doute des mots plus libres et plus durs sur ces couvens mondains où la richesse impose plus que partout ailleurs, où « des petits riens remplissent la tête de toutes ces filles enfermées, » et où, « pour n'être pas malheureuse, il faut pouvoir faire des sacrifices continuels de la raison et du bon sens. » Mais de tels mots sont rares et brefs. Elle n'a pas caché sa sympathie pour certains religieux dont « la piété n'était point cruelle, » « gens d'esprit qui avaient été longtemps dans le monde et que

divers accidens avaient poussés au cloître; » et peut-être même se dissimule-t-il quelque reconnaissance personnelle pour une indulgente amie de couvent dans ce jugement de Pauline*** sur la sœur Eugénie: « Je lui dois le peu que je vaux; elle m'a éclairée sur la plupart des choses; elle me les a fait voir telles qu'elles sont; et, si elle ne m'a pas empêchée de faire de grandes fautes, elle me les a du moins fait sentir. »

Je ne voudrais pas exagérer l'intérêt de ces souvenirs et leur nouveauté. Le couvent était alors une pièce nécessaire dans la machinerie des romans : il préparait pour les jeunes idylles des âmes naïves et intactes, il ensevelissait dans son silence les amantes malheureuses, à qui des parens barbares faisaient des vocations forcées, il abritait ou consolait sur le tard les remords ou les désillusions du cœur.

Mme de Tencin restait donc dans la tradition en utilisant après tant d'autres romancières les commodités du couvent. Mais si l'on se servait du couvent, on ne le faisait point connaître; c'était une force anonyme qu'on mettait sans peine en mouvement et qu'on ne songeait point à analyser. Mme de Tencin, qui sortait du cloître, y fit rentrer ses lecteurs derrière elle; elle sentit, et ce fut là une très juste intuition, que la vie religieuse pouvait fournir non pas seulement des épisodes dramatiques, mais des états d'âme encore mal étudiés. Ce sont des raisons d'art qui l'ont ramenée vers son passé; et dans ce retour en arrière, elle n'a pas cherché un biais facile pour déguiser des souvenirs ou des aveux. Elles existent, je crois, ces demi-confidences, et j'ai essayé moi-même de les mettre en valeur, mais elles sont involontaires, comme le pittoresque très maigre qui les accompagne.

Si pourtant Mme de Tencin avait voulu se mettre en frais d'enluminure, elle aurait su trouver comme personne les mots colorés, au besoin les mots crus, les images réalistes, même brutales, qui font revivre choses et gens; ou plutôt elle n'aurait eu qu'à les laisser venir sous sa plume. On verra par ses lettres quelle langue énergique, presque effrontée, était naturellement la sienne, avec quelle vigueur elle savait dessiner un personnage, souligner son geste familier, faire saillir son ridicule ou son vice. Quel contraste avec ses héros de romans, qui, toujours rebelles au mot propre, prennent en guise de petite vérole « cette maladie contagieuse si dangereuse pour la vie et si redoutable à

la beauté! » Pauvres ombres décolorées, dont on sait qu'ils ont tous des « grâces infinies » dans le visage et des « charmes incroyables » dans l'esprit, et qui sont moins des individus que des résidus d'espèces. Cette pâleur uniforme du récit a permis à Mme de Beaumont d'écrire la troisième partie des *Anecdotes de la Cour d'Édouard II*, sans qu'une lecture rapide laisse apercevoir la soudure : c'est le même style déteint et lessivé. Celui de Mme de Tencin a cependant plus de finesse : il suit avec précision les sinuosités de la pensée; c'est un exact et subtil instrument d'analyse. Tous les critiques furent alors unanimes à l'admirer. L'abbé Prévost en louait la « vivacité, » l' « élégance, » la « politesse, » la « pureté; » et Voltaire écrivait à Mlle Quinault : « Je lis actuellement *le Siège de Calais;* j'y trouve un style pur et naturel que je cherchais depuis longtemps. » Dans le public, les romans de Mme de Tencin « passaient tout d'une voix pour des livres fort bien écrits. » Nous saisissons là sur le vif les conséquences de la discipline classique, à laquelle Mme de Tencin n'a point échappé : il lui a semblé que pour atteindre au vrai et grand art, il fallait atténuer et souvent supprimer ses sensations personnelles, leur ôter ce qu'elles pouvaient avoir de trop particulier ou de trop vécu, et ne s'intéresser qu'aux sentimens les plus généraux. Si Mme de Sévigné avait écrit des romans, elle n'eût pas osé sans doute y porter la libre verve de ses lettres, et par scrupule d'art, elle eût détruit, elle aussi, le meilleur de son art. Ne cherchons donc pas dans les romans de Mme de Tencin ce qu'elle n'a point voulu y mettre, ce qu'elle n'y a mis que par accident et presque sans le savoir : ses souvenirs, ses idées, sa façon de sentir la vie et de voir les gens. Œuvres volontairement impersonnelles, d'une correction toute littéraire, elles demandent à être jugées en elles-mêmes, pour ce qu'elles peuvent contenir de subtilité psychologique et de vérité humaine. C'est de ce point de vue qu'il les faut examiner. Mais on ne peut en parler comme de *la Princesse de Clèves* ou de *Manon Lescaut*. Qui a lu aujourd'hui *les Malheurs de l'amour* ou même *le Comte de Comminges?* et, les ayant lus par hasard, qui se les rappelle malgré leur brièveté? Qui aurait la mémoire assez sûre et assez souple pour se retrouver dans la multiplicité indistincte de leurs personnages et la complication si dense de leurs épisodes? Sans vouloir ici tenter des analyses impossibles, j'essaierai du moins de réduire à ses données essen-

tielles le problème psychologique qui est posé dans chacun d'eux.

Les Mémoires du comte de Comminges débutent comme *Roméo et Juliette :* l'amour a surgi inattendu, irrésistible et fatal entre deux jeunes cœurs que la haine héréditaire de leurs familles aurait dû éloigner l'un de l'autre pour toujours. Mais « la tyrannie des pères » fait de cet amour un martyre. L'amante est mariée à un affreux vieillard, et l'amant désespéré ensevelit son amour dans un cloître. C'est dans ce même cloître que, plus tard, enfin délivrée de son mari, essayant sous des habits d'homme d'oublier qu'elle est femme et doublement veuve, l'amie errante viendra elle aussi chercher la paix. Elle n'y trouvera que celui qu'elle croyait mort et qu'elle n'a cessé d'aimer. Sans se révéler à lui, elle saura découvrir qu'il garde son cœur tout plein d'elle ; et, dans cette maison où elle devrait être toute à Dieu, elle goûtera un plaisir triste et comme une vengeance contre le ciel à se nourrir ainsi solitaire de cet amour profane : douloureuses voluptés, qu'elle caressera jusqu'au jour suprême où, la cloche des agonisans ayant rassemblé autour de son lit tous ses frères agenouillés et son amant parmi eux, elle osera devant lui confesser sa misère et ses délicieuses faiblesses d'une voix apaisée déjà par la mort, mais toujours amoureuse.

En dépit de ses titre et sous-titre, *le Siège de Calais, nouvelle historique*, n'est qu'un roman de mœurs contemporaines encadré dans une « histoire » fantaisiste. Par gageure, dit-on, Mme de Tencin le fit commencer là où les autres le plus souvent finissent : sans le vouloir, et même d'abord sans le savoir, une honnête femme « a accordé ses dernières faveurs » à un ami de son mari, alors qu'elle croyait satisfaire sans plaisir au devoir conjugal. Cet homme qui l'a prise et surprise, elle le hait pour la honte qu'il lui a laissée, mais ne peut s'empêcher de l'aimer pour les grâces infinies de sa personne. Lui, le trop charmant voleur d'amour, tout humilié de cet égarement d'une nuit, s'enfermant désormais dans un silence respectueux, ne veut plus vivre que pour se faire pardonner. C'est là ce que se disent l'un à l'autre ces deux amans inavoués dans plusieurs entrevues muettes. Peu à peu, le pénible souvenir s'éteint, l'amour gagne, le mari meurt, et ils sanctionnent dans toute la liberté de leur tendresse ce que le hasard avait consommé. A l'arrière-plan, des jeunes gens jouent au chassé-croisé d'amour : chacun prend la

place de l'autre et se croit trahi; mais aucun ne l'a été, et les groupes se reconstituent en fin d'histoire, suivant les affinités des cœurs.

Il y a deux romans dans *les Malheurs de l'amour :* celui de Pauline et celui d'Eugénie. Moitié par naïveté, moitié par dépit, Eugénie s'est abandonnée en toute confiance à un homme dont elle se croyait aimée, mais ce n'est qu'un libertin et qui la trompe. Découragée par cette première expérience, elle n'a plus la force de vivre le vrai amour avec un vrai amant. Elle se retire au couvent, religieuse-philosophe; et, dans le parloir conventuel, elle reçoit l'amant fidèle qui se contente d'être l'ami. — Pauline, qui a de beaux écus et de plus beaux yeux, s'est trouvé un amant sincère dans la foule de ses prétendans intéressés. Des circonstances tragiques les séparent pour un temps. En cet éloignement, elle ne vit que de ses souvenirs et de ses espérances; lui, plus léger, « jeune et sensible, » trouve un divertissement dans un amour de grand chemin. Pris de remords, il se libère, sans pourtant oser revenir à son ancienne amie. Croyant la trahison sans retour, elle cherche l'oubli dans un mariage raisonnable; mais toute son estime pour un mari honnête est impuissante à se muer en amour; et ce n'est que très tard, avec une douloureuse résignation, qu'elle le laisse exercer tous ses droits. Il sent sa blessure en homme passionné qui voudrait être amant plus encore que mari, et en meurt de déplaisir. L'amant d'autrefois, enhardi, revient. Il a la bonne fortune et la consolation d'arracher à la mort celle qui l'aime toujours et de mourir à ses pieds amoureux et pardonné. Pauline dolente rejoint Eugénie au couvent.

C'est encore une « nouvelle historique » que les *Anecdotes de la Cour et du règne d'Édouard II, roi d'Angleterre*, mais l'histoire y est aussi frelatée et modernisée que dans *le Siège de Calais*. Comme *les Malheurs de l'amour*, les *Anecdotes* sont la juxtaposition de deux romans : l'un, très médiocre, où la responsabilité de Mme de Tencin est à peine engagée, puisqu'il a été terminé par Mme de Beaumont, est un vrai roman d'aventures avec enlèvemens, assassinats, chevaliers errans, maris barbares, etc. ; l'autre est une adroite esquisse d'homme frivole, qui est beau et qui le sait, qui aime, mais qui s'aime plus encore, qui ne se croit pas obligé, même dans ses plus sincères amours, à une exacte probité si sa vanité est en jeu, et qui, parmi toutes

ses conquêtes amoureuses, cherche moins les douceurs de l'amour que les satisfactions de son amour-propre.

Mais on défigure ces romans en les simplifiant ainsi : dans leurs quelque cent ou cent cinquante pages, ils enferment la matière de plusieurs volumes, et il est difficile à une première lecture de s'y sentir à l'aise. Sauf les *Mémoires du comte de Comminges*, ils se développent tous sur triple ou quadruple plan. *Le Siège de Calais* est le chef-d'œuvre du genre : sur le devant de la scène, M. de Canaple et Mme de Granson traînent leur languissante histoire d'amour; derrière eux milord Arondel et Soyecourt se disputent Mlle de Roye; M. de Chalons fait sa cour à Mlle de Mailly; M. de Mailly épouse Mme du Boulay; Clisson et Mauny enlèvent Mlles d'Auxi et de Liancourt. Cette complication, qui pourrait croître à l'infini, est rendue plus gênante encore par le manque de concentration dans l'intérêt et de relief dans les personnages. Le roman va et vient au gré d'une fantaisie dont on ne surprend point le secret; c'est pour ainsi dire aux dernières pages que l'histoire principale parvient à émerger hors du fouillis des anecdotes adjacentes. Pour se retrouver en ces dédales, les noms seuls des personnages offrent une prise à la mémoire. Les personnages eux-mêmes, tous « bien faits, » avec des « figures régulières, » « pleins d'agrémens et de charmes *particuliers* (*sic*), » se suivent indiscernables en une longue théorie grise. Les paysages où ils se meuvent apparaissent rarement, et n'ont ni plus de couleur, ni plus de variété : il y a « le bois de haute futaie, » solitaire et silencieux, les rochers « escarpés et arides, » qui « répandent une certaine horreur conforme à l'état des âmes » désespérées; il y a encore le jardin, moins « horrible, » où l'amante rêveuse promène le soir sa « langueur négligée ; » voilà bien, je crois, les seuls décors qui soient parfois tendus derrière les acteurs. L'archéologie et le sens historique de Mme de Tencin apportent quelque gaîté parmi tout cet ennui : plus généreux que le roi Édouard, elle laisse la vie sauve aux Bourgeois de Calais qui « reçoivent un traitement digne de leur vertu. » Les rudes barons de la guerre de Cent ans badinent chez elle comme des courtisans de Versailles; ils vont au tournoi avec des devises d'un pétrarquisme adorable; ils tiennent salon, et y parlent sur un ton très « régence » de leurs maîtresses et de l'amour, qui est pour eux « une espèce de ridicule ; » ils craignent surtout « qu'on ne les soupçonne d'être

amoureux de leurs femmes, » et, « si par hasard ils l'étaient, » ils trouveraient « ce sentiment si singulier qu'ils le cacheraient avec soin. » La réalité contemporaine est traitée avec le même sans-façon ; il n'est « truc » si grossier et si puéril qui ne soit, le cas échéant, utilisé. S'il faut qu'un amant chassé par un père cruel revoie une maîtresse idolâtrée, un « hasard providentiel » les réunit sur la grand'route : « l'objet aimé » roule en équipage, les chevaux s'emballent, le carrosse verse, les dames se pâment, l'amant accourt à la minute favorable, et reçoit dans ses bras, avec l'amante évanouie, de délicieux aveux d'amour : « On s'attend bien, écrit Mme de Tencin, que c'étaient Adélaïde et sa mère, c'étaient effectivement elles. » Quand un personnage est devenu gênant ou inutile, une bonne fièvre survient qui le supprime sans bruit : on « meurt rien que de la douleur d'avoir été abandonné. »

Le lecteur d'aujourd'hui pourrait ainsi exercer aux dépens de Mme de Tencin une ironie facile, qui risquerait pourtant de porter à faux. Elle avait, — doit-on le rappeler? — un sens trop positif de la vie et une trop riche expérience pour prendre au sérieux ces fictions de fillette ingénue. Mais que lui importait leur puérilité ou même leur extravagance, si elle ne s'était proposé d'écrire ni des romans pittoresques, ni des romans réalistes, ni même des romans vraisemblables. Pour juger les siens à leur prix, il ne faut pas oublier dans quelle série littéraire ils se rangent. Le succès de Mme de La Fayette avait fait lever derrière elle toute une génération de romancières, qui mélangeaient comme elle à doses inégales l'histoire et la psychologie, et cherchaient dans le passé de beaux cas amoureux rehaussés par des noms illustres.

La réputation de Catherine Bernard, de la comtesse d'Aunoy, de Mlle de la Force, de Mlle Durand, de Mlle de Lussan, de Mme de Gomez et de leurs nombreuses sœurs est aujourd'hui un peu empoussiérée (1). Il n'a pas manqué alors de critiques considérables pour promettre à l'*Histoire d'Hippolyte* de Mme d'Aunoy ou à l'*Éléonor d'Yvrée* de Catherine Bernard l'immortalité des chefs-d'œuvre : pâles répliques de *la Princesse de Clèves*, elles sont comme le prolongement obscurci de sa gloire. A mesure d'ailleurs que le genre était exploité par des mains inhabiles, il

(1) On pourra consulter sur ces romancières le livre très nourri du baron de Waldberg : *Der empfindsame Roman in Frankreich*, t. I, Berlin-Strasbourg, 1906.

se vulgarisait. On trouvait plus commode de chercher la nouveauté dans les anecdotes apocryphes d'une pseudo-histoire que dans les délicates analyses du cœur. *La Princesse de Clèves* pourrait s'intituler *Mémoires de la cour de France sous le règne de Henri II*, mais tout l'intérêt est concentré dans le cœur douloureux de la princesse, tandis que les *Mémoires de la cour d'Espagne*, *Mémoires de la cour d'Angleterre*, *Mémoires de la cour de Charles VII*, les *Anecdotes de la cour de Philippe-Auguste*, *Anecdotes de la cour de François Ier*, *Anecdotes de la cour de Childéric* et tant d'autres romans de même farine étouffent pour ainsi dire l'histoire sentimentale dans le pêle-mêle et le faste enfantin d'une cour imaginaire. Ceux qui se sentent un grand courage ou qui savent trouver leur amusement partout, pourront feuilleter ces petits livres. Ils y retrouveront les pauvres décors que Mme de Tencin nous a rendus familiers, le jardin avec son « cabinet de verdure, » les rochers « horribles » pour encadrer les désespoirs amoureux, et les grandes routes où versent les carrosses, les héros d'un « agrément infini » qui meurent de déplaisir, et des rois mérovingiens qui ressemblent comme des frères à Philippe III ou à Louis XIV : « Mérovée, dit Mlle de Lussan dans ses *Anecdotes de la cour de Childéric*, ce Mérovée, grand guerrier, grand politique, le prince le plus magnifique de son temps, fit bâtir un palais superbe et des jardins délicieux dans une île de la Seine... c'était dans ces beaux lieux que Mérovée s'allait délasser de ses soins avec un petit nombre de personnes choisies, telles que ces personnes bien heureuses des voyages de Marly. » « Le règne de François second, écrit Catherine Bernard au début du *Comte d'Amboise*, semblait dans ses commencemens devoir être agréable et heureux. La reine sa femme était une des plus belles et des plus spirituelles personnes du monde. Sa cour était composée d'une partie de ces hommes illustres qui avaient formé celle de Henri second, et les dames avaient autant d'agrément que les hommes avaient de valeur. Le comte d'Amboise et le marquis de Jamsac s'y faisaient distinguer; leurs familles avaient toujours été opposées d'intérêt, etc. »

Les héros de Mme de Tencin ne sont donc pas sans famille. Aussi bien n'était-ce pas son intention de dépayser ses lectrices en leur montrant des figures inconnues dans des paysages exotiques. Il semble même qu'elle soit restée volontairement fidèle à tous ces procédés surannés du roman traditionnel pour

ramener plus sûrement l'attention sur les menus détails psychologiques. Ce n'est pas qu'elle ait repris pour son compte la méthode même de Mme de La Fayette. Elle l'a lue sans doute de très près. Il y a des réminiscences certaines de *la Princesse de Clèves*, de *la Princesse de Montpensier*, de *la Comtesse de Tende* dans *le Comte de Comminges*, *le Siège de Calais* et *les Malheurs de l'amour*; mais, dans les romans de Mme de La Fayette, l'intérêt est moins dispersé : ce sont des œuvres cornéliennes concentrées autour d'un conflit moral. Chez Mme de Tencin, il n'y a presque ni drame, ni lutte intérieure! chaque roman est plutôt une série de cas sentimentaux reliés entre eux par une intrigue quelconque. Et, de même que les ingénieux casuistes ne cherchent pas seulement à résoudre les problèmes posés par la vie, mais qu'ils en inventent pour exercer leur virtuosité, Mme de Tencin se soucie médiocrement de l'inauthenticité, de l'invraisemblance ou de l'indécence d'une hypothèse, pourvu qu'elle obtienne ainsi des situations rares et inattendues; car il s'agit moins pour elle de résoudre le cas en moraliste, comme peut faire un romancier à thèse, que de décrire et d'analyser ce cas avec justesse et précision. Étant donné une situation, dont la réalité ou la vraisemblance n'est pas à discuter, le jeu consiste à trouver l'état d'âme correspondant, et à le résumer, à le concentrer en la plus exacte et la plus courte formule.

En présentant au public l'*Éléonor d'Yvrée* de Catherine Bernard, Fontenelle avait déjà donné la définition du genre. Il y demandait une science subtile de l'âme, une étude nuancée des sentimens « avec toute la finesse possible, » l'analyse de « certains mouvemens du cœur presque imperceptibles à cause de leur délicatesse, » « un style précis, » qui « rassemble » beaucoup de pensées et d'émotions « en fort peu d'espace, » où « les paroles sont épargnées, et le sens ne l'est pas. » Mme de Tencin, amie et élève de Fontenelle, a satisfait admirablement à toutes ces exigences. Un lecteur attentif et fin, qui sait goûter la joliesse des détails, trouvera en la lisant des jouissances menues, mais vives. C'est surtout dans la description des états d'âme incertains, des sentimens qui se transforment ou s'atténuent, que son talent se complaît, et affirme sa maîtrise. Non que la grande passion soit absente de ses romans. Contemporaine de l'abbé Prévost, liée personnellement avec lui, ayant peut-être elle-même, parmi ses innombrables galanteries, reçu au cœur quelque secrète bles-

sure, elle a su parler de l'amour avec un sérieux presque tragique, comme d'une chose grave et sainte, supérieure à tout, et dont il fallait « se faire un devoir; » elle a reproché aux hommes de sa génération « le peu d'importance qu'ils y mettaient; » elle a trouvé des mots d'une « tristesse passionnée » pour faire sentir « l'affreux malheur de n'être point aimée : » « tout était couvert, dit Pauline, par cette douleur déchirante que je n'étais plus aimée... Je me croyais presque coupable de ce qu'il ne m'aimait plus... La terre entière à mes genoux ne m'aurait pas dédommagée du cœur que j'avais perdu. » La confession d'Adélaïde mourante (1), où l'amour sensuel est comme exalté et purifié tout ensemble par l'ardeur religieuse, ne serait indigne ni de Prévost, ni même de Rousseau ; mais il y a quelque chose de plus douloureux et de plus vrai dans la plainte d'une Manon ou d'une Julie.

Mme de Tencin se complaît plus volontiers dans l'analyse des sentimens plus humbles et plus mélangés. Amours qui naissent, tristesses qui s'endorment, ou qui se pénètrent de « douceurs, » émotions qui s'apaisent, cœurs incertains qui s'écoutent, — elle a, pour se mouvoir dans ces demi-brouillards de l'âme, des formules claires et brèves qui sont un plaisir pour l'esprit, tant elles disent en leur précision condensée : « Cet homme qu'il fallait haïr pour se sauver de la honte de l'aimer. » — « Nous nous parlions moins; les choses que nous nous disions autrefois, n'étaient plus celles que nous eussions voulu nous dire. Il n'y perdait rien ; je l'entendais sans qu'il me parlât. » — « Quand je ne le voyais plus, je subsistais de cette joie douce dont il avait rempli mon cœur. » — « Il ne lui manquait, pour avoir de l'esprit et du mérite, que la nécessité d'en faire usage. » — « Je crois que je l'aurais dispensé de m'aimer en ce moment, et qu'il m'eût suffi qu'il se fût montré digne d'être mon amant. » — « Elle en était touchée, mais n'y était point sensible. » — « Moins elle l'aimait, plus elle croyait lui devoir. » — « Quoiqu'elle parlât d'amour, elle n'était point tendre. » — « Je lisais dans ses yeux que le plaisir d'être aimé ne lui laissait point d'attention pour les peines que ma tendresse me donnait. » — « Comme je n'examinais point mes sentimens, je ne me donnais pas le tourment de les combattre. » — « Rien n'était plus plaisant que les peines

(1) Dans les *Mémoires du comte de Comminges.*

qu'il prenait pour donner à ses galanteries un air cavalier; c'était comme s'il m'eût dit: Je vous conseille de m'aimer, » etc. Ces mots ont besoin d'être remis en leur place pour prendre toute leur valeur. On en goûte mieux alors l'élégance un peu précieuse et le raffinement parfois trop subtil. Qu'on lise surtout les *Malheurs de l'amour*. Ce n'est point un chef-d'œuvre, mais c'est une œuvre bien distinguée. Le lecteur moderne n'y sera point choqué par des anachronismes ou des travestissemens ridicules. L'« histoire » en est absente, et les invraisemblances plus discrètes. L'intérêt dramatique y est médiocre, presque nul; mais, au contact des événemens, la mélancolie amoureuse y prend toutes les nuances, et la courbe des sentimens instables y est suivie d'un trait léger, délicat et sûr.

Ce qui lasse vite l'attention, c'est que nulle part on ne sent le frémissement personnel d'un tempérament ou d'un caractère. Les ingénieuses formules où se résume une situation sont des formules générales qui peuvent servir pour tous les cas analogues, abstraction faite des individus; c'est la théorie ou, si l'on veut, la casuistique de l'âme, ce n'en est pas la vie: « Si je voulais me laisser aller aux réflexions, écrit quelque part Mme de Tencin, cette matière m'en fournirait beaucoup; mais elles seraient également inutiles à ceux qui sont capables d'en faire et à ceux qui n'en font jamais. » Supprimant donc toutes les réflexions particulières comme « inutiles, » elle n'a cru devoir garder que les réflexions d'intérêt universel. Ainsi toute sa psychologie tend à se resserrer et à s'aiguiser en sentences ou principes généraux. Qu'on se rappelle les formules que je viens de citer; une très légère retouche les transforme en *maximes:* « Il y a des gens auxquels il ne manque, pour avoir de l'esprit et du mérite, que la nécessité d'en faire usage. » — « A de certains momens, on préférerait être moins aimé, pourvu que celui qu'on aime se montrât plus digne de l'être, etc. » Mais voici des « maximes » qui ne se déguisent pas. Elles sont nombreuses, et point niaises: « On se persuade, quand on est riche, que les talens s'achètent comme une étoffe. » — « L'amitié devient bien faible quand on commence à être occupé de sentimens plus vifs, et si elle reprend ses droits, ce n'est que lorsque le besoin de confiance la rend nécessaire. » — « Les femmes, en général, ont toujours de l'indulgence pour tout ce qui porte le caractère de tendresse, et les dévotes en sont encore plus touchées que les autres. » — « Dès

que nous sommes malheureux, tous ceux qui nous environnent prennent de l'empire sur nous. » — « Il y a des douleurs qui portent avec elles une sorte de douceur, mais il faut pour cela n'avoir à pleurer que ce qu'on aime et n'avoir pas à pleurer ses propres fautes. » — « Les hommes ne se croient obligés qu'à la fidélité du cœur, etc. » L'allure sentencieuse de ces romans n'avait point échappé aux contemporains ; ils avaient extrait du *Siège de Calais* et des *Malheurs de l'amour* « quelques pensées choisies. » Mme de Tencin eût mérité d'écrire les *Maximes* du XVIIIe siècle. Elle connaissait quelque peu les femmes et beaucoup les hommes ; elle avait assez de méchanceté pour tenir ses yeux en éveil, assez de souvenirs pour deviner juste, assez d'esprit pour dire finement et courtement. Elle eût pu, comme La Rochefoucauld vieilli, condenser son expérience en un tout petit livre précieux. Il est grand dommage qu'elle l'ait pour ainsi dire délayée en des romans fades. Elle eût fait ainsi œuvre plus rare, plus résistante et surtout plus personnelle. C'était là du moins que son instinct et son plaisir l'avaient depuis longtemps attirée ; sa lettre philosophique au Père Manniquet n'est déjà qu'une série de « maximes ; » on en retrouvera dans toute sa correspondance, et le divertissement préféré de ses « mardis » sera d'en discuter et d'en ciseler les formules avec l'aide de ses invités. Cherchons Mme de Tencin dans son salon et dans ses lettres plutôt que dans ses romans.

II

On peut dire que Mme de Tencin a toujours eu un salon. A Montfleury, dans le parloir du couvent, les beaux esprits de Grenoble lui faisaient une petite cour. A peine installée à Paris, gens de lettres et habitués de ruelles l'entourèrent, et, à défaut d'autres faveurs, se contentèrent de sa conversation : « C'est bien fâcheux, madame, lui disait le comte de Hoym, qu'il faille finir par du respect les lettres qu'on vous écrit ; » et, quoiqu'il s'obstinât avec une gaucherie ingénue à solliciter davantage, ce bon Saxon, homme de goût du reste et bibliophile passionné, était tout fier de s'initier aux finesses de l'esprit français dans la maison de Mme de Tencin : « Vous voir, lui avouait-il, est devenu pour moi une chose trop nécessaire pour pouvoir m'en passer ;

et depuis que vous m'avez joué le mauvais tour de me dégoûter de tout ce que je trouvais aimable avant que d'avoir l'honneur de vous connaître, vous êtes obligée à présent, en conscience, de me dédommager de l'ennui que vous êtes cause que je trouve partout. » D'autres, plus heureux peut-être en amour et plus illustres en littérature, n'avaient pas besoin d'une permission expresse pour se faire ouvrir la porte, à la maison de la rue Saint-Honoré. Ils y venaient à toute heure, en hôtes familiers et toujours invités. Un petit tableau, peint vers 1710 par ce pauvre diable de Jacques Autreau, nous a gardé le souvenir de ces réunions du matin, toutes gaies, tout intimes, autour de la table du déjeuner : trois convives seulement, et de cérémonie point. Fontenelle, correct et soigné, porte large perruque blonde, habit clair et veste en drap d'or ; Lamotte s'est emballé dans un manteau rouge ; Saurin, tout en noir, est plus négligé, comme il est permis à un mathématicien. Derrière ce respectable triumvirat, la maîtresse de maison fait une apparition jeune : toute simple, en robe du matin avec un bonnet bien retroussé qui laisse voir sur le front deux jolis accroche-cœurs, elle apporte elle-même la chocolatière. Cependant Saurin argumente et gesticule. On cause, et sérieusement, semble-t-il. Voilà les premiers « mardis » du salon Tencin. Les débuts sont humbles, mais charmans.

Pendant bien des années, Fontenelle et Lamotte s'en furent ainsi causer chez elle sans pédanterie ni apprêt. On voit par des notes de police, prises en juillet 1729, qu'ils lui faisaient des visites presque quotidiennes et dînaient à sa table plusieurs fois la semaine. Dans l'amitié qui les unissait tous trois, il restait peut-être, si la légende est exacte, quelques souvenirs d'amour, mais ce qui la vivifiait surtout, c'était la sympathie ou plutôt la camaraderie des intelligences. Mme de Tencin n'en fit pas pourtant une amitié purement intellectuelle : elle ne la laissa pas oisive et sans profit. Ses amis devaient s'attendre à être réquisitionnés pour des besognes parfois inattendues : c'est Fontenelle, on s'en souvient, qui travaille en cour de Rome pour l'annulation de ses vœux, Fontenelle qui la présente au Palais-Royal, Fontenelle qui intrigue au ministère près de son ami Morville pour obtenir à l'abbé une ambassade ou un évêché. Faut-il rappeler enfin le rôle de l'excellent Lamotte dans les affaires de Rome et la préparation du concile d'Embrun? Mais ils faisaient mieux

encore pour leur amie. Ils la couvraient pour ainsi dire de leur dignité, l'entouraient de leur gloire alors considérable, et lui amenaient, pour qu'elle en fît sa cour, les jeunes auteurs à la mode et les vieux académiciens. Sauf Voltaire qui resta rebelle, il n'est guère d'écrivain distingué qui ne soit venu chez elle apporter un hommage curieux, bientôt déférent, et chercher comme un supplément de célébrité : Duclos, l'abbé de Saint-Pierre, l'abbé Prévost, Marivaux, Montesquieu, Piron, Mably, Condillac, Helvétius, Marmontel, bien d'autres dont la faveur fut courte et la réputation mourut en chemin, vinrent ainsi rue Saint-Honoré, et pour la plupart y revinrent. Elle sut en effet les gagner par la cordialité virile et la simplicité de son accueil. Plusieurs même, et des plus illustres, lui donnèrent une amitié spontanée, faite d'affection, de respect, et de confiance intellectuelle, amitié dont elle aimait à se parer et qui reste aujourd'hui le plus sûr témoignage de sa valeur et de son charme. Elle avait pour ses amis une bonté ingénieuse qui touchait par son à-propos et sa discrétion. L'argent qu'elle avait amassé dans les tripots et les banques louches, elle savait le dépenser largement et noblement. Plus d'une fois elle a réparé d'une main légère la petite fortune que Marivaux, trop distrait, trop charitable et trop élégant, émiettait sans y penser. Sa dernière générosité fut pour Montesquieu. Quelques mois avant sa mort, au moment où l'*Esprit des Lois* venait de paraître, elle acheta une bonne partie de l'édition, et en fit distribuer les exemplaires à tous ses amis. Il n'y a pas de charité plus exquise, et qui honore plus son jugement. Aussi Montesquieu l'appelle « notre amie » avec une intonation presque tendre ; et, quand elle mourut, Marivaux resta tout désorienté : « Mme de Tencin n'est plus, écrit-il à la comtesse de Verteillac ; la longue habitude de la voir qui m'avait lié à elle n'a pu se rompre sans beaucoup de sensibilité de ma part. » On sent, sous la réserve voulue des mots, une tristesse qui a sa pudeur et qui atteint le cœur au fond. Mais il avait déjà trahi toute l'ardeur de son amitié dans ce merveilleux portrait de la *Vie de Marianne*, où il l'a peinte avec une minutie et une subtilité d'admiration qui est le moins déguisé des aveux.

Avant l'affaire La Frenaye, tant et de si diverses intrigues absorbaient Mme de Tencin que la vie littéraire n'obtenait chez elle qu'une attention intermittente. Il fallut les rudes émotions de l'embastillement, l'humiliation de l'exil et l'apaisement iné-

vitable de l'âge pour resserrer dans un salon son activité toujours tumultueuse. La mort de la marquise de Lambert qui survint vers la même époque (1733), — en lui laissant une place et un rôle disponibles, — acheva de la fixer. C'est alors seulement que le « bureau d'esprit » de la rue Saint-Honoré reçut sa constitution définitive et, en quelque sorte, officielle. Les salons étaient en ce temps-là comme des fiefs littéraires qui se transmettaient à des héritières désignées d'avance. Mme de Tencin fréquentait chez Mme de Lambert pour obtenir sa succession. Mme Geoffrin viendra chez Mme de Tencin pour « voir ce qu'elle pourra recueillir de son inventaire, » et Mme Necker se formera chez la Geoffrin pour hériter de son « royaume. » Ainsi se continuent à travers tout le siècle les mêmes traditions, sinon les mêmes idées. C'était pour Mme de Tencin une bonne fortune de succéder publiquement à une femme de haut rang et de haute distinction, que Fénelon avait honorée de son amitié et qui exerçait une autorité morale sur la société parisienne. Donc, comme dit Trublet, « après la mort de Mme de Lambert, le mardi fut chez Mme de Tencin. » Mais en passant de la rue Richelieu à la rue Saint-Honoré, le « mardi » se renouvela. Lamotte, qui avait été un des oracles de la marquise, était mort trop tôt pour être compris dans sa succession. Du salon Lambert il ne resta plus à Mme de Tencin que Fontenelle, Marivaux et Mairan, l'austère Mairan, savant authentique et déjà mûr, qui venait de s'illustrer par un *Traité de l'aurore boréale*. Ce trio « lambertiste » retrouva chez Mme de Tencin le dîner du mardi ; mais, pour ce jour privilégié, la nouvelle « présidente » réserva encore à quatre amis des fauteuils perpétuels autour de sa table : c'était Duclos, historien et philologue exact, plus connu aujourd'hui comme romancier mondain et observateur cynique des mœurs contemporaines ; Astruc, médecin pour dames et grands seigneurs, écrivant de gros volumes sur son art, cherchant surtout à bien placer son argent et sa fille ; De Boze, membre de l'Académie des inscriptions et numismate érudit ; Mirabaud, correct et ennuyeux traducteur de la *Jérusalem délivrée*... Ainsi se forma le groupe des *Sept Sages*, désormais la cour permanente de Mme de Tencin, cour sérieuse, point frivole, presque grave, un « respectable sénat, » comme disait Piron.

Elle mettait sa coquetterie à n'y être plus coquette, à faire oublier qu'elle était femme et à montrer à tous « une tête bien

saine. » La demi-austérité de ce docte cercle ne lui déplaisait pas ; c'était pour elle plus qu'une réhabilitation : une revanche ; revanche aussi, — et dont sans doute elle était fière après tant de mépris féminins, — d'avoir si vite découragé les femmes qui auraient voulu briller auprès d'elle. Sauf la Geoffrin, qui étudiait son modèle, quelques filles à marier en quête d'épouseurs, quelques débutantes en bel esprit, elles y venaient peu et de mauvaise grâce. Le respect admiratif de tous ces hommes pour la maîtresse de maison, la considération indiscutée où elle trônait les intimidait par avance et mettait devant elles comme une barrière. Elles se sentaient mal à l'aise près de cette femme si simple « dont les preuves étaient toujours faites, » qui ne pouvait même pas être pour elles une rivale, mais seulement un juge.

Ce n'est pas que le salon de Mme de Tencin fût devenu une coterie de pédans. Elle avait connu elle-même une vie trop diverse et trop souple pour faire de sa maison un asile étroit et n'hospitaliser que la seule littérature. Financiers, courtisans, militaires, hommes d'Église, venaient chez elle, non en spécialistes, mais en gens du monde à qui rien d'humain n'est étranger. Tous, sans distinction de caste, y recevaient le même accueil courtois et y fraternisaient dans un même sentiment de respect pour « l'égale dignité des intelligences ; » le mot est de Marivaux et caractérise à la fois le siècle qui a mis la gent de lettres à si haut rang et la femme qui a senti, l'une des premières, la puissance sociale des « esprits penseurs. » Dans ce monde nouveau des « intelligences, » Mme de Tencin trouva les mêmes succès que jadis dans les alcôves ; c'était une élégance de se faire admettre chez elle, et la visite de son salon était recommandée aux étrangers de distinction : Montesquieu ne manque jamais d'y présenter tous ses amis d'Italie et d'Angleterre ; Benoît XIV compte sur Mme de Tencin et ses « virtuoses, » comme il dit, pour se faire à Paris une réputation d'humaniste ; il envoie rue Saint-Honoré ses traités de droit canon en des éditions somptueuses, se recommande humblement dans des lettres très travaillées « à l'illustre et savante compagnie qui s'y assemble, » et se flatte, non sans complaisance, que les beaux esprits parisiens feront bon accueil à son esprit d'outre-monts. Le salon de Mme de Tencin est le premier salon cosmopolite du XVIIIe siècle.

Les contemporains ont souvent décrit ce « délicieux temple du goût ; » mais leurs descriptions ne concordent pas toujours.

Le salon qu'a vu Marmontel n'est pas celui que Marivaux a évoqué si amoureusement dans la *Vie de Marianne;* et le tableau de Marivaux ne ressemble pas non plus aux esquisses de Piron, de Duclos ou du « solitaire des Pyrénées (1). » Ne serait-ce pas que Mme de Tencin, suivant la subtile remarque de Marivaux, n'avait aucune sorte d'esprit, mais qu'elle avait l'esprit de toutes sortes, suivant que le hasard des matières l'exigeait. Ces différentes descriptions représentent des « mardis » différens ou les différens momens d'un « mardi. » S'il fallait pourtant se fier davantage à l'un de ces portraits, ce ne serait pas le plus connu, celui de Marmontel, qu'il faudrait choisir. Observateur médiocre et manquant d'expérience, il est venu deux fois à peine au salon de la rue Saint-Honoré, pour la lecture de son *Aristomène* et pour le dîner qu'elle lui valut. Il avait alors vingt-six ans et arrivait de son Limousin. Rien d'étonnant qu'à un premier contact avec l'esprit parisien, il l'ait trouvé trop raffiné. Ce n'est pas du reste en deux séances qu'on peut juger un salon. Marivaux a chance d'avoir mieux vu, parce qu'il avait l'œil plus fin, qu'il a examiné plus longuement et surtout qu'il a plus aimé. Les souvenirs très précis du « solitaire, » les indications malicieuses de Duclos, réalistes de Piron, aigrelettes de Marmontel permettent d'apporter quelques retouches à ce portrait trop idéalisé peut-être.

Celle que ses dévots nomment « la prêtresse du temple » est une prêtresse facile et qui ne pontifie guère. Vieillie maintenant et fatiguée, elle ne se soucie plus de sa figure. On sent à la regarder, comme dit Fontenelle, « que l'amour a passé par là. » Elle s'enveloppe de « simplicité et de bonhomie, » prend plaisir à faire « la ménagère » et à s'embourgeoiser. Et pourtant, elle a grand air et serait « digne de présider partout. » Elle apparaît à tous « si considérable et si importante » qu'il est impossible de lui refuser le respect. Elle préside admirablement, parce qu'elle semble présider pour les autres et non pour elle. « Quoiqu'elle ait plus d'esprit que ceux qui en ont beaucoup, » elle se trouve toujours de niveau avec son interlocuteur, « a toujours l'esprit de la personne à qui elle a affaire, » et ne cherche à le saisir que pour s'y conformer. On ne sent même pas « qu'elle règle son esprit sur le vôtre, » tant l'harmonie paraît spontanée. Per-

(1) *Journal de Paris*, nos du 21 février et 11 septembre 1787.

sonne ne peut craindre de manquer d'esprit avec elle : « elle n'en désire jamais plus que vous n'en avez ; et c'est qu'en effet elle n'en a elle-même alors pas plus qu'il ne vous en faut. » Ce serait un raffinement de délicatesse, si ce n'était avant tout une intuition utilitaire.

La tradition de Mme de Lambert, et par elle du XVIIe siècle, se prolonge dans ce salon ; non qu'un Despréaux ou un La Bruyère eussent voulu fréquenter chez l'amie de Cydias : ils y eussent trouvé trop de beaux esprits et pas assez d'honnêtes gens, un irrespect trop joyeux à l'égard des Anciens et trop d'indifférence pour l'art pur. Mais chez Mme de Tencin, comme chez la marquise de Rambouillet ou chez Mlle de Scudéry, le cœur humain reste le principal sujet d'étonnement, d'étude et de jouissance pour l'esprit. On y fait des portraits et des maximes, où Fontenelle, Montesquieu, Marivaux surtout aiment introduire « de la métaphysique, » c'est-à-dire une psychologie savante et raffinée. La maîtresse de maison se passionne pour ces problèmes du cœur. Elle met toute sa finesse à en proposer d'imprévus, qui font le tour de Paris et divisent les salons. Par exemple : « On dit d'un amant : il ne la voit pas où elle est ; on dit d'un autre amant : il la voit où elle n'est pas ; lequel exprime la passion la plus forte? » C'est Marivaux qui fait les réponses les plus subtiles, inexactes parfois à force de recherche ; c'est Mme de Tencin qui fait les plus simples et les plus vraies. Tandis que Marivaux s'étale complaisamment en une série de petites phrases nuancées pour arriver au fin du fin, elle résume toute une expérience en des formules brèves et fortes : « La grande erreur des gens d'esprit est de ne pas croire les hommes aussi bêtes qu'ils sont. » — « L'état le plus difficile à supporter est celui où on est mal avec soi-même, » etc. Volontiers elle donne des consultations intellectuelles ou morales. Elle s'intéresse aux débutans et prend plaisir à écouter leurs premières œuvres. Ils ne trouveront chez elle ni complimens fades, ni admiration polie, mais bienveillance sincère et amitié positive. Voici un jeune poète qui lui apporte une comédie ; les vers sont jolis et les plaisanteries fines. Marivaux s'emballe, se fait ingénieux pour louer la pièce et s'engage à la patronner aux Italiens. Mme de Tencin, plus maîtresse de son enthousiasme et plus soucieuse de la réalité, — après un mot d'éloge aimable, mais bref, — préfère rappeler quelques principes, qui révèlent la femme

d'esprit, et plus encore la femme de sens : « A votre âge, lui dit-elle, on peut faire de bons vers, mais non une bonne comédie ; car ce n'est pas seulement l'œuvre du talent, mais aussi de l'expérience. Vous avez étudié le théâtre, mais, heureusement pour vous, vous n'avez pas encore eu le temps d'étudier le monde. On ne fait point de portraits sans modèles. Répandez-vous dans la société ; l'homme ordinaire n'y voit que des visages ; l'homme de talent y démêle des physionomies. Et ne croyez pas qu'il faille vivre dans le grand monde pour apprendre à le connaître. Regardez bien autour de vous ; vous y apercevrez les vices et les ridicules de tous les états. A Paris surtout, les sottises et les travers des grands se communiquent bien vite aux rangs inférieurs, et peut-être l'auteur comique a-t-il plus d'avantage à les y observer, par cela même qu'ils s'y montrent avec moins d'art et des formes moins adoucies. Dans chaque époque, il y a dans les mœurs un caractère propre et une couleur dominante qu'il faut bien saisir. Savez-vous, ajoute-t-elle, quel est le trait le plus marqué de nos mœurs actuelles ? — Il me semble, répond le jeune auteur un peu embarrassé, que c'est la galanterie. — Non, c'est la vanité. Faites-y bien attention, vous verrez qu'elle se mêle à tout, qu'elle gâte tout ce qu'il y a de grand, qu'elle dégrade les passions, qu'elle affaiblit jusqu'aux vices. M. de Marivaux que voilà a dévoilé avec un art infini dans ses comédies comme dans ses romans toutes les ruses de l'amour-propre : il s'est fait un genre, et c'est celui d'un homme de beaucoup d'esprit ; mais il est trop fait pour les gens d'esprit, et les effets de la comédie doivent être plus populaires. Attachez-vous à relever les ruses ou plutôt les bêtises de la vanité : c'est une passion bien plus comique ; et si le théâtre peut en corriger une, c'est celle-là. Le ridicule en est le véritable antidote, car rien n'est plus misérable que la vanité démasquée. »

Ainsi elle conservait dans son salon ce besoin de diriger qui lui rendait si attirante et si douloureuse la vie politique. Elle complotait une élection académique comme le remplacement d'une maîtresse royale : c'était encore une façon de goûter la joie du pouvoir. Elle livra sa plus rude bataille pour Marivaux son vieil ami. Mme du Châtelet, M. de Mirepoix et quelques hauts courtisans faisaient campagne pour Voltaire qui se présentait au même fauteuil ; le Roi lui-même semblait oublier l'impiété des *Lettres philosophiques* et promettre son consentement. Mme de

Tencin « se donna de grands mouvemens, » sollicita toutes ses relations, écrivit coup sur coup trois lettres à Richelieu pour qu'il mobilisât toutes leurs troupes de Versailles. La victoire lui resta : « Marivaux fut élu unanimement. » Dans cette lutte académique, elle combattait autant contre Voltaire que pour Marivaux. Elle n'aimait point Voltaire : tante de d'Argental et amie intime de Richelieu, elle ne pouvait sans doute déclarer une guerre ouverte à un adversaire dangereux, au reste fort galant et même déférent; mais elle n'avait grande tendresse ni pour sa politique, ni pour son esprit. Elle lui en voulait de ne s'être pas enrôlé dans le parti du cardinal. Quand il obtint sa mission secrète en Prusse, elle fut d'abord ironique pour le négociateur improvisé; puis, craignant que cette amusette diplomatique ne cachât quelque machination contre son frère, elle essaya de le gagner à elle en gagnant la Du Châtelet. Cette « singulière créature » l'amusait beaucoup; sa passion pour Voltaire lui paraissait ridicule : « Elle est plus folle et plus perdue d'amour que tous les romans ensemble; il faut en avoir pitié. » Néanmoins, comme cette « folle » pouvait être utile, elle la caresse et « lui fait amitié. » Vaines cajoleries! La Du Châtelet et son ami restaient « esclaves du Maurepas. »

Avant même que Voltaire fût devenu une manière d'ambassadeur, elle goûtait peu son talent. Dès 1731, elle lui avait conseillé, — suprême affront, — de renoncer au théâtre « pour lequel il n'était pas fait. » Voltaire lui avait répondu par *Zaïre*. Le demi-échec de *Mahomet* fit sa joie. Lorsqu'en 1744 Richelieu demanda au poète un divertissement de Cour, elle servit d'intermédiaire pour faire plaisir au duc, mais avec un très médiocre entrain : « Vous aurez du plus mauvais, si vous voulez exiger de Voltaire du plaisant; souvenez-vous, s'il vous plaît, que l'esprit prend toutes sortes de formes, excepté la gaieté... Je crains fort que Voltaire n'ait pas fait de bonne besogne; je crois que d'Argental même n'en est pas content. Pour moi, je n'en ai rien vu. Vous sentez que mon avis, attendu les beaux esprits qui m'entourent, n'aurait aucun poids sur Voltaire. » La *Princesse de Navarre* fut reçue fraîchement à la Cour. On ne manqua pas d'en rire à la rue Saint-Honoré. Piron avec quelque irrévérence laissa la comédie de Voltaire sur la chaise percée de Mme de Tencin. Je croirais volontiers qu'elle ne protesta pas, ni « ses beaux esprits » non plus. Aucun d'eux n'était sympathique

à Voltaire. Entre Montesquieu et lui, malgré l'apparence correcte des relations, il y avait rivalité sourde et, dans les conversations intimes, plaisanteries acerbes. Marivaux, qui s'attendrissait sur la morale chrétienne, avait médité une réfutation des *Lettres philosophiques*, et nul ne plaisantait Voltaire avec une méchanceté si candide. Les esprits les plus hardis, comme Duclos, évitaient tout scandale de parole chez la sœur d'un cardinal. En face de Voltaire, esprit fort et « athée, » Mme de Tencin, ultramontaine, et constitutionnaire fidèle, sinon dévote, entourée de « ses bons amis jésuites » et de « ses serviteurs de Dieu, » représente à l'égard de l'Église cette déférence traditionnelle et toute mondaine qui se refuse à la discussion. Son salon n'est donc point une « synagogue philosophique, » ou un campement d'avant-garde comme sera celui de Mme Geoffrin. On y « parle toujours de la religion comme il convient ; » et l'on croirait que les Anglais qui fréquentent si nombreux chez elle ont donné à tous les habitués du mardi le sens de la « respectability. »

Ne faisons point pourtant trop ennuyeuse et trop hypocritement décente cette maison très française, où l'on tenait la franchise pour la suprême vertu de l'esprit. A côté des mardis officiels, involontairement cérémonieux et compassés, il restait des réunions plus intimes où la conversation, moins ordonnée, courait familièrement et gaillardement, comme jadis lorsque la dame de céans versait elle-même le chocolat à ses invités du matin. Toute contrainte bannie, on causait et plaisantait en camarades, avec une liberté qui paraissait « triviale » aux puristes et aux prudes. Pour donner le ton et mettre à l'aise ses amis, Mme de Tencin affectait de leur parler et de les traiter avec un sans-gêne de garçon. Elle disait en les montrant : « ma ménagerie, » « mes bêtes; » à chacun, le premier de l'an, elle donnait « deux aunes de velours pour une culotte ; » mais ils usaient de « représailles honnêtes, » et ne se faisaient point scrupule de lui offrir une chaise percée avec poème dédicatoire; lorsqu'elle villégiaturait à Passy, ils lui envoyaient un chapeau de paille et y joignaient les considérans :

Vous nous couvrez le c.. l'hiver,
L'été nous vous couvrons la tête.

La dame « au chapeau de paille » les remerciait sans s'effaroucher, et leur faisait sentir qu'en causant avec elle, ils restaient

entre hommes. — Si l'on veut retrouver quelque chose de ces libres conversations, où s'échappait le naturel de la femme émancipée, où son esprit aigu et agile étonnait les hommes par sa sûreté, il faut lire ses lettres qui gardent pour nous son parler tout vif : elle y est tout entière.

III

Il est regrettable que nous en ayons si peu : une lettre au P. Manniquet, une au comte de Hoym, deux à Dubois, une à son frère, une au sieur Cottin, une au cardinal Gualterio, une à Mme Dupin, une à G. Cramer, une à Benoît XIV, quelques billets insignifians, — ce seraient là, je crois, les seuls débris d'une correspondance qui fut, comme sa vie, active et très diverse, si deux historiens plus que médiocres de la fin du XVIIIe siècle, Laborde et Soulavie, ne nous avaient conservé, dans un livre aujourd'hui rarissime (1), quatre-vingts lettres environ de Mme de Tencin, mal classées, il est vrai, parfois mutilées, insuffisamment éclaircies, mais, en dépit de quelques retouches peu scrupuleuses, authentiques.

Ces lettres qui embrassent à peine un espace de deux ans, de novembre 1742 à juillet 1744, sont toutes adressées au duc de Richelieu. Obligé, on se le rappelle, d'échanger pour quelque temps les salons de Versailles contre la province de Languedoc ou les champs de bataille de l'Allemagne, et ne voulant pas abandonner pourtant ses intrigues de cour, le duc se faisait renseigner par son amie, et concertait avec elle les travaux de défense et les plans d'attaque. Ce ne sont donc pas des lettres désintéressées, écrites pour satisfaire une virtuosité de styliste, ou même un simple caquet de femme indiscrète ; ce sont des lettres d'affaires ; et, si l'amitié, la tendresse n'y font pas défaut,

(1) *Correspondance du cardinal de Tencin, ministre d'État et de Mme de Tencin sa sœur avec le duc de Richelieu*, etc., 1 vol. in-8 de 385 p. [Paris], 1790. Il faut y joindre neuf lettres, dont cinq nouvelles, publiées [par Faur] dans la *Vie privée du maréchal de Richelieu*, Paris, Buisson, 1791, t. II, p. 403-444, et reproduites en appendice dans presque toutes les éditions des *Œuvres complètes* de Mme de Tencin. Je ne connais de la *Correspondance* que deux exemplaires : celui de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, incomplet (L 755^14) et celui de la Bibliothèque nationale (Lb^38 56). Les Goncourt en avaient un troisième, plus complet, à ce qu'ils prétendent. Je ne sais dans quelle bibliothèque il a passé.

ce n'est jamais le cœur seul qui est en peine de l'absent. L'essentiel est de renseigner, de demander des directions, de suggérer des ruses. Il faut agir avec une promptitude et une précision informées, avant tout réussir. L'art n'est atteint que par surcroît, et sans le vouloir, sinon sans le savoir. Cette correspondance trop peu connue est un document précieux pour l'histoire du XVIIIe siècle : les Goncourt en ont tiré parti dans leur livre sur la *Duchesse de Châteauroux et ses sœurs*. Il s'en faut qu'ils en aient épuisé le contenu ou l'intérêt. Je n'essaierai point de le faire ici; mais il y a dans ces lettres une vie intense et drue, dont je voudrais pouvoir communiquer la sensation.

Cette sensation est d'autant plus forte que la réalité apparaissait dans les romans de Mme de Tencin plus exsangue et plus décolorée. Dans ces pages écrites pourtant de la même main, elle surgit au contraire tumultueuse et riche, haute en couleur, d'un relief trop accusé, presque brutal; la langue, souple et diverse comme cette réalité, hardie, parfois même cynique, accueille tous les mots et toutes les images, — qu'ils soient nobles ou plébéiens, — pourvu que le frémissement de la vie y passe. Elle écrira donc : « jeter le chat aux jambes, » « s'en donner les violons, » « une guenon de femme, » « la boutique de Maurepas, » « dégotter Amelot, » « mettre du foin dans ses bottes, » « donner du bâton à nos fichus ministres, » etc. Les idées abstraites ne parviennent point chez elle à s'isoler, mais se logent et s'insinuent en des images courtes et savoureuses. Mme de la Tournelle est trop distante : « On commence à s'apercevoir que la dame est haute comme les monts; » les ministres sont satisfaits : « Il paraît par leur mine qu'ils sont très bien en selle... Pour Maurepas, il se donne des talons dans le c.. toute la journée... Si le maréchal n'y met bon ordre, les ministres nous mangeront le gras des jambes. » Chavigny n'a qu'une probité douteuse : « son honnêteté est faite à la fatigue depuis longtemps. » Amelot est un instrument de Maurepas : « Il ne fait pas une panse d'*a* que par les ordres qu'il en reçoit. » D'Argenson est un ingrat : « Il se sert de tout pour échafauder, mais il abat l'échafaud dès que le bâtiment est achevé. » On peut se fier à Mme de Montauban : « elle est sûre dans le commerce comme la Bastille, » etc. Rien ne ressemble moins que ces images à des métaphores ou à de la rhétorique, tant l'artifice littéraire en est absent, tant elles paraissent imposées par les choses mêmes et font corps, pour

ainsi dire, avec l'émotion ou l'idée. Avec ce parler si vivant, si alerte et si neuf, Mme de Tencin s'était fait depuis longtemps une réputation d'épistolière : ses lettres, que se disputaient les connaisseurs, circulaient dans les salons. Quand elle écrit à Hoym ou à Mme Dupin, elle badine et attife sa phrase en femme qui a conscience de son talent et qui en jouit. Dans ses lettres à Richelieu, plus pressée et plus ardente, elle pense moins aux mots qu'aux choses, sans renoncer toutefois à ses coquetteries d'écrivain. Un jour, elle fait écrire par l'abbé Poissonneau une lettre anonyme, dont elle ne veut point qu'on reconnaisse l'inspiratrice. Il sera impossible, dit-elle à Richelieu, de me découvrir derrière mon secrétaire. Et d'avance, elle le rassure par un post-scriptum qui trahit la conscience du styliste : « Je ne veux pas manquer de vous dire que le style de l'abbé Poissonneau est différent du mien comme le jour et la nuit. » Mais le style est ici secondaire; elle marche à la conquête du pouvoir non avec tout son art, mais avec tout son tempérament; les mots, les phrases disparaissent : on la voit elle-même s'agiter et vivre.

Ce qu'elle a de plus vivant et de plus vivace, ce sont ses haines. A l'accent dont elle s'irrite contre d'Argenson, M. de Rennes, contre La Peyronie, « ce drôle très dangereux, » Mme de Boufflers, « cette femme tracassière et méchante, » M. de Mirepoix, « ce plat moine, » et tant d'autres qui la gênent en ses combinaisons, on sent qu'elle voudrait les anéantir. Mais il est quelqu'un sur qui toute sa haine se ramasse, d'autant plus violente et rageuse qu'elle doit se dissimuler, c'est Maurepas, « ce cher homme qu'elle hait de tout son cœur, » ce courtisan médiocre et « léger, au cœur perfide, » qui les déteste, elle et son frère, et leur barre la route. Il n'est guère de lettres qui ne contiennent ce nom exécré. Sa haine l'a rendue ici clairvoyante; on peut parler de ce ministre frivole et vain avec moins de brutalité; il est difficile pour le fond de n'être pas aussi sévère que Mme de Tencin : « C'est un homme faux, jaloux de tout, qui, n'ayant que de très petits moyens pour être en place, veut miner tout ce qui est autour de lui pour n'avoir pas de rivaux à craindre. Il voudrait que ses collègues fussent encore plus ineptes que lui pour paraître quelque chose. C'est un poltron qui croit toujours qu'il va tout tuer, et qui s'enfuit en voyant l'ombre d'un homme qui veut résister. Il ne fait peur qu'à de petits enfans. De même Maurepas ne sera un grand homme

qu'avec des nains, et croit qu'un bon mot ou qu'une épigramme ridicule vaut mieux qu'un plan de guerre ou de pacification. Dieu veuille qu'il ne reste plus longtemps en place pour nos intérêts et ceux de la France ! »

Ses amitiés sont aussi passionnées. Sa tendresse pour Richelieu la soulage de sa haine contre Maurepas. Elle lui multiplie les protestations affectueuses : « Je vous dis tout ce que je pense... ; j'aime mon frère et ma sœur comme je vous aime, mais je ne les aime pas mieux... Vous ne connaissez pas encore mon cœur, et c'est là ce qui me fâche. Demandez-moi pardon, et dites-moi que c'est de bon cœur que vous m'aimez, et, ce qui est plus important, que vous êtes assuré que je vous aime et que ma confiance n'a et ne peut souffrir la moindre atteinte... On a toujours un ami dans le monde à qui on dit tout, et vous êtes cet ami. » Cette exubérance sentimentale masque à peine des desseins très positifs. Ce qui lui rend le duc si cher, c'est qu'il fait à la Cour toute la force du parti Tencin, et qu'en lui repose le dernier espoir du cardinal d'arriver peut-être au « grand objet : » « Nous n'avons point de famille, lui disait-elle un jour trop naïvement ; nous ne tenons à la Cour que par vous. » Richelieu, qui ne manquait point d'esprit, n'avait sans doute aucune illusion sur la sincérité de son amie. Ne lui laissait-elle pas entrevoir son égoïsme jusque dans les déclarations les plus tendres : « Mes inclinations, mes amitiés, lui écrivait-elle, sont toujours subordonnées au sentiment de mon cœur, et vous savez que ce cœur est bien à vous ; » et ailleurs : « Je suis ainsi faite ; dès que je n'estime plus, je n'aime plus. » Les mots d'« estime » et de « cœur » essaient de donner le change ; mais l'aveu est lâché : elle aime dans la mesure de ses ambitions et de ses besoins.

Qu'importait à Richelieu, si cette amitié était aussi active, aussi ingénieuse que les plus désintéressées ? Les lettres de Mme de Tencin nous disent par le menu, presque au jour le jour, ses démarches, ses entrevues, ses recherches, ses enquêtes inlassées. Aujourd'hui, c'est Fleury, à qui on demandera une faveur insignifiante « pour avoir l'air de n'aller que par lui ; » demain, c'est Mme de la Tournelle qu'on sait gênée et à qui on offrira des ressources ; c'est la Du Châtelet qui « n'est pas habile » et qu'on fera parler ; c'est Marville, « un sot, » « tremblant devant Maurepas, » qu'il faut remplacer par un lieutenant de police sûr, courageux, et qui « haïsse cordialement les ministres ; » ce sont

les intendans de la marine et les chefs d'escadre, dont il faut connaître les antécédens, la probité et les capacités techniques; c'est surtout « le maître, » la favorite, les ministres, dont on voudrait savoir les secrets par des espions adroits, et qu'il faut éclairer sur l'opinion publique, sur les agissemens de leur entourage. C'est ici le triomphe de Mme de Tencin : elle inonde la Cour de ses lettres anonymes ou apocryphes, de ses mémoires, de ses pamphlets, de ses épigrammes. Elle a une armée de secrétaires, de petits ecclésiastiques, de dévots d'antichambre, qui travaillent sous ses ordres, font pour elle la chasse aux nouvelles, fabriquent des lettres et bâclent des chansons. Elle se persuadait que tous ces petits papiers avaient des vertus infaillibles, rendraient aux uns l'énergie, aux autres la confiance, montreraient à tous que son frère était l'homme nécessaire.

Mais comment aurait-elle pu y réussir, lorsqu'elle ne parvenait pas à convaincre l'intéressé lui-même. Le cardinal était souvent las du métier que sa sœur lui imposait : « Étrange pays que la Cour, disait-il parfois, et où je serais bien fâché de laisser mes os! » Et il rêve de se retirer fort canoniquement dans son diocèse. Sa sœur ne le lui permet pas: « Mon frère m'a déclaré qu'il ne restait à Paris qu'à cause de moi... que l'opinion publique ne lui faisait rien, qu'il serait très content et très heureux dans son Lyon... Je crois, mon cher duc, que si vous ne venez à bout de lui faire avoir quelque conversation avec le Roi, nous ne pourrons le retenir; tout cela me tracasse, j'ai la fièvre depuis hier. » Corps et âme, elle est prise tout entière par cette passion du pouvoir. Quand elle écrit : « Ce M. de Rennes me tracasse furieusement l'esprit, » ou encore: « Je meurs d'impatience de savoir le parti que prendra le Roi, » on sent que toute sa vie, toutes ses énergies physiques sont engagées dans cette chasse. Elle est lancée d'un mouvement si irrésistible, qu'elle en oublie parfois toutes ses habiletés, et qu'il lui arrive de lâcher quelque aveu trop ingénu, comme ce cri si spontané et si douloureux, quand elle apprend que Mme de la Tournelle se livre imprudemment à des amies peu sûres : « Mon Dieu, je l'avais fait prier de n'avoir d'autre confidente que moi! » « N'oubliez pas, dit-elle encore à Richelieu, qu'il faut que mon frère obtienne quelque chose et qu'il est temps plus que jamais. Il faut un département à un homme qui a envie de bien faire et qui veut servir ses amis. »

Ce sont là ses seules naïvetés. Pour le reste, elle a une maturité d'expérience et un sens positif qui l'ont purgée de toute humeur sentimentale. Ancienne maîtresse de Richelieu, comme tant d'autres laissée de côté, elle a accepté sans espoir de retour l'amitié qu'on lui offrait; maintenant, déjà vieille, d'une plume détachée et comme amusée, elle renseigne celui qui a été son amant sur les faits et gestes de « ses petites femmes, » de « sa défunte poule, » de « sa petite marchande de la rue Saint-Honoré. » C'est elle qui fait les replâtrages et transmet les propositions; elle traite l'amour en langage d'affaires: « Tâtez-vous bien; si vous l'aimez véritablement, je ferai l'impossible pour vous raccommoder; si, au contraire, vous n'avez pour elle qu'une fantaisie, il vaut autant finir présentement que dans deux mois. » Sur tout ce qui touche à l'amour, à la vie galante ou débauchée, elle dit tout froidement, sans indignation ni surprise, en femme qui connaît tout et que rien n'étonne plus; et elle le dit avec une franchise de langage qui serait cynique si elle n'était d'abord indifférente : « La Mauconseil a très grand crédit auprès de d'Argenson; apparemment faute de mieux, il couche encore avec elle. » — « Si les d'Argental avaient eu l'un et l'autre le sens commun, ils auraient profité du crédit que le cocuage leur donne sur Solard pour le gagner entièrement à mon frère. » — « Votre petite marchande de la rue Saint-Honoré triomphe et trompe tant qu'elle peut son amant; il faut convenir qu'il le mérite bien: qui diantre a jamais placé sa confiance dans une guenipe! cela n'est permis que quand on sort du collège. » Tout est raconté sur ce ton et avec ce sang-froid; sa plume ne connaît aucune réserve, ni celle des idées, ni même celle des mots. Elle écrit à Richelieu : « On a fait des chansons sur l'évêque de Rennes, si ordurières qu'on n'a osé me les donner, je tâcherai pourtant de les avoir pour vous les envoyer. » Il n'y a là aucune recherche de l'obscénité pour elle-même, mais l'inconsciente impudeur d'une femme qui ne se souvient plus qu'elle l'est, et qui veut pouvoir tout entendre et tout dire.

Ce n'est pas en amour seulement qu'elle cherche à se dégager des habitudes et des préjugés féminins; en toute chose elle tend à se viriliser. Cette femme a pour les femmes un franc mépris, et jamais homme n'a été plus dur pour elles : « On ne maîtrise les femmes qu'en les faisant parler et en les prenant par leurs paroles. Il faut espérer que celle-là ne vous estimera pas

assez pour ne pas vous craindre. » — « Il est toujours dangereux d'avoir des femmes pour ennemies... Les femmes sont aussi dangereuses ennemies que faibles amies. » — « La tête d'une femme est une étrange girouette, » etc., etc. Quand elle parle des femmes, elle le fait toujours avec cet accent, comme d'un animal très incertain et très fuyant, dont il faut avoir peur et pitié. Elle-même reste encore très femme par le goût des intrigues minuscules et la férocité de ses jalousies; mais elle fait effort pour se libérer de ces mesquineries, pour hausser le ton et parler gravement de choses graves. Si, parfois, elle s'amuse à trousser joliment une anecdote à la façon légère et court vêtue d'une Sévigné, elle préfère méditer sur la chose publique et s'indigner contre l'incapacité des dirigeans. La critique est aisée; mais Mme de Tencin la fait si vigoureuse et si intelligente qu'on serait presque tenté d'oublier que sa clairvoyance est l'envers de son ambition. Elle voit déjà la culbute de l'ancien régime : « Il est impossible de rien faire de bon à moins de faire maison neuve... Les affaires sont dans un état si déplorable que c'est un bien de ne s'en pas mêler; tout ceci finira par quelques coups de tonnerre. » Les ministres ne sont que des fantoches et des amuseurs : « Ils ont le ton plus haut actuellement que les ministres de Louis XIV, et ils gouvernent despotiquement... Tandis que les affaires actuelles occuperaient quarante-huit heures, — si les journées en avaient autant, — les meilleures têtes du royaume, ils passent leur temps à l'Opéra; ils y étaient dimanche. » Le public est leur complice par son insouciance : « Ne croezy pas que l'on soit fort occupé ici de notre armée et du mouvement des ennemis. Pas un mot. Un opéra nouveau qu'on a joué mardi pour la première fois et le procès d'une Mme d'Anisi qui plaidait en séparation avec son mari font le sujet de toutes les conversations. Il faut avouer que voici un bon pays pour la frivolité. » Mais le grand coupable, c'est le Roi; à un moment où la France entière mettait encore son espérance dans la jeunesse de Louis XV, Mme de Tencin, plus lucide, a pressenti l'incurable veulerie de cette volonté; « la nonchalance du maître » l'étonne, elle ne peut s'y résigner : « C'est un étrange homme que ce monarque, disait-elle souvent... rien dans ce monde ne ressemble au Roi. » Et elle ajoutait avec une indignation virile qui fait plaisir : « Je ne conçois pas qu'un homme puisse vouloir être nul, quand il peut être quelque chose;... ce qui se passe dans son

royaume paraît ne pas le regarder ; il n'est affecté de rien ; dans le conseil il est d'une indifférence absolue : il souscrit à tout ce qui lui est présenté. En vérité, il y a de quoi se désespérer d'avoir affaire à un tel homme ; on voit que dans une chose quelconque son goût apathique le porte du côté où il y a le moins d'embarras, dût-il être le plus mauvais... Il est comme un écolier qui a besoin de son précepteur, il n'a pas la force de décider ; il met les choses les plus importantes, pour ainsi dire, à croix ou à pile dans son conseil... On croirait qu'il a été élevé à croire que, quand il a nommé un ministre, toute sa besogne de roi est faite et qu'il ne doit plus se mêler de rien. C'est à celui qu'on lui a désigné de tout faire, cela ne doit plus le regarder, c'est l'affaire de celui qui est en place. Voilà pourquoi les Maurepas, les d'Argenson, sont plus maîtres que lui. Je ne puis mieux le comparer dans son conseil qu'à M. votre fils qui se dépêche de faire son thème pour en être plus tôt quitte... Encore une fois, je sens malgré moi un fond de mépris pour celui qui laisse tout aller selon la volonté de chacun. » Aussi, malgré les divergences d'opinion et la froideur de la favorite à son endroit, ne peut-elle refuser une admiration reconnaissante à la duchesse de Châteauroux, qui « est enfin parvenue à donner une volonté au Roi » et à le « mettre à la tête de ses armées. » « Ce n'est pas, ajoute-t-elle, qu'entre nous il soit en état de commander une compagnie de grenadiers, mais sa présence fera beaucoup... Un roi, quel qu'il soit, est, pour les soldats et le peuple, ce qu'était l'arche d'alliance pour les Hébreux ; sa présence seule annonce des succès. »

Ici, comme dans ses romans, comme dans son salon, la réflexion s'achève en « maxime. » Mais les formules y sont presque toujours moins abstraites, moins intellectuelles que dans les romans, parce que l'image y vivifie et colore la pensée : « On ne passe pas d'acte devant notaire pour faire une friponnerie. » — « L'esprit prend toutes sortes de formes excepté la gaieté. » — « Tout sert en ménage quand on a en soi de quoi mettre les outils en œuvre. » — « On gagne de mauvaises parties, on n'en gagne jamais d'abandonnées, » etc. Plus encore que par leur rare bonheur d'expression, ces maximes s'imposent au lecteur par leur énergie. Cette femme sans scrupule et sans morale n'a gardé qu'une vertu, la volonté. Indulgente aux débauches qui n'énervent pas les courages et n'asservissent pas les intelligences, elle

n'aura qu'un mépris sans pitié pour « les âmes de chiffe, » honnêtes peut-être, mais qui ne savent pas résister aux pressions extérieures. En lisant ses lettres, il faut laisser là le détail des faits, les petites intrigues, les passions d'un jour, il faut oublier la monotonie et, somme toute, la médiocrité des intérêts ; il reste alors ce spectacle, qui n'est ni sans rareté ni sans beauté, d'une volonté féminine servie par un esprit très libre et tendue sans défaillance vers un seul but.

IV

Il y a d'elle un mot célèbre. Parlant un jour à son cher Fontenelle, et lui mettant la main sur la poitrine : « Ce n'est pas un cœur que vous avez là, lui dit-elle avec un sourire; c'est de la cervelle comme dans la tête. » Elle aussi, ce n'était pas un cœur qu'elle avait là; ou, s'il existait, elle l'avait bien maté. La plupart de ses amitiés, toutes ses galanteries semblent se succéder pour ainsi dire dans le silence de son cœur et même de ses sens : avoir un ami, c'est pour elle prendre un parti; se donner un amant, c'est travailler à un dessein. Fontenelle n'a que « de la cervelle : » c'est un dilettante qui s'amuse avec les idées. Chez Mme de Tencin, tout est volonté : chaque désir tend impérieusement à sa réalisation, et les mouvemens de l'esprit s'achèvent en effort et en lutte. Plus qu'aucun homme, cette femme a eu soif de pouvoir, besoin de dominer; et dans la vie, tout autour d'elle, elle n'a vu que « des outils à mettre en œuvre. »

Aprement et jusqu'au dernier jour, elle fait la chasse à l'argent comme au plus sûr « moyen de parvenir ; » elle ne se renferme dans son salon que pour rétablir sur les intelligences sa domination ruinée parmi les courtisans; elle se crée des amis dans « le grand monde, » non pour flatter sa vanité, mais pour manifester sa force; elle ne peut voir une volonté disponible sans chercher aussitôt à l'accaparer et à la rendre sienne; elle méprise les femmes, mais elle s'en sert et conseille de s'en servir, parce qu'avec elles « on fait tout ce qu'on veut des hommes; » son plaisir est de marier les gens pour faire deux prises d'un seul coup; elle aime surtout les mariages difficiles qu'il faut emporter de haute lutte; quand elle a dit : « J'en fais mon affaire, » c'est presque chose faite; souvent l'utilité immédiate est

nulle, mais sa virtuosité de femme « d'affaires » y trouve une satisfaction. Si elle a décidé la conquête d'une amitié, on se défend malaisément contre elle, et son accueil, toujours cordial, appelle et retient la confiance. Elle s'est donné pour règle de ne jamais rebuter personne, parce que, sur dix indifférens, elle trouvera peut-être un bon ouvrier pour travailler à son œuvre : c'est ainsi qu'on découvre des Lamotte et des Mably; le visiteur novice, tout ému de sa bienveillance, sentant en cette femme, la veille inconnue, une amie véritable qui s'associe à tous ses rêves, s'écrie avec attendrissement : « Oh! la bonne femme! » Mais l'instant d'après, si « l'ami » trop naïf la gêne sur sa route, elle n'hésitera pas à se débarrasser de lui en « douceur. » Sa pensée de derrière la tête est un dédain profond pour l'espèce humaine; volontiers, entre intimes, elle s'en va répétant que « la grande erreur des gens d'esprit est de ne pas croire le monde aussi bête qu'il est. » « Accoutumée à faire tous les usages possibles de son corps et de son esprit pour arriver à ses fins, » elle y arrive presque toujours, parce qu'elle ne craint aucun remords et ne se sent aucun scrupule; elle est « sans principes, capable de tout exactement. » Il n'y a pas de tempérament plus amoral dans son fond.

Elle a eu des amis, mais pas une amie. De toutes les femmes qui l'ont connue, bien peu l'ont approchée sans effroi; beaucoup lui ont rendu en haine ce qu'elle leur donnait en mépris: « la bonne » Mademoiselle Aïssé elle-même la « détestait, » par une instinctive répugnance d'âme féminine. C'est que Mme de Tencin était très peu femme : Marivaux disait déjà que « son esprit n'avait pas de sexe, » façon galante d'insinuer qu'elle avait l'esprit masculin. Elle a attaqué la vie en homme, elle a senti comme bien peu la mâle volupté de l'effort, et il n'y a pas de femme peut-être qui ait plus souffert de n'être pas homme. Si elle a aimé son frère d'un amour si passionné, c'est que cette volonté molle n'était qu'un instrument dans ses mains, qu'elle s'était incarnée tout entière en lui, et qu'elle goûtait avec lui l'illusion de la lutte virile. Par cette affirmation robuste, et jamais découragée, de sa passion et de son vouloir, elle a conquis chez ses amis une estime et même un respect qui sont aujourd'hui encore le meilleur de sa fortune; beaucoup ont éprouvé devant elle une admiration d'artistes, à la fois attirés et inquiétés par cette « rare créature. » « Elle avait, dit Marivaux, une âme

forte, courageuse et résolue, de ces âmes supérieures à tout événement, dont la hauteur et la dignité ne plient sous aucun accident humain, qui retrouvent toutes leurs ressources où les autres les perdent, qui peuvent être affligées, jamais abattues ni troublées. » Et Piron, moitié badin, moitié sérieux, exprimait le même respect admiratif en ces vers sautillans :

Femme au-dessus de bien des hommes
Du siècle héroïque où nous sommes,
. . . .
Femme forte que rien n'étonne,
Ni n'enorgueillit ni n'abat,
Femme au besoin homme d'État
Et, s'il le fallait, amazone.

Ce « siècle héroïque » l'était trop peu pour elle. Il lui aurait fallu une vie forte et pleine, une vie de combat plus encore que de victoire; elle a dû regretter souvent, j'imagine, de n'avoir point vécu cent ans plus tôt : elle eût été une belle « frondeuse, » vaillante, dominatrice, implacable ; elle eût ainsi évité les basses galanteries où elle a sali sa jeunesse et les mesquines intrigues où elle a usé son âge mûr. Le siècle affadi et léger qui fut le sien, ce siècle dont la vanité, disait-elle, « a dégradé les passions et affaibli jusqu'aux vices, » ne lui offrit qu'un rôle de courtisane; elle s'y résigna, mais de mauvaise grâce, et son caractère reste supérieur à sa vie. Elle apparaît, au milieu d'une génération frivole, comme une « amazone » manquée.

MAURICE MASSON.

POÉSIES

ÉTÉ

Couchés dans la pelouse haute
Qui baigne et brûle notre cou,
Nous rêvons tous deux côte à côte,
Les yeux perdus au ciel d'Anjou.

A travers l'entrelacs des herbes
J'aperçois ton profil léger;
Par-dessus, jalonnés de gerbes,
Les chaumes semblent s'étager.

Les tiges font une nuit verte
Pleine d'insectes radieux;
Là-bas, toute la plaine ouverte
Paraît continuer tes yeux.

Sur mon front une fleur balance
Un noir scarabée, en plein ciel.
L'herbe où crépite le silence,
L'herbe chaude a l'odeur du miel.

Renflant sa rumeur coutumière
Sur quelque champ mûr de sainfoin,
Le bruit des guêpes semble au loin
Le bruit même de la lumière...

— Été ! nappe de grands lacs bleus,
Eau d'azur sans rive et sans ride,
Coule en nos regards, glisse, pleus,
Délice lointain et liquide !

Oh ! comme l'on est soulevé
Vers cet immense espace vide !
Comme il ouvre, au vertige avide,
Un pays enfin retrouvé !

L'air semble rouler dans ses flammes
Un grand cœur divinement doux...
Sens-tu qu'au fond de nos deux âmes
Quelque chose tombe à genoux ?

— Mais j'entrevois ta silhouette
Dans le fouillis des brins ardens,
Et tu souris, rose et muette,
Une herbe longue entre les dents.

Et je reporte tout mon rêve,
Tout mon désir, tout mon amour,
Sur ta grâce de femme, brève
Comme la splendeur de ce jour !

Je concentre sur toi l'extase
Du monde éclatant et divers,
Et ta forme est comme un beau vase
Où j'épanche tout l'univers !

Et c'est toi que j'adore, ô celle
Que j'ai pour moi dans l'infini,
Petite et profonde parcelle
Par qui mon cœur d'homme est uni

Avec la vie universelle !

DEUX POÈTES LATINS

I

CATULLE

« Mea Lesbia... »

Lorsqu'il s'en revenait, le soir, de la maison
Où la seule Lesbie effaçait pour lui Rome,
Ivre encor de la vague et molle déraison
Que la main de la femme épanche au front de l'homme,

Près du Tibre où le ciel éteignait ses couleurs,
Il s'engageait parmi le dédale des rues ;
Des marchandes vendaient aux carrefours des fleurs,
Et les fleurs embaumaient dans les ombres accrues.

Et, las, il défaillait un peu de leurs parfums,
Moins exquis cependant qu'une légère haleine,
Et revoyait des yeux clairs sous des cheveux bruns,
Tandis qu'autour de lui grondait la Ville-Reine.

Et dans son âme alors, comme un vol tournoyant,
Passaient désir, orgueil, tendresse, jalousie...
Puis, parfois, infidèle à peine en souriant,
Et repris par l'ingrate et chère poésie,

Il songeait aux anciens poètes, à tous ceux
Qui jadis, adorant quelque enfant douce et belle,
Avaient déjà voulu tenter l'honneur chanceux
De dire avec des mots la folie éternelle.

Il évoquait les vieux Hellènes, dont les cœurs
Avaient aussi battu d'amour, ses lointains maîtres,
De qui l'art, conquérant leurs farouches vainqueurs,
L'instruisait à polir l'âpre vers des ancêtres.

Il croyait voir, là-bas, sous les couchans éteints,
Anacréon sortant des bras de sa maîtresse,
Pâle, en quelque île étroite aux arides jardins
Dont les roses pourtant ont couronné la Grèce.

Il l'imaginait tendre en sa jeune saison,
Penchant sa tête lourde où flottaient ses pensées
Sous la même rougeur éparse à l'horizon,
Et soudain murmurait, plein des choses passées :

« Lorsqu'il s'en revenait, le soir, de la maison... »

II

AUSONE

« Et memor esto ævum sic properare tuum... »

Il allait, respirant ses roses, au matin,
Sous les brouillards légers qu'exhalait la Moselle,
Dans l'herbe où par endroits le soleil argentin
Irisait à la pointe une humide étincelle.

Rome était loin, là-bas, dans le Midi profond,
Par delà les coteaux, les plaines, les montagnes,
Au cœur du vaste Empire où l'univers se fond,
Et qu'arrêtait ici le mur des Allemagnes.

Et même son Bordeaux natal, très loin aussi,
S'effaçait sous le ciel plus blond de l'Aquitaine ;
Et toute sa vie, art, pouvoir, joie et souci,
Semblait à sa mémoire encore plus lointaine...

Il n'était plus qu'un blanc vieillard, lassé du sort,
Visitant ses jardins sur les confins des Gaules,
Passant ses derniers jours à méditer la mort
En chauffant au soleil ses frileuses épaules,

Marchant à petits pas dans les sentiers étroits,
Buvant à petits coups, par gorgée, une à une,
Les vins de ces coteaux, un peu gris, un peu froids,
De ces vins qu'on dirait mûris au clair de lune.

Il taillait ses rosiers autour de sa villa,
Et parfois se penchait pour cueillir une rose.
Honneurs, gloire, vraiment que valait tout cela?
Cette fleur pâle était une moins vaine chose...

Et dans son âme, avec ce vaporeux matin,
Clarté fine déjà, tendre, amicale, humaine,
Se levait lentement, sur l'horizon latin,
Avant le jour français l'aube gallo-romaine.

SILENCE

Silence des murs alentour
De ma seule et petite vie,
Qui sembles, dans l'ombre assoupie,
Monter et baisser tour à tour,

Que me veux-tu, grand cri muet
Que je sens diffus dans l'espace,
Suspendant cette gerbe lasse
Qui tout à l'heure remuait?

Que m'apportes-tu? quel conseil
De vie isolée et paisible?
Ou quel vague et déjà terrible
Écho du suprême sommeil?

Hôte obscur que j'entends ce soir,
Dans l'air profond qui te balance,
Rôder près de ma somnolence
Comme le vol d'un ange noir,

Que me veux-tu, secret Silence?

CLOCHES

Les cloches qui sonnaient dans les dimanches bleus
Ont encore évoqué les jours de notre enfance,
Quand tout l'espoir entrait dans nos cœurs sans défense
Avec leur bronze épars aux échos onduleux;

Quand leurs sons, par-dessus les verts coteaux houleux,
A travers l'inconnu, là-bas, du monde immense,
En un balancement qui toujours recommence
Semblaient vibrer au fond de pays fabuleux!

Ah! quel espoir, puissant et doux comme une lame,
Avec leurs vastes flots d'airain nous gonflait l'âme,
Dans l'aube où nous rêvions, éblouis et frileux!

Comme leurs voix disaient des choses éternelles!
Comme tout l'infini de vivre était en elles,
Les cloches qui sonnaient dans les dimanches bleus!

CONSEIL

Sache voir l'univers intime et coutumier
Où tu vis, dans les soirs soucieux de l'étude,
Et dont tes yeux, fermés par la vieille habitude,
Négligent aujourd'hui l'enseignement premier.

La lampe au long pied svelte est comme une fleur ample,
Une fleur d'or épanouie à ton côté,
Et qui, changeant la force inconnue en clarté,
Offre à ton esprit d'homme un radieux exemple.

La plume, autrefois tige agreste de roseau,
Naguère encore prise à la tiédeur d'une aile,
Comme pour rappeler qu'une grâce est en elle,
Imite avec son fer un bec léger d'oiseau.

L'humble encrier, creusant sa rondeur ingénue,
A la forme d'un puits secret, au tain obscur,
Reflétant sur son eau tout l'idéal azur,
D'où peut surgir la vérité candide et nue.

Le livre clos n'est rien qu'un bloc lourd et dormant;
Mais ouvre-le : toujours, à leur destin fidèles,
Ses pages doubles ont une apparence d'ailes;
Si ton doigt les feuillette, elles battent vraiment...

Ainsi, mieux attentif à ces choses antiques,
Quand le travail te semble un austère devoir,
Tu sentiras autour de toi, si tu sais voir,
Un mystère prodigue en leçons pathétiques.

NOCTURNE

Saurai-je avouer ce que l'ombre
A dit à mon âme, ce soir,
Avec toutes les voix sans nombre
Du vent confus sous le ciel noir?

Oh ! toute la tristesse tendre
De cette âme d'homme, devant
La nuit où je croyais entendre
Une autre âme en pleurs dans le vent !

Toute l'ardeur que sur la brise
Dispersait mon songe exalté,
Du fond de mon âme, surprise
Par sa propre ingénuité !

Ah ! momens divins où le monde
Brûle des réserves d'amour,
D'angoisse et d'espoir tour à tour,
Dans une seule âme profonde ;

Où sous le mystère éternel,
Incendie heureux, toute l'âme
Monte comme une grande flamme
Tourbillonnante vers le ciel !

SIX HEURES DU SOIR

Six heures, à Paris, en hiver, sous la lampe...
C'est l'heure où, plus pressés, les mots heurtent ma tempe,
Comme, battant de l'aile et prisonnier encor,
Un vol fougueux d'oiseaux qui veut prendre l'essor.
C'est l'heure où la rumeur des cités s'exaspère,
L'heure où l'âme soudain espère ou désespère!
Et je songe en ma chambre étroite, vaguement :
Partout, sur la moitié du globe, en ce moment,
A cette heure inquiète et nerveuse où nous sommes,
Exaltés par la nuit propice, tous les hommes
Qui vivent pour le rêve ou la science ou l'art,
Travaillent d'un esprit hâtif, comme hagard.
Des poètes, d'un doigt plus prompt, scandent leurs strophes;
L'univers élargit des fronts de philosophes;
Des musiciens, seuls dans l'ombre, au piano,
Nouent l'accord à l'accord d'un plus fluide anneau;
Des savans absorbés, penchant leurs faces blêmes,
Méditent d'un calcul plus hardi les problèmes
Où l'infini des lois en nombres se résout;
Des peintres, sur l'album repris, notent, du bout
D'un crayon plus subtil, une ligne plus douce;
Des sculpteurs vont pétrir d'un dernier coup de pouce
L'argile qui fléchit sous les linges mouillés,
Dans le vide sonore et froid des ateliers...
Partout l'effort, partout l'ardeur, partout la fièvre,
La main crispée au front, la dent mordant la lèvre,
L'éclair d'orgueil, les pleurs d'angoisse dans les yeux,
Partout le songe humain haletant vers le mieux !
O minute du jour entre toutes profonde!
Collaboration de la pensée au monde
En tout point de l'espace, à toute heure du temps,
Qui s'accroît et se fait suprême en ces instans!

— Puis, le souci du verbe où mon esprit s'aiguise
Rendant ma rêverie étrangement précise,
Je songe : aujourd'hui même, à cette heure, là-bas,
Dans les steppes, que fait Tolstoï, prophète las?
Que fait, sous la fumée et le brouillard de Londre,
Swinburne à qui Shelley d'en haut semble répondre?
Que fait, dans l'Allemagne aux soldats hérissés,
Hæckel qui vit fleurir la matière en pensers?
Et dans ses fiords, joignant l'amour à la colère,
Ibsen hirsute et blanc comme un lion polaire?...
Mais repliant soudain mon songe hasardeux :
Et toi, que fais-tu, toi, si chétif au prix d'eux?
— Comme toujours, courbé devant les pages blanches,
Enchaînant jours et nuits, semaines et dimanches,
Je cadence des mots en rythmes... — Es-tu sûr
Que, même confiné dans ton labeur obscur
Parmi tous ces penseurs, ces rêveurs, ces apôtres,
Tu concoures du moins à la tâche des autres?
Dis, mauvais ouvrier, vite désespéré?
— Je ne sais pas. Joyeux ou soucieux, au gré
De l'œuvre chaque jour nouvelle, et monotone,
Je travaille en doutant, je cherche, je tâtonne,
Balancé d'élans fiers en vœux irrésolus :
Je fais ce que je peux; je ne sais rien de plus.

Fernand Gregh.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Après de longues et de laborieuses séances où la question a été examinée sous toutes ses faces, le Sénat a voté le rachat de la Compagnie de l'Ouest. Nous ne l'en félicitons pas, car il a certainement voté contre sa conviction intime, c'est-à-dire contre sa conscience. S'il avait été libre, il n'aurait pas donné soixante voix au rachat; mais il n'a pas eu le courage de l'être. La question de confiance posée par le ministère a pesé lourdement sur son vote : plutôt que de renverser le Cabinet, il a sacrifié, ou du moins compromis un des élémens principaux de la fortune nationale. Le gouvernement n'a d'ailleurs pas à se glorifier beaucoup d'une victoire qu'il n'a remportée qu'à une faible majorité et qui même, à un moment, a failli se changer pour lui en déroute. La vérification d'un scrutin a donné lieu à un pointage pendant lequel on a cru le ministère perdu; puis il a été sauvé par trois voix de majorité; enfin, le lendemain, à la suite de rectifications individuelles, ces trois voix se sont changées en une quinzaine. Mais le gouvernement avait senti passer le souffle de la mort, et finalement il a transigé avec la Commission sur un texte qui ressemble un peu à une équivoque. Le rachat est voté : reste à savoir quand et comment il sera effectué.

Il y a quinze jours, après avoir rendu compte de la première partie de la discussion du projet de rachat, nous en étions resté au discours du rapporteur de la Commission, M. Prévet, et à l'effet très profond qu'il avait produit sur l'assemblée. Alors s'est produit, en dehors du débat, un fait qui devait exercer sur lui une influence considérable. M. le ministre des Travaux publics avait déclaré que, s'il croyait possible le succès de négociations avec les compagnies de chemin de fer, il n'hésiterait pas à en prendre l'initiative : seulement il n'y croyait pas, il ne pouvait pas, il ne voulait pas y croire,

et il en donnait pour motif que ces négociations, conduites avant lui par ses deux prédécesseurs, MM. Maruéjouls et Gauthier, étaient restées sans résultat. Sans doute il n'y avait pas eu de résultat, mais à qui la faute? Était-ce aux compagnies, qui s'étaient toujours montrées disposées à continuer les pourparlers? N'était-ce pas plutôt au gouvernement qui, après les avoir interrompus, avait fini par les rompre tout à fait? Au reste, tout cela appartenait au passé. Le Sénat écoutait d'une oreille distraite ces polémiques rétrospectives, et n'y attachait pas grande importance. La péroraison du discours de M. Prévet en avait beaucoup plus à ses yeux. M. Prévet avait dit, et certainement il ne l'avait pas fait à la légère, qu'il serait facile de reprendre les négociations et de les faire aboutir sur des bases qu'il avait indiquées en termes précis : c'était à peu de chose près celles qui avaient été posées dans les pourparlers antérieurs entre l'État et les compagnies. Dès lors, si M. le ministre des Travaux publics avait attaché un sens pratique aux paroles qu'il avait prononcées à la tribune, rien n'était plus simple que d'arriver à une solution satisfaisante pour tout le monde. Ce n'était là, toutefois, qu'une affirmation personnelle du rapporteur de la Commission : on pouvait se demander dans quelle mesure elle correspondait aux dispositions réelles des compagnies de chemin de fer.

La Compagnie d'Orléans à tenu à dissiper à cet égard tous les doutes, et le président de son Conseil d'administration a écrit une lettre à M. le ministre des Travaux publics pour confirmer, en ce qui le concernait, l'allégation de M. Prévet. Saisi d'un pareil document, M. le ministre des Travaux publics n'a pas hésité à en faire part au Sénat. Il en a donné lecture à la tribune, et, en l'écoutant, l'assemblée éprouvait à la fois un sentiment de soulagement et d'inquiétude, de soulagement si M. Barthou acceptait la suggestion qui lui était faite, d'inquiétude s'il la repoussait. La suggestion conciliait tous les intérêts en présence, à la condition toutefois que le ministère ne fit pas du rachat un dogme intangible et ne cherchât pas à l'imposer au Sénat d'autorité. Sur ce dernier point, il pouvait y avoir des doutes. L'assemblée, en effet, avait entendu, de la bouche des deux ministres les plus directement intéressés à la question du rachat, des opinions tout à fait différentes. M. le ministre des Travaux publics s'était efforcé d'amoindrir la question du rachat de l'Ouest. On aurait grand tort, à l'entendre, d'y voir un premier pas dans la voie qui conduirait au rachat de toutes les compagnies de chemin de fer. Crainte chimérique, disait M. Barthou. La Compagnie de l'Ouest était dans une situa-

tion spéciale, et elle y était seule : elle administrait mal, elle était au-dessous de ses affaires, elle serait certainement bientôt dans l'impossibilité d'acquitter sa dette envers l'État, situation dont celui-ci devait se préoccuper, ou plutôt à laquelle il devait pourvoir dès aujourd'hui. Mais de cette compagnie on ne pouvait pas conclure à une autre, encore moins à toutes les autres, et l'idée d'un rachat général ne s'était jamais posée. Voilà ce qu'avait soutenu M. Barthou. Mais un peu après lui M. Caillaux, prenant la parole à son tour, n'avait pas hésité à déclarer qu'aucune compagnie de chemin de fer n'arriverait au terme normal de sa concession, et que, un peu plus tôt, un peu plus tard, elles seraient toutes rachetées. La raison qu'il en donnait est que nous étions emportés par un mouvement plus fort que toutes les volontés : il en jugeait évidemment d'après la sienne. Lequel des deux ministres fallait-il croire ? Le Sénat n'en savait rien : de là l'anxiété avec laquelle il attendait la réponse de M. Barthou à la Compagnie d'Orléans. Il n'a pas attendu longtemps. Après avoir lu la lettre de la compagnie, M. Barthou a lu la réponse qu'il y avait faite. C'était un refus catégorique de rouvrir les négociations. Ainsi, M. Barthou avait dit deux ou trois jours auparavant qu'il les reprendrait s'il croyait qu'elles dussent aboutir, et, quand on lui en a apporté la certitude, il s'est obstiné à ne pas les reprendre. En cela, il s'est rangé à la thèse de M. Caillaux. Ce n'était plus, en effet, le rachat considéré comme une mesure de préservation et de conservation qu'il proposait au Sénat, mais le rachat pour lui-même, considéré comme la première application d'une doctrine qui en aura sûrement beaucoup d'autres.

A partir de ce moment, le Sénat n'avait plus l'excuse de ne pas savoir où on le conduisait. Si M. le ministre des Travaux publics avait voulu seulement redresser orthopédiquement le réseau de l'État, le compléter, lui donner une conformation meilleure, le faire accéder à Paris par une ou par plusieurs gares, il aurait trouvé pleine satisfaction dans la proposition de la Compagnie d'Orléans. Le réseau de l'État est mal fait; tout le monde en convient ; il le doit à son origine qui a été tout empirique ; et quand on lui reproche toutes les infirmités ou médiocrités dont il souffre, ou plutôt dont souffrent ses cliens, on répond pour lui qu'il est victime d'un péché originel et qu'il ne saurait se développer dans les limites qui l'étreignent et l'étouffent. Ah ! si on lui donnait une conformation normale ! Si on lui permettait d'arriver jusqu'à Paris ! On pourrait en attendre des merveilles ! Eh bien, soit, a répondu la Compagnie d'Orléans, à laquelle

s'est associée la Compagnie de l'Ouest; nous ferons toutes les concessions nécessaires, nous abandonnerons au chemin de fer de l'État toutes nos lignes qui l'intéressent, nous lui donnerons deux gares à Paris, il deviendra un grand réseau comme les autres, pourvu de tous ses organes essentiels; que voulez-vous de plus pour lui? M. le ministre des Travaux publics a déclaré qu'il voulait la mort de la Compagnie de l'Ouest et qu'il ne se contenterait pas à moins. En vain lui a-t-on proposé encore une part plus considérable dans le partage des bénéfices de la compagnie. Tout cela n'était-il pas de bonne prise? Sans doute, a-t-il dit, mais le rachat me donnera davantage; il me donnera d'abord tout le réseau de l'Ouest et, en ce qui concerne la Compagnie d'Orléans, il me mettra vis-à-vis d'elle dans une situation telle que je pourrai en exiger dictatorialement tout ce que je voudrai : bon gré, mal gré, elle devra se soumettre. On peut dire du rachat de l'Ouest que c'est la guerre déclarée à la Compagnie d'Orléans. On la dénonce déjà comme l'adversaire de demain, et, si elle résiste, on la brisera à son tour.

Après l'intermède impressionnant qu'a provoqué l'initiative prise par la Compagnie d'Orléans, la discussion générale a continué. On a entendu encore plusieurs discours qui n'ont pas apporté d'argumens nouveaux, mais qui ont groupé et présenté quelquefois avec beaucoup de force ceux qu'on connaissait déjà. Tel a été, par exemple, celui de M. Boudenoot, rapporteur de la Commission des finances. M. Boudenoot a réuni tous les argumens contre le rachat comme des soldats disciplinés qu'il a conduits à un dernier assaut en masse compacte et solide. Puis des députés de la région de l'Ouest, M. de Montfort, M. Jénouvrier, sont venus protester contre le projet de loi au nom des populations qu'ils représentent, car on sait que si les électeurs du reste de la France sont indifférens au rachat, ceux des régions desservies par le chemin de fer de l'Ouest y sont résolument contraires. MM. Belhomme, Blanchier et Goirand, qui y sont favorables, n'ont pas effacé l'impression produite par les précédens orateurs. Le débat commençait à traîner; mais on attendait un dernier discours, celui de M. Rouvier, qui devait être, avec celui de M. Prevet, la pièce maîtresse du débat. M. Rouvier est, en effet, monté à la tribune, et l'espérance générale n'a pas été trompée.

M. Rouvier n'a pas voulu rentrer dans tout un débat qu'il considérait comme épuisé; il a su se borner; il s'est contenté de montrer les conséquences financières qu'aurait le rachat, s'il était voté. Le crédit public en subirait une grave atteinte. Eh quoi! a dit M. Rouvier,

on propose de racheter une compagnie de chemin de fer parce qu'elle est mal dans ses affaires, et qu'elle sera bientôt impuissante, on le prétend du moins, à payer sa dette envers l'État; mais, si tout cela est vrai, ne sera-ce pas une triste opération que celui-ci fera, et en quoi la situation sera-t-elle modifiée parce qu'il en aura pris la charge? Admettons, si l'on veut, que l'État administrera aussi bien que la Compagnie, il n'administrera pas mieux; alors, où sera pour lui le bénéfice? On comprendrait mieux qu'il rachetât une compagnie en pleine prospérité : cela lui coûterait plus cher, mais lui rapporterait davantage, et il n'aurait pas, pour commencer, à faire de gros emprunts. C'est ce qu'on sera obligé de faire si on rachète l'Ouest, et il ne sert à rien de dire que l'emprunt ne sera pas fait directement par l'État, mais bien par une administration dont on aperçoit encore mal les linéamens, et à laquelle on donnera une autonomie plus ou moins fictive : en fait, ce sera l'État qui empruntera; seulement, pour masquer la chose, on fera un compte spécial, on rompra l'unité budgétaire qui a été une des œuvres les plus méritoires de la République dans ces avant-dernières années, et on rouvrira l'ère dangereuse des budgets extraordinaires. Le rachat de l'Ouest nous conduira tout de suite à cette conséquence : le rachat général, dont M. le ministre des Finances prend si aisément son parti, en aura de bien plus redoutables encore. Non seulement les compagnies de chemins de fer empruntent avec leur crédit à elles, qui laisse intact celui de l'État, mais leur indépendance relative, leur autonomie réelle dans des limites marquées d'avance, la souplesse plus grande de leur organisation leur permettent de s'adapter aussi économiquement que possible aux besoins variables des populations qu'elles desservent. Au contraire, qui dit État dit uniformité. L'administration de l'État conduira nécessairement à l'unité des tarifs, et le nivellement, on peut en être sûr, se fera par en bas au lieu de se faire par en haut, tandis que l'unité des traitemens se fera par en haut, au lieu de se faire par en bas. Quelle imprudence de s'imposer à soi-même ces obligations et ces charges, surtout dans un régime politique comme le nôtre? Est-il besoin d'insister pour faire comprendre que les compagnies ont des moyens de défense qui manqueront à l'État? Au surplus, ne connaît-on pas les résultats produits par les monopoles exercés par l'État, le tabac, les allumettes, le téléphone? Ne sait-on pas ce qui se passe dans les arsenaux de la marine? Les capacités industrielles que l'État a manifestées jusqu'ici sont-elles de nature à lui faire donner un monopole de plus, et celui-là gigantesque? Le Sénat, conserva-

teur de nos finances, défenseur de nos intérêts permanens, ne comprendra-t-il pas que son devoir est de s'opposer à une pareille aventure? S'il en était ainsi, « il n'y aurait plus de Sénat... » Dans une péroraison éloquente, à laquelle son émotion donnait encore plus de force, M. Rouvier a adjuré M. Clemenceau de laisser à l'assemblée sa liberté, et de ne pas lui infliger ce qu'il a appelé une « humiliation. »

Mais M. Clemenceau a été intraitable. Il a renvoyé à la tribune M. Caillaux et M. Barthou; il y est monté lui-même et, dans un discours décousu, heurté, saccadé, où il a parlé de tout, de l'ancien régime, de la Révolution et de ses causes, des progrès de l'enseignement primaire à travers les âges et de ceux du budget de l'instruction publique qui y correspondaient, du Second Empire, de Sedan, de l'accroissement de notre dette, déplorable résultat de nos défaites, etc., etc., il a mis impérieusement le marché à la main du Sénat. M. Clemenceau n'a pas discuté, il a ordonné. Quant à la Commission, elle a présenté une motion qui, tout en témoignant de sa confiance envers le gouvernement, l'invitait à reprendre les négociations avec les compagnies. Le succès de ces négociations ne faisait, dans sa pensée, aucun doute : toutefois il fallait assigner une limite après laquelle, si les compagnies n'avaient pas fait des concessions raisonnables, on reprendrait la discussion sur le rachat. La Commission proposait en conséquence que la suite du débat fût remise au premier jour de la session d'octobre. C'est là-dessus qu'on s'est compté. Il y a eu dans les couloirs du Sénat une effervescence extraordinaire lorsqu'on a appris que le gouvernement était battu par vingt-neuf voix : cette effervescence n'a pas diminué, mais elle s'est manifestée en sens inverse, lorsqu'on a su qu'après pointage la chance avait tourné et que le ministère avait trois voix de majorité. Le Sénat n'est pas habitué à des émotions aussi fortes, à des secousses aussi brusques; tous les partis manifestaient bruyamment leurs impressions; cependant, lorsque le résultat final a été connu et proclamé, les radicaux n'ont pas été plus d'une trentaine à applaudir; les autres se sont tous résignés. On s'est empressé de voter, comme nous l'avons dit, l'article premier de la loi, et on a remis la suite au lendemain.

Le lendemain on a voté l'article 2 du projet de loi, mais après l'avoir quelque peu remanié. L'article premier pose le principe du rachat, l'article 2 en détermine sommairement les voies et moyens. Tout le monde reconnaît que le régime de l'exploitation du futur

chemin de fer de l'État ne peut être fixé que par une loi : cette loi est déjà déposée devant la Chambre des députés. Mais, comme il faudra peut-être longtemps avant qu'elle soit votée, et que, d'autre part, le gouvernement entend rester maître de choisir le moment où il notifiera son rachat à la Compagnie de l'Ouest, l'article 2, dans son texte primitif, prévoyait comme possible une période transitoire et décidait que, pendant son cours, les conditions de l'exploitation seraient déterminées par un décret. Autant dire qu'on appliquerait la loi avant qu'elle fût votée, car le décret serait vraisemblablement calqué sur la loi. Il y avait dans cette prétention quelque chose de si excessif qu'un sénateur radical, M. Lintilhac, a déposé un amendement en vertu duquel le vote de la loi devait précéder la notification du rachat. M. le ministre des Travaux publics a combattu cet amendement, que son auteur s'est d'ailleurs empressé de retirer, sous prétexte qu'il empêcherait le gouvernement de choisir son heure pour la notification du rachat à la compagnie. Mais le gouvernement a accepté une nouvelle rédaction de l'article 2, proposée par la Commission dans les termes suivans : « Il sera statué par une loi spéciale sur l'organisation et l'administration du réseau. Les dépenses financières destinées à pourvoir aux dépenses de toute nature qu'entraîneraient le rachat et l'exploitation du réseau jusqu'au jour de la promulgation de cette loi spéciale, ainsi que les conditions générales d'administration provisoire, seront déterminées par une loi. » La Commission présentant ce texte d'accord avec le gouvernement, il a été voté; mais que signifie-t-il au juste? Nous avouons n'en rien savoir. Il peut signifier la même chose que l'amendement de M. Lintilhac; il peut aussi ne signifier rien du tout, et c'est ce qu'a insinué M. le ministre des Finances, lorsqu'il a dit que, toutes les mesures à prendre devant entraîner des demandes de crédit, on aurait pu, en somme, se passer de l'article 2, puisqu'il est clair qu'il faut une loi pour avoir un crédit. Mais alors, que devient la liberté du gouvernement de notifier le rachat quand il voudra? Pourra-t-il le faire avant d'avoir obtenu les crédits indispensables pour assurer l'exploitation du réseau? Est-il certain d'avance d'obtenir tous ceux qu'il demandera? A-t-il la prétention d'escompter le vote de la Chambre et du Sénat? Leur présentera-t-il une demande de crédit comme la carte forcée? Enfin le texte voté ne vise pas seulement des demandes de crédit, puisqu'il dit que les « conditions générales d'administration provisoire » seront déterminées par une loi. Il est possible que cela n'ait aucun sens, mais, si cela en a un, ce ne peut être que celui que M. Lintilhac avait attaché

à son amendement. Il faudra, en effet, une loi aussi bien pour l'organisation provisoire que pour l'organisation définitive et, dès lors, cette loi doit être préalable à la notification du rachat. Tout cela est obscur : c'est peut-être pour ce motif qu'on l'a voté.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement, après des péripéties dramatiques, a obtenu ce qu'il voulait. Il a infligé au Sénat une « humiliation » que celui-ci a acceptée. Il a exigé et a obtenu sa soumission à une mesure que la majorité jugeait mauvaise, et qui, à ses yeux, mettait en péril un élément important de la fortune publique. Pourquoi le Sénat ferait-il désormais plus de résistance sur d'autres réformes que le Cabinet a mises aussi dans son programme, et qu'il fera voter aussi par la Chambre? Puisqu'il est entendu que le Cabinet est intangible et sacré, et que le précieux intérêt de sa conservation doit passer avant tous les autres, M. Rouvier a eu raison de dire qu'il n'y a plus de Sénat : car à quoi sert-il? Et quand on pense que ce ministère auquel personne n'ose toucher, auquel tout le monde porte une sorte de respect si religieux, qu'on se regarderait presque comme criminel si on le renversait, est présidé par un homme qui, pendant quinze ans de sa vie, s'est amusé à jeter à bas des ministères les uns sur les autres et a paru se délecter infiniment à ce jeu de massacre, comment invoquer la « justice immanente des choses? » Comment y penser sans ironie?

Un nouveau débat sur le Maroc, qui a eu lieu à la Chambre des députés, a été suivi d'un nouvel ordre du jour de confiance dans le ministère. Était-il très utile? La situation du Maroc, quelque compliquée qu'elle soit et en dépit des incertitudes qu'elle présente encore sur un grand nombre de points, est cependant bien connue, et, si la politique de notre gouvernement l'est un peu moins, il n'y avait aucune raison de croire qu'elle deviendrait plus claire parce que M. Jaurès aurait demandé une fois de plus des explications, et qu'une fois de plus on les lui aurait données.

Un éloquent discours de M. Paul Deschanel a posé un certain nombre de questions comme elles devaient être posées, et y a indiqué des solutions qui se sont trouvées d'ailleurs à peu près conformes à celles que le gouvernement devait exposer un moment plus tard. On sait avec quelle attention M. Deschanel a suivi, depuis l'origine, toute cette affaire marocaine. Il la connaissait déjà fort bien lorsqu'il est allé, au cours des vacances de Pâques, passer quelques semaines au nord de l'Afrique : il devait rapporter de ce voyage une documenta-

tion plus abondante encore et surtout ces impressions plus vives que donne toujours la vue directe des objets. M. Deschanel propose à la fois de s'enfermer dans une politique prudente, et cependant de ne pas perdre le bénéfice de l'effort considérable qui a été fait. Nous sommes bien d'avis, comme lui, que nous ne pouvons pas avoir travaillé seulement pour l'honneur, et que si notre situation spéciale nous impose des devoirs, elle nous donne aussi des droits. Nous aurions renoncé à ces droits si nous n'avions rien fait de plus que les autres, mais tel n'a pas été notre cas, et il ne faut pas que le sang français, qui a coulé une fois de plus sur la terre africaine, ait été répandu sans résultats. M. le ministre des Affaires étrangères a sans doute donné satisfaction à M. Deschanel en disant que notre situation s'était affermie au Maroc, et que la France, n'ayant pas manqué à son rôle, recueillerait sans nul doute le bénéfice de son intervention. L'héroïsme de nos soldats n'aura pas été dépensé en pure perte. Tout le monde n'est pas d'accord sur la limite à donner à notre action. A côté de M. Jaurès qui aurait voulu que nous ne fissions rien, M. Denys Cochin aurait voulu que nous fissions plus que nous n'avons fait. M. Cochin conseille la marche en avant; il est plein de générosité, d'ardeur, de confiance, de hardiesse. M. Jaurès et lui sont aux antipodes l'un et l'autre; M. Paul Deschanel et le gouvernement sont entre eux deux. Tous deux lui prédisent, à la vérité, qu'il ne pourra pas y rester, et qu'il devra prendre prochainement une attitude plus résolue, très en deçà ou très au delà de la ligne intermédiaire où il prétend se tenir. Mais évidemment la Chambre n'est de l'avis, ni de M. Jaurès, ni de M. Cochin. Elle ne regarde pas pourtant la politique suivie par le gouvernement comme un chef-d'œuvre; et c'est pour cela sans doute que, bien que la majorité ministérielle soit restée l'autre jour très forte, il y a eu un nombre inusité d'abstentions. La Chambre éprouvait, malgré tout, un peu d'incertitude et de malaise.

L'intérêt véritable du débat n'était d'ailleurs pas dans l'échange de vues qui s'est déroulé à la tribune, mais dans la lecture que M. le ministre des Affaires étrangères y a faite des instructions envoyées par lui au général d'Amade dans la Chaouïa et au général Lyautey sur la frontière algéro-marocaine. Cette lecture terminée, on aurait pu en prendre acte et s'en tenir là sans aucun inconvénient. Les instructions adressées à nos deux généraux sont sages, en effet. Nous avons toujours exprimé le désir que notre expédition dans la Chaouïa ne dépassât pas la Chaouïa, et ne fût pas le commencement d'une expédition à plus longue portée. Nous en avons exprimé un

autre, à savoir que, cette expédition une fois terminée, notre but une fois atteint, notre programme une fois rempli, nous ne songions plus qu'à la pacification du pays occupé par nos troupes, et que nous en remettions peu à peu la défense entre les mains de ses habitans. Par ce moyen seul, on arrivera à une solution dégressive de la question de la Chaouïa. Nous avons lu avec soin les instructions du général d'Amade; elles sont de nature à conduire, si on le veut, au dénouement indiqué; mais elles permettent, si on le préfère, de perpétuer indéfiniment l'état de choses actuel, sous prétexte que la pacification n'est pas encore assez avancée et qu'il serait dangereux de nous retirer trop vite. Ce n'est pas une critique que nous faisons : il serait dangereux, en effet, de nous retirer trop vite, et les instructions du général d'Amade ne pouvaient pas être très différentes de ce qu'elles sont; tout dépend de l'esprit dans lequel elles seront exécutées. Nous ne doutons, au surplus, ni de la sincérité du gouvernement, ni de la correction du général d'Amade, correction dont cet officier a déjà donné des preuves très honorables pour lui. Quant au gouvernement, il est en butte à des suggestions diverses, et, si sa politique a paru quelquefois hésitante, c'est parce qu'il n'a jamais suivi les unes sans ménager les autres. Mais les derniers événemens sont si clairs que le gouvernement n'a plus désormais qu'une voie devant lui, et c'est celle que la Chambre lui a toujours demandé de suivre, lorsqu'elle lui a dit et répété que les affaires intérieures du Maroc ne le regardaient pas : cela signifie en bon français qu'il n'a pas à se prononcer entre les deux frères ennemis. Les progrès de Moulaï-Hafid ont été tels dans ces derniers temps que tout fait croire à son succès final; mais le Maroc est la terre des surprises, et il serait prématuré de reconnaître dès maintenant Hafid comme sultan. Le dieu du Prophète ne s'est pas encore définitivement prononcé en sa faveur. Il ne faut pas, toutefois, mettre par avance à sa reconnaissance des conditions qu'en aucun cas il ne lui serait possible de remplir. Notre gouvernement se renferme dans une réserve très sage lorsqu'il fait remarquer que la solution de la question ne dépend pas de lui seul, mais bien de toutes les puissances qui étaient représentées à Algésiras et qui y ont traité avec Abd-el-Aziz. Ce précédent constitue jusqu'à nouvel ordre au profit de ce dernier un préjugé favorable, sans qu'il faille cependant en exagérer la valeur. Les puissances ont traité avec le sultan du Maroc, c'est-à-dire avec une personne qui peut changer. Mais il faut un consentement universel pour rendre le changement légitime au point de vue international. Contentons-nous de dire que

ce consentement ne saurait manquer le jour où Moulaï-Hafid serait en fait le maître, non pas du Maroc tout entier, car jamais personne ne l'a été, mais de la plus grande partie du pays. Pour le moment, nous n'avons qu'à attendre et à laisser le temps faire son œuvre.

Les instructions du général Lyautey ne sont pas moins dignes d'approbation que celles du général d'Amade. Un rôle important, utile, glorieux à sa manière, est attribué au général Lyautey, et c'est aussi un rôle de pacificateur. On a constaté avec satisfaction qu'aussitôt après son arrivée sur la frontière algéro-marocaine, les troubles qui y avaient éclaté se sont apaisés, comme si sa présence avait suffi pour y ramener le calme et la soumission. Nous en sommes d'autant plus heureux que le général Lyautey a besoin d'une situation normale pour remplir les fonctions de haut commissaire qui lui ont été confiées. L'objet de ces fonctions, on le sait, est d'assurer l'exécution des arrangemens conclus par nous avec le Maghzen en 1901 et en 1902, arrangemens dont nous avons pu faire état à Algésiras pour y affirmer une fois de plus nos droits de police spéciaux sur la frontière algéro-marocaine. Il s'agit à présent d'user de ces droits, et de créer sur la frontière les marchés qui doivent mettre en valeur les ressources économiques du pays, habituer les populations marocaines et françaises à des rapports fructueux d'où naîtra une confiance mutuelle, en un mot amener une pacification durable. Le général Lyautey est assurément à la hauteur de cette tâche. Il est à la fois administrateur, négociateur et militaire et n'est pas moins propre aux œuvres de paix qu'aux œuvres de guerre : c'est même l'originalité de son caractère, et ce qui le rend particulièrement attachant.

La Chambre, par son ordre du jour, a approuvé les instructions données à nos deux généraux, instructions dont elle avait beaucoup entendu parler, mais qu'elle ne connaissait pas et qu'elle désirait connaître. On avait dit dans les journaux qu'elles avaient été spontanément communiquées aux puissances : il était naturel que la France les connût comme elles. M. Jaurès a tiré parti de cette communication faite aux puissances pour insinuer, avec une insistance affectée, qu'elle avait eu lieu à la suite d'une sorte d'injonction qui nous aurait été adressée. Si cela avait été vrai, peut-être n'aurait-il pas fallu le dire ; mais s'il est moins dangereux, n'est-il pas encore plus irritant de l'entendre affirmer lorsque cela n'est pas vrai ? M. le ministre des Affaires étrangères a fini par perdre patience devant ces assertions réitérées, et dans une interruption un peu vive mais parfaitement légitime, et qui ne dépassait nullement les convenances, il a de-

mandé à M. Jaurès à quel titre il tenait, au nom de l'Allemagne, un langage que ses représentans officiels ne lui avaient jamais tenu. Les socialistes ont montré alors une telle indignation et fait un si grand tapage que M. le président Brisson a cru devoir présenter des explications qui ressemblaient à une excuse du ministre. Mais l'opinion allemande ne s'est nullement émue du langage de M. le ministre des Affaires étrangères, et il ne faudrait pas que nous prissions l'habitude de nous émouvoir pour elle, et plus qu'elle, de paroles qui la laissent indifférente. N'est-ce pas ce que nous avons déjà fait une première fois à propos d'un discours militaire qu'un de nos généraux avait prononcé devant sa troupe ? Le gouvernement a envoyé ce général de la frontière de l'Est en Algérie : en Allemagne, on a quelque peu souri de notre délicatesse.

Si nous rappelons ce souvenir, c'est que nous songeons aux discours que l'empereur Guillaume a peut-être prononcés à Dœberitz et certainement à Hambourg. On en a fait beaucoup de bruit dans le monde, et on s'est grandement préoccupé en Allemagne de la question de savoir si le premier de ces discours était authentique. Il semblait que, s'il l'avait été, la paix de l'Europe en aurait été moins assurée. Nous sommes heureux de constater que, cette fois, c'est l'opinion française qui a montré le plus de calme et de sang-froid. Pendant qu'on se demandait chez nos voisins si le discours de Dœberitz avait été vraiment prononcé, ou s'il ne l'avait pas été; que les uns le jugeaient pacifique, mais que les autres le qualifiaient de belliqueux; que la chancellerie impériale se gardait de le démentir tout à fait, et même qu'elle s'y associait par des notes officieuses; enfin que des journaux habituellement inspirés assuraient que tout Allemand digne de ce nom pensait et sentait comme l'Empereur ; pendant que toutes ces gloses se succédaient, se croisaient, se complétaient, se contredisaient, nous nous demandions en France ce qu'il pouvait y avoir de si impressionnant dans le discours, ou dans le pseudo-discours de Dœberitz. Il convient d'attacher toujours une grande attention à des paroles tombées de si haut; mais enfin l'empereur Guillaume en a prononcé d'autres dont on aurait pu s'inquiéter encore davantage, et auxquelles il a été évident par la suite qu'il n'attachait pas lui-même le sens menaçant qu'on leur avait donné. A Dœberitz qu'a donc dit l'Empereur dont nous devions nous inquiéter ? L'Empereur n'était pas dans son cabinet, parlant à son chancelier ou à son ministre des Affaires étrangères; il était au milieu de ses officiers, après des manœuvres militaires, et là, comme chef d'armée,

il a dit ou il aurait dit : — Si on nous attaque, nous sommes de taille à nous défendre ! — Et on veut que ce discours nous émeuve ? Il ne nous émeut pas le moins du monde, car il était parfaitement à sa place à Dœberitz. Qu'importe que l'Empereur, avec son éloquence prime-sautière, lui ait peut-être donné une tournure plus vive, et qu'il ait dit par exemple : — On parle de nous encercler; eh bien, qu'ils viennent, et ils verront que, même à nous seuls, nous sommes capables de les recevoir comme il convient? — De pareils propos ne sauraient éveiller ni nos susceptibilités, ni nos appréhensions. Et à Hambourg, qu'a dit l'empereur Guillaume ? Il a été reçu avec enthousiasme, et la population tout entière a entonné, avec une spontanéité bien opportune, un vieil air national qui est aussi un chant de guerre; l'Empereur a dit un chant d'orage : « J'en sais assez, a-t-il ajouté; je vous remercie; je vous ai compris. C'est comme la pression d'une main amicale que l'on donne à un homme qui marche résolument vers son but et qui sait qu'il a derrière lui quelqu'un de prêt à lui venir en aide. Puisse ce port être toujours plus florissant, et se développer, ainsi que le commerce de Hambourg, sous la protection d'une paix honorablement conservée, que notre armée et notre marine sauront toujours nous garantir ! » Un journal allemand, la *Germania*, assure que, dans toutes les occasions précédentes où il a parlé de la paix, l'Empereur a dit la paix tout court, tandis qu'il a dit cette fois : « la paix avec honneur et garantie par notre force militaire. » Nous croyons que la *Germania* se trompe : il n'y a rien de nouveau dans le discours de l'Empereur à Hambourg et M. Fallières aurait pu le tenir comme lui. C'est un discours fier, confiant, mais pacifique, et il faut que l'opinion allemande ait d'autres sujets de préoccupation pour s'arrêter si longuement à celui-là.

Quels peuvent être ces sujets ? Le temps et la place nous manquent pour le rechercher en ce moment, mais nous le ferons un jour prochain, car l'état général de l'Europe, bien qu'il ne doive exciter aucune inquiétude, mérite d'être examiné avec quelque attention.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.